

CULTURE
& *proximité*



L'ACTION CULTURELLE DANS LA VILLE

Démarches, expériences



COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
Fonds social européen



L' ACTION CULTURELLE DANS LA VILLE

Démarches, expériences

Culture & Proximité / avril 2000
ISBN : 2-9515285-0-7



La culture est dans la ville. Vivre ensemble, c'est partager des valeurs communes qui s'expriment bien souvent dans la diversité culturelle. La politique de la ville a depuis ses origines, accordé une place importante aux projets culturels des habitants, parce qu'ils facilitent les échanges, parce qu'ils contribuent à développer le lien social, parce qu'ils sont au cœur de la citoyenneté.

Bien souvent même, de puissants mouvements culturels, régénérant la création, sont nés dans nos quartiers populaires. Accorder à ces mouvements culturels une place majeure dans la politique de la ville, c'est reconnaître qu'ils enrichissent la société toute entière.

La ville n'est pas d'abord un lieu de souffrance, mais de créativité, de vie, de culture. La ville est, par nature même, un lieu de confrontation, de rencontres, de diversité humaine. L'aspiration des hommes et des femmes qui vivent dans nos villes et dans nos cités à l'égard de la culture est immense ; la soif de connaître et de comprendre, de partager la création dans son extrême diversité, ne s'arrête jamais aux cercles restreints des centres historiques. C'est bien pour cela qu'il n'y a pas des formes nobles de culture qui s'opposeraient à des formes moins nobles : la culture est cette aspiration à vivre une communauté de destin, que les formes de la création rendent perceptibles à tous.

Les initiatives sont variées, les réussites nombreuses : les friches industrielles sont aujourd'hui de plus en plus appropriées comme des lieux d'émergence culturelle ; les cafés-musiques se sont multipliés offrant aux jeunes les chances d'un lieu d'expression artistique au plus grand bénéfice des habitants ; les artistes en résidence ont su inscrire dans la durée des actions au bénéfice des quartiers populaires ; des scènes nationales se sont investies dans des échanges artistiques avec des associations de proximité ; des associations de femmes ont développé des actions inter-culturelles ; l'opération « Un été au Ciné » s'est particulièrement impli-

quée au bénéfice des habitants des quartiers. Autant d'initiatives qui donnent envie de vivre ensemble, d'échanger entre cultures d'origines différentes, de partager des émotions, bref, de s'approprier un patrimoine culturel commun coproduit par tous.

Ce guide répond à la volonté de montrer « ce qui marche ! », pour aider à l'émergence de nombreuses actions nouvelles dans la prochaine génération de contrats de ville. Loin d'être exhaustif, il se veut cependant à l'image de la diversité.

C'est dans cette même logique que le premier Festival International de la Ville, qui a lieu à Créteil, a été conçu. La seconde édition en septembre 2000 sera plus fortement marquée encore par les actions culturelles issues des villes ; c'est en positivant la ville, en réinscrivant le droit au beau pour tous, que l'on donnera véritablement aux habitants le sentiment d'être traités à égalité. C'est bien un projet de citoyenneté que le projet culturel permet de conduire pour nos villes.

Claude Bartolone
Ministre délégué à la ville

Sommaire

AVANT-PROPOS	9
RECOMMANDATIONS : Construire un véritable projet culturel	13
La ville en débat, la ville en recreation	17
VILLE DE CHAMPIGNY-SUR-MARNE & OBSERVATOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES Reconcevoir collectivement l'action culturelle locale	19
VILLE DE LAVAL Renouer avec la mémoire pour envisager le futur	27
CARMEN - Projet : Canal Nord - Amiens Débattre publiquement du cadre de vie grâce à une télévision de quartier	35
LES LABORATOIRES D'AUBERVILLIERS Ouvrir des espaces publics de débats critiques autour de la création artistique	43
Voyage en Grande-Bretagne	51
Pépinières européennes de jeunes artistes - Artistes contre l'exclusion	53
VIZ ARTS & PEOPLE - Bristol Interroger la créativité des habitants dans les projets de réhabilitation urbaine	55
Les réflexions sur le rôle de l'art dans la régénération urbaine en Grande-Bretagne	63
L'expression des habitants, creuset de l'interculturalité et de l'intégration	71
CANAL SAMBRE - Aulnoye-Aymeries Le rôle d'une radio de proximité dans l'émergence d'une identité collective	73
ACENER - Projet : Tissé Métisse - Nantes Quand les comités d'entreprises se mobilisent pour la cité et contre la xénophobie	81
Points de vue : La délégation régionale FAS Pays-de-la-Loire	89
MAISON DES RACINES DU MONDE - Projet : "Paratge" - Toulouse Une démarche d'intégration s'inscrit dans une approche globale de l'action culturelle	91
Entretien : Le conseiller pour l'action culturelle de la DRAC Midi-Pyrénées	101

Visite en Italie	103
COSPE - Les activités interculturelles de femmes	105
ALMA TEATRO - Turin	
Les initiatives interculturelles de femmes au cœur du lien social	107
Le rapport comparatif de "Culture et quartiers"	115

De l'émancipation personnelle à l'insertion professionnelle 119

CONCILIABULES - Villeurbanne	
Femmes à la reconquête de leur autonomie	121
TRACTION AVANT COMPAGNIE - Vénissieux	
Création et ateliers d'expression pour construire les liens entre générations	131
Entretien :	
Le sous-préfet chargé de la politique de la Ville en Rhône-Alpes	139
Point de vue :	
Le conseiller pour l'action culturelle à la DRAC Rhône-Alpes	140
ÉCOLE D'ART D'AVIGNON - Projet : Mobilier de crise	
L'expérience de l'art comme moteur d'un parcours d'insertion	143
LA LAITERIE - Projet : Quartiers d'Europe - Strasbourg	
La formation des jeunes et la parole des habitants au centre du projet artistique	151

Incursion en Espagne 161

TransEuropeHalles, réseau européen de friches culturelles	163
ATENEU POPULAR - Barcelone	
Mobilisation des habitants pour un espace culturel citoyen	165
L'art et la culture dans la revitalisation urbaine selon des universitaires espagnols	171

Construire le développement autour d'un équipement culturel 177

GRENIER À SEL - Trappes	
Approfondir le rôle de l'éducation à l'image dans le développement local	179
Discours :	
Le ministre de la Culture à Trappes - Bilan de l'opération "Un été au Ciné"	187
LE VOLCAN - Le Havre	
Une Scène Natonale impliquée dans l'insertion	191

LE TRIANGLE – Rennes	
Un centre culturel dans le quartier pour préparer la médiation entre artistes et populations	199
EMMETROP – Bourges	
Accompagner la naissance et la réalisation de projets artistiques	207
LA FRICHE LA BELLE DE MAI – Marseille	
Démultiplier les effets de l'activité artistique sur le développement socio-économique	215

Regard sur la Belgique 221

Bruxelles/Brussels 2000 :	
Une dynamique de développement à long terme sur le thème de "la ville"	223

De nouvelles professionnalités et des coopérations renforcées 231

APSV (Association de Prévention du Site de la Villette)	
Former des agents locaux d'accompagnement culturel	233
VILLE DE SAINT-NAZAIRE & THÉÂTRE ATHÉNOR – Projet : Rites et mémoires de naissance	
Sensibiliser les professionnels de l'enfance et transformer les pratiques	241
Entretien :	
Le chef de projet du Contrat de Ville de Saint-Nazaire	247
CULTURE COMMUNE – Projet : "Petite enfance, enfance, famille" – Loos-en-Gohelle	
Organiser la coopération entre travailleurs sociaux, acteurs culturels et artistes	251
BANLIEUES BLEUES – Projet : Carnavalcade – Saint-Denis	
Un grand projet déclencheur et fédérateur de dynamiques à long terme	259

Annuaire 267

Repères bibliographiques

INTERCULTURALISME, LIEN SOCIAL, POLITIQUE DE LA VILLE	
Ouvrages	277
Actes de Colloques	282
Périodiques	284
Films documentaires	284

Avant-propos

Cet ouvrage a été réalisé en 1999 à la demande du ministère délégué à la Ville en lien avec le ministère de la Culture. Il a pour but de présenter aux acteurs locaux de l'action culturelle et de la politique de la ville des expériences qui ont su, depuis de longues années déjà, faire la preuve de l'importance de l'intervention artistique et culturelle dans le développement social urbain.

En mobilisant une participation active et imaginative des habitants, en dynamisant les parcours d'intégration et d'insertion sociale ou professionnelles, en facilitant les échanges interculturels et transgénérationnels, une action culturelle d'envergure, pensée et menée sur le long terme, est sans conteste en mesure de raffermir le lien social, ouvrir des perspectives de développement économique, et même infléchir le fonctionnement traditionnel des institutions en générant des partenariats nouveaux et féconds fondés sur l'émergence d'une intelligence collective.

En utilisant peut-être des mots différents, toutes les expériences séparées influent, directement ou indirectement, sur l'ensemble des dimensions multiples du développement social, culturel et économique local, en tâchant de n'oublier personne. Si l'une met plutôt l'accent sur l'éducation des enfants, une autre sur l'insertion des jeunes, une troisième enfin sur l'interculturalité, on s'apercevra néanmoins que dans leur très grande majorité elles s'évertuent à prendre à bras le corps la complexité des composantes sociales et de leurs relations sur un territoire, et d'apporter une pierre, symbolique autant que concrète, pour la construction d'une société plus solidaire.

Il fut donc malaisé de classifier ces expériences dans des rubriques distinctes, et les diverses têtes de chapitres n'ont qu'une valeur indicative pour faciliter le parcours du lecteur, en relevant l'une des dimensions de leurs actions.

Les expériences sont décrites dans leur ensemble, en dressant le tableau des divers axes de leurs activités, ou en dirigeant le projecteur sur l'une de leurs actions afin de mieux entrer dans le détail de leur mise en œuvre. Pour chaque expérience, nous nous efforçons, en concertation avec les responsables des structures, de mettre l'accent sur la "démarche" et les "effets", afin de rendre compte des méthodes développées par les acteurs culturels locaux dans la conduite de leurs projets et d'aborder les critères à partir desquels ils en apprécient les résultats.

Des points communs se découvrent dans la majorité des expériences :

- les actions sont conçues dans la durée, et pour durer, bien au-delà des programmations ponctuelles ;
- elles sont pensées et concertées, fruit d'une réflexion mûrie et approfondie sur les finalités à laquelle seront invités à contribuer une pluralité d'acteurs ;
- elles montrent voire démontrent que les populations ne peuvent être uniquement considérées comme des consommateurs de culture. Sont pris en considération leur besoin d'être témoins de leur propre culture, de construction d'une identité collective avec leur voisinage sur un territoire, d'être acteurs de leur propre vie. Ce qui passe par l'expression, la prise de parole dans le cadre d'espaces publics de débat et surtout d'ateliers de création animés par des formateurs et des artistes.

Cette dimension fondamentale de l'action culturelle dans les villes, et en particulier dans les quartiers d'habitat social, représente l'enjeu d'une démocratie culturelle dont la démocratisation, consistant à développer l'accès des publics non traditionnellement consommateurs de culture à l'offre culturelle, n'est que l'un des moyens.

Les ateliers de création collective sont donc fréquents dans les expériences présentées. Ils ouvrent les enfants à la découverte de leur monde et peuvent rompre la spirale de l'échec scolaire. Ils valorisent les jeunes et leur redonnent confiance en eux dans leur chemin d'accès à un univers adulte d'aspect abrupt et fermé. Ils révèlent des capacités enfouies, d'autonomie et de projection en particulier, chez des personnes marginalisées du marché de l'emploi.

Des expériences sont souvent conduites à partir d'équipements aménagés dans des friches urbaines, vestiges de la période industrielle et de la mémoire ouvrière. Elles ont précisément cette capacité de réunir en un même espace la diffusion artistique, la création contemporaine et des ateliers d'expression, de débat et de production collective, en se présentant comme le lieu de toutes les rencontres : entre artistes et habitants, jeunes et moins jeunes, cultures vivantes.

Des événements (comme le festival Tissé Métisse ou la Carnavalcade de Banlieues Bleues), ou des thèmes fédérateurs d'action culturelle (comme "Paratge" à Toulouse, la "petite enfance" à Saint-Nazaire et dans le Pas-de-Calais), permettent d'ouvrir des espaces de recherche, de création et de participation aux professionnels des secteurs culturels, socio-éducatifs, aux artistes et aux habitants. Ces rencontres, ces croisements de points de vue, d'imaginaires et d'énergies, concourent à l'élaboration d'un carnaval, d'un festival ou d'une succession cohérente de manifestations unies sous le drapeau de valeurs partagées, qui convergent vers les idées de tolérance, d'acceptation de la différence, de lutte contre la xénophobie et les phénomènes d'exclusion.

Si l'émergence de solidarités nouvelles et renforcées pour entrer dans le prochain siècle est le défi de ces multiples initiatives françaises, de telles préoccupations s'avèrent, au-delà de certaines nuances dans la manière d'exposer les objectifs et les stratégies, identiques sur d'autres quartiers, d'autres villes de l'Europe en formation.

C'est pourquoi nous avons voulu porter à votre connaissance, navigant au gré des réseaux d'affinités inter-initiatives qui se tissent d'un point à l'autre de l'Union européenne, l'existence de quelques expériences significatives (et signifiantes) qui placent au premier plan la participation des habitants à des actions culturelles et artistiques en tant que vecteurs déterminants des processus de régénération urbaine.

Il s'agit, en Grande-Bretagne, d'une formule de "consultation artistique" des habitants dans le cadre d'un projet de réhabilitation, et plus généralement des réflexions en cours au plus haut niveau de l'État sur l'impact de l'art dans la régénération urbaine. En Italie, nous rencontrons un centre interculturel de femmes qui a créé une troupe théâtrale aujourd'hui renommée, en Espagne, une friche urbaine occupée puis transformée en centre de création et de pratique artistique par des habitants du quartier.

En Belgique enfin, le cadre institutionnel proposé par l'opération "Bruxelles 2000" crée un cadre favorable à l'émergence d'une multitude de projets artistiques et culturels de toutes natures, dont bon nombre se construisent avec et par les habitants.

Toute cette matière, ces contenus, cette richesse formée pas à pas par des acteurs, doivent conforter les décideurs, s'il en était besoin, de la nécessité d'intégrer des volets culturels complets et construits dans les programmes de développement social et économique urbain. La signature des contrats de ville 2000/2006, nous l'espérons, verra sur ce plan des évolutions nettes se confirmer, et les recommandations des ministères de la Ville et de la Culture présentées dans cet ouvrage devraient les encourager.

Nous tenons enfin à dédier cet ouvrage à Claude Bury, fondateur de la télévision de quartier Canal Nord à Amiens, qui nous a quittés le 27 mars 1999, à l'âge de 54 ans.

À juste titre, la presse a salué en cet homme un précurseur, dont le parcours emblématique s'est accompli sous les traits de l'exigence, de la générosité et de l'authenticité.

Recommandations

Construire un véritable projet culturel

Élément essentiel de la politique de la ville, la dimension culturelle doit prendre toute sa place dans le projet de ville. C'est une véritable politique locale de démocratisation culturelle et de démocratie locale, appuyée sur les ressources des cultures vivantes des populations, qu'il s'agit de construire sur l'ensemble de l'espace de la ville et dans la durée.

L'objectif est aujourd'hui, après vingt ans de politique de la ville, de sortir de l'expérimentation et de doter les acteurs de terrain d'outils qui assureront la pérennité d'initiatives culturelles aptes à transformer la société toute entière.

Bilan des contrats de ville du XI^e Plan

Depuis plus de quinze ans, des élus, des habitants, des associations, des jeunes, des artistes, des enseignants, des techniciens, ont ouvert la porte à de véritables transformations sociales par la culture. Le passage du DSQ (quartier) au contrat de ville (communal ou intercommunal), a constitué une opportunité pour élaborer une véritable stratégie d'agglomération, tout en menant des actions de proximité.

Des villes ont su s'emparer de cette dynamique et ont démontré qu'une intercommunalité au service de véritables pôles de compétence d'agglomération était possible.

La trop grande rapidité de la signature des contrats de ville n'a toutefois pas facilité l'élaboration d'un volet thématique clairement identifié déclinant, à partir d'un diagnostic partagé, les ressources culturelles en direction des territoires concernés, notamment celles à destination des habitants et du secteur associatif.

Cette situation n'a pas freiné l'émergence d'initiatives culturelles et socio-culturelles financées par la politique de la ville, elle les a rendues plus floues, moins stratégiques dans la lutte contre les exclusions. De nombreuses actions, parfois modestes, ont été porteuses d'une véritable démarche de développement local avec les habitants.

Six principes d'intervention

1 S'appuyer sur un diagnostic de l'offre culturelle et un bilan des actions menées dans le cadre des contrats de ville.

2 Faire participer les habitants aux projets artistiques et culturels.

3 Renforcer les actions de démocratisation de la culture.

4 Mobiliser simultanément les artistes, les architectes, les urbanistes et les professionnels de la culture.

5 Redonner à l'espace commun de la ville son rôle de creuset et sa capacité d'intégration.

6 Construire un projet cohérent dans le temps et inscrire l'action dans la durée.

Les actions

Pour rendre lisibles et plus efficaces les actions culturelles de la politique de la ville, et pour orienter la négociation, il conviendra de privilégier les types d'actions suivantes :

■ Développer l'éducation et l'apprentissage artistique et culturel.

Cela implique en particulier une coopération entre les institutions en charge des jeunes et les institutions culturelles ; la collaboration de professionnels de l'action artistique et culturelle, la présence des artistes au centre du dispositif, la sensibilisation des cadres intermédiaires de l'Éducation nationale et de l'éducation populaire constitueront de précieux leviers nécessaires à la prise en compte des cultures, des langues et de la mémoire des populations concernées.

■ Soutenir et valoriser les pratiques artistiques en amateur

et les expressions artistiques émergentes.

Ce soutien, qui implique les institutions culturelles comme d'autres relais (associations, centres sociaux, maisons de quartiers...) devra être accompagné par le développement de lieux de création et de pratiques, et par la formation et la mise en commun de ressources et de rencontres entre les artistes et les professionnels.

■ Fédérer et déployer la vie culturelle sur l'ensemble de la ville.

■ Favoriser la fréquentation de toutes les institutions culturelles suppose de développer l'information sur l'ensemble de l'offre culturelle et de compter en particulier sur la collaboration des équipements culturels de centre-ville, comme partenaires de projets et relais d'expressions artistiques émergentes.

Les actions telles que les ateliers d'écriture, les médiateurs du livre autour des bibliothèques, correspondent à cet objectif.

Cet aspect tout à fait essentiel s'inscrit d'ailleurs dans la logique des initiatives tarifaires déjà prises, qu'il faut encore développer.

■ Contribuer à l'amélioration du cadre de vie urbain et à son appropriation comme patrimoine commun.

L'ensemble de l'espace urbain, pour être respecté et apprécié, doit pouvoir être reconnu comme patrimoine commun. Un ensemble de démarches concernant le cadre

bâti historique et contemporain, ainsi que les espaces collectifs de la ville, y contribueront avec l'appui des directions concernées du ministère de la Culture : amélioration de la qualité de l'environnement urbain, réhabilitation architecturale et requalification des espaces collectifs, présence de l'art dans la ville.

■ Développer le recours aux technologies de l'information

Le développement "d'espaces culture multimédia" contribue utilement à une action de démocratisation de l'accès aux technologies de l'information. Engagé par le ministère de la Culture, ce programme spécifique sera mis en œuvre en cohérence avec la géographie prioritaire de la politique de la ville pour permettre de renforcer le recours à ces nouveaux outils, notamment dans le cadre des actions de réinsertion professionnelle.

Le partenariat

Il n'y aura pas de projets culturels au cœur des contrats de ville sans association des différents registres artistiques, qu'il s'agisse de l'événement ponctuel ou d'actions davantage inscrites dans la durée. Pour atteindre cette ambition, le contrat de ville devra fédérer les différents partenaires, qu'il s'agisse des collectivités locales et territoriales, des services de l'État et des partenaires traditionnels de

la politique de la ville (FAS, CDC) comme des associations porteuses d'actions émergentes, et notamment des structures de l'éducation populaire.

Il faudra en effet, pour la réussite de ces programmes, articuler les interventions et profiter des synergies, en associant les structures relevant des domaines socio-culturels à celles des établissements relevant du ministère de la Culture.

Les moyens

La préparation des contrats s'appuiera sur un diagnostic avec les partenaires locaux fondé sur le recensement des "forces culturelles" en leur assignant place et rôle dans la conduite du programme.

Le financement du projet peut être multiple : le fonds interministériel pour la ville (FIV), la participation des établissements culturels subventionnés au titre de la charte des missions de service public, les crédits déconcentrés de droit commun "action culturelle", les fonds structurels européens.

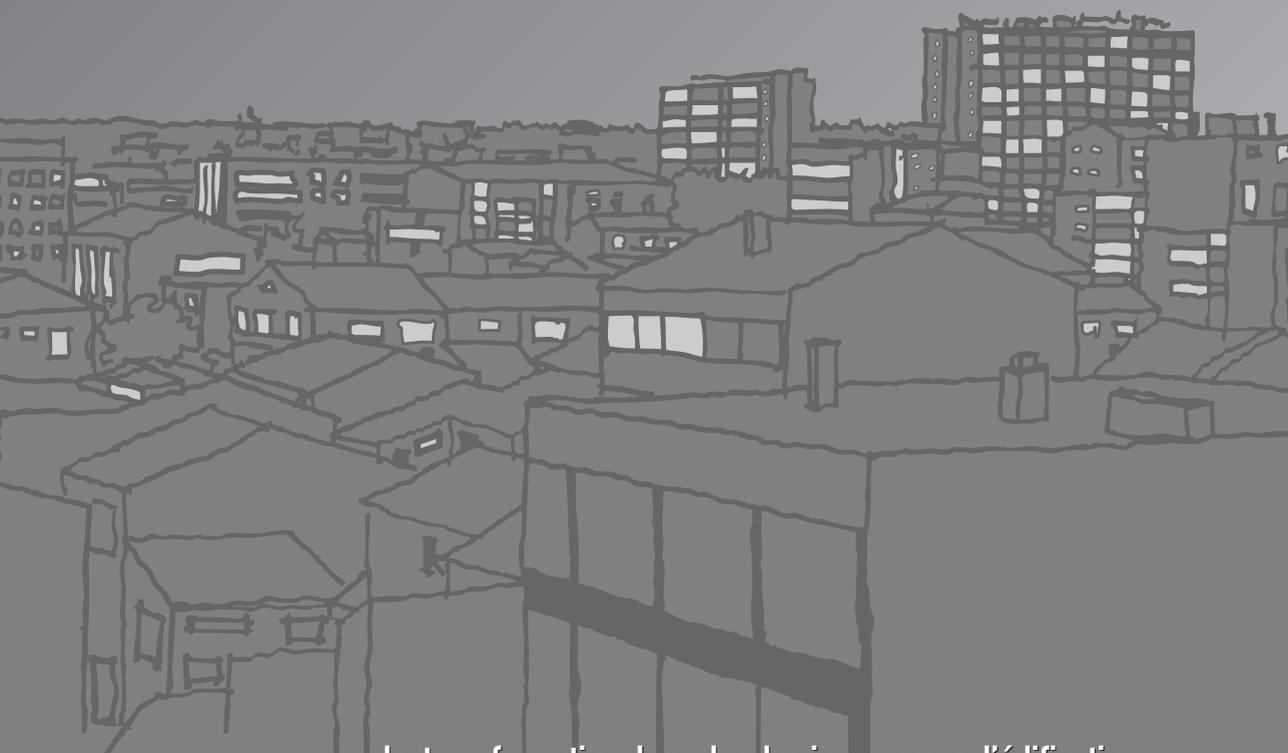
« En répondant aux enjeux associés à la crise urbaine, la politique de la ville doit lutter contre le scepticisme qui parfois s'installe chez certains de nos concitoyens à l'égard du projet démocratique et de l'action publique. C'est par cette action au plus près des habitants que nous lutterons le plus efficacement afin de faire renaître la confiance. »

Lionel Jospin

Extrait de l'intervention du Premier ministre lors de l'installation du Conseil national des villes et du développement social urbain (CNV), le 25 juin 1998



La ville en débat, la ville en récréation



La transformation du cadre de vie passe par l'édification
et la mobilisation d'une intelligence collective, où les décideurs,
les professionnels et les habitants sont collectivement impliqués.

□ □ □



À **Champigny-sur-Marne**, la ville a décidé de reconcevoir sa politique culturelle avec le soutien de l'Observatoire des Politiques Culturelles de Grenoble. Par des séminaires de réflexion, des études et des rencontres publiques réunissant élus, responsables associatifs, artistes et habitants, des projets cohérents et concertés car issus du débat démocratique se dessinent.



À **Laval**, la concertation a pris la forme d'ateliers d'architecture et d'urbanisme avec les habitants, dont les résultats ont fait l'objet de présentations publiques, afin de raffermir dans la population le sentiment d'appartenance au quartier et de prendre en compte leurs idées dans les projets d'aménagement urbain.



Canal Nord, à Amiens, est une télévision de proximité qui depuis de nombreuses années se présente comme une interface entre les habitants et les décideurs. Le média permet d'exposer les problèmes de la vie quotidienne et d'obtenir des réponses et engagements concrets des élus, représentants de l'État ou bailleurs HLM. Les nœuds des relations sociales s'y délivrent et s'y dénouent également, pour "mieux vivre ensemble".



Les Laboratoires d'Aubervilliers, friche industrielle transformée en espace de création et de débat, sont entre autres devenus un outil au service du changement, auquel des professionnels font appel pour mettre en question, auprès de la population, des problématiques du développement social et urbain.



VILLE DE CHAMPIGNY-SUR-MARNE ET OBSERVATOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES

Rédactrice : Johanna Couvreur - FAUT VOIR



Fête des 4 cités - Photo : © J.-L. Guigue

Reconcevoir collectivement l'action culturelle locale

Depuis de nombreuses années, la volonté politique affirmée par la ville de Champigny-sur-Marne (80 000 habitants) privilégie la relation de proximité entre la création artistique et la population et tend à assurer une présence publique importante. Cela a notamment conduit à développer une politique fortement tournée sur les différents quartiers, dont les quatre centres culturels de la ville sont le reflet. Leurs activités sont variées (diffusion, aide à la création, tenue d'ateliers de pratiques artistiques amateurs et accueil d'associations locales) et rencontrent le soutien du public. Néanmoins, une partie de la population en reste exclue. Ce constat a généré une réflexion sur l'élargissement des publics. La question de l'action culturelle, de ses méthodes et de sa nécessaire adaptation a dès lors été posée.

ACTIVITÉS

Processus de redéfinition de l'action culturelle

Un processus collectif de travail et de transformation portant sur l'action culturelle a été engagé par la directrice des Affaires Culturelles, Danielle Bellini. Composé en trois volets, il s'adresse à l'ensemble des acteurs culturels de la ville (directeurs des centres culturels et des écoles de conservatoires).

■ Des **séminaires de réflexion** ont été organisés conjointement avec l'Observatoire des Politiques

Culturelles (OPC) entre décembre 97 et juin 98, afin de permettre aux professionnels d'avoir une réflexion sur leur métier. Acteurs de terrain, chercheurs et consultants ont apporté leurs contributions sur les thèmes : "enjeux des politiques culturelles territoriales - analyse et prospective" ; "publics, pratiques et acteurs culturels" ; "évaluation" ; "culture, lien social et politique de la ville" ; "quelles missions, quelles pratiques, quels nouveaux objectifs pour les acteurs culturels de Champigny ?".

■ Simultanément, une **étude a été menée** par l'Agence Tertius sur les publics de Champigny, visant une meilleure connaissance des publics et des non-publics de la ville ainsi qu'une analyse de l'impact des actions menées. Complémentaire du travail conduit par l'OPC, cette étude s'est voulue un outil d'évaluation et de support à la réflexion.

■ Enfin, des "rencontres pour la culture" ont été tenues à l'issue du processus en février 1999, afin que les élus et les acteurs culturels de la ville présentent les orientations

Guinguette internet, animations scolaires - Photo : © Perisco



**Associer
toute l'équipe
culturelle au
processus de
transformation**

nouvelles en terme d'action culturelle aux partenaires locaux (chefs de projets, responsables associatifs et enseignants, groupes amateurs, personnes ressources ayant aidé et participé à l'étude des publics, artistes, programmeurs locaux). L'ambition était de parvenir à un débat public et démocratique sur les enjeux de la culture à Champigny à travers la présentation des résultats de l'étude des publics et la tenue de tables rondes.

■ Sortir des clivages et dépasser les incompréhensions

La mise en œuvre de ce processus de travail a été décidée suite au bilan contrasté et critiqué d'une expérience pilote de trois semaines, la "Guinguette Internet", menée en 1996 autour d'un chapiteau élevé en centre-ville. Lieu polyvalent, ouvert, convivial, le chapiteau voulait expérimenter un nouveau type de relation avec la population et proposait diverses activités : programmations, jeux de sociétés, bar, multimédia, bibliothèque, bals, accueil des associations, soutien de projets d'habitants. Ayant rencontré un réel succès, cette expérience a confirmé les intuitions de Danielle Bellini quant aux changements à mettre en œuvre mais a néanmoins été mal comprise par une partie de l'équipe. Ne pouvant avancer sans la validation de l'équipe culturelle, Danielle Bellini a alors proposé un processus collectif de réflexion et de transformation.

Spectacle O. Messiaen
Photo : © Perisco

L'ÉTUDE SUR LES PUBLICS

Celle-ci a notamment identifié l'existence d'un décalage entre les populations et l'action culturelle, lié à :

- l'application d'un modèle culturel reposant sur les valeurs des années 70 ;
- une mise en valeur "élitiste" des actions, ne prenant pas assez en compte les univers culturels des populations résidentes ;
- un morcellement de l'intervention publique.

Ce décalage se ressent en particulier chez les jeunes.

Par ailleurs, elle a révélé la nécessité de :

- poursuivre le travail de connaissance et d'écoute de la population comme outil d'orientation pour l'intervention publique ;
- développer la coopération professionnelle et élaborer des outils communs de suivi des publics ;
- travailler à une meilleure lisibilité globale de l'action culturelle en travaillant par domaine à l'amélioration du lien aux populations (développer des actions et des programmations en résonance plus forte avec les intérêts exprimés - exemple : les musiques actuelles en direction des jeunes). Cela inclut également de travailler à une démarche générale d'éducation artistique.



OBJECTIFS

Définir de nouvelles façons de travailler

Affichée comme le premier des objectifs poursuivis, la rénovation de l'action culturelle s'accompagne d'objectifs complémentaires :

- pointer collectivement les logiques de fonctionnement, qui empêchent de penser l'innovation et contraignent souvent, malgré les efforts réalisés, à une répétition du même ;
- dépasser la seule logique de l'offre culturelle, qui transforme les

populations en simple "consommateurs" de culture ;

- trouver un équilibre entre la promotion d'artistes et la valorisation des pratiques amateurs, s'appuyer davantage sur les compétences des habitants, co-construire avec eux certains projets afin de les amener à se ré-appropriier les lieux, les productions et les langages culturels ;
- faire en sorte que les structures culturelles soient porteuses d'initiatives qui favorisent la rencontre avec les œuvres.

DÉMARCHE

De la réflexion collective naît la cohérence de l'action

C'est un souci de positionner les missions du service public de la culture qui a porté la dynamique et appelé à une adaptation du service public. L'ambition de s'adresser à l'ensemble de la population et non seulement à un public averti a été le point de départ de la réflexion. La conception même de la culture a été remise en cause :

productrice de rites et de codes, elle s'adresse à des publics initiés et génère de l'exclusion ; il s'agit donc de l'élargir et de ne pas en faire le champ des seuls experts. Le constat d'une inadaptation des équipements a incité par ailleurs à en repenser les usages, à y introduire plus de convivialité et en faire des lieux d'expression plus ouverts aux habitants.

■ Le choix d'une méthode de partage et de co-construction.

L'unanimité n'a jamais été recherchée, seule la dimension collective de la démarche et du travail était visée afin d'aider à une cohérence de l'action et de la politique culturelle municipale. Un effort de conviction et d'explicitation a dû être mené afin de rendre lisible la démarche auprès des élus et de la population. Soutenue par l'adjointe à la culture,

Guinguette internet, inauguration - Photo : © Perisco



la méthode de travail a également été appuyée par le maire et les directeurs d'équipement.

■ Déroulement

Le cycle a été précédé d'une brève enquête auprès des acteurs culturels concernés, afin de mieux comprendre le contexte dans lequel allaient se dérouler les séminaires, d'appréhender les attentes à l'égard de cette proposition ainsi que les besoins en matière de concepts et d'outils relatifs aux politiques culturelles.

Occasion d'une prise de contact, elle a révélé :

■ l'isolement relatif des professionnels, incertains de la reconnaissance de leur travail par leurs pairs, les élus et la population ;

■ la nécessité d'ouvrir davantage l'action culturelle sur la ville au contact des différentes expressions sociales et culturelles qui s'y manifestent ;

■ la volonté de continuer à proposer et défendre des programmations de qualité ;

■ la nécessité de prendre le temps de l'analyse et de l'évaluation.

Les professionnels ont été partie prenante de l'étude réalisée auprès des Campinois.

Enfin, conçues comme un aboutissement, les "rencontres pour la culture" ont été un temps d'information, de réflexion et de débats contradictoires ainsi que de repérage de personnes ressources potentielles avec lesquelles bâtir les actions futures.

EFFETS

Implication de tous les acteurs et nouveaux projets

■ Une définition plus claire des missions

Les acteurs culturels de la ville vivaient leur fonction de façon double et hiérarchique, distinguant la programmation, jugée noble de par sa dimension artistique, de l'animation, jugée moins valorisante. À l'issue des séminaires, cette dichotomie a laissé place à l'idée de complémentarité. La notion d'accompagnement de projets a été également affirmée, traduisant la volonté d'une écoute plus forte des demandes extérieures et d'une élaboration conjointe de projets, dans

« *Ce processus est l'objet de nombreuses surprises, il donne beaucoup de bonheur* ».

D. Bellini

Fête des 4 cités - Photo : © J.-L. Guigue



le respect des compétences professionnelles, de l'exigence artistique et des règles de sécurité.

■ L'affirmation de l'action culturelle comme espace collectif de construction

L'opposition entre des acteurs culturels, détenteurs supposés

du Savoir culturel, et une population qui se définirait par ses manques a été remise en cause. La population est dorénavant perçue en terme de ressource, susceptible d'alimenter et d'aider à la construction de projets. À cet égard, plusieurs actions ont déjà été menées, alliant forte exigence artistique et contributions diverses des habitants. (voir encadré sur la participation au carnaval)

■ **Une démarche aujourd'hui partagée par l'ensemble des élus et de l'équipe culturelle**

L'idée de poser ces enjeux à l'échelle municipale ainsi que la perspective de travailler ces questions avec l'ensemble des acteurs intervenant dans les politiques de la ville ont émergé.

■ **La poursuite du processus de réflexion** avec le concours de l'OPC sur le thème de l'éducation artistique.

■ **Projet d'émergence d'un nouvel équipement**, qui reposerait sur les idées d'ouverture, de convivialité, d'accueil d'artistes et d'accompagnement des initiatives d'habitants.

PARTICIPATION AU CARNAVAL

Ces méthodes nouvelles de travail ont été expérimentées à travers des fêtes de quartier. Sur l'un d'eux, c'est le désir des habitants de travailler sur le carnaval qui a guidé les artistes. Les professionnels du Conservatoire ont été interpellés et un artiste a proposé de prendre la coordination de la fête, s'entourant d'un chorégraphe et d'un vidéaste. Une véritable dynamique s'est soulevée qui a bonifié l'image du Conservatoire. Un premier travail de repérage des personnes ressources a été effectué ayant servi de base aux projets des artistes et de vecteur d'implication pour les habitants. Encadrées par les artistes, les actions ont suggéré l'existence d'un lien entre les gens : ainsi, toutes les femmes enceintes du quartier ont défilé ensemble, suivies des "mamies" avec leurs chiens. Les rappeurs, le vendeur de pizza, le pharmacien, le boucher, les élèves du Conservatoire ont aussi participé.

BUDGETS

Convention de développement culturel

- Coût : 410 kF
- Pour les séminaires de réflexion, incluant la rémunération de l'OPC ainsi que les frais de location, reprographie et restauration du lieu d'accueil : 190 kF
- Pour l'étude sur les publics : 160 kF
- Pour les "rencontres pour la culture" : 60 kF

Les trois étapes du processus ont été financées par la ville de Champigny-sur-Marne ainsi que par la DRAC Ile-de-France dans le cadre d'une convention de développement culturel.

Champigny-sur-Marne
 Danielle Bellini
 Service des Affaires Culturelles
 51, rue Talamoni - 94500 Champigny/Marne
 Tél. : 01 48 82 16 56 - Fax : 01 48 82 46 66

« La banlieue apparaît en France comme une sorte de nœud gordien de la ville où s'enchevêtrent les éléments majeurs de la crise sociétale contemporaine. Mais elle n'est pas qu'une addition de problèmes. Il faudrait aussi souligner les qualités culturelles de la banlieue. Voici un espace de diversité culturelle, d'identités culturelles multiples, juxtaposées et superposées, souvent également un laboratoire de l'interculturel, un réservoir de mémoires vivantes - mémoires sociales ou culturelles qui peuvent être appréhendées, "travaillées" comme un patrimoine symbolique. La banlieue est encore un foyer privilégié de nouvelles expressions artistiques, de nouvelles pratiques culturelles, et last but not least, dans ce catalogue impressionniste, un espace de lien social où la culture joue son rôle, un espace d'invention de nouvelles solidarités. »

Guy Saez, Observatoire des Politiques Culturelles

Communication sur le thème "Culture et quartiers : sur un jeu d'échanges",
au XXI^e congrès de CARNACQ, Grenoble, novembre 1998



« Plus de démocratie, cela veut dire : concevoir le quartier de demain avec ceux qui y vivent aujourd'hui. Ne pas considérer que c'est un détour obligé, une concession faite aux élus : non, c'est une nécessité. »

Jean-Pierre Sueur

Extrait de "Demain, la Ville", rapport à la ministre de l'Emploi et de la solidarité, La Documentation Française, mai 1998





VILLE DE LAVAL



Rédactrice : Johanna Couvreur - FAUT VOIR



Renouer avec la mémoire pour envisager le futur

Ville de 55 000 habitants, Laval est intégrée dans le réseau "Villes et Pays d'Art et d'Histoire". Décerné par la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA), ce label traduit l'engagement des municipalités à valoriser leur patrimoine. Prenant en compte l'évolution de l'approche patrimoniale, Laval s'est intéressée à l'environnement familial des habitants et à leur habitat. Une action a été ainsi engagée en 1996/1997 : "Mémoire et patrimoine" à St-Nicolas. Quartier de 9 000 habitants, St-Nicolas est une ZUP marquée par son isolement par rapport au centre-ville. Quartier d'habitat social, hétérogène et à l'écart, il est considéré comme un lieu de relégation par de nombreux habitants.

ACTIVITÉS

**Projet d'exposition
sur un quartier d'habitat collectif**

« Refuser la logique identitaire dans son sens restrictif qui célèbre le seul "centre ancien" pour retrouver une approche dynamique prenant en compte globalement la croissance urbaine »

Xavier Villebrun

Recruté dans le cadre du label "Villes et Pays d'Art et d'Histoire" (VPAH), l'animateur du patrimoine a accompagné un projet d'exposition conçu à partir d'ateliers d'urbanisme et d'architecture menés par une maquettiste auprès d'adultes et d'enfants du quartier. En parallèle, un travail de recueil de récits de vie auprès de témoins de l'histoire du quartier ainsi qu'une collecte d'archives écrites ont été effectués par l'animateur du patrimoine, des enseignants et des agents du contrat de ville. Cela a donné naissance à deux films sur l'histoire du quartier réalisés avec l'atelier vidéo de la Maison de quartier. Un travail sur la genèse du quartier sur le plan historique, urbanistique et architectural a ainsi été mené en collaboration avec un collègue, la Maison de quartier et des travailleurs sociaux. Aboutissement de deux années de travail et de

préparation, l'exposition s'est tenue en mai 1997.

Cette action s'est inscrite dans un élargissement de la notion de patrimoine qui, loin de se circonscrire aux seuls monuments prestigieux, s'intéresse à l'espace de vie tout entier. Le désir de réveiller l'intérêt des hommes et des femmes pour les espaces publics et de susciter un nouveau regard sur la ville anime nombre de démarches patrimoniales actuelles. Au cœur de cette approche, un intérêt tout particulier est porté à la pédagogie mise en œuvre, notamment auprès des enfants, visant à les sensibiliser au cadre de vie et à faire en sorte que ces espaces retrouvent leur vocation d'espaces collectifs. Savoir lire la ville, se l'approprier et se penser comme un acteur de son évolution participe également d'un apprentissage de la citoyenneté. C'est avec le souci de répondre à ces préoccupations qu'a été menée l'action de St-Nicolas.

Faire rentrer le quartier dans le droit commun

multiples et complémentaires, les objectifs ont varié selon les partenaires.

■ Pour l'animateur du patrimoine, les enjeux étaient triples : il s'agissait à la fois de promouvoir le changement d'image de la notion de patrimoine en travaillant aux frontières de celui-ci, de montrer la pertinence pédagogique de la tenue d'ateliers et de travailler à la revalorisation du quartier et de son habitat social. La nécessité de relier l'histoire du quartier à l'histoire urbaine et de la rattacher à l'identité globale de

la ville s'est rapidement imposée.

■ Pour les enseignants (professeurs d'histoire au collège), la perspective de pouvoir faire le lien entre des connaissances théoriques et l'univers de proximité des enfants a été la motivation première.

■ La Maison de quartier y a vu quant à elle la possibilité de mobiliser des habitants sur un projet culturel faisant écho à leur vécu.

■ Enfin, pour le contrat de ville, cela a été l'occasion d'expérimenter et de nourrir le volet culturel de la Politique de la Ville parallèlement à la mise en forme d'un vaste projet de réhabilitation du quartier.

Initiatives d'habitants, ateliers de création

■ Répondre à un désir exprimé par les habitants

L'animateur du patrimoine avait en 1995 mené une action sur la ZUP des Fourches, autre quartier de la ville, dans lequel il avait proposé des ateliers. Des maquettes du quartier réalisées par des enfants et des visites sur le toit des tours en guise d'exploration de l'univers urbain ont donné lieu à une exposition à l'occasion du trentenaire de la Maison de quartier des Fourches. Devant le succès de l'opération et face à la demande exprimée par les habitants de St-Nicolas de mener un travail sur l'histoire de

leur quartier, la Ville a décidé de reconduire une nouvelle action sur deux ans.

■ Partenariat, actions artistiques et entrée émotionnelle

Le travail partenarial des acteurs locaux (relais des travailleurs sociaux et des enseignants auprès de la population) et le consensus régissant autour du projet ont servi les différentes actions menées. En second lieu, les porteurs du projet ont misé sur le ludique et l'émotionnel comme dynamique d'animation du processus. Le souci de trouver une entrée qui fasse écho aux préoccupations des gens a guidé par ailleurs la conduite des actions. Enfin, des actions artistiques ont été étroitement associées au travail

**Du temps,
un phasage
progressif et
cohérent**

des ateliers d'urbanisme et d'architecture et sont venues grossir le projet en même temps qu'elles ont été des occasions autres d'exprimer une parole et un regard sur la ville et son patrimoine.

■ Essor et ouverture aux projets périphériques

Un premier atelier a été mis en place en 1996. Initialement destiné aux jeunes, il a finalement réuni des adultes sans emploi le lundi après-midi, qui ont travaillé à la réalisation d'une maquette géante de chaque "sous-quartier" de St-Nicolas. La seconde année, ce sont des jeunes, par le biais d'une classe de collège, qui ont participé au projet. Deux ateliers sont alors créés : un premier est consacré à la recherche documentaire et est animé par des enseignants d'histoire dans le cadre scolaire ; un second s'adresse, hors temps scolaire, aux jeunes d'un des sous-quartiers et est consacré à l'initiation à l'urbanisme (visites du quartier et des différents services) ainsi qu'au maquettisme urbain. Face à l'essor du projet, le concours d'un géographe effectuant son service

national ainsi que celui d'un emploi ville est venu renforcer l'encadrement de l'opération. Parallèlement, et profitant de la dynamique en cours, d'autres actions sont menées.

L'exposition, quant à elle, a présenté l'histoire du quartier de l'antiquité à la création du quartier collectif tel qu'il existe aujourd'hui. Au grand étonnement de la plupart, elle a révélé l'existence de vestiges d'une ferme gauloise. La reconstitution d'un logement HLM de St-Nicolas des années 60 a également été présentée.

PROJETS PÉRIPHÉRIQUES

Des ateliers d'écriture sur le patrimoine sont organisés ; la mise en lumière des sommets des tours, est installée ; une plaquette d'"initiation à l'univers urbain et péri-urbain" est élaborée et prévoit des visites guidées des quartiers nés au XX^e siècle (la demande provient essentiellement des écoles de campagne) ; des visites musicales nocturnes sont organisées et attirent une population issue de la ville entière et de ses alentours ; l'installation d'un cirque en résidence a vu l'émergence de premières collaborations avec les ateliers patrimoine.

EFFETS

Réappropriation

■ Le premier effet tient à la revalorisation de l'image de St-Nicolas : nombreux sont ceux qui revendiquent aujourd'hui leur appartenance au quartier. Forts de cette réappropriation symbolique de l'espace collectif, des habitants se

font aujourd'hui davantage force de propositions (des expositions sont organisées, des projets sportifs sont proposés pour l'usage de l'espace du Centre Leclerc, racheté par la mairie).

■ La mairie semble appréhender dorénavant différemment les questions relatives à l'urbanisme : des

Initié dans le cadre du contrat de ville, le projet s'étendra à l'ensemble de la ville

collaborations avec des urbanistes ainsi qu'une écoute plus attentive des idées et projets par les habitants ont lieu (tel le processus de consultation relatif au nouvel usage des anciens locaux du Centre Leclerc). Un emploi ville a de même été créé pour l'encadrement des ateliers d'urbanisme contemporain, qui ont commencé à être mis en place sur d'autres quartiers.

■ Cette action a par ailleurs permis au contrat de ville d'asseoir son action et de légitimer son volet culturel. S'affirmant aujourd'hui comme vecteur et porteur d'une réflexion sur les enjeux de la ville, il s'est impliqué dans la création et l'animation d'un groupe de réflexion travaillant sur la perte de sociabilité de l'escalier d'aujourd'hui.

En termes de suites, une mallette pédagogique est en cours d'élaboration et sera remise aux enseignants du collège de St-Nicolas. De même, un nouveau projet patrimonial a débuté dans le quartier des Pommeraies ; une action plus globale à l'échelle de la ville toute entière sera envisagée ensuite.

Une opération de formation, enfin, a été mise en place en septembre 1998. Ayant pour thème "valorisation du patrimoine et Politique de la Ville - l'habitat collectif" (voir encadré), elle a pris fortement appui sur l'opération de Laval.

■ Données quantitatives

Une soixantaine d'enfants et une dizaine d'adultes ont été directement impliqués dans le projet. L'exposition a quant à elle touché plus d'un millier de personnes.

LA FORMATION

Conçu à l'initiative de la DAPA, ce séminaire s'adressait aux animateurs du patrimoine (majoritaires), guides conférencier, travailleurs sociaux et chefs de projets contrat de ville.

Représentatif d'une modernité désavouée, l'habitat collectif ou l'habitat social, souvent associé à la périphérie en opposition au centre-ville, est généralement critiqué et dévalorisé au profit de l'habitat individuel. De cette relative mise à l'écart découle une difficulté à penser la ville dans sa globalité et à lui rendre sa dimension d'espace collectif. Aussi, l'enjeu était-il d'éclairer de plusieurs approches l'évolution du tissu urbain moderne, afin d'offrir des clés de compréhension et d'action aux acteurs de terrain. Ce sont donc des regards d'anthropologues, d'historiens, d'urbanistes et d'architectes qui se sont croisés, interrogeant

la notion de ville, sa création, sa destruction, ses révolutions (etc.), les liens ou oppositions centre-périphérie... Des exemples concrets (Laval, Angoulême, Vendôme, etc.) sont venus étayer les interventions et ont rendu compte de méthodologies de responsabilisation et de sensibilisation des habitants à un regard nouveau sur le tissu urbain.

Les effets sont de plusieurs ordres :

■ des critères de collaboration entre les animateurs du patrimoine et les services urbanisme ont été définis dans le cadre des VPAH ;

■ la pratique de réseau a connu une progression : transfert d'expériences et échanges accrus ;

Néanmoins, si l'idée de mettre en place un groupe de travail sur l'habitat collectif a émergé, elle n'a pas encore été concrétisée.

BUDGETS

Direction du patrimoine et contrat de ville

De par la transversalité du projet, ce dernier a été soutenu et appuyé par le service culturel et le contrat de ville de Laval ainsi que par l'État (DAPA) au titre des "Villes et Pays d'Art et d'Histoire".

Le **coût de l'opération pour les deux années** s'est élevé à **60 kF**, incluant l'ensemble du personnel et des intervenants extérieurs, à l'exception de l'animateur du patrimoine, ainsi que les coûts de production.

Ville de Laval

Xavier Villebrun
Direction du développement
culturel et du patrimoine
BP 1327 - 53013 Laval Cedex
Tél. : 02 43 49 45 67 - Fax : 02 43 49 46 25

Séminaire DAPA - Jean-Michel Galley
65, rue de Richelieu - 75002 Paris
Tél. : 01 40 15 83 77 - Fax : 01 40 15 82 77

« Pour l'État et pour les élus, la participation constitue une source d'information ainsi qu'un formidable levier d'actions. Elle doit concerner tous les territoires inclus dans la géographie de la politique de la ville : quartier, ville agglomération.

La participation ne conduit pas à l'effacement des acteurs institutionnels et professionnels. Au contraire, elle renforce leur légitimité. »

Recommandations de la DIV pour la signature des Contrats de Ville 2000/2006



« Trois grandes formes de participation sont à distinguer : l'information par les médias, réunions et débats, les procédures de consultation, l'implication par une participation à la prise de décision.

Le renouvellement de l'action publique par des démarches participatives touche à des degrés divers toute la population.

La participation directe a pour cadre les petites associations, les permanences, les réunions publiques...

La participation indirecte prend en compte les multiples médiateurs présents dans les quartiers et les villes. »

Recommandations de la DIV pour la signature des Contrats de Ville 2000/2006





Rédacteurs : Bruno Colin, Luc de Larminat - OPALE



PROJET :
Canal Nord

Tournage - Photo : © J. Gaillard

Débattre publiquement du cadre de vie grâce à une télévision de quartier

Initiée par Claude et Geneviève Bury, responsables des associations "Carmen" et "Porte à porte", Canal Nord est une télévision de quartier, créée en 1985 à Amiens sur trois ensembles HLM (Étouvie, Amiens Nord, Amiens Nord-Est) dans lesquels résident 8 000 logements.

Claude Bury, aujourd'hui décédé, fut avec quelques autres un pionnier, véritable défricheur des nouvelles pratiques d'utilisation de l'audiovisuel dans la refondation du lien social.

ACTIVITÉ

Production, diffusion, formation

Des plateaux en direct mettent en relation le public et les responsables locaux. Ils alternent avec des magazines culturels ou scientifiques. Quarante heures de programmes originaux sont ainsi réalisés chaque année. La diffusion a lieu trois ou quatre fois par an et se prolonge pendant plusieurs jours.

La diffusion des émissions a commencé grâce aux antennes collectives des immeubles sur un quartier, puis s'est étendue sur d'autres quartiers d'Amiens à partir de relais hertziens (Canal Nord est chargé de l'entretien des antennes) et par le câble dans le quartier Étouvie. Les émissions sont suivies par plus de



Tournage - Photo : © J. Gaillard

la moitié des habitants de ces quartiers, très souvent en famille.

La télévision est une des activités de "Carmen", association qui forme aux métiers de la vidéo, anime des stages dans les collèges, les lycées et à l'université, en milieu carcéral, produit des films, fournit conseils et assistance à la création d'autres télévisions locales.

OBJECTIFS

Parler, se parler, comprendre

Devant le peu d'investissement des habitants du quartier dans la vie associative, Carmen décide d'aller les chercher là où ils sont,

c'est-à-dire devant leur téléviseur, et de les faire parler. L'intérêt du projet n'est pas de faire de la télévision mais de faire avancer "les choses", en produisant une information de proximité, en donnant

aux habitants une image positive d'eux-mêmes, sans nier les problèmes ni éviter les sujets difficiles (violence, drogue, délinquance...).

Quatre objectifs prioritaires peuvent être identifiés :

- Jouer un véritable rôle de "médium" : l'équipe est appelée très souvent en premier au moindre problème sur le quartier, pas forcément pour filmer, mais pour témoigner, décrypter ce qui s'est réellement passé. Et briser les tabous, la loi du silence, combattre le renoncement. C'est un travail, social, de médiation et d'explicitation.

- Lutter contre des situations défavorisantes : dévalorisation du quar-

tier, population repliée sur elle-même, absence de communication pertinente entre les habitants.

- Développer une pratique de la citoyenneté : intervenir dans le débat public au niveau local. C'est également jouer un rôle de médiation sociale auprès des décideurs afin de relayer les informations concernant la vie dans ces quartiers et de faciliter la rencontre entre population et responsables locaux.

- Jouer un rôle de formation : c'est une ressource économique pour l'association, mais également une transmission de son savoir-faire dans un objectif de démocratisation de l'outil de communication vidéo.

PARTENAIRES

Réseau local et national

- L'association Carmen est fondatrice et opératrice de Canal Nord.

- L'association Porte-à-porte établit le contact avec les habitants des trois quartiers.

- Partenariat avec les associations locales du quartier et des habitants qui ont une participa-

tion effective au fonctionnement de Canal Nord.

- La Ville d'Amiens et l'État dans le cadre de la politique de la ville cofinancent une part du fonctionnement de Canal Nord sous la forme d'une subvention. (voir p ?)

- Affiliation et participation active à la fédération des vidéo des pays et des quartiers

DÉMARCHE

Participation, déontologie

Associer la population à toutes les phases du projet :

- en amont, l'association Porte-à-porte rend systématiquement visite aux habitants à leur domicile, sur les zones de diffusion, afin de déterminer avec eux les sujets à traiter, le

contenu des débats à venir avec les élus, responsables HLM, etc. Ce système de Porte-à-porte permet de toucher le maximum de personnes, et surtout ceux qui sont d'habitude exclus des circuits traditionnels de rencontre et d'expression,

- pendant les émissions, ils peuvent intervenir en direct (Petit



Tournage - Photo : Canal Nord

journal, recettes de cuisine, questions vidéo ou téléphoniques pour les débats...) et après pour les critiquer et les améliorer. Des rencontres systématiques avec les habitants sont réalisées avec l'association Porte-à-porte. Tout au long de l'année des réunions d'équipes sont ouvertes à des observateurs extérieurs (habitants, journalistes, décideurs, équipe DSU,...).

À chaque diffusion, des salles d'écoute sont organisées dans des locaux associatifs en lien avec des structures de quartiers (Centres sociaux, Maison de quartier...).

Donner la parole et la restituer sous le contrôle des personnes

concernées : le travail de médiation et de couverture des "événements" n'autorise pas à montrer des images "à chaud". Les sujets ne sont filmés et montés qu'après un processus d'écoute, d'analyse de situation, de mise en débat. Ainsi, les questions en direct sur le plateau ont été abandonnées pour éviter le malaise et les difficultés d'expression causées par l'émotion (uniquement par téléphone ou par question vidéo). Des images ne sont jamais diffusées, ou certaines ne sont montrées qu'à un décideur susceptible d'intervenir pour soulager une détresse.

Des critères de qualité : très peu d'images tournées en 8 mm (format amateur), utilisation de matériel professionnel, afin de limiter les décalages de qualité entre l'image télévisuelle classique et celle de la TV locale.

Organiser la transmission du savoir-faire, en formant des habitants à l'utilisation de l'outil. La démarche consiste bien à faire "avec" les habitants et non pas "sur" les habitants.

EFFETS

Cohésion sociale, vocations professionnelles

■ Les débats en direct sont les émissions les plus attendues et les plus regardées. En une quinzaine d'années, on ne compte plus les problèmes qui ont été résolus par ces rencontres directes entre les

habitants et les élus ou les responsables d'organismes (HLM,...) ou tout simplement entre habitants d'un même quartier. L'émission oblige chacun à donner des réponses concrètes, à s'engager. Des dossiers importants sont abordés et discutés (réhabilitation, éducation...) et des solutions

apportées ou envisagées (prises de rendez-vous entre habitants et responsables,...) par le biais de la télévision.

■ Plus d'une quinzaine de jeunes gens ayant participé à l'activité de télévision de quartier exercent actuellement une profession directement liée à l'audiovisuel (un réalisateur dans une chaîne nationale, un Journaliste Reporter d'Image,...). Certains de ces professionnels continuent d'apporter ponctuellement leur concours bénévole à Canal Nord.

La télévision locale leur a offert un itinéraire de qualité. La compréhension des réalités sociales et en même temps des difficultés d'intégration professionnelle ont permis de vérifier la solidité de leur "vocation", leur capacité à acquérir des compétences polyvalentes (technique, réalisation, journalisme...). Cela favorise l'adaptation aux différents "métiers" de la télévision, et l'esprit de Canal Nord confirme chez certains une résistance aux modèles médiatiques dominants.



Perpétuation, essaimage

Si l'avenir de la télévision locale d'Amiens passera toujours par l'engagement et la participation des habitants, ses responsables soulignent qu'il passera également par un soutien financier des pouvoirs publics plus conséquent. Elle tire sa force de sa liberté d'action, de sa connaissance du territoire et de son engagement dans le débat local.

Carmen a procédé à un essaimage de l'expérience de Canal Nord sur d'autres villes de France, en particulier sur le quartier Saint Jean de Beauvais, à Abbeville pour TV 200 mais aussi au sein du réseau des "Vidéos des pays et des quartiers". De nombreuses télévisions locales se réfèrent à l'exemple de Canal Nord, et militent pour une reconnaissance à un droit à la communication locale de proximité.

Salle de montage - Photo : Canal Nord



BUDGETS

Réalisé, prévisions

■ Carmen fournit des prestations de production et/ou de formation et d'ingénierie audiovisuelle. Ces activités rémunérées sont maintenant séparées de l'activité de Canal Nord qui a un budget propre.

■ Canal Nord est soutenu financièrement uniquement sur des lignes de crédit "politique de la Ville".

■ Canal Nord estime ses besoins en fonctionnement pour l'année 1999 à près de 900 kF. Si les frais de personnel n'augmentent pas dans ce budget prévisionnel, les postes "achats" et "services externes" devraient connaître une forte augmentation (du double au quintuple). Elle est due à l'achat ou la location de matériels plus performants qu'il faut envisager si Canal Nord entend conserver la même qualité technique à l'avenir qu'elle a connu jusqu'à présent.

Deux nouveaux cofinanceurs ont été sollicités, le Conseil Général et l'office HLM OPAC-SIP sans succès.

Fonctionnement réel 1998 : 564 kF + bénévolat

■ Achats (cassettes, décor...) : 43 kF

■ Services externes (matériel de diffusion, assurances...) : 43 kF

■ Autres services externes (transports, missions, postes...) : 28 kF

■ Personnel : 450 kF

Financement :

■ État (politique de la Ville) : 250 kF

■ Ville d'Amiens (politique de la Ville) : 230 kF + 15 kF (co-production)

■ Autofinancement : 68 kF

Carmen

Christian Poiret

19, rue Saint-Hubert - 80000 Amiens

Tél. : 03 22 71 14 40 - Fax : 03 22 91 68 32

« Sur Canal Nord, beaucoup de documents réalisés ne sont pas diffusés, parce que trop durs, trop intimes. On ne montrerait pas, ici, une petite fille qui se noie dans le boue. Sauf à un spécialiste, capable d'inventer une solution pour que ça n'arrive plus. »

Claude Bury

Relevé dans article de Télérama, août 1992

« Au fil des années, les décideurs ont appris à nous connaître et à tenir compte de ce que nous filmons. Le maire, le préfet, et beaucoup d'autres, acceptent volontiers que nous leur montrions ces films qui ne sont pas diffusés sur notre antenne et qui mettent à nu des problèmes souvent très graves. »

Geneviève Bury

Relevé dans article de La Rue, mars 1995



« La culture est comme une nuit incertaine où dorment les révolutions d'hier, invisibles, repliées dans les pratiques ; mais des lucioles et quelquefois de grands oiseaux nocturnes la traversent, surgissements et création qui tracent la chance d'un autre jour. »

Michel de Certeau

Cité par Raymond Weber, directeur de l'Enseignement, de la Culture et du Sport au Conseil de l'Europe, dans sa préface au "Rapport comparatif" de "Culture et quartiers"





LES LABORATOIRES D'AUBERVILLIERS

Rédacteur : Jean-Michel Montfort - FAUT VOIR



Atelier cirque (bilan)

Ouvrir des **espaces publics**
de débats critiques
autour de la création artistique

Le chorégraphe François Verret, à la demande de la ville d'Aubervilliers, a transformé depuis 1994 une friche industrielle en espace culturel et artistique public de création et de débat. De nouveaux liens, de nouveaux réseaux se constituent entre les habitants, les artistes et les professionnels locaux du développement local.

PRÉSENTATION

L'art rencontre un territoire

La mise à jour de nouvelles circulations entre les êtres, les arts, les pensées et les biens constitue la trame du projet culturel et artistique entrepris aux Labos d'Aubervilliers par le chorégraphe François Verret et ses compagnons de travail.

En 1994 la ville d'Aubervilliers a demandé à François Verret de donner une nouvelle vie à une friche industrielle (600 m²) fermée en 1968. Du roulement à billes à l'action culturelle et artistique, un vocabulaire fait clin d'œil et profession de foi : travail, chantier, corps de métiers, compagnonnage, mécanique, opérations, ateliers... Autant de termes qualifiant le travail qui se construit

aujourd'hui aux Labos, cette fois avec le moteur de la création artistique et de la pensée critique comme plus-value sociale.



"Les contes du hérisson sous la yourte"
Photo : Brigitte Laurendeau

OBJECTIFS

Construire une place d'acteur

La volonté d'assurer un va-et-vient permanent "entre la posture d'acteur et celle de spectateur" s'appuie sur des pratiques inter et trans-disciplinaires et sur un travail de proximité avec le quartier et la ville. Le lieu-laboratoire devient celui d'une

tentative alchimique : lier la fabrique d'œuvres, la convivialité et le travail sur l'espace public, avec des habitants, des artistes et des professionnels de différents horizons.

Des dispositifs de travail à la recherche de résonances

■ Les **chantiers-crédation** rendent visible la “mécanique de la création” comme succession d’opérations. Un apprentissage continu du regard sur le travail, entre inspiration et décision, permet de partager quelque chose avec les autres.

Par exemple, si le spectateur ne va pas à la danse, celle-ci peut aller vers lui. C’est selon ce principe que la chorégraphe Mathilde Monnier a convoqué ses danseurs pour des soirées fantaisies aux Labos.

« Ces courtes pièces, toutes signées par leurs interprètes, sont des manières toutes différentes d’évoquer une certaine légèreté, non pas de propos ou de sens, mais d’un rapport à la création, au spectacle et à notre façon d’être ensemble sur un plateau. » (Mathilde Monnier)

■ Les **ateliers** réunissent des publics diversifiés, jeunes ou adultes. “Presque gratuits” et ouverts à tous, ils sont expérience de travail de reprise, de recommencement, d’appropriation. Les participants approfondissent ensemble

“la matière” pour en faire émerger du sens et creuser de façon sensible le rapport aux autres. Les ateliers proposent diverses disciplines artistiques liées au spectacle vivant : acrobatie, image-information, expression vocale, écriture, théâtre, danse contemporaine...

■ Le **fonds public de livres et de films** suscite chaque mois des rencontres avec des personnalités qui questionnent l’époque dans laquelle nous vivons (lire exemples en encadré). Intervenants et publics présents ré-identifient ensemble ce que signifie “penser”.

Les habitants familiarisés avec les rencontres du fonds public finissent par apporter eux-mêmes des thèmes de débat. Des personnes issues de la communauté portugaise ont ainsi demandé que soit abordée la question du Timor oriental.

QUELQUES THÈMES DE DÉBAT

Désaliéner, où en est la “révolution psychiatrique”, est une interrogation sur les conditions de la psychiatrie aujourd’hui, sur la tension entre expériences, tentatives de soins et le sentiment d’une « trahison » et d’un « vide

“Les contes du hérisson sous la yourte” - Photo : Brigitte Laurendeau



■ **L'espace de figuration locale** s'assigne l'objectif de réfléchir sur les perceptions et les usages de l'espace public. Parti d'un projet de cartographie des mémoires du quartier des Quatre-Chemins, il vise à restituer la parole d'habitants dans les lieux où ils vivent et travaillent. L'espace accueille par exemple des réunions du Comité consultatif du quartier des Quatre Chemins et crée ainsi un écho dans la ville.

« *Quelle histoire faut-il raconter aujourd'hui ?* » est la question à laquelle 60 habitants ont répondu à l'artiste Esther Shalev-Gerz. Des photographies mêlant deux à deux des portraits d'habitants et une vidéo de deux heures et demie participent de la construction d'une mémoire collective et « *mettent en relation des trajectoires solitaires selon des axes solidaires* ».

■ **Les rencontres associatives** permettent de retrouver les bals, la fête et les rites anciens ou émer-

gents. Elles investissent les pratiques collectives qui organisent la transmission culturelle. L'enjeu consiste à créer des voies de passage entre cultures populaires musicales, chorégraphiques et théâtrales parallèles.

Auberdanses, festival créé en 98 a montré la diversité des pratiques de danses du réseau d'associations de la ville : formes traditionnelles, urbaines, contemporaines.

■ **Mémento**, invitation faite à des artistes et à des professionnels, hors dépendance d'une configuration économique de production, d'investir les lieux, de progresser ensemble vers une création collective, propose un parcours de résonances à partir d'une thématique commune.

« *Qu'est-ce qui vaut la peine d'être rappelé ? Qu'est-ce qui peut encore être sauvé ? Qu'est-ce qu'il vaut mieux tenter de dire que de ne pas dire ?* ». (Document d'information, les Labos, novembre 1998)

■ **Les soirées-improvisation** confrontent le public amateur de danse, de musique ou de théâtre, à des créations contemporaines et permettent à des artistes de présenter leur travail.

■ **Les cahiers des labos**, parution trimestrielle, entretient le réseau par la circulation de petits textes qui révèlent les moments d'échange, de rencontres, de discussions, de formation et de création.

"Les contes du hérisson sous la yourte" - Photo : Brigitte Laurendeau



Organiser des rapports entre publics du quartier et de la ville

La prise de contact avec le public passe par une relation de travail avec les milieux scolaires, les 12 coordinateurs des quartiers de la ville, des associations, le Comité consultatif de quartier, le voisinage et les services publics.

En s'appuyant sur des relais sociaux et éducatifs, une logique de réseaux de proximité irrigue la relation aux habitants dont les cultures vivantes s'expriment comme ressources culturelles pour les Labos. Hospitalité et travail de mémoire traversent ainsi la relation entre les Labos et leur environnement humain.

Dans le dispositif de travail, les habitants s'affranchissent des rapports de force auxquels ils sont habitués. Ils peuvent ainsi construire une parole que facili-

tent les propositions artistiques et les rencontres.

Les Labos jouent à cet égard un rôle de "lanceurs" pour que d'autres structures locales, socio-culturelles et éducatives telles les centres de loisirs, bénéficient d'un "transfert de dynamique" et engagent des initiatives autonomes.



Atelier cirque

Relais et réseaux de proximité

L'expérience, par ses résonances et ses rebondissements, questionne un ensemble d'acteurs de la ville.

L'enjeu politique et social de l'occupation, de l'appropriation et de la transformation de l'espace public est posé par nombre d'actions culturelles et artistiques des Labos :

- lorsqu'un travail de mémoire et de sa restitution est effectué, mobilisant des ressources de la population ;

- lorsque des relais sociaux participent à la construction de dispositifs participatifs proposés par des artistes ;

- lorsque ces relais font appel aux Labos sur des problématiques urbaines ou de développement social dont il conviendrait d'éclairer la dimension culturelle (aménagement urbain, consultations d'habitants...).

Le partage d'une telle expérience entre habitants, artistes et professionnels de la ville, lève ainsi petit à petit des peurs et des

inhibitions, qualifie les acteurs et les familiarise avec des processus démocratiques qui dépassent en enjeux le champ habituellement dévolu à l'action culturelle.

La construction de réseaux mettant en sens tant leurs identités respectives que ce qu'ils ont à faire ensemble, ressort de l'expérience.

Cette démarche nous interroge sur les potentialités de la démocratie vivante. Elle souligne le

poids de la dimension culturelle et artistique comme levier possible du développement local.

De l'activité de défrichage des Labos résulte un appel au débat public : celui sur les conditions et les méthodes de production d'un sens social par des réseaux d'acteurs, trans- et inter-disciplinaires. Démarche valable dans l'art comme dans l'ensemble des dimensions de la vie sociale.

BUDGETS

Appuis diversifiés et conséquents

Budget prévisionnel 1999 : 2 750 kF

Partenariats :

- Ville : 430 kF
- Ministère de la Culture (DRAC, DDAT, CNC, Direction de l'Architecture) : ... 930 kF
- Conseil général : 300 kF
- Conseil régional : 200 kF
- Mécénat Caisse des Dépôts et Consignations : 70 kF

Programme d'investissements 1999/2001 : 6 000 kF

État (DRAC) 30 %, Conseil régional 30 %, Conseil général 15 %, Ville d'Aubervilliers 25 % + TVA

Les Laboratoires d'Aubervilliers

41, rue Lécuyer - 93300 Aubervilliers
Tél. : 01 53 56 15 90 - Fax : 01 53 56 15 99

« C'est un endroit triste comme une ancienne usine de roulements à billes, et gai comme un lieu où se nouent les rencontres. Il abrite un projet ambitieux : les noces entre la création la plus contemporaine et les problèmes sociaux les plus aigus. »

Catherine Bédarida

"Les noces de l'art et de l'insertion sociale aux Laboratoires d'Aubervilliers",
article du Monde du 15 juin 1999

« Les friches sont le signe évident d'un mouvement européen de perte, de nostalgie, d'abandon mais en même temps le signe d'un profond mouvement de vie, d'aventure, de désir et d'énergie. »

Jean Hurstel, directeur de La Laiterie à Strasbourg



« Les activités artistiques participatives ont une contribution significative à offrir aux défis de la société contemporaine. Bien plutôt que la cerise sur le gâteau, à laquelle les arts sont souvent comparés, ils devraient être vus comme la levure sans laquelle la pâte ne pourra pas lever comme prévu. »

François Matarasso, Comédia

Conclusions d'une recherche sur les effets sociaux de la participation artistique





BRISTOL

Voyage en Grande-Bretagne

Depuis dix ans, les Pépinières Européennes pour Jeunes Artistes ont pour mission de promouvoir la mobilité et l'insertion des jeunes créateurs.

Dans le cadre du programme Artistes contre l'exclusion lancé par cette association, une jeune française sera l'an prochain accueillie en résidence par "Viz Arts & People" à Bristol. Nous vous invitons à découvrir cette agence qui, spécialisée dans la mise en œuvre de projets artistiques participatifs a développé des méthodes originales pour approfondir la consultation des populations en amont des programmes de régénération urbaine.

Le travail de "Viz arts & People" nous renvoie aux analyses sur l'impact social des activités artistiques participatives de François Matarasso de Comedia. Cette agence de recherche britannique a d'autre part participé en 1999 aux réflexions d'une commission interministérielle visant à identifier les contributions de l'art et du sport à la lutte contre l'exclusion, ainsi que les politiques adaptées à conduire en ce domaine. Nous vous en présentons les principaux résultats.



Pépinières Européennes pour Jeunes Artistes

Une nouvelle génération de créateurs

Rédactrice : Réjane Sourisseau - OPALÉ

Depuis dix ans, l'association Pépinières Européennes pour Jeunes Artistes (PEJA) œuvre pour la promotion et l'insertion professionnelle des jeunes créateurs sur la scène européenne au travers de deux programmes : "Artistes en résidence", depuis les débuts, et Artistes Contre l'Exclusion (ACE), depuis 1998. L'originalité du concept réside dans le fait que chaque artiste est associé à une structure professionnelle, une ville et un correspondant. Les pépinières offrent ainsi aux jeunes créateurs un réseau unique : 50 résidences réparties dans 42 villes des 15 pays de l'Union (ainsi que la Roumanie, la Slovaquie, le Canada), 127 correspondants...

Au fil du temps, des relations entre près de 3000 professionnels ont été tissées, dont ont bénéficié quelques 300 artistes.

Lancé dans le cadre du dispositif Service Volontaire Européen (lire encadré), ACE, approfondit les thématiques de l'intervention artistique dans le champ du développement social urbain.

En 1998, les séjours des neuf jeunes retenus ont abouti à d'étonnantes réalisations : un totem

de six mètres de haut avec de jeunes réfugiés de Bruxelles, un livre relatant l'histoire d'un toxicomane à Dublin, des ateliers itinérants dans les rues de l'ex-Berlin Est pour les SDF ou encore des ateliers de peinture avec des personnes âgées et des enfants de Roubaix... Cette ville, l'accueil en résidence de jeunes artistes a rencontré deux préoccupations municipales importantes de la ville : aider, accompagner ou initier des projets artistiques impliquant une forte démarche sociale ; engager un travail d'échanges et de mise en réseau à l'échelle nationale et européenne.

SERVICE VOLONTAIRE EUROPÉEN

Lancé en 1996 par la commission européenne, le Service Volontaire Européen (SVE) s'adresse à tous les jeunes ressortissant d'un état membre de l'Union, garçons ou filles, âgés de 18 à 25 ans, désireux de se mettre au service d'un projet local mis en œuvre à l'étranger pour une durée de 6 à 12 mois. Aucun niveau de formation n'est requis.

Une dizaine de réseaux européens, reconnus actifs dans les domaines de l'environnement, la culture ou l'insertion sociale ont été retenus pour élaborer et expérimenter ce projet de SVE.

Preuve du succès de l'opération, vécue comme une aventure artistique et humaine forte (lire le témoignage en encadré) plusieurs jeunes ont décidé de prolonger leur séjour.

Pour l'édition 1999/2000, ce sont dix-huit jeunes artistes sélectionnés parmi une soixantaine de dossiers qui se répartiront dans 8 pays : Allemagne, Belgique, Danemark, Ecosse, France, Irlande, Portugal... et Angleterre.

À Bristol, "Viz Arts & People", agence artistique spécialisée dans le développement social urbain, accueillera une jeune cinéaste française. Janette McSkimming, directrice, en présente ainsi les objectifs :

TÉMOIGNAGE D'UN ARTISTE

PARTENAIRES

- Ministère de la Culture (DAI, DAP, DDAT, DRAC Alsace, Bourgogne, Centre, Rhône-Alpes).
- Ministère de la Jeunesse et des Sports.
- Ministère délégué aux affaires européennes, commission européenne (DG X, DG XXII).
- Fondation européenne pour la culture.

Pépinières Européennes pour Jeunes Artistes

BP 13 - 9/11, rue Paul-Leplat
78160 Marly-le-Roi
Tél. : 01 39 17 11 00 - Fax : 01 39 17 11 09

Bristol

GRANDE-
BRETAGNE



VIZ ARTS & PEOPLE

Traduction : Laurence Berbon

Rédacteurs : Réjane Sourisseau, Bruno Colin - OPALE



Balustrades pour le nouveau Office du Logement à Hartcliffe (banlieue de Bristol).
Dessinées et construites par les enfants du quartier.

Interroger la créativité des habitants dans les projets de réhabilitation urbaine

Issue d'un Community Arts* fondé en 1986 par un groupe d'artistes, "Viz arts & people", agence artistique spécialisée dans le développement, la gestion et la promotion de projets artistiques participatifs avec les habitants, naît à Bristol en 1995. Le comité de direction de cet organisme reconnu d'utilité publique est composé de bénévoles.

* Groupe de personnes composé d'artistes et d'habitants visant à améliorer leur cadre de vie.

PRÉSENTATION

Initier et suivre des projets participatifs

Partant du principe que les gens ont la capacité de prendre leur vie en main, cette agence à taille humaine (3 permanents) s'engage à travailler avec les habitants pour améliorer leur environnement et faire renaître en eux le sens de la communauté. Elle est également sensible à l'amélioration de la santé publique.

"Viz arts & People" dirige chaque année de 30 à 50 réalisations spécifiques selon les sites, les aspirations des habitants et les demandes des commanditaires. Elle joue le rôle de "lanceur" de projets, recrute des artistes et les soutient grâce à des systèmes d'aide financière inédits.

Conçues en participation avec des personnes ou des communautés de tous âges et de toutes aptitudes, ces réalisations sont

diverses : palissades, mobilier urbain, vitraux, décorations murales, maquettes, films vidéo... De nombreuses disciplines sont abordées : peinture, sculpture, céramique, tissus, arts graphiques, NTIC, musique, chant et voix, dessin, danse, poésie, conte, marionnettes, audiovisuel.

L'agence propose une palette de services facilitant la mise en relation de l'offre et de la demande :

- une base de données répertoriant 150 artistes détaillant leurs spécificités et leurs savoir-faire dans la conduite de projets participatifs, permettant à l'agence de mieux associer "le bon artiste au bon projet",
- une "Lettre des artistes", semestrielle, pour garder le contact avec ce réseau potentiel d'intervenants et actualiser les informations les concernant,
- une "Banque du travail", messagerie vocale diffusant des offres d'emplois et de projets à l'attention des artistes,
- un site Web pour promouvoir les actions de "Viz" et faciliter les mises en réseau,
- des formations pour les artistes, concernant notamment les interventions en milieu scolaire.



Détail de la balustrade dessinée et construite par les parents d'adolescents et leurs parents faisant partie du projet "New pin"

Les projets développés par “Viz arts & People” concernent la rénovation urbaine, les jeunes, l’éducation et la formation... Les maîtres-mots de la méthode sont :

■ le “partenariat” : travailler en coordination avec des bénévoles, des institutionnels et des

partenaires privés pour concevoir des actions de développement appropriées,

■ la “consultation” : transformer les idées des habitants en projets viables, budgetisés et réalistes, assurer l’interface entre les professionnels et les usagers.

LE CHANGEMENT EST ENTRE LES MAINS DES CITOYENS

OBJECTIFS

Impliquer, mobiliser, valoriser

“Viz arts & People” poursuit des objectifs éducatifs, sociaux, récréatifs et artistiques, tout en cherchant à apporter une réponse aux besoins et désirs des partenaires de l’aménagement urbain, professionnels et habitants. L’agence vise à :

- ouvrir des perspectives pour l’expression artistique,
- impliquer les gens dans les arts et dans les processus d’amélioration de leur cadre de vie,
- développer les rôles que peuvent jouer les artistes dans différents contextes sociaux,
- stimuler le sentiment d’identité

communautaire et mettre en valeur le sentiment “d'appartenance à un lieu”,

■ réfléchir à la diversité et à l'impact de ces expériences sur le corps social.

Nous avons choisi de présenter ici l'une des récentes expériences de “Viz arts & People” nommée Nother Arc, un dispositif de consultation des habitants dans le cadre d'un programme de réhabilitation des quartiers de Bristol.

Travail réalisé par
les élèves des écoles locales ▶



DÉMARCHE

Une “consultation artistique” en amont d'un projet de réhabilitation

Dans le cadre de ce projet de réaménagement (Northern Arc) de trois quartiers de Bristol, le Service de l'urbanisme de la Mairie, direction des Transports et du Logement, souhaitait réaliser une étude sur deux thèmes :

■ “Circulation et sécurité” : améliorer la sécurité des automobilistes, des piétons et des cyclistes à l'intérieur et autour des équipements locaux et des petits commerces.

■ “Servir la communauté” : déterminer les problèmes sociaux, économiques et environnementaux existants dans les zones commerciales des trois quartiers, et les directions à prendre en concertation avec les résidents et les commerçants pour les réaménager.

Un budget de 51 MF sur 7 ans a été attribué au “Bristol Regene-

ration Partnership” par le SRB (Single Regeneration Budget), pour une série de projets en rapport avec la santé, la formation continue, la création d'emplois et les améliorations locales.

Antérieurement, des enquêtes avaient été organisées par le biais de questionnaires. Les résultats avaient déterminé quelques aménagements structurels nécessaires : agrandissement du parking, éclairage nocturne, élargissement de trottoirs... L'intérêt du processus de consultation artistique fut de mettre en lumière un certain nombre de questions plus qualitatives, essentiellement liées aux rapports sociaux.

Dans un premier temps, ont été organisés des ateliers de réflexion associant les artistes intervenants et des responsables des services municipaux (logement, loisirs, urbanisme, sociaux) et de la

police (criminelle, sécurité, service jeunes). Les questions principales ont été précisées et hiérarchisées, notamment :

■ Un climat d'insécurité généré par les jeunes "qui traînent", alors que ces derniers devraient eux-mêmes être considérés comme en danger (abus de drogue, implication potentielle dans des actions criminelles ou les rouages de l'industrie du sexe...). Le manque crucial d'espaces d'accueil, d'endroits où ces jeunes pourraient se poser et agir de manière positive est dénoncé.

■ Laideur des arrière-cours des magasins, manque de personnel pour surveiller le secteur.

■ Manque de mobilier urbain pour personnes âgées et jeunes enfants, et difficultés pour traverser seuls certaines rues...

Des résidents ayant déjà été interrogés par questionnaires, il fut décidé de centrer la consultation artistique sur les groupes n'ayant pas encore été impliqués : les jeunes posant problème et les personnes âgées.

Des ateliers ont ainsi été ouverts dans le Foyer des Jeunes :

■ Un groupe mixte avec les "jeunes à problèmes" et d'autres jeunes : interviews vidéo portant sur les questions de sécurité, les sentiments d'exclusion, les "reproches", les améliorations souhaitées par les jeunes eux-mêmes et par les habitants interrogés ; création d'images sur ordinateur à partir de photos scannées des environs illustrant leur vision des changements possibles ; création d'une carte sur un

espace particulièrement problématique, le Rose Garden (espace laissé à l'abandon et particulièrement craint par les habitants) afin de visualiser un projet d'aménagement, avec réalisation de maquettes des équipements qui pourraient être installés sur ce site.

■ Un groupe de jeunes femmes dont la liberté de mouvement était limitée par l'insécurité a pu participer à un atelier de couture. Leurs créations ont servi à symboliser les améliorations possibles des devantures de magasins, ou du mobilier urbain, ou encore à préfigurer un futur café pour les jeunes.

■ Un groupe de mères et bébés dont certaines adolescentes : trouver des idées et solutions pour améliorer le quotidien, vis-à-vis notamment des problèmes de transport.

■ Un groupe au fonctionnement souple (pas d'obligation d'assister à toutes les séances), ouvert à des adultes vulnérables ou souffrant de problèmes de santé mentale : discussions concernant les améliorations possibles de l'environnement.

Un autre atelier a été ouvert à la bibliothèque de Henbury, située à côté du Club et des logements municipaux pour personnes âgées : débats animés, interviews vidéo.

Au final, une journée a été consacrée à une présentation publique des interviews vidéo, des montages-photo, des maquettes de la zone commerciale et des divers équipements urbains imaginés.

EFFETS

Nouvelles interactions entre groupes sociaux autour de projets concrets

- Par la création de groupes de travail, chacun avance dans une reconnaissance plus fine des problèmes de voisinage, des besoins et des désirs d'amélioration du cadre de vie.
- Par l'intermédiaire du processus créatif, les habitants sont placés en situation d'acteurs, forces de proposition pour la résolution des problèmes qui les concernent.
- Par la matérialisation de la parole des habitants (interviews) et des résultats de leur réflexion sur les conditions d'un mieux-vivre, les groupes sociaux entrent en interaction et en discussion avec les pouvoirs publics pour confronter leurs points de vue et exprimer des demandes. Les diverses composantes de la communauté de vie concernée s'expriment (maquettes, images, projets).
- L'utilisation des arts est une méthode agréable, amusante et interactive pour encourager une prise de parole à la fois sincère et personnelle.
- Il semble que les architectes et urbanistes, pourtant peu familiarisés avec les démarches de consultation (questionnaires, réunions publiques), prennent davantage conscience de l'intérêt d'impliquer les populations dans leurs pratiques professionnelles.

Le processus de consultation artistique à Bristol a permis, par exemple, de s'apercevoir que les

jeunes prenaient en considération les besoins pour tous les secteurs de la communauté, bien que leurs besoins propres soient régulièrement oubliés ou délibérément ignorés. Aussi, tout développement d'espaces sociaux devrait prendre en compte les jeunes, afin qu'ils puissent se sentir eux-mêmes plus en sécurité et comme étant une entité estimée par leur communauté.

Par exemple, plusieurs idées sont nées pour le Rose Garden :

- Aménagements paysagers, retenir l'idée d'un jardin de roses et reconnaître l'histoire du site, et l'ouvrir afin que toutes les zones soient facilement visibles.
- Créer des zones différentes utilisées par différentes parties de la communauté. Tranquilles, attirants, des endroits où l'on puisse se poser, des sièges pour pouvoir bavarder, des sièges qui ne peuvent faire l'objet de vandalisme et qui soient accueillants.
- Planter, conserver les vieux arbres, mais enlever les taillis qui à l'heure actuelle forment des abris, ce qui fait peur et empêche les autres personnes de venir dans ce site.
- Une mosaïque au sol, ce qui donnerait de la couleur et ne demande pas d'entretien comme les parterres de fleurs.
- Des palissades décoratives sur le bord de la rue.
- Pour la plupart des sites, les enfants et les jeunes demandent qu'il y ait des zones pour jouer au ballon ou à d'autres jeux.

APPRÉCIATION GLOBALE DES EFFETS SELON VIZ ARTS & PEOPLE

Il est largement reconnu qu'en s'appuyant sur des activités culturelles, la rénovation urbaine permette d'aboutir aux résultats suivants :

- **Amélioration de l'image locale** : par leur originalité, les événements artistiques et les objets d'art publics modifient la façon dont un site est perçu par l'extérieur
- **Réduction des comportements agressifs** : les programmes artistiques ont contribué à apporter des alternatives positives à la criminalité, en réduisant les phénomènes de peur, en positivant les sentiments négatifs éprouvés à l'égard de certains endroits.
- **Promotion de l'intérêt pour l'environnement** : les forum de discussions permettent une prise de conscience.
- **Exploration des identités** : l'affirmation d'une identité locale conduit à un sentiment de fierté et d'appartenance à une communauté. Les barrières peuvent être franchies et les responsabilités partagées.
- **Renforcement de la confiance en soi** : le rôle formateur et éducatif des arts permet de développer une plus grande estime de soi, des capacités et à terme des perspectives d'emploi.
- **Aide à l'indépendance** : en se concentrant sur des échanges d'idées et des buts communs, on peut obtenir des aides différentes, viables et effectives.
- **Envisager le futur** : les arts comme outil de développement. Avoir accès aux idées et utiliser les compétences afin de réaliser ces projets.

ÉCONOMIE, FINANCEMENTS

Rigueur de gestion

- Financement structure (salaires coordinateur, gestionnaire,

Commentaire sur les comptes

« En mars 1998, un bénéfice de 23 kF a remplacé le déficit de l'année précédente (40 kF). Le chiffre d'affaires a augmenté, et des méthodes rationnelles de gestion financière, administrative et des projets ont permis d'améliorer le fonctionnement général. L'accroissement du chiffre d'affaires s'est poursuivi et l'agence peut maintenant faire apparaître un bénéfice en 1999 de 77 kF, lequel sera réinvesti pour soutenir les coûts des actions de solidarité de l'organisation, et créer un fonds d'assurance chômage pour ses employés ».

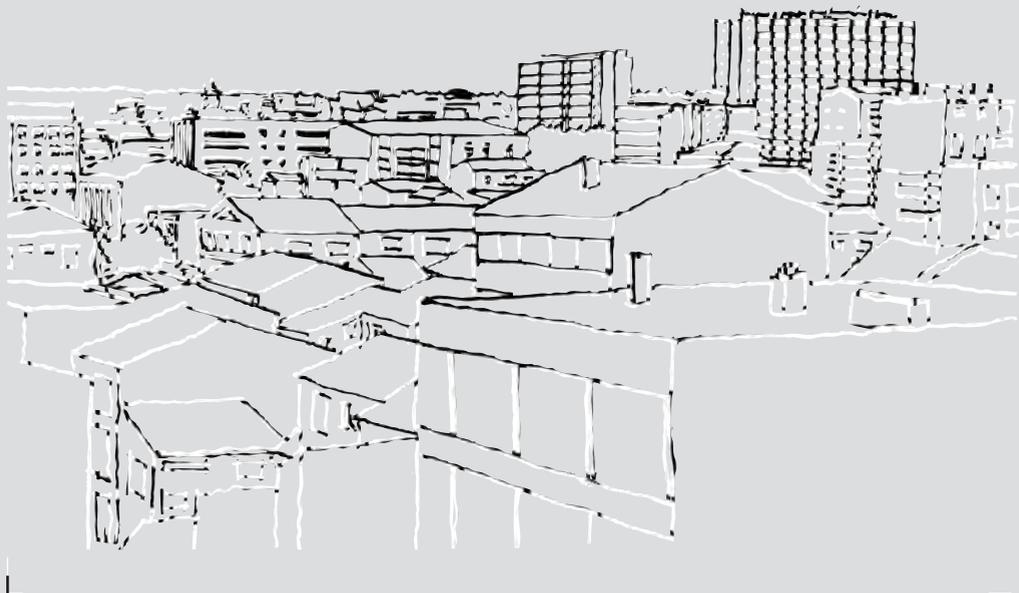
Viz Arts & People

The Yard - 8 Sommerville road
St Andrews - Bristol BS7 9AA
Tél./Fax : 0117 942 0373
e-mail : admin@viz-arts.org.uk
Site : www.viz-arts.org.uk

« Des balustrades pourraient être installées tout au long de la rue, pour éviter aux enfants de courir sur la route et pour que les parents puissent s'asseoir et se détendre. »

« Pourquoi ne pas installer un ou deux sièges devant les magasins, afin qu'on puisse bavarder de temps en temps, quand on veut ? »

Des habitants des quartiers de Bristol





La réflexion autour du rôle de l'art dans le développement économique et social urbain en Grande-Bretagne

Rédacteur : Bruno Colin - OPALE

Sur son site Web, Viz arts & People cite un extrait d'un ouvrage de l'agence de recherche britannique Comedia ("L'art de la rénovation : le renouveau urbain grâce à l'activité culturelle") pour illustrer la nature de son travail :

« L'activité artistique et culturelle est devenue une partie importante et croissante dans la rénovation urbaine. Récemment,

un intérêt croissant est apparu pour les programmes artistiques participatifs qui sont de faible coût, flexibles, et qui répondent aux besoins locaux. Cette utilisation des arts coïncide avec un changement important dans les stratégies de rénovation, qui perçoivent les gens comme l'atout principal permettant qu'un renouveau soit accompli. »

Les recherches de Comedia sur l'impact social des projets artistiques participatifs

COMEDIA

François Matarasso, chercheur à l'agence Comedia, a publié en 1998 les résultats d'une étude sur le rôle des arts dans la régénération urbaine sous le titre "Use or Ornament ? The social impact of participation in the arts". Par questionnaires, entretiens, groupes de discussion formels et informels, observation participante, relevé d'indicateurs, groupes d'observation et autres techniques d'enquête, recherches documentaires...

des expériences ont été analysées dans plusieurs villes de Grande-Bretagne, mais aussi à Derry (Ulster), et à Helsinki et New-York. Traduit par Hugues de Varine, du bureau d'études français ASDIC, l'essentiel de ce texte a été publié à l'automne 1998 dans le n° 16 de la Lettre de l'Observatoire des politiques culturelles.

Les principaux résultats de la recherche aboutirent à identifier, statistiques des résultats d'enquête à l'appui, six principaux effets : sur le développement personnel, la cohésion sociale, l'auto-gestion et l'autodétermination

communautaire, l'image locale et l'identité, l'imaginaire et la vision (lire encadré).

Le rapport de Comedia note que les effets positifs peuvent s'inverser si le processus n'est pas continu, ce qui est parfois le cas en l'absence de financements suffisants ou d'une expérience confirmée de certains porteurs de projets.

Ces actions mobilisent de très nombreux bénévoles, et l'apport de ce bénévolat aux économies locales est évalué à plusieurs centaines de millions de livres ; tantôt direct, tantôt indirect grâce aux économies réalisées, cet apport concerne l'éducation et la formation (priorités poli-

tiques actuelles du gouvernement), mais aussi d'autres services publics comme l'enfance, l'assistance sociale, la promotion de la santé, la prévention de la délinquance.

Un travail de sensibilisation reste à accomplir pour que le secteur de l'action sociale intègre plus largement l'action artistique dans ses programmes, et pour que le secteur culturel n'oublie pas sa responsabilité de contribuer aux objectifs plus larges de la société. « *Les arts n'ont rien à craindre de tels projets, et surtout pas une baisse de qualité : une culture qui a besoin d'être protégée de la participation populaire ne mérite pas son nom.* »

LES EFFETS DE LA PARTICIPATION

■ Développement personnel

La participation à la pratique des arts peut avoir un impact significatif sur la confiance en soi et la vie en société. Elle a sur les élèves des effets éducatifs positifs en ce qui concerne le développement du langage, de la créativité et des relations avec les autres.

■ Cohésion sociale

Les projets artistiques participatifs rassemblent les gens, leur offrent des espaces neutres où des amitiés peuvent se former, favorisent la compréhension entre cultures et générations, encouragent la coopération, réduisent la crainte de la délinquance, facilitent l'insertion sociale et professionnelle.

■ Autogestion et autodétermination communautaire

La participation à un projet artistique local est un des six principaux motifs du bénévolat au Royaume-Uni. Elle induit l'acquisition de compétences et savoir-faire en matière d'organisation, et joue un rôle essentiel dans les processus de régénération urbaine en

facilitant la concertation et le partenariat entre les résidents et les pouvoirs publics.

■ Image locale et identité

Sur des territoires sans passé, ces projets valorisent les cultures locales, les groupes marginalisés, changent le regard porté sur eux par les institutions. Ils aident à reconstruire une identité locale et un sens d'appartenance à la communauté d'un territoire.

■ Imagination et vision

Un développement spectaculaire de la créativité des participants a été constaté. L'expérience change la manière dont ils considèrent leur vie et leur travail, et les pousse à introduire des changements dans leurs habitudes personnelles et professionnelles.

■ Santé et bien-être

La participation à des projets artistiques aide à se sentir mieux, représente un apport riche à la qualité de vie. Son influence sur des personnes fragiles, et en particulier sur la santé mentale, est positive.

Une commission de réflexion pour la redéfinition des politiques publiques en faveur des arts et du sport contre l'exclusion sociale

Un groupe de travail nommé "Policy Action Team" (PAT) n° 10 a été créé. Il est composé de six membres du Département pour la Culture, les Médias et le Sport (DCMS), de sept représentants d'autres départements (exclusion sociale, éducation et emploi, environnement transports et régions, Santé...), et de onze représentants de structures publiques ou privées spécialisées dans les arts, les sports, le développement local et social (dont notamment l'ACE-Arts Council of England et l'agence Comedia...).

Trois sous groupes, composés des membres du PAT et de contributeurs supplémentaires invités, ont travaillé sur les sujets suivants : les bonnes pratiques, le financement, le partenariat.

Le PAT a visité plusieurs expériences, reçu des contributions écrites, organisé des rencontres avec des spécialistes du travail social, dressé l'état des recherches sur le sujet, mobilisé des ministres du DCMS, dont en particulier le Ministre des Sports Tony Banks qui visitera des expériences et représentera le DCMS au groupe interministériel de travail sur le développement urbain.

Au total, plus de 100 organisations ont pu participer et émettre des avis.

■ Objectifs poursuivis

Le rapport présente en annexe les rapports complets des trois sous-commissions, qui dressent le tableau du contexte national et établissent des préconisations pour intégrer plus massivement des projets artistiques et sportifs participatifs dans les programmes de régénération urbaine.

Les objectifs majeurs du travail de la commission ont été :

- d'identifier les bonnes pratiques des arts, des sports et des loisirs dans les quartiers populaires, en particulier en direction de ceux qui se sentent les plus exclus, notamment les jeunes en difficulté d'insertion et les minorités ethniques,
- de susciter une optimisation des dépenses publiques, et des orientations politiques adaptées.

L'impact bénéfique des arts et du sport sur l'épanouissement individuel et la cohésion sociale est considéré comme admis, et reconnu, que les opérations soient conduites par les acteurs des secteurs artistiques et sociaux ou par ceux qui interviennent dans les processus de régénération urbaine.

Il importe aujourd'hui de soutenir leur expansion, en faisant en sorte que les structures des arts et du sport reconnaissent l'insertion sociale comme une partie intégrante de leur travail, et que les schémas de régénération urbaine incorporent plus explicitement les arts et le sport dans les outils du processus de développement social.

Les arts et le sport ne s'attaquent pas seulement aux symptômes mais aussi aux causes, ils ne sont pas un supplément d'âme. Ils sont fondamentaux pour la participation et l'appropriation par la population de toute initiative de régénération urbaine, dès lors qu'ils offrent les moyens d'un engagement positif en accord avec les intérêts locaux.

■ Les effets positifs

Les arts et les sports, les activités culturelles et récréatives, peuvent contribuer au développement social urbain des quartiers défavorisés, et avoir une influence réelle sur les problèmes de santé, de délinquance, d'emploi et d'éducation.

Ceci parce qu'elles :

- font directement appel aux centres d'intérêt des personnes, développent leurs capacités et leur confiance en eux-mêmes,
- sont en relation directe avec l'identité de la communauté et encouragent l'effort collectif,
- aident à construire des liens positifs avec la société dans son ensemble,
- sont en lien direct avec les secteurs économiques d'activité aujourd'hui en pleine croissance.

■ En matière de **santé**, et de santé mentale en particulier, des expériences ont démontré pour effets un raccourcissement de durées d'hospitalisation, et des risques de rechute diminués. Les activités physiques induisent des changements de comportement, facilitent une nouvelle et meilleure estime de soi.

■ Vis-à-vis de la **délinquance**, des opérations d'envergure en direction des jeunes dans certaines villes ont eu pour résultats mesurables une chute des nombres de délits et de très faibles taux de récidive parmi les jeunes impliqués.

■ Concernant l'**emploi** : les arts et le sport sont en connexion directe avec les industries en fort développement du loisir, du tourisme et du secteur culturel. Leur pratique génère chez les individus de nouvelles compétences, transférables sur d'autres domaines, et ainsi augmente les opportunités d'emploi.

■ Au niveau de l'**éducation**, enfin, on constate lors de la présence d'artistes et écrivains en résidence une participation accrue aux travaux scolaires d'enfants maîtrisant mal la langue. Des jeunes pratiquant la danse reprennent confiance en eux et obtiennent de meilleurs résultats à leurs examens. L'introduction du jeu aide le développement de l'enfant, l'apprentissage, la santé, la créativité et l'indépendance.

■ Les freins à l'évolution

L'expansion de ces projets est ralentie par divers facteurs :

■ Les projets se voient réduits aux critères de programmes conçus et définis par des institutions et des fondations, ou aux injonctions de politiques publiques déterminées, au lieu d'être construits et adaptés en fonction des besoins des populations. La participation doit se substituer au "parachutage".

■ Certains projets sont assez "basiques", insuffisamment mûris,

et n'intègrent que des projections à court terme.

■ La mise en œuvre d'activités artistiques et sportives est encore considérée comme périphérique et accessoire, tant par les institutions culturelles et sportives que par les programmes de régénération urbaine, qui s'attachent aux questions de réhabilitation structurelle plutôt qu'aux actions susceptibles de faire évoluer les capacités d'autodétermination individuelle et collective des habitants.

■ Il subsiste un manque d'informations pertinentes et d'évaluations sur l'impact des arts et du sport sur le développement social urbain, et sur les aides et financements concernant les projets adaptés aux personnes en voie d'exclusion.

■ Les liens et partenariats entre les structures artistiques et sportives et des acteurs locaux importants, notamment les écoles, restent insuffisants.



RECOMMANDATIONS

Le rapport du PAT, fort de ces constats, développe tout un ensemble de préconisations.

Pour toutes les structures impliquées dans les processus, il est conseillé :

■ d'avancer sur une définition claire de critères d'évaluation basés sur l'adéquation des actions aux besoins des bénéficiaires,

■ de trouver le moyen d'attribuer des avances de trésorerie ou d'accélérer les délais de paiements des subventions accordées aux organismes mobilisant des volontaires et bénévoles,

■ de faire circuler les informations entre structures et promouvoir toutes les formes de coopération entre elles.

Dans le cadre des divers contrats passés par des administrations centrales avec les autorités locales, il paraît essentiel d'établir des dispositions contractuelles explicites sur la contribution des arts et du sport au projet de développement local, et sur la manière dont ils seront utilisés pour impliquer les jeunes et d'autres personnes menacées d'exclusion.

Des recommandations sont faites aux départements d'État et aux administrations concernées pour qu'ils intègrent cette dimension dans leurs politiques.

Par exemple, au niveau du Département de l'Éducation et de l'emploi, il faut encourager les

écoles à développer des projets d'intervention artistique. De même, le département de la Santé devrait convier toutes les institutions de Santé à utiliser les approches artistiques et sportives pour la prévention de la maladie et l'amélioration de la santé physique et mentale.

À différents niveaux, il est entre autres demandé de porter une attention particulière :

- à la bonne répartition des subventions publiques pour que les habitants des quartiers populaires aient accès aux services, en prenant en considération les projets même modestes qui naissent de leur initiative,
- au développement de la concertation et d'un partenariat intersectoriel entre les administrations régionales spécialisées dans les arts, le sport, la régénération urbaine, l'emploi, la santé...
- à des tarifs adaptés aux situations personnelles selon des indicateurs liés aux revenus disponibles,
- à un accompagnement vers la professionnalisation des talents créatifs découverts dans ces quartiers, grâce à un soutien des services jeunesse des collectivités locales, des systèmes de bourses accordées par la Loterie Nationale, des cursus universitaires adaptés à ces cas...
- à une ouverture du partenariat vers les entreprises des secteurs de la culture, des loisirs, du tourisme et des sports, en encourageant notamment toutes les formes de sponsoring pour le soutien à des projets concernant des publics défavorisés.

Concernant spécifiquement le domaine artistique, il est recommandé à l'ACE :

- de reconnaître la diversité des cultures et le rôle des arts dans le combat contre l'exclusion sociale,
- de développer des partenariats plus resserrés aux échelons régionaux et nationaux avec les partenaires de la régénération urbaine,
- orienter des financements significatifs sur le soutien aux initiatives locales correspondant à l'esprit présenté dans ce rapport.

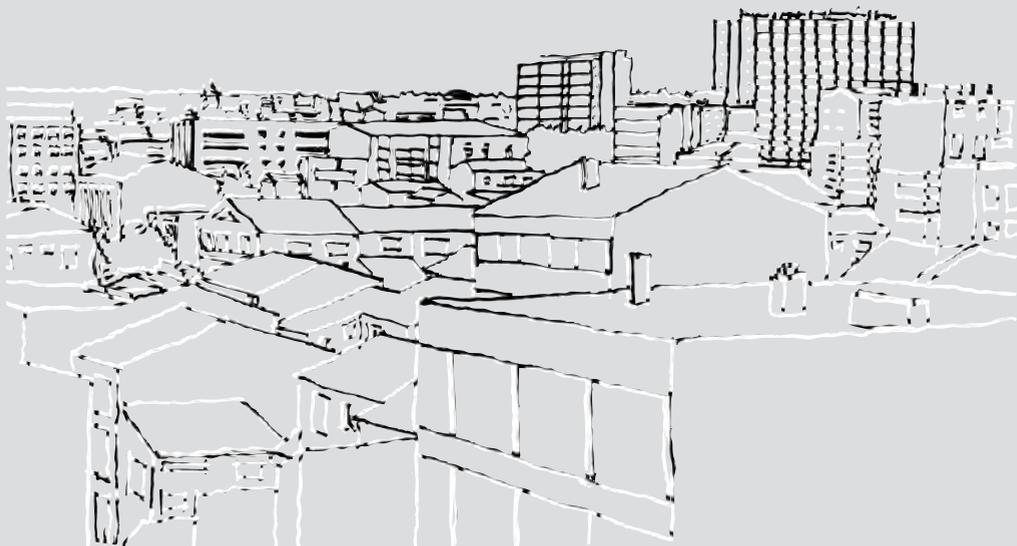
LES SUITES

Une préface du secrétaire d'État pour la culture, les médias et le sport, Chris Smith, note que le gouvernement a accueilli chaleureusement le rapport, constatant que l'art et le sport, non seulement offrent des perspectives très intéressantes pour réduire le chômage de longue durée et la délinquance, améliorer la santé et les qualifications, mais aussi développe la fierté individuelle, l'esprit communautaire et l'autodétermination dans la conduite des programmes de régénération urbaine.

Le DCMS devrait bientôt rendre public un plan d'action sur l'insertion sociale, expliquant de quelle manière les recommandations du PAT 10 seront mises en œuvre au sein de l'ensemble des composantes du département d'État.

« There is creativity in everyone »

Slogan de Viz arts & People



« J'étais en train de devenir une espèce de zombie d'âge mûr, gémissant ; maintenant, j'ai l'impression qu'on a besoin de moi. »

« Cela m'a fait réaliser que je suis capable de faire n'importe quoi, dès lors que je l'ai décidé. »

Propos de participants à des ateliers artistiques,
relevés par François Matarasso



L'expression des habitants, creuset de l'interculturalité et de l'intégration



C'est au travers d'une prise de parole que des habitants peuvent devenir auteurs de leur propre vie. La parole vraie, profonde et signifiante, ne peut pas toujours s'élever dans le cadre de débats publics. Elle se construit peu à peu dans la rencontre et la confrontation des différences, dans le cadre d'ateliers et processus créatifs où une identité collective se constitue à partir d'un croisement des origines culturelles et sociales et des générations.

□ □ □



La radio de proximité **Canal Sambre**, dans le Pas-de-Calais, cherche à construire localement une nouvelle communauté fondée sur une “culture de l’altérité”, où le repli sur soi et la xénophobie soient remplacés par un effort de connaissance et de compréhension de l’Autre. Ce qui passe par le témoignage, la circulation de la parole, la formation d’une expression collective.



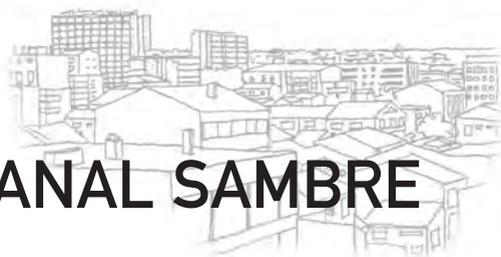
ACENER, fédération de comités d’entreprises, a créé le festival “Tissé Métisse” à Nantes, pour lutter contre le racisme et la fracture sociale. En mobilisant ses salariés, en offrant aux associations des quartiers et aux jeunes un espace d’expression et de valorisation de leur identité et de leur parole, cette journée de fête organisée en centre-ville génère des solidarités nouvelles.



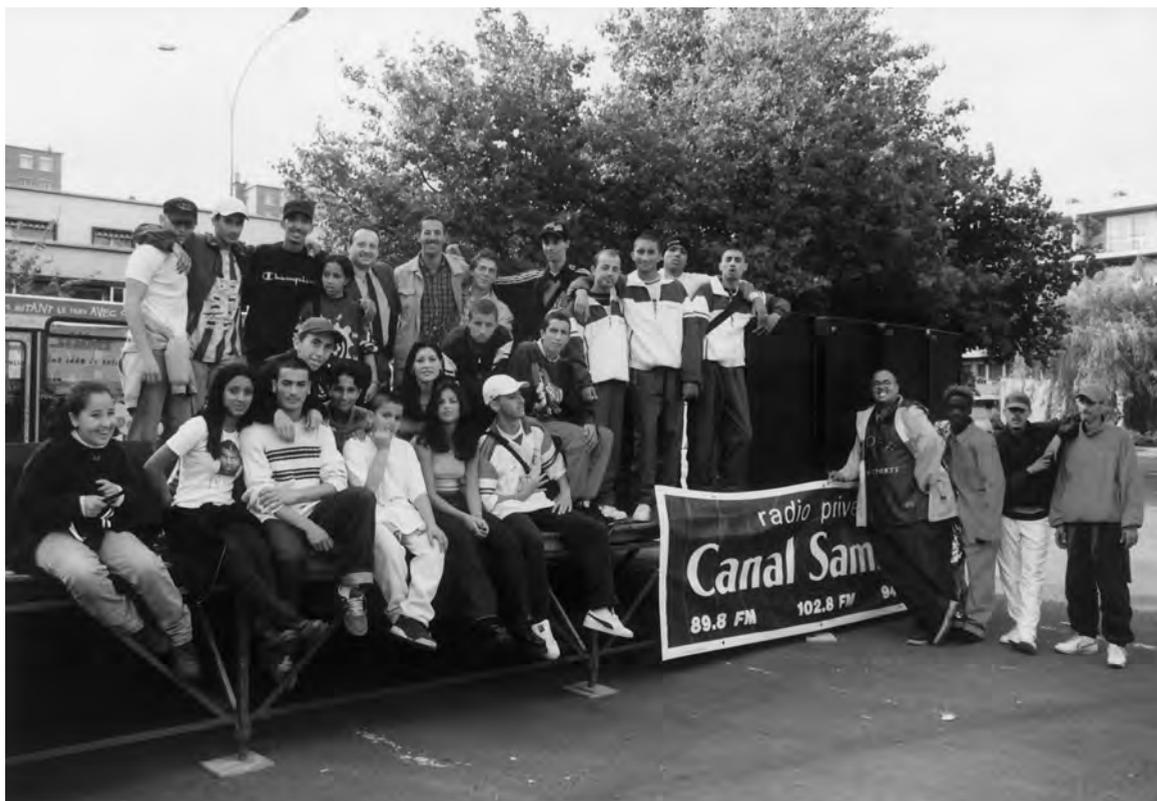
La Maison des Racines du Monde, implantée sur le quartier du Mirail à Toulouse, développe des programmes d’action culturelle autour de thèmes fédérateurs, comme la tolérance et la solidarité, permettant de croiser et mêler les expressions culturelles diverses. L’approche interculturelle favorise une mixité des publics, et ouvre le champ à des rencontres créatives entre artistes de diverses origines et habitants.



CANAL SAMBRE



Rédactrice : Johanna Couvreur - FAUT VOIR



Soutien aux jeunes des cultures urbaines

Le rôle d'une radio de proximité dans l'émergence d'une identité collective

Radio de proximité, Canal Sambre travaille depuis quinze ans à reconnaître et asseoir le rôle de chacun dans le monde qui l'entoure à travers une démarche patiente d'écoute et de diffusion de la parole de l'habitant dans sa mémoire, son expérience et ses initiatives. Observateur privilégié de la région, elle est aussi un acteur du développement local et propose des actions spécifiques sur le territoire.

PRÉSENTATION

Le lieu de la parole

Née en 1981 avec la libéralisation des ondes, Radio Canal Sambre a été créée à l'initiative de la ville d'Aulnoye. Outil de la politique culturelle de la municipalité, Radio Canal Sambre répondait également au souci de créer un instrument qui soit vecteur de la prise de parole des habitants en même temps qu'un outil d'information et de communication pour la ville. Implantée dans une région indus-

trielle marquée par la crise, Canal Sambre est très vite devenue le lieu d'expression de la classe ouvrière et de ses revendications.

En perte de vitesse et en crise en 1984/1985, la radio s'est donnée de nouvelles orientations avec l'arrivée d'une nouvelle directrice d'antenne, Francine Auger-Rey. Ouvrir la radio et en faire l'outil d'un territoire et d'une population la plus large possible étaient les objectifs nouvellement assignés pour ressourcer le projet de média de proximité.

ACTIVITÉS

Entre création de programmes et projets indépendants

La programmation de Canal Sambre représente 11 heures minimum de programmes quotidiens.

Elle s'organise autour de trois "espaces", dont le contenu prend appui sur le territoire et traduit le travail mené par l'équipe en direction de la population.

■ **Les "espaces d'information", base sur laquelle Canal Sambre a affirmé sa crédibilité.**

Les émissions sont réalisées par l'équipe professionnelle de reportage. Espaces de brassage de tous les publics, elles traitent l'événementiel local, les questions de société et renseignent les populations sur leurs droits. Les institutions, les acteurs économiques,

L'École d'accordéon interprète son répertoire en direct



culturels et sociaux, comme la population sont invités à questionner, mettre en perspective et débattre des sujets proposés. L'ensemble du monde associatif se sert par ailleurs de Canal Sambre pour faire connaître et dynamiser ses initiatives.

■ **Les “espaces de convivialité” : temps réservés aux différentes communautés culturelles** (cultures du travail, cultures d'origine ou cultures de génération)

Moments de retrouvailles et d'échanges, les émissions sont variées et proposent des temps d'écoute musicale (accordéon, musique berbère, musiques urbaines...), des jeux culturels ainsi que des témoignages et

PROJET SUR LA MÉMOIRE

Confrontée au repli sur soi grandissant de la population, Canal Sambre s'est posée la question de ce qui était commun et pouvait faire l'objet d'un partage entre les gens. Animé des mêmes réflexions, le DSQ de Maubeuge soumet à Canal Sambre un projet de collection de témoignages. Un travail expérimental et de longue haleine a ainsi commencé autour du recueil de la mémoire vivante des populations. Mémoire de l'usine et mémoire de l'immigration ont éclor et se sont croisées. L'écoute, la libération de la parole et la diffusion des témoignages ont participé d'une revalorisation forte des personnes. De ce travail a émergé également la prise de conscience qu'elles avaient forgé toutes ensemble une histoire collective. Cette œuvre radiophonique a été diffusée par l'intermédiaire de l'agence EPRA dans 80 radios locales en France.



Francine Auger interviewe un chef de village, pour l'émission "Le Mali tradition et mutation"
Photo : Jean-Luc Cornu

récits, parcours de vie et d'histoire, qui emmènent à la découverte d'autres pays et d'autres cultures. Ces créneaux sont interactifs et permettent aux isolés de se faire entendre.

■ **Les “espaces de recherche” : véritable exigence de Canal Sambre**

Conduits par l'équipe professionnelle, ils se nourrissent de l'apport de créateurs extérieurs au média. Ayant pour tâche de renouveler le regard porté sur le monde, les productions qui en sont nées constituent aujourd'hui le capital patrimoine de la radio. C'est dans ce cadre qu'a débuté, en 1990, un travail autour de la mémoire, fondé sur le recueil de témoignages individuels (lire encadré). Mené sur cinq ans, ce travail continue d'être diffusé et

constitue une véritable « *épopée de l'industrialisation et de la désindustrialisation* », qui assoit et fait valoir une mémoire locale spécifique à côté de l'histoire nationale. De même, des émissions sur le parcours de trois générations de femmes issues de l'immigration sont aujourd'hui des œuvres radiophoniques de référence.

Canal Sambre développe, par ailleurs, des projets indépendants conçus comme autant de prolongements de leur implantation sur le territoire et comme des occasions de poursuivre le tissage de liens qualitatifs avec la population. Ainsi, un film sur l'usine de la Providence, installée à Hautmont et fermée en 1984, a été réalisé par

Guy Thomas et Francine Auger en 1995. Dernièrement, la coopération entre la région Nord-Pas-de-Calais et le Mali a donné lieu à de premiers partenariats et transferts de compétences entre Radio Canal Sambre et des radios locales du Mali. Par ailleurs, Canal Sambre s'est impliquée dans une démarche d'échanges interculturels entre femmes. Un projet sur la thématique du signe est actuellement à l'étude avec elles et vise à recréer du lien entre mères et enfants en impliquant des acteurs de proximité comme l'école, la bibliothèque et le centre social.

OBJECTIFS

Construire une nouvelle communauté fondée sur une "culture de l'altérité"

Affirmant avec force sa volonté d'être un vecteur d'expression et de reconnaissance de tous, Canal Sambre a été fortement questionnée par l'expression d'une xénophobie croissante au sein de la population. Ce constat a généré une réflexion interne qui a conduit l'équipe à orienter son travail sur la thématique de l'altérité et sur la mise en œuvre d'une "culture de l'altérité".

Face aux comportements de peur et de repli sur soi, ferments du rejet de l'Autre, Canal Sambre propose un travail sur les populations marginalisées. Rendre plus proche ce qui nous est étranger, accéder à une

connaissance et une compréhension nouvelles de ce qui ne nous est pas semblable participent de l'élaboration d'une nouvelle communauté, dans laquelle l'Autre cesse d'être perçu comme un danger.

Dans ce contexte, Canal Sambre réaffirme les axes qu'elle s'était donnée comme autant de pistes pour favoriser l'émergence de cette "culture de l'altérité" :

- révéler et reconnaître les richesses dont sont porteuses la population ;
- mettre en place des projets extérieurs au média pour ancrer ce travail sur le territoire ;
- repérer les personnes-ressources porteuses et actrices d'une vision non excluante de la modernité ;

- redonner à la culture et à la création artistique une place dans le développement ;
- assurer un environnement affectif propice à l'échange et à l'évolution intellectuelle de la population ;
- offrir un véritable service sur le plan de l'information ;
- augmenter la qualité d'écoute de la population et son exigence dans ce domaine.



DÉMARCHE

Du témoignage individuel à l'expression collective

■ Circulation de la parole, travail sur l'oralité et témoignage individuel

Procédant d'un travail sur l'oralité, Canal Sambre renoue ainsi avec le mode de transmission des connaissances propres à l'industrialisation, lorsque l'apprentissage passait par l'écoute et la démonstration. Favorisant la circulation de la parole, elle facilite la création de liens entre ces différentes paroles. Le témoignage individuel, et à travers lui l'ex-

pression de la mémoire vivante des populations, est un outil premier du travail de Canal Sambre et participe d'une démarche patiente qui vise à restaurer la valeur de chaque témoignage et de chaque parcours de vie. Et au-delà, à laisser découvrir le tissage d'une histoire et d'un patrimoine collectifs, partagé par tous et dont chacun est acteur.

■ Désenclavement de la radio, travail sur l'équipe interne et cohésion autour d'un projet commun de programmation

S'ouvrir à la population toute entière a nécessité un travail de désenclavement de la radio, visant à faire de celle-ci un vecteur d'expression du monde du travail dans sa diversité et de l'ensemble des forces sociales, politiques et culturelles.

Cet effort s'est notamment traduit par la construction d'un projet commun qui ne se réduise pas à la seule addition de programmations sans liens entre elles. Un important travail en interne a été mené afin que l'équipe s'appro-

Francine Auger en reportage à Haumont - Photo : P. Dupuich



prie la démarche et conçoit chaque émission comme élément d'un tout et comme relais de la circulation de la parole entre les différentes couches de la population. Cette démarche a été portée par une équipe stable de professionnels qui assure l'encadrement de la radio et la réalisation de nombreuses émissions.

Composée de personnes issues du territoire, elle a acquis son professionnalisme par la pratique. Des bénévoles ont également rejoint la radio et animent des émissions quotidiennes et hebdomadaires sur des thèmes variés : jardinage, connaissance du monde animal, science, etc.

EFFETS

Un outil de structuration du territoire

■ **Réidentification de la population à son territoire ;**

■ **Appropriation de l'outil par cette population ;**

■ **Reconnaissance accrue de l'outil et de son éthique.**

Canal Sambre bénéficie d'une véritable reconnaissance parmi les professionnels du journalisme et de la radio. Un journaliste du grand quotidien régional a d'ailleurs souhaité rejoindre l'équipe pour la qualité et la proximité du rapport à la population. Par ailleurs, Canal Sambre a obtenu trois fréquences de diffusion qui lui permettent d'émettre dans la zone d'Aulnoye à Valenciennes, dans la zone de Fourmies Hirson et dans la zone de Maubeuge, Mons, Charleroi.

■ **Participation au développement local**

De par son lien étroit avec la population et à travers son travail sur l'altérité, Canal Sambre est

devenue un acteur du développement local :

■ elle favorise la communication entre les différentes cultures, entre les différentes générations et entre les décideurs et l'ensemble de la population ;

■ elle forme les futurs professionnels de la radio ;

■ elle accompagne les problématiques que sont : l'amélioration de la santé, le partenariat avec les jeunes des cultures urbaines et avec des femmes étrangères ou analphabètes des quartiers, etc.

À l'avenir, Canal Sambre souhaite renforcer le développement de divers pôles en intégrant la maîtrise de l'outil informatique, le développement des relations entre la radio et Internet ainsi que les échanges entre les radios (un projet de mutualisation des émissions des radios du Nord-Pas-de-Calais est à l'étude) :

■ la santé publique ;

■ les cultures urbaines ;

■ la ruralité ;

■ l'appui aux femmes dans les quartiers.

La voie de l'élargissement

Le changement d'orientation en 1985 s'est accompagné d'un changement du mode de financement et d'un élargissement conséquent des partenariats, au regard de l'ouverture de la radio vers des populations nouvelles et de l'émergence de projets indépendants.

Ainsi, Canal Sambre est soutenue par : la communauté de communes, le Conseil Régional, le

Conseil Général, la DRAC et le FAS. La radio s'inscrit par ailleurs dans le cadre de projets et de programmes européens au titre desquels elle bénéficie d'un soutien financier : ainsi l'atelier "mémoire vivante" (Pôle de compétences des sites et sols pollués) ; la perception par la population des nouveaux centres urbains (Interreg) ; le développement de la culture au Mali (développement décentralisé de la région Nord-Pas-de-Calais).

Professionnalisme et qualité

Canal Sambre reste une structure précaire au niveau des financements et les négociations annuelles sont source d'usure et de fragilisation des équipes. **Canal Sambre fonctionne sur un budget de 2 718 kF en 1999.**

Soucieuse de la qualité des programmations dans le contenu comme dans la forme, Francine Auger-Rey a refusé de développer des projets "au rabais" et de désarticuler l'outil en supprimant certaines émissions.

Canal Sambre travaille par ailleurs dans des conditions de grande professionnalité du point de vue technique et tient à conserver ce niveau d'exigence.

Les partenariats financiers sont multiples :

■ FAS :	220 kF
■ DRAC Nord-Pas-de-Calais :	80 kF
■ Conseil général :	250 kF
■ Conseil régional :	655 kF
■ CCVS :	500 kF
■ Projets spécifiques (Interreg, Politique de la Ville, Citoyenneté...):	445 kF

Et viennent s'agréger à d'autres recettes :

■ Adhésions :	28 kF
■ Publicité :	121 kF
■ Émissions :	80 kF
■ FSER :	6 kF
■ Transfert de charges :	333 kF

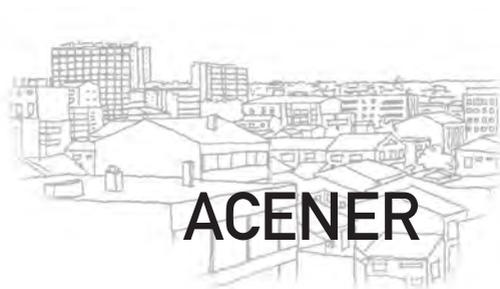
Canal Sambre

Francine Auger-Rey
10, rue Sadi-Carnot
BP 41 - 59620 Aulnoye-Aymeries
Tél. : 03 27 67 21 11 - Fax : 03 27 39 01 76

« Les médias de quartier peuvent-ils servir à attirer un nouveau public vers les activités artistiques locales ? Les décideurs culturels de quartier ne devraient-ils pas élargir leur définition de “l’espace public”, et comprendre qu’il ne s’agit pas seulement des rues et des places, mais aussi des ondes, radio et télévision ? Des expériences en Europe encouragent les habitants à réaliser des programmes et s’efforcent de corriger l’image souvent négative que donnent du quartier les médias régionaux et nationaux ? »

Rapport comparatif de “Culture et quartiers”
Éditions du Conseil de l’Europe





Rédacteurs : Bruno Colin, Luc de Larminat - OPALE



PROJET :
Tissé Métisse

Atelier percussion

Quand les comités d'entreprises se mobilisent pour la cité et contre la xénophobie

Des comités d'entreprises sont à l'origine, en 1992, du festival "Tissé Métisse", au service d'une idée : inviter les salariés à s'investir dans la préparation et l'organisation d'une fête populaire pour nouer du lien social, « *mieux-vivre ensemble* » et construire une société plus solidaire. Avec ses 23 000 spectateurs en 1998, cet événement est devenu l'une des plus importantes manifestations culturelles nantaise.

ACTIVITÉ

Une journée de fête axée sur le métissage

"Tissé Métisse" se déroule sur une journée au mois de décembre.

Le festival est organisé par l'ACENER, Association des Comités d'Entreprise de Nantes et Région, créée en 1982 à l'initiative d'une vingtaine de CE et de l'Union locale CFDT de Nantes, qui comprend aujourd'hui 170 CE soit 30 000 salariés et 100 000 ayants droit.

Cette journée véhicule les valeurs du métissage sous toutes ses formes : des âges, des communautés culturelles d'origines diverses, des situations sociales (salariés et chômeurs), enfin métissage artis-

tique (disciplines multiples, rencontres d'amateurs et de professionnels). S'y matérialisent la découverte de l'autre, la rencontre des cultures et des arts, la solidarité des quartiers et du centre-ville, l'instauration de passerelles entre le monde du travail et le monde du chômage.

"Tissé Métisse" représente un an de préparation, mobilise 60 associations (culturelles, communautaires, éducatives, de quartiers...) et 600 bénévoles. Pour la moitié, ces bénévoles s'investissent durant toute l'année au travers des associations participantes, l'autre moitié, en majorité les salariés adhérents aux Comités d'Entreprises, étant active le jour de l'événement : mise en place de la décoration, sécurité, entretien, animation, restauration...

La journée représente 8 heures de fête, de 17 h à 1 h du matin, et se déroule à la Cité des congrès de Nantes. Elle comporte une multiplicité d'événements et animations (lire encadré).

Percussion Kongola Doum Doum



Refuser une société éclatée, louer la tolérance

« Être acteur
dans la cité,
c'est y avoir
sa place »

C. Perrault
Acener

“Tissé Métisse” s’affiche comme un espace de lutte contre le racisme, la fracture sociale et la xénophobie. Cette manifestation est née en réaction contre les lois Pasqua sur le contrôle de l’immigration en 1992. Pour l’ACENER, elles incitaient en effet, de par les discours accompagnant leur mise en place et la pression qu’elles induisaient sur les populations immigrées, à des dérives xénophobes.

Cette lutte passe concrètement par l’affirmation et la démonstration de la richesse des métissages, au travers des contenus artistiques de la manifestation (artistes de pays différents, de disciplines artistiques différentes, des artistes engagés) comme des capacités

d’implication et de participation des habitants pour l’organiser, en particulier ceux qui, dans les quartiers périphériques, sont le plus touchés par la montée de l’exclusion et du chômage. Les personnes ayant tendance à épouser des idées d’intolérance et de haine sont concernées au premier chef, aussi “Tissé Métisse” les invite à la réflexion : les comités d’entreprises mobilisent les salariés sur ces thèmes, et la population est conviée à participer à la manifestation de manière active et concrète.

Le Festival est l’occasion de faire travailler ensemble des acteurs locaux jusque là atomisés. Toutes les associations locales sont systématiquement mises à contribution, si bien que l’essentiel n’est pas la journée du festival en elle-même, mais les rencontres en amont et les liens qu’elle génère.

- 35 spectacles, dont 20 professionnels et 15 amateurs.
- Une dizaine de scènes, dont une grande et les autres plus petites.
- Près de 150 artistes.
- Une dizaine d’expositions sur des thèmes de société, certaines préparées par l’organisateur, les autres par les associations locales.
- Des expositions d’artistes contemporains de Nantes.
- Des animations et jeux pour les enfants organisés par la FAL sur 400 m², comprenant la création d’un journal, des animations multimédia et maquillages...
- Des spectacles improvisés de type performances.
- Des forums associatifs pour celles qui ont réfléchi au thème de la manifestation et pour l’occasion ont créé un événement (jeu interactif, exposition...).
- Des espaces de restauration avec toutes les saveurs du monde, pris en charge par une dizaine d’associations communautaires auxquelles il est demandé de proposer des tarifs accessibles. Ces associations ne doivent pas avoir d’activités professionnelles dans la restauration, et réinvestir leurs recettes dans un projet, en règle générale de type humanitaire.

PARTENARIATS

La société civile en première ligne

L'ACENER est productrice de l'événement : montage des dossiers de financements, relation avec les partenaires institutionnels.

Elle est associée à la FAL 44 (Fédération des Amicales Laïques) et au CID (Centre Interculturel de Documentation) co-réalisateurs depuis la première édition.

Ces trois partenaires assurent la coordination générale de la manifestation, la mise en œuvre et le suivi des actions à l'année avec les associations locales participantes.

La FAL a pour but de rendre le public citoyen et le citoyen acteur. Elle assure la mise en œuvre de toutes les animations enfants et

coordonne les actions menées dans les amicales laïques.

Le CID est une association ressources qui travaille avec les communautés issues de l'immigration pour leur faire découvrir leur pays d'origine et favoriser les échanges interculturels entre population française et étrangère. Il assure la mise en œuvre des projets associatifs (expos, animation, restauration...) développés dans les quartiers qui s'intégreront à "Tissé Métisse".

La Ville de Nantes, très présente et attentive, a triplé sa subvention en 1999.

Les autres partenaires financiers sont le Fonds d'Action Sociale, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Conseil Général et l'État (DIV, DPM, DRAC).

DÉMARCHE

Impliquer la population

■ Valoriser la créativité des quartiers, des communautés, des jeunes

Les associations sont mobilisées sur des thèmes fédérateurs définis par la coordination, tels que les

droits de l'homme ou l'exclusion et en suivant l'actualité : anniversaire des droits de l'homme, les sans-papiers... Lors des réunions de préparation, elles sont encouragées à bâtir des projets en commun et à présenter le jour du festival des débats, des spectacles et des animations aux contenus élaborés, et régis par les principes de l'interactivité avec le public (jeux, débats...).

ACENER cofinance quelques projets de quartier pour des expositions, des animations, la constitution de plaquettes ou de brochures des associations, mais n'a pas encore, sauf de manière exceptionnelle, la capacité financière de soutenir des projets artistiques.



Chaque organisme ou collectif d'associations trouvera une forme propre d'expression lui permettant de présenter son travail, ses activités quotidiennes, et de se faire l'écho de la vie de son quartier.

Les jeunes sont incités via les associations de quartier partenaires de Tissé Métisse à développer des projets spécifiques (exposition, pièce de théâtre, concert...), à préparer et élaborer durant l'année en vue d'une présentation lors de la manifestation. Une scène, une salle de spectacle et un public seront ainsi offerts aux jeunes artistes amateurs.

■ Organiser et coordonner la participation

Pour concevoir une programmation de qualité, mobiliser et coordonner la participation des associations, une coordination composée de représentants de l'ACENER et de ses deux partenaires (la FAL 44 et le CID), se réunit une fois par mois entre janvier et décembre et invite également les autres associations (certaines réunions peuvent accueillir jusqu'à 60 personnes). Représentant

environ 15 personnes, cette coordination est « *l'expression du monde du travail et du tissu associatif unis dans une fête de l'intégration et un travail à l'année* ».

■ Solvabiliser la demande

Il a été choisi de fixer des prix d'entrée très modérés et de mettre en place un système de participation solidaire. Les salariés, par l'achat d'un billet plein tarif à 70 francs (60 % des entrées), co-financent une partie d'un billet pour une personne moins solvable, RMiste ou chômeur qui, lui et sa famille, ne paient que 35 francs. Ceci représente 30 % des entrées. Le principe de départ était de mobiliser les salariés sur un geste de solidarité. Si certains étaient au départ réticents, ils se sont au cours des ans appropriés la manifestation, et ce principe ne choque plus.

De plus, uniquement pour compléter le montant de ces entrées à demi-tarif, les comités d'entreprise (une trentaine) versent 10 % du budget de Tissé Métisse. Ainsi l'objectif de toucher des personnes privées d'emploi et leur famille commence à prendre forme.

EFFETS

Un mouvement concret de solidarité prend corps

■ Démocratisation de la culture

Les artistes se produisent devant un public inhabituel, et le public découvre des formes nouvelles d'expression. Cet élargisse-

ment des publics, provenant d'horizons divers, bouscule la pratique culturelle d'un milieu social donné. La vente de billets par l'intermédiaire des Maisons de Quartier ou des Centres sociaux témoigne de l'ouverture de cette manifestation à un public nou-

25 % (des billets) sont diffusés par des structures de quartiers à des personnes qui n'assisteront à aucun autre spectacle en cours d'année

veau. En effet, si 50 % des billets sont vendus par les comités d'entreprises à des salariés et 15 % via le réseau associatif, 25 % sont diffusés par des structures de quartiers à des personnes qui n'assisteront à aucun autre spectacle en cours d'année. Lors de la journée "Tissé Métisse", de très nombreuses personnes font ce témoignage aux organisateurs. La vente de billet par un réseau inhabituel, menée de façon volontariste et individualisée, associée à une programmation diversifiée (tant par le choix des disciplines artistiques multiples que par leur différent niveau d'accessibilité) commence à porter ses fruits.

La Cité des Congrès, encore réservée ces dernières années à des colloques internationaux ou à des spectacles aux prix d'entrée élevés, a commencé à s'ouvrir à un public plus large.

■ **Entreprise et politique**

Dire aux salariés que le traditionnel arbre de Noël du CE serait remplacé par une manifestation

consacrée à des problèmes de société et ouverte à un public autre que les membres de l'entreprise n'a pas toujours été chose facile pour les initiateurs de cette manifestation. Selon ces derniers, les esprits ont véritablement changé, et la forte implication des 400 bénévoles issus de ces entreprises en témoigne.

L'événement favorise une implication plus volontaire des salariés dans des préoccupations sociales, concernant le monde extérieur à celui du travail.

■ **Réseaux associatif et participation**

Les habitants et salariés adhérant aux thèmes fédérateurs de la manifestation, le travail préparatoire n'en est que plus accentué. Le public devient acteur. De petites associations de quartier ou communautaires peuvent rencontrer de plus importants réseaux comme Amnesty International ou le MRAP. La présence de plus de 600 enfants (en 1998) permet aux parents de se rencontrer, des jeunes ayant connu enfant le festival sont aujourd'hui devenus des bénévoles actifs.

Les rencontres fréquentes entre les associations ont créé au fil du temps un véritable réseau, maintenant repérable au travers d'un guide-annuaire des 60 associations qui participent à Tissé Métisse : "Les Associations Tissent la cité". Hormis leurs coordonnées, ce guide rappelle les objectifs des associations, présente leur rôle ainsi que leur emplacement le jour de la manifestation.



Des partenariats entre “Tissé Métisse” et des associations socio-culturelles ou sociales sur des objectifs qui leur sont propres se sont développés. Par exemple des résidences d’artistes dans les quartiers montées par des Maisons de quartier ou des centres sociaux vont être associés à certains moments à la manifestation.

■ Insertion sociale et professionnelle, solidarité

Des liens créés entre des comités d’entreprises et une association d’insertion ont ouvert la voie à la création d’une entreprise d’insertion, “Zap’Linge”.

Des agriculteurs de Couëron ont mis à la disposition des habitants de l’association “Bellevue 2000” qui œuvre dans un quartier sensible du même nom, des parcelles de terrain



pour une exploitation sous forme de jardins familiaux.

Des jeunes artistes aidés par Tissé Métisse dans leur parcours de professionnalisation renvoient la balle en aidant des jeunes groupes de musique. Quatre groupes amateurs ont été encadrés pour enregistrer un CD par un groupe plus reconnu, Ultime Power.

BUDGETS

Budget réalisé 1998

Charges

■ Budget artistique	294 kF
■ Budget associations	51 kF
■ Décoration	13 kF
■ Locaux et techniques	503 kF
■ Promotion	81 kF
■ Photos, vidéos	11 kF
■ Frais directs d’organisation	88 kF
■ Frais de bar	47 kF
■ Restauration des bénévoles	25 kF
■ Frais généraux de structure	46 kF
■ Frais de personnel	351 kF
Total :	1 510 kF

Ressources propres (794 kF)

■ Vente billets	393 kF
■ Subventions des CE	105 kF
■ Bar	91 kF
■ Publicité	96 kF
■ Partenaires et mécénat	109 kF

Subventions extérieures (686 kF)

■ CDC	50 kF
■ FAS	85 kF
■ DRAC	70 kF
■ Mairie Nantes	100 kF
■ Mairie réduction location	135 kF
■ Ministère Emploi	100 kF
■ FIV	115 kF
■ Conseil général	30 kF
■ Déficit pris par ACENER	31 kF
Total :	1 510 kF

ACENER - Tissé Métisse

Jean-Bernard Desmots - Cyril Prévaud
4, rue de L’Héronnière - 44000 Nantes
Tél. : 02 40 73 45 20 - Fax : 02 40 73 06 45

« Tissé Métisse est aujourd'hui le symbole de la fête de toutes les couleurs. Non seulement il faut affirmer notre volonté de vivre ensemble, blancs, blacks ou beurs dans le respect de nos identités, mais il faut encore montrer que la diversité de nos cultures est la source de notre enrichissement mutuel. De tout cœur avec vous. »

Message de soutien adressé par le footballeur
Japhet N'Doram à Tissé Métisse, cité par Ouest-France en décembre 1996



Marie-France Flahault,

Déléguée régionale du FAS Pays-de-la-Loire

Tissé Métisse est un “phare”

« Pour les associations locales, Tissé Métisse est devenu peu à peu le phare vers lequel convergent tous les projets, toutes les réalisations de l'année. C'est un lieu de reconnaissance des actions de qualité menées au quotidien. C'est aussi un temps d'échanges préparé par 600 bénévoles pour accueillir 7 000 personnes de tous âges, de toutes conditions, de toutes nationalités... pour lutter sur le long terme contre toutes les discriminations.

Tissé Métisse est l'exemple même de la manifestation qui pourrait être développée dans tous les contrats de ville compte tenu des liens tissés quotidiennement entre la ville et les quartiers. Les politiques partenariales du contrat de ville sont nées de fait autour du projet, grâce à son dynamisme presque militant et extrêmement professionnel tiré par la capacité des animateurs à renouveler annuellement les thématiques, à mobiliser les acteurs, les associations, les comités d'entreprises et les financeurs. Cette manifestation est un modèle de valorisation d'actions quotidiennes réalisées sur les quartiers.

À Laval, quartier Saint-Nicolas...

Le FAS soutient également le projet culturel de la ville de Laval (*lire description de l'expérience page 27*).

Ce travail sur la mémoire, commencé en 1996 sur les quartiers de Saint-Nicolas, pourrait voir une prolongation dans le contrat de ville en y associant les adultes et les jeunes d'origine immigrée, pour retracer l'histoire de l'immigration à Laval. Pour le FAS, ce travail de recherche intergénérationnelle favorise le dialogue entre jeunes et adultes, entre français et immigrés et contribue à la restitution d'une identité pour des générations d'immigrés, mais aussi et surtout pour les descendants d'immigrés, trop souvent bridés dans la recherche d'un fil conducteur, d'un sens à une lignée culturellement interrompue. La mémoire fonde l'identité et autorise la reconnaissance en distribuant des points de référence objectifs, contribue à la filiation et à l'affirmation de soi, à une revendication identitaire, sans laquelle l'intégration reste imparfaite. »

« Pour les hommes du Sud, le Paratge est une éthique, un idéal de vie, de justice, de solidarité, d'égalité, de tolérance, de droiture, d'acceptation de l'Autre et enfin de loyauté... Cela peut se traduire, à notre époque, par un autre mot : l'Humanisme »

Maison des Racines du Monde

Extrait de son bilan sur l'action culturelle "Paratge" menée en 1999





MAISON DES RACINES DU MONDE



Source : Bilan des activités annuelles de
la Maison des Racines du Monde
Rédacteur : Bruno Colin - OPALE

PROJET :
"Paratge"



Ateliers artistiques avec les enfants du Mirail

Une **démarche d'intégration**
s'inscrit dans une approche globale
de l'action culturelle

Depuis 14 ans, la Maison des Racines du Monde, implantée sur le quartier du Mirail à Toulouse et intervenant sur toute la région Midi-Pyrénées, organise la rencontre entre les cultures et les générations.

PRÉSENTATION

Un dispositif complet d'intervention

La Maison des Racines du Monde, appellation générique sans statut juridique, regroupe trois structures aux activités liées :

- CAVALE, une association mettant en œuvre des programmes d'action culturelle sur le quartier du Mirail ; elle assurera de 1985 à 1993 l'organisation du festival Racines, accueillant chaque année en juin plus de 50 000 visiteurs.

- Le CRRC, Centre Régional de Ressources Culturelles, développant des missions d'information, de formation, de conseil et d'accompagnement de projets culturels sur la région Midi-Pyrénées, ainsi qu'une banque de données sur les artistes régionaux.

- La Mounède, espace culturel en lisière du quartier du Mirail, ouvert depuis septembre 1994, comprenant salle de spectacles de 600

places avec programmation tournée vers les musiques du monde, studios de répétition, restaurant en entreprise d'insertion. C'est à partir de la Mounède que sera expérimentée une formule inédite de soutien pour l'accès au spectacle ou la pratique artistique financée par des entreprises mécènes, relayée ensuite par le CRRC sur d'autres villes : les tickets culture (lire encadré).

LES TICKETS CULTURE

Lancés en 1994 pour rendre accessibles les services proposés par la Mounède à des personnes aux faibles ressources et ne fréquentant pas les structures culturelles, les Tickets Culture, d'une valeur unitaire de 40 F, sont achetés par des entreprises mécènes de l'agglomération. La moitié des tickets achetés par l'entreprise sont mis à sa disposition afin qu'elle puisse les offrir à ses salariés, tandis que l'autre moitié est offerte à des associations relais des quartiers, qui les redistribuent à leurs usagers. Le ticket est utilisé pour régler le prix d'une entrée à un spectacle proposé par la Mounède ou par des institutions culturelles de centre-ville partenaires (le Théâtre Garonne et le Sorano en particulier). Cette aide financière se couple toujours à un dispositif de sensibilisation des habitants, grâce à l'organisation de rencontres avec les artistes et de débats sur les contenus de leurs œuvres, en amont et en aval du spectacle.

Le succès des premières années a conduit d'autres villes, dont le CRRC soutient les projets culturels, à expérimenter elles aussi le dispositif : Tarbes et Auch.

Jean David interprète "L'enfance de Salomon" - Photo : Aïssa Zitoune



De multiples actions culturelles sont développées en partenariat avec des écoles et des associations locales, dont la plupart autour de thèmes fédérateurs. En 97/98, ce sera "La Méditerranée

est une île au milieu des hommes". Pour la saison 98/99, le thème choisi sera le "Paratge", mot occitan du moyen-âge qui signifie à la fois tolérance, solidarité et noblesse d'âme.

ACTIVITÉS

"Paratge", un exemple d'action culturelle globale

"Paratge" est un projet culturel mêlant spectacles, résidences, rencontres et ateliers de création, conçu comme une invitation au voyage autour de la Méditerranée et à travers le temps, un regard sur les liens entre le passé histo-

rique et la vie contemporaine des communautés culturelles dans les quartiers de Toulouse.

Au travers de ces voyages s'est jouée une rencontre de l'autre avec ses différences et ses envies de "vivre ensemble", une rencontre des arts où poésie se conjugue en musique, où écriture se mélange à arts plastiques.

EN QUELQUES CHIFFRES

"Paratge" a représenté, sur l'ensemble d'une saison :

- 16 cultures visitées
- 105 artistes
- 9 résidences musique
- 21 spectacles allant de 15 à 400 spectateurs
- 4 000 adultes
- 2 résidences arts plastiques avec 75 enfants dans les ateliers

- 1 résidence photos avec 10 adolescents et adultes dans les ateliers
- 6 ateliers contes
- 5 rencontres (400 personnes)
- 4 créations : une création arts plastiques, un livre, un diaporama, une création musique
- 3 coproductions : 3 300 adultes, 400 enfants
- Partenariat : 16 structures

OBJECTIFS

Aux sources de la notion de "culture"

La Maison des Racines du Monde défend la culture comme outil d'insertion, de communication, de socialisation et de formation. Un véritable projet culturel doit favoriser l'accès à la culture pour tous, la connaissance de la culture de

l'autre (pluriculturalité), la décentralisation culturelle, l'intervention d'artistes professionnels sur les quartiers, l'émergence de la créativité d'habitants des quartiers.

DÉMARCHE

Tout participant est un acteur

■ **Conduire un processus participatif sur l'année : impulsion, montage, suivi, coordination**

Si le projet culturel "Paratge" est né de propositions de la Maison des Racines du Monde, sa conception finale est le fruit d'un long travail d'élaboration avec les structures partenaires. Les grandes étapes ont été schématiquement les suivantes :

■ **Septembre** : rencontres avec les associations au sein des commissions "culture" de chaque DSU, comprenant une présentation générale du projet, une ouverture sur des pistes de travail, des discussions avec les divers participants.

■ **Octobre** : rencontre avec les associations ayant manifesté un intérêt pour le programme, chaque structure étant visitée individuellement.

■ **Octobre à décembre** : une série de réunions de montage de projets et de mise en place ont lieu avec les structures qui ont décidé de s'impliquer au sein du programme "Paratge".

La Mounède



Équipe technique de La Mounède

Ce travail se fait à trois : la structure de quartier, la Maison des Racines du Monde et l'intervenant artistique. On peut estimer qu'entre la conception et la mise en place sur le terrain, une dizaine de réunions de travail sont nécessaires. Ce chiffre varie selon les structures partenaires, leurs liens pré-existants avec la Maison des Racines du Monde, et leur degré de sensibilisation et d'expérience en matière culturelle.

■ **Janvier à juin** : l'équipe de la Maison des Racines du Monde assure le suivi de chaque projet, mais également l'alimente, artistiquement, culturellement et techniquement. Ceci lui permet d'entretenir un lien permanent avec le projet global et donc avec la Mounède où sont programmés les spectacles. Aucune semaine ne s'est passée sans contact avec chaque structure.

■ **Réunir les conditions de la rencontre artistes/habitants**

Dans le cadre de "Paratge", des rencontres entre public et artistes ont été organisées dans différents lieux et en partenariat avec diverses structures : associations, librairies, faculté (lire exemple en encadré)...

**Penser à
la formation
et au renouvel-
lement des
acteurs
culturels**

Ces rencontres permettent au public de se retrouver dans une démarche active face à un spectacle. Mais les conditions du succès ne sont pas toujours données d'avance. Elles s'avèrent liées :

- d'une part, aux motivations de l'artiste, à son désir et son aptitude à les faire partager lors d'un contact humain,
- d'autre part, à l'existence ou non d'une dynamique culturelle au sein de la structure accueillant les artistes, qui détermine la mobilisation de ses animateurs et de son public. Dans certaines structures, les interlocuteurs changent en cours de saison, ou bien l'acte culturel reste encore considéré par certains comme un simple acte d'animation, occupationnel.

La question de la formation ou du renouvellement des acteurs culturels reste donc posée, en particulier celle des professionnels dont ce n'est pas la mission première (travailleurs sociaux, enseignants...), ou qui ne sont pas légitimés ni reconnus par leur hiérarchie (bureau associatif, éducation nationale...).

C'est pourquoi le CRRC a mis en œuvre des formations d'acteurs culturels, dont les contenus sont basés sur leurs besoins spécifiques. Sont traités, en tant que sujets centraux, la place de la culture dans l'animation sociale des quartiers, les questions de partenariats, les notions de "culture" comme "alliance de l'art et du social", ou de "médiateur culturel" comme "passeur" de frontières.

À LA MAISON DES CHÔMEURS

Pour "Paratge", plusieurs rencontres se sont déroulées à la Maison des Chômeurs Faourette, avec par exemple :

- Sara Alexander, chanteuse israélienne qui prône la tolérance et lutte pour la réconciliation entre les arabes et les juifs,
- Alem Surre Garcia, qui racontera l'Occitanie comme terre de rencontres des cultures,
- Abed Azrie et ses musiciens, rencontre durant laquelle seront abordés l'Islam face aux autres religions, le Liban et ses conflits...

Souvent organisées autour d'un repas convivial, ces rencontres, grâce au travail de préparation, s'inscrivent tout aussi bien dans la thématique de "Paratge" que dans les visées de la Maison des Chômeurs, où de nombreuses nationalités se côtoient. Inviter des artistes enrichit les échanges libres en son sein, et alimente les rencontres-débats qu'elle organise sur des sujets concernant de près les communautés en présence.

■ Stimuler la création partagée et l'expression des habitants

Dans le cadre de "Paratge", divers projets spécifiques sont lancés en partenariat avec des centres de loisirs, des centres culturels, des écoles primaires, collèges, école des Beaux-Arts, associations... Par exemple :

- conception d'un diaporama sur les châteaux Cathares par dix adolescents et jeunes adultes du quartier Bellefontaine,
- réalisation d'un parcours dans la ville habillé de peintures et sculptures réalisées par le plasticien Nour'Eddine Atatfa et des enfants des centres de loisirs du quartier Reynerie,

Un centre de ressources essentiel pour les acteurs de la politique de la ville

■ interventions en milieu scolaire pour créer un livre de poésie et un spectacle autour du conte (lire encadré page suivante).

Les ateliers aboutissent à la présentation publique d'une production (livre, CD...) ou d'un spectacle.

L'objet "livre", par exemple, et le moment de sa présentation, "sacralisent" la démarche ; le doute est évacué, le travail prend poids et reconnaissance, peut être gardé et ainsi résister à l'épreuve du temps. Il permet également, par sa qualité, de dépasser les frontières du quartier en étant présenté à des publics d'origine géographiques et socioculturelles multiples.

Le processus de fabrication permet enfin aux participants d'entrer en contact avec des univers professionnels variés (par exemple, entreprises spécialisées dans la projec-

tion et la sonorisation pour le diaporama sur les châteaux Cathares).

■ En amont de l'action culturelle : réunir les outils adaptés

Les interventions du CRRC auprès de diverses villes de la Région, visant à les conseiller dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'action culturelle, ont permis de dégager après enquêtes, analyses de terrain et diagnostics partenariaux, des besoins récurrents :

- Prendre en compte les besoins et les demandes des jeunes, qui expriment très souvent un désir de trouver une programmation qui leur soit adaptée, l'offre culturelle étant généralement tournée vers la tranche d'âge 30/60 ans à revenus confortables.
- Création de groupes de pilotage et de réflexion d'élus analysant et

ATELIERS EN MILIEU SCOLAIRE

"Ici, poèmes d'enfants"

Un livre sur le thème du "Paratge" est réalisé avec une classe de CM1-CM2, sous la direction artistique de l'association "Le Cornac". Des artistes ont été invités à venir raconter des récits de voyages aux enfants, puis les enfants ont commencé à écrire leurs propres récits de voyage, sur la terre, dans les rêves ou les souvenirs... Puis cinq stages d'une semaine ont été encadrés par Lassaâd Metoui pour une mise en forme des écritures par l'illustration calligraphique.

"Projet conte"

Il s'agissait de créer un spectacle avec la centaine d'enfants de l'école primaire Littré, située sur la Zep Nord, encadrés par six enseignants. La présence forte des

communautés tziganes, maghrébines et africaines a orienté l'idée directrice de ce projet : faire en sorte que chaque enfant, en faisant découvrir et partager les contes, histoires et légendes de ses racines, puisse mieux connaître et accepter l'autre. La direction artistique du projet a été assurée par le conteur Jean-Yves Pagès, qui interviendra un jour par semaine dans l'établissement de décembre à juin, une heure étant consacrée à chacune des six classes. Le travail de recherche dans des documents et au sein même des familles sera prolongé par un travail de mise en écrit puis en paroles, avec aide à l'expression et au jeu scénique.

Le succès de ce projet fut lié à une implication forte des enseignants, allant même jusqu'à déborder le cadre scolaire.

validant les propositions des acteurs de terrain, afin de les soutenir au niveau politique.

■ Mise en place systématique de contrats d'objectifs annuels avec les structures financées par les villes pour que soient négociées en amont les orientations, l'implication de chacun, l'intégration dans les projets communs.

■ Formation de "médiateurs culturels de proximité" (certains embauchés en emplois-jeunes en 1999). Ces "passeurs"; acteurs de terrain qui essaient de développer des actions culturelles sur des zones fragiles ont une tâche difficile. Ils partent, la plupart du temps, d'un mal-être général, doivent, au fur et à mesure des échecs

et des réussites, amender, modifier et corriger l'axe développé pour le faire coller au plus proche des habitants tout en gardant à l'esprit la force du projet culturel.

■ Formation continue, dans le cadre de projets culturels en cours, des animateurs, moniteurs, éducateurs. Les professionnels de l'animation disposent d'une formation initiale qui aborde très peu le domaine culturel, et se retrouvent démunis face à lui.

■ Soutenir la création, la restructuration ou la consolidation de structures intermédiaires, capables de se présenter comme une interface entre les publics et les scènes structurantes (institutions culturelles, pôles d'excellence).

EFFETS

La découverte de "nouveaux publics"

La Maison des Racines du Monde ne peut évoquer les effets de l'action culturelle sur le développement des quartiers, sans relever, au préalable, l'aggravation préoccupante en dix ans des conditions de vie des habitants, la montée en puissance du chômage et de la délinquance, le risque de démission du travail social.

Ce qui rend le travail de la culture encore plus difficile, mais aussi encore plus nécessaire.

■ Le travail avec les enfants joue sur les liens sociaux et familiaux

Quand une action est bien menée au sein d'un établissement scolaire, outre le développement

de l'enfant, elle induit des changements sociaux radicaux : participation des parents à la vie scolaire, meilleure sociabilisation des familles dans leur lieu de vie, meilleure communication entre enfants et parents ; et même dans le cas des parents conteurs, valorisation de ces derniers aux yeux des jeunes.

"Les Afiladors", spectacle de Flamenco d'action et poésie dictée - Photo : Aïssa Zitoune



Les programmations liées à l'action culturelle de quartier ont souvent démontré que le spectacle dit familial retisse des liens trop souvent distendus entre générations ; il en est de même pour le travail culturel en milieu scolaire.

■ **L'accompagnement et la solvabilisation déterminent de nouvelles pratiques culturelles**

Les tickets-culture sont fortement utilisés. Aux 14 spectacles programmés dans le cadre de "Paratge", 460 tickets ont été utilisés sur environ 3 600 entrées. S'ils représentent une aide financière, leur valeur essentielle est celle de l'accompagnement qu'ils reçoivent, en amont par l'explication de l'œuvre artistique par un des artistes intervenants, en aval par le travail effectué par les accompagnants (animateurs, cadres associatifs) autour de la perception du spectacle. En comparaison, certains "pôles d'excellence" ont mis en place un lot d'invitations pour les plus démunis, mais cette démarche s'apparente plus à l'aumône et reste mal ressentie par les habi-

tants. Seules 20 % des places distribuées sont occupées.

■ **Qualité artistique et pluriculturalité sont les garants d'une mixité des publics**

Le CRRC a soutenu une création musicale d'Abed Azrie, "Suerte", réunissant trois ensembles (oriental, flamenco, quatuor à cordes) qui représentent schématiquement la culture plurielle du Mirail. À chaque représentation, l'entrée a été refusée à 100 ou 200 personnes, et le public est venu de toutes couches sociales, de toute la région. Un CD a été enregistré, le spectacle sera programmé au "Théâtre de la Cité" de Toulouse, une tournée internationale est en cours.

Ce qui démontre qu'une structure qualifiée de populaire peut avoir des ambitions artistiques de qualité, tout en "tordant le cou" aux idées reçues du non mélange du public.

La meilleure façon de réaliser une action en direction des habitants des quartiers populaires, semble donc que sa qualité soit telle qu'elle attire le public de partout, afin de valoriser le quartier par l'excellence.

PARTENARIATS

En adéquation à chaque projet

Les principaux partenaires de la Maison des Racines du Monde le sont tous au titre de la politique de la Ville : l'État (politique de la ville, la DRAC), le FAS, la Ville de Toulouse et le Conseil régional.

Les partenariats sur les projets sont une des priorités de CAVALE

sur l'autre : l'Espace InterCultuel Méditerranéen (EICM), AIFOMEJ, Mirail Formation, Partage (association du quartier), les écoles maternelles et primaires, les collèges, le Cornac (association d'animation), le centre d'hébergement de l'UNESCO, le centre social de la Reynerie...

Ressources diversifiées, dont plus de 30 % d'autofinancement

Budget consolidé des associations CAVALE ET MOUNÈDE

PRODUITS

■ Ventes repas :	512 kF
■ Ventes boissons :	174 kF
■ Entrées, répétitions :	494 kF
■ Prestation technique :	64 kF
■ Conseil régional :	100 kF
■ Participations diverses :	11 kF
■ Ville de Toulouse :	395 kF
■ DDJS (VVV) :	20 kF
■ Fonds d'Action Sociale :	275 kF
■ État-politique de la ville :	550 kF
■ Direction régionale action culturelle :	650 kF
■ CNASEA :	65 kF
■ SACEM :	30 kF
■ ADAMI :	60 kF
■ Quote-part	
■ subventions investissement : .	163 kF
■ Produits exceptionnels :	100 kF
TOTAL :	3 633 kF

À NOTER ÉGALEMENT

Les apports en nature de la ville de Toulouse non valorisés dans les comptes ci-dessus :

- deux temps pleins détachés par la ville,
- château de la Mounède mis à disposition (pas de loyer), et coûts d'énergie pris en charge,
- diverses salles sur les quartiers excen-trés et des aides techniques sont également mises à disposition en fonction des besoins pour le projet culturel de CAVALE.

CHARGES

■ Achats de spectacles :	736 kF
■ Achats matériels :	48 kF
■ Achats de marchandises :	293 kF
■ Variation de stocks :	-8 kF
60-Achats :	1 069 kF
■ Prestations :	90 kF
■ Locations :	176 kF
■ Entretien réparations :	10 kF
■ Assurances :	33 kF
■ Autres charges :	2 kF
61-Services extérieurs :	311 kF
■ Honoraires :	46 kF
■ Publicité :	145 kF
■ Transports :	7 kF
■ Déplacements :	216 kF
■ Téléphone :	58 kF
■ Divers :	3 kF
62-Autres services extérieurs : .	475 kF
63-Impôts et taxes :	41 kF
■ Rémunération personnel :	678 kF
■ Rémunérations artistes :	253 kF
■ Charges sociales :	319 kF
■ Médecine du travail :	1 kF
64-Charges de personnel : ...	1 251 kF
65-Sacem, SACD :	42 kF
66-Charges financières :	55 kF
67-Charges exceptionnelles : ...	37 kF
68-Dotation amort./prov. :	183 kF
RÉSULTAT (bénéfice) :	199 kF
TOTAL :	3 633 kF

Maison des Racines du Monde

BP 1082 - 31035 Toulouse Cedex
Tél. : 05 61 44 83 05 - Fax : 05 61 43 93 59

Yélé polo-mé (Il était une fois)

*Je suis ceux qui brillent dans l'histoire que j'ai réalisée
Je suis la vie, ça fait drôle si deux vies tournent*

*Je suis respectueux de la couleur de l'homme
qui vous tourne les gestes des autres*

*Je suis la terre
qui doit être tendance*

*Je suis l'histoire réalisée
quand je dessine mes portraits*

Kevin, 9 ans

Tiré du livre "Paratge", édité par la Maison des Racines du Monde
à l'issue du travail de création intitulé "Poèmes d'enfants" mené avec une classe de CM1 / CM2



Francis Luttiau,
Conseiller pour l'action culturelle, DRAC Midi-Pyrénées

Centre de ressources

Le centre de ressources culturelles régional initié lors de la mise en place du premier contrat de ville toulousain en 1992 est un outil essentiel dans le dispositif de la politique de la Ville en région Midi-Pyrénées. Il peut permettre dans le domaine culturel par la capitalisation d'expériences et de réflexions engrangées, d'aider à la prise de décision des différents acteurs des collectivités locales. Il peut également avoir pour rôle d'identifier les questionnements à l'œuvre dans le champ des politiques culturelles et socio-culturelles dans le cadre de la politique de la Ville et permettre une meilleure prise en compte des politiques publiques. Ses missions d'ingénierie sur ces questions s'adressaient aux associations au début des années 90 et pourraient aujourd'hui intéresser les élus. Ces problématiques sont désormais prises en compte par l'ensemble des responsables des collectivités urbaines ou péri-urbaines auprès de qui la collaboration d'un centre de ressources peut s'avérer déterminante dans l'élaboration de leur politique culturelle.

Séminaires avec les élus

Sur l'agglomération toulousaine, nous avons engagé une réflexion dans le cadre du comité de pilotage du contrat de ville. La Direction régionale des affaires culturelles et la préfecture de Haute-Garonne ont initié une démarche d'étude et de réflexion organisée avec l'Observatoire des politiques culturelles et avec différents responsables culturels locaux, sur la dimension culturelle de la politique de la ville et le partenariat culturel intercommunal.

À l'issue de la réunion de restitution de l'état des lieux des politiques culturelles locales tenue le 2 juillet à la préfecture de Haute-Garonne, quatre préoccupations communes aux villes présentes ont été identifiées. Il a été convenu que chacun de ces thèmes ferait l'objet d'un séminaire afin de dégager des axes pour le développement du partenariat entre les collectivités, les services de l'État et les acteurs culturels concernés : politique culturelle et cohésion sociale ; éducation artistique ; musiques actuelles ; cinéma.

Ces séminaires rassemblent des élus de communes de l'agglomération toulousaine chargés de la culture, des affaires sociales, de la solidarité, des affaires scolaires, etc., et à leurs différents services.

« Chaque personne est porteuse d'un langage, d'un patrimoine gestuel, d'une expressivité dignes de construire un matériel théâtral.

On ne repropose pas un aspect folklorique de la culture d'appartenance, mais à travers un espace d'échange et de connaissance réelle de l'autre, on donne lieu à un événement scénique qui dépasse les frontières ethniques. L'interculturalité n'est pas un concept théorique ou une déclaration d'intention, mais une façon d'agir au quotidien. »

Rosanna Rabezzana, Alma Teatro





Visite en Italie

Par l'intermédiaire de réseaux européens, informels ou constitués au travers de projets transnationaux financés par le Fonds social européen, et visant à soutenir des initiatives économiques, sociales et culturelles de femmes, nous rencontrons l'ONG Cospe, implantée à Florence et Bologne en Italie.



Cospe nous dirige vers l'Alma Teatro de Turin, un laboratoire théâtral développé par le Centre interculturel de femmes "Alma Mater" pour permettre à des femmes italiennes et étrangères de communiquer entre elles, créer des spectacles et intervenir en milieu scolaire autour des thèmes du métissage culturel et de l'intégration.

Certains quartiers de Turin ont fait l'objet d'une étude dans le cadre de la recherche "Culture et quartiers" menée par le Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe. Nous relevons quelques aspects de la politique culturelle de cette ville dans le "Rapport comparatif" établi par Franco Bianchini et Lia Ghilardi Santacatterina.



COSPE - Coordination pour le Développement des Pays Émergents

Les activités interculturelles de femmes

Rédactrice : Laurence Berbon - OPALÉ

COSPE est une association à but non lucratif, une Organisation Non Gouvernementale d'aide au développement, fondée en 1983 et dont le siège est à Florence.

Grâce à l'Union Européenne et au Ministère des Affaires Étrangères en Italie, COSPE a commencé par réaliser des micro-interventions en Afrique et des programmes de développement en Afrique, Asie et Amérique Latine.

Aujourd'hui, son activité en Italie porte sur la création de liens entre les Pays du Sud et les initiatives italiennes. Durant ces dernières années, en plus d'un travail proprement interculturel, COSPE a élaboré des parcours de formation dans le but de créer des profils professionnels pour favoriser les processus d'intégration sociale par l'économique.

Dans le cadre d'un programme européen NOW, les capacités entrepreneuriales des femmes ont pu être valorisées par des formations leur permettant de faciliter les processus qui, partant du social et du culturel, promeuvent les initiatives économiques notamment dans le secteur des services et de l'artisanat.

Par ailleurs, les programmes NOW et HORIZON ont permis la formation en gestion pour des

activités de services qualifiés et innovants, aussi bien dans le cadre de l'information que dans le secteur de la santé, mais également pour la garantie des droits sociaux fondamentaux.

COSPE travaille en réseau, tant au niveau européen que national, avec des initiatives micro-économiques portées par des femmes.

À partir de ces activités elle a soutenu des expériences associatives dans lesquelles des femmes italiennes et étrangères ont mis au point des projets centrés sur l'économique et le social pour palier au manque de travail et de services.

Parmi les actions et projets en cours, on trouve :

■ Femmes et tiers secteur : entreprises multiculturelles

Un programme de formation financé par le ministère du Travail pour des initiatives économiques à valeur sociale mises en œuvre par des groupes de femmes italiennes et étrangères dans le cadre associatif en régions Émilie Romagne et Toscane.

■ Activités en écoles et centres pour jeunes

Des interventions, laboratoires et initiatives culturels dans les écoles,

les associations, les centres pour jeunes, afin d'améliorer la cohabitation dans une société multiculturelle. Sont élaborées des propositions émanant des laboratoires théâtraux interculturels comme l'Alma Teatro, des cours d'information pour les enseignants concernant la production d'outils didactiques pour l'interculture, afin de promouvoir une éducation multiculturelle pour tous.

AUTRES PROJETS DE COSPE

La formation de la police pour les sociétés multiculturelles

Projet transnational en collaboration avec la police d'État italienne et des citoyens originaires d'ethnies minoritaires, ayant pour but l'élaboration et la réalisation de formations destinées aux services de police, pour les aider dans la lutte contre le racisme et à travailler dans une Europe multiculturelle.

Les partenaires du projet sont : l'Institut central pour la formation de la police, l'Union Européenne, la région Émilie Romagne et la ville de Bologne.

Les Cieux

Production de périodiques bilingues
Zhong Yi Bao : mensuel italo-chinois,
AFAQ : mensuel arabo-italien, JAM : mensuel multilingue.

Melting Pot

Série littéraire d'auteurs de pays du Sud.
En collaboration avec les éditions AIEP.

■ **L'entreprise d'être femme**

Un programme pour renforcer et rendre visibles les initiatives qui font passer les femmes d'une condition d'objet des politiques d'assistance, à celle de sujets, productrices de nouvelles économies et services et promotrices d'une citoyenneté active.

Le projet a pour objectif de mettre en réseau quelques expériences d'initiatives économiques à valeur sociale créées dans le cadre des associations féminines pour affronter le problème de l'intégration sociale, de l'égalité des chances, du travail des femmes. Conçu sur deux ans, il prévoit une recherche sur le modèle du Centre Interculturel Alma Mater de Turin, partenaire du projet, et une expérimentation des processus qui entraînent une production de revenu, d'emploi et de services visant à l'amélioration de la qualité de la vie.

En outre, est prévue une université d'été, rencontre transnationale, ayant pour thème "Femmes et économie".

Le projet est financé par l'Union Européenne, la DG V sur le programme "Tiers secteur et activité".

COSPE

Via della Colonna, 25 - 50121 Firenze
Tél. : 051/43 36 18 - Fax : 051/64 91 122
e-mail : mc8008@mlink.it

Viale Vicini, 16 - 40122 Bologna
Tél. : 051/64 91 636 - Fax : 051/64 91 122
e-mail : cospe@posta.alinet.it

Turin

ITALIE



ALMA TEATRO

Traductrice et rédactrice : Laurence Berbon - OPALE



Les initiatives de femmes au cœur du lien social

L'Alma Teatro, créé en 1993 au sein du Centre interculturel de femmes "Alma Mater" à Turin, se définit comme un "espace laboratoire", où le théâtre est un outil utilisé pour que des femmes de cultures et de pays divers parviennent à communiquer entre elles.

ACTIVITÉS

L'interculturalité comme initiative sociale

Le centre interculturel de femmes "Alma Mater", fondé en 1993, a été conçu par un groupe de femmes immigrées et italiennes désireuses de créer un lieu dans lequel les femmes d'origine étrangère puissent se retrouver, se socialiser avec les femmes italiennes, et avoir des activités économiques. Cet espace permet aux immigrées de parler d'elles-mêmes, de leurs pays, de leurs cultures, non en tant que témoins, mais comme porteuses de valeurs et de traditions et ainsi de pouvoir s'intégrer dans le tissu citadin tout en préservant leur patrimoine culturel et identitaire.

Le centre veut donner aux femmes la possibilité de travailler et donc de produire des biens et des services d'utilité sociale, pour ne pas tomber dans une logique d'assistance.

Le Centre propose des activités interculturelles, sociales et économiques :

- Le Hammam : bain turc où les femmes immigrées peuvent recréer des rituels hygiéniques, esthétiques, thérapeutiques et même religieux, et qui offre aux femmes italiennes le moyen de découvrir et d'appré-

Photo : © Valeria Sangiorgi



cier une des traditions fondamentales de la culture du monde arabe.

- L'atelier de couture : des cours de coupe et de couture sont organisés, offrant aux femmes la possibilité d'apprendre un métier, de se socialiser et d'échanger les styles et les techniques de l'art de la broderie.

- Le service de cuisine multiethnique : cours de cuisine et préparation de repas pour des groupes, des associations.

- Le centre de documentation : observatoire sur la condition des femmes dans les pays en voie de développement et sur l'immigration féminine et ses problématiques.

- L'espace enfants : service de "baby parking" pour aider les femmes dans des moments critiques, et lieu de première rencontre et d'expression pour des enfants de langue et culture différentes.

- L'accueil et la médiation culturelle : actions d'accompagnement et de soutien aux femmes, notamment en ce qui concerne les relations avec

**Hammam,
couture,
cuisine,
culture...**

les services publics (écoles, tribunaux, services d'aide, etc.).

■ Deux coopératives, La Talea et Mediazione, offrent des services d'assistance, interprétariat, activités récréatives, restauration ethnique, etc.

■ L'Alma Teatro : laboratoire théâtral concernant les femmes italiennes et étrangères.

Au mois d'octobre 1993, un groupe de femmes venant de pays divers (Maroc, Montenegro, Kenya, Argentine, Somalie, Nigéria, Éthiopie, Érythrée, Chili, Pérou, Colombie, Philippines, Russie, Italie) a donné vie au projet Alma Teatro, laboratoire théâtral, grâce auquel il a été possible de faire communiquer et s'exprimer des femmes de cultures différentes. Cette activité est devenue en peu de mois une magnifique expérience qui a donné naissance à une compagnie théâtrale.

Le groupe et les deux metteurs en scène et chorégraphes ont su faire émerger, en partant de leur propre expérience, un patrimoine



NOUS CHERCHONS, NOUS CHANGEONS...

« L'Alma Teatro est un espace de connaissance, de compréhension et de valorisation des différences. À travers le langage théâtral, le mouvement et l'écriture, que nous soyons immigrée ou italienne, nous cherchons au plus profond de notre être, ce qui nous assemble ou ce qui nous différencie, mais surtout le fait d'être ensemble nous permet d'observer les changements qui se produisent continuellement. »

de gestes et d'expressions dont chaque femme est porteuse.

En utilisant le passé et le vécu quotidien, grâce à un patient travail d'observation, d'écoute et de connaissance mutuelle, les femmes ont su trouver dans leurs langages, leurs histoires et leurs appartenances culturelles diverses, un fil conducteur pour une recherche commune.

En suivant cette méthodologie de travail le groupe de l'Alma Teatro a produit cinq spectacles : *Righibé* (1994), *Lune Noire* (1995), *Un monde de peur* (1995), *Histoires enfouies* (1998), *Chador et autres foulards* (1999) et mené différentes actions en direction des écoles primaires, collèges et lycées.

OBJECTIFS

Être un sujet "actif" dans la vie culturelle

L'Alma Teatro poursuit l'un des objectifs que le Centre s'était donné au départ : apprendre à des femmes de toutes origines sociales et culturelles à vivre et travailler ensemble, chacune avec ses propres spécificités dans le respect et la valorisation des différences.

Il s'agit donc de concilier différence et égalité, de faire coexister des religions, des valeurs, des cultures qui peuvent sembler incompatibles, enfin de faire du théâtre en tenant compte de la réalité multiculturelle.

Le théâtre comme instrument d'intégration grâce à l'échange, la connaissance réciproque, qui permettent d'éviter ces peurs provoquées par l'inconnu, souvent à la base du racisme.

Au mois d'octobre 1998 le groupe de l'Alma Teatro a initié un laboratoire théâtral pour les jeunes immigrés et italiens au Centre Interculturel Alouan de Turin.

L'objectif de ce laboratoire a été la création d'un espace où, à travers l'expression théâtrale, l'échange entre jeunes venant de différents pays soit possible. L'espace scénique favorise le dialogue, le dépassement des stéréotypes dus, souvent, à la peur du "différent".



DÉMARCHE

Laboratoire des échanges interculturels

L'expérience de l'Alma Teatro appartient à un théâtre de recherche et d'expérimentation. À la base de cette recherche réside l'idée que chaque personne est porteuse d'un langage, d'un patrimoine gestuel, d'une expressivité pouvant construire un "matériel théâtral".

Observer, écouter, sonder la mémoire de chacune, connaître de nouvelles langues, explorer des

sonorités, rythmes, gestes, récits, expériences de vie : tout devient matériel pour une recherche théâtrale commune.

Faire des recherches sur la voix et le mouvement signifie prendre conscience de notre "être physique". Une telle connaissance est une condition indispensable pour arriver à une utilisation personnelle et créatrice.

Cette recherche, effectuée à l'intérieur d'un centre réservé aux femmes, fouille dans ce qui est spécifiquement féminin et donne

lieu à un événement scénique qui dépasse les frontières de la propre identité ethnique d'appartenance.

Les laboratoires théâtraux se déroulent selon un rythme hebdomadaire et s'adressent :

- aux femmes faisant partie du groupe Alma Teatro en tant qu'activité de formation permanente,
- aux femmes italiennes et immigrées intéressées par l'activité théâtrale à titre personnel.

L'Alma Teatro a également une activité "laboratoire" dans les écoles primaires, les collèges et lycées.

■ Les écoles primaires

Le spectacle "Un monde de peur" était représenté dans les écoles primaires et suivi de rencontres avec les enfants permettant de travailler sur l'échange et l'éducation interculturelle.

Il explore le monde de l'enfance peuplé de personnages merveilleux et terrifiants. Les berceuses, les

rengaines, les fables, les récits, se mêlent aux jeux, aux rires, aux cris. Le groupe de l'Alma Teatro voulait créer un spectacle où les jeunes spectateurs découvrent et se réjouissent des différences et des similitudes culturelles qui appartiennent au monde de l'enfance.

■ Les lycées

Le laboratoire interculturel 1492 est composé de deux moments :

- représentation théâtrale et discussion collective,
- présentation de la recherche aux classes et aux enseignants, suivie d'une réflexion sur les problèmes que rencontre une société multiethnique, sur les processus de métissage, sur les modèles d'intégrations possibles.

Durant l'année scolaire 97/98 le laboratoire a impliqué 24 lycées à Turin et dans la province (lire les objectifs de la recherche en encadré).

"1492 : PARCOURS, IMMIGRATIONS ET HISTOIRES : PRÉLUDE À UNE MISE EN SCÈNE"

Cette recherche avait pour but le recueil de matériel pour la mise en scène du spectacle "Histoires enfouies" à partir du choix d'une date symbole : 1492.

Espagne 1492 : édit d'expulsion des Juifs sépharades vers le Sud et l'Orient.

Espagne 1492 : Départ de Christophe Colomb et découverte des Amériques.

La recherche, portant sur les migrations des sépharades, l'exode forcé des Africains au Nouveau monde et la colonisation européenne des populations indiennes, a permis :

- d'analyser la rencontre-choc entre les peuples et les divers comportements

envers ce qui apparaît comme "différent,"

- de réfléchir sur les sociétés métissées et leurs contradictions, sur la naissance de nouvelles identités et leur possible cohabitation,

- d'analyser les formes de résistances, d'intégration de la culture indienne, africaine, juive.

Dans son analyse ultime, la recherche a permis d'avoir une réflexion sur l'identité et d'observer comment les exodes de populations entières dans le passé influent encore aujourd'hui sur la construction et la perception de soi-même.

Le premier spectacle de l'Alma Teatro "Righibé" est né des réflexions d'une femme italo-éthiopienne sur l'immigration, puis ce travail s'est enrichi des expériences des autres femmes participant à cette création.

"Lune noire", en interrogeant la mémoire personnelle et en la confrontant à des œuvres littéraires de femmes, porte sur une analyse historico-sociale du rapport mère-fille dans les différentes cultures.

Enfin, en 98/99, l'Alma Teatro a travaillé à la préparation de "Chador et autres foulards", spectacle où l'on réfléchit sur ce que représente

le fait d'être une femme dans les intégrismes, sur les "voiles" dont les sociétés patriarcales vêtissent le corps des femmes.

Cette recherche a permis d'analyser la position des femmes dans l'Islam d'hier et d'aujourd'hui, le rôle que les femmes tiennent en Algérie, de réfléchir sur les causes historico-économiques et sociales de l'intégrisme, sur le rapport des femmes islamiques immigrées avec la culture occidentale et de recueillir des témoignages qui nous aident à comprendre les processus de reconstruction identitaires des immigrées.

EFFETS

Solidarité, exemplarité

L'Alma Teatro est un espace de création donnant aux femmes immigrées la possibilité de se faire connaître de la population locale et d'être reconnues comme porteuses de savoirs et de culture.

Les spectacles ont été assurément un instrument utile pour

faire réfléchir sur les différences, en premier lieu pour les actrices elles-mêmes et puis pour les spectateurs, notamment les jeunes, au moyen de tables rondes et de débats.

Autre élément non négligeable : l'appartenance à un groupe de travail aussi hétérogène, l'engagement avec le public, le travail de répétitions, l'anxiété qui précède les spectacles ont stimulé chez les femmes un fort sentiment de solidarité et ont fait naître chez quelques-unes ou améliorer chez d'autres le sens du travail de groupe.

Après un début où la compagnie de l'Alma Teatro effectuait des représentations principalement pour d'autres associations, elle entre maintenant dans les circuits plus officiels des théâtres, et elle est désormais demandée dans toute l'Italie.



Dans toutes les initiatives et actions, le groupe, exclusivement féminin et multiethnique, cherche toujours à atteindre les objectifs orientés vers le soutien des femmes immigrées, l'échange de savoirs, et l'acquisition de compétences.

En outre, pour l'Alma Teatro, la recherche signifie continuer à investiguer sur les changements identitaires complexes des immigrées de première et deuxième générations, sur leurs relations possibles avec les sociétés d'accueil et sur les différentes formes d'intégration.

Expérimenter ensemble les langages expressifs, se donner un objectif commun, la préparation d'un spectacle, sont des exemples d'expériences interculturelles, qui

naissent du besoin des femmes d'être "visibles" et sujets actifs de la vie culturelle de la ville.

L'Alma Teatro a su utiliser un langage différent et intemporel pour communiquer la différence et enrichir et stimuler efficacement le dialogue, entre mère et fille, homme et femme, cultures différentes.



Photo : © Valeria Sangiorgi

BUDGETS

Reconnaissance institutionnelle, mais aussi bénévolat

L'association Almaterra, qui gère le centre interculturel Alma Mater, a actuellement une convention avec la ville de Turin qui a reconnu son utilité sociale et culturelle.

Cependant les ressources économiques ne permettent pas d'avoir du personnel entièrement rétribué et la participation de membres bénévoles, dont le nombre est désormais considérable, est indispensable.

L'Alma Teatro est subventionnée par la Direction régionale des affaires culturelles, la ville de Turin et la Commission pour l'égalité femme-homme de la région Piémont.

Coût d'un spectacle de : 134 kF à 235 kF

■ L'Alma Teatro vend ses spectacles entre : 7 kF et 15 kF

■ Les laboratoires interculturels auprès des écoles sont vendus (10 rencontres) : ... 6 kF

Pour l'instant, l'Alma Teatro ne peut garantir un revenu fixe aux femmes qui en font partie, elles ont toutes un autre emploi pour vivre.

Alma Teatro

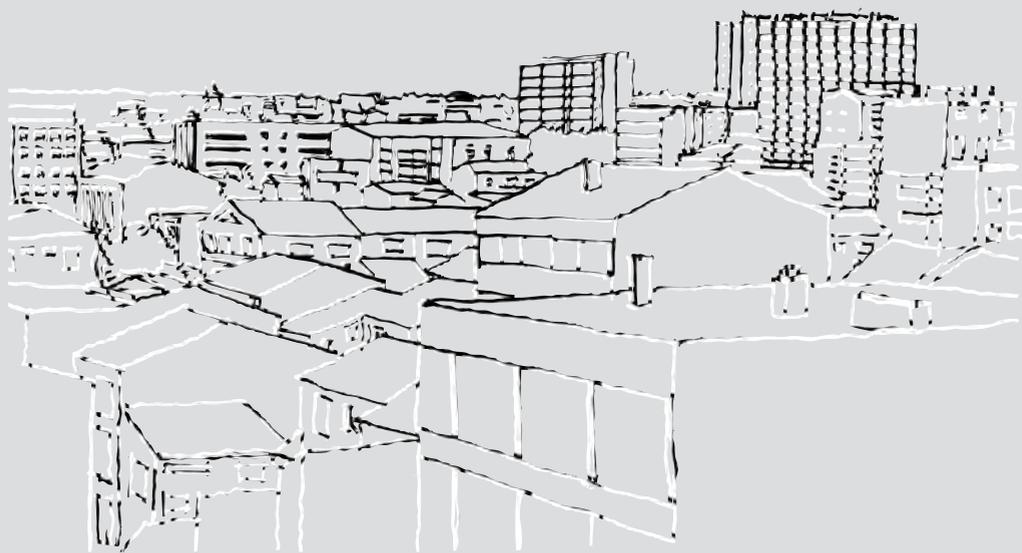
Via Norberto Rosa 13/A - 10154 Turin

Tél. : 011/3835670 - Fax : 011/2056133

e-mail : alma@arpnet.it

« Le fait d'immigrer détruit le propre patrimoine culturel, l'Alma teatro est un lieu où on peut le reconstruire ensemble, pas sans conflits, mais avec patience et délicatesse, conscientes que nos identités sont comme des cartes continuellement redessinées par la rencontre avec les autres. »

Une comédienne d'Alma teatro





Le cas de Turin et quelques prescriptions générales dans l'étude comparative de "Culture et quartiers"

Rédacteur : Bruno Colin - OPALE

Le projet de recherche de "Culture et quartiers", entrepris par le Conseil de l'Europe « *pour sensibiliser les hommes politiques, les médias, les décideurs et l'opinion publique*

aux besoins, aux réalités et au potentiel culturels des quartiers des différentes villes d'Europe » a notamment porté sur l'étude de 24 quartiers de onze villes européennes, dont Turin.

Évolution des politiques culturelles des villes de l'Ouest sur les 50 dernières années

À l'exception de Budapest, Prague et Sofia, connaissant des problématiques spécifiques à l'ancien bloc de l'Est, ces villes ont connu quatre grandes phases :

■ Dans la cinquième et sixième décennie, l'accent a été mis sur les infrastructures culturelles de centre-ville, en élargissant leur accès par des subventions publiques.

■ Les années 70 ont été celles de la décentralisation des équipements culturels au niveau du quartier "et on a cherché à favoriser la participation directe des habitants aux activités culturelles. Cette démarche résultait en grande partie des pressions de

mouvements sociaux urbains allant de l'action communautaire à la défense de l'environnement, au féminisme et à l'activisme en faveur des jeunes et des minorités ethniques. Ces mouvements étaient porteurs de valeurs nouvelles. Ils mettaient en cause les hiérarchies culturelles admises, et la distinction entre culture "élevée" et culture "inférieure" (populaire et contemporaine)."

■ Dans la deuxième moitié des années 80, on passe des préoccupations socio-politiques

Recommandations pour les politiques culturelles des villes



"Culture et quartiers"
Rapport Comparatif
Éditions du
Conseil de l'Europe

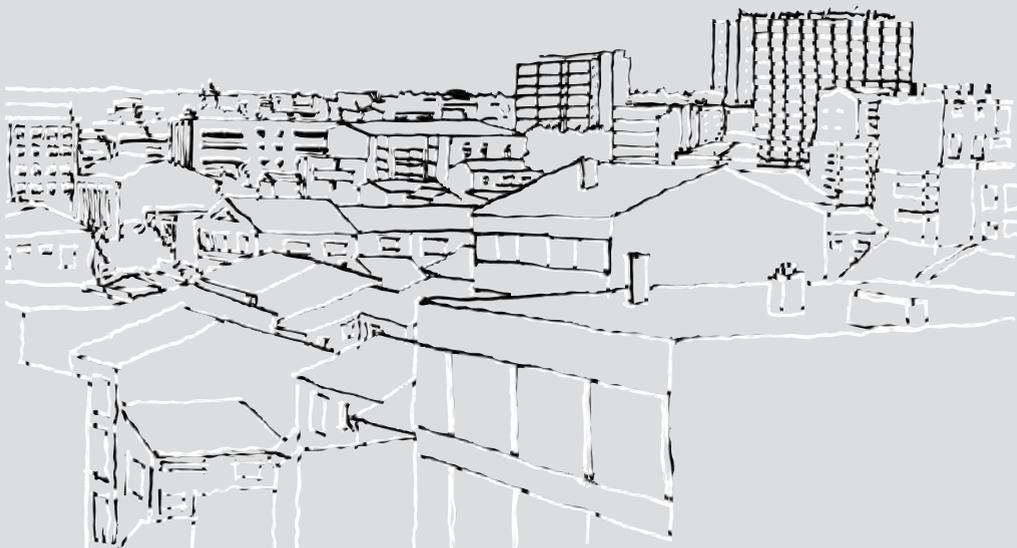
« Humaniser les villes, en les rendant, par leur urbanité, promotrices et créatrices de citoyenneté et de métissage des cultures.

Humaniser les villes, en donnant à chaque individu une capacité de choix et de création, en impliquant chaque citoyen dans l'élaboration de son propre cadre de vie, de plaisirs, de réflexions, comme d'activité.

Humaniser les villes, en en refaisant des lieux de création, d'accueil et de convivialité. »

Raymond Weber, directeur de l'Enseignement,
de la Culture et du Sport au Conseil de l'Europe

Préface au "Rapport comparatif" de "Culture et quartiers"



De l'émancipation personnelle à l'insertion professionnelle



La participation à des ateliers d'expression et de création collective détient un puissant pouvoir de remobilisation sur des personnes marginalisées ou en voie d'exclusion. Par une valorisation systématique des individualités, un réveil de capacités inexploitées, un travail approfondi sur la reconnaissance de soi au travers du rapport à l'autre dans l'atelier, elle déclenche chez tous les participants un désir de projection dans l'avenir, base de la reconstruction d'un chemin d'insertion sociale et professionnelle.

□ □ □



Conciliabules, dans le Rhône, est une association réalisant des ateliers de création dans des centres d'hébergement de mères avec leurs enfants. Retrouver une confiance en soi, recouvrer une autonomie, redonner sens à sa vie, est l'aboutissement d'un double mouvement de prise de parole et d'écoute que les supports artistiques ont favorisé mieux que toute autre méthode.



Traction Avant Compagnie, dans le cadre des multiples ateliers de création et de formation artistique pluridisciplinaires qu'elle organise à Vénissieux avec des enfants, des adolescents, des adultes, des anciens... conjugue évolution personnelle et lien social. Les ateliers mêlent des jeunes de toutes conditions et origines, et produisent des relations nouvelles avec les adultes.



L'École d'Art d'Avignon, dans le cadre du Plan Local d'Insertion par l'économique, a initié la création d'un atelier de création à partir de mobilier au rebut. "Mobilier de crise" se présente comme un parcours d'insertion professionnelle où la réflexion collective sur la société, dans le cadre de la démarche créative, se couple à l'objectif de production induit par des commandes.



L'opération "Quartiers d'Europe", initiée par **La Laiterie de Strasbourg**, vise elle aussi la mise en œuvre d'un processus de formation dans le cadre de chantiers artistiques. En privilégiant les cultures émergentes et notamment le hip-hop, en ouvrant des ateliers dans les quartiers périphériques de la ville, et en organisant la venue d'artistes de toute l'Europe, un rapport étroit est entretenu entre parcours individuels et action culturelle sur un territoire.



CONCILIABULES

Rédacteur : Luc de Larminat - OPALE



Atelier d'arts plastiques "Les Chaises" - Photo : © Joss Dray

Femmes à la reconquête de leur autonomie

Dans le département du Rhône, depuis quatre ans, des centres d'hébergements de mères avec leurs enfants, valorisent, à travers les ateliers de pratique artistique, les savoir-faire, les potentiels de créativité présents en chacune des femmes qu'ils accueillent. De plus, les professionnels de ces centres ont ressenti la nécessité de se forger plus d'outils pour aller à la rencontre de ces personnes que les différences de cultures, les modes d'appréhension du monde, séparent. L'approche par la création artistique fut l'axe privilégié retenu.

ACTIVITÉ

Ateliers de pratiques artistiques

Si l'une des principales réalités des centres d'hébergement est d'accueillir des personnes en situation de souffrance, il en est une autre que les travailleurs sociaux du centre ont voulu mieux appréhender dans leur travail quotidien : les différences culturelles. En effet, les femmes accueillies peuvent être issues de milieux sociaux et de pays divers, ou encore avoir des âges différents.



Atelier Masque

Des ateliers théâtre, arts plastiques, danse, chant et écriture ont été ouverts. Ils sont animés par des professionnels de la formation et du spectacle. Ces ateliers sont mis en place à la faveur d'événements artistiques connus ou lors d'appels à projets pour des manifestations et pour lesquels ils sont retenus. Ils débouchent sur un spectacle (représentation théâtrale dans des équipements culturels de la région Rhône-Alpes et à Paris lors des Rencontres des Cultures Urbaines), une exposition (à Saint-Martin-d'Hères, à Strasbourg, dans des écoles formant des travailleurs sociaux, lors de la Biennale d'art contemporain...), une parade (Biennale de la danse à Lyon).

À la suite des premiers ateliers encadrés par la coordinatrice Catherine Jouandon, l'intérêt et l'enthousiasme chez les participantes et les acteurs institutionnels les ont tous incité à créer une association, Conciliabules, regroupant essentiellement quatre établissements mères-enfants (la Charade, l'Étoile, FIL, VIFF-SOS Femmes).

Comprendre l'interculturel

Si au départ l'objectif des ateliers de pratiques artistiques était de résoudre des problèmes d'ordre social et professionnel, un second objectif s'est vite imposé, celui d'offrir aux personnes accueillies la possibilité d'expérimenter des pratiques artistiques.

Pour les femmes, très souvent victimes de violence, toucher à l'art, c'est déjà se donner du temps à soi, et c'est surtout retrouver des capacités personnelles et dès lors reprendre confiance. Mais c'est aussi donner à voir et à entendre des visions du monde qui ont rarement l'occasion d'être exprimées.

« Faire en sorte que leurs différences soient à l'origine d'une dynamique de créations nouvelles »
C. Jouandon



LES OBJECTIFS DU SÉMINAIRE SUIVI PAR LES TRAVAILLEURS SOCIAUX :

- reconnaître l'importance de la rencontre d'autres cultures dans les lieux d'accueil et profiter de cette richesse ;
- prendre en compte la valeur des origines, la mémoire de chacune ainsi que la capacité à intégrer d'autres modes de vie sans renier sa culture d'origine ;
- faire en sorte que, de la rencontre des cultures dans les conditions spécifiques qui sont celles de l'hébergement, naissent des richesses qui profitent à tous : la famille hébergée et les professionnels des centres ;
- développer des échanges entre personnes permettant une meilleure compréhension et un mixage des cultures ;
- valoriser les capacités des femmes accueillies afin qu'elles deviennent force de projet et actrices ;
- favoriser pour les personnes relogées une meilleure insertion sociale dans les quartiers où elles vivent.

DÉMARCHE

Partager l'acte créateur

■ Évaluer les premières actions et réflexions

Une étape décisive du lancement du projet fut l'organisation d'un temps de rencontre entre différents centres lors de la journée internationale des femmes le 8 mars 1997, marquant l'aboutissement de créations réalisées par quarante femmes dans le cadre d'ateliers de théâtre, d'écriture et d'arts plastiques. À l'occasion de cette journée, les travailleurs sociaux des centres ayant suivi la formation sur l'interculturalité ont restitué leurs avis et réflexions sur ce thème. Devant le succès de la rencontre, et plutôt surpris par la qualité des productions artistiques et des effets générés par le travail en atelier sur les participantes (rupture de l'isolement, possibilité d'entrer dans un projet plus global de socialisation et d'insertion...), les travailleurs sociaux, ainsi que les femmes ayant participé aux

ateliers décident de se mobiliser sur de nouveaux projets (création de l'association "Conciliabules").

■ Le travail en atelier

À la base de la démarche, quelques principes vont guider toutes les activités artistiques :

- l'action et le développement culturel ne relèvent en aucun cas d'une activité de type occupationnel,
- aider à la définition de soi et à la recomposition de nouveaux liens sociaux,
- développer les capacités à produire des formes qui fassent sens pour tous.

■ Soutenir les nouveaux projets

Un comité technique s'est constitué au sein de Conciliabules réunissant les membres du personnel des centres et les déléguées des femmes des différents ateliers. Il statue sur les objectifs et les démarches des projets futurs. La suite et la pérennité de la dynamique se feront en associant les usagers au suivi et à l'organisation des actions à venir. Dans la démarche, on quitte ici les finalités de la création pour entrer dans celles de la socialisation.

Le groupe de travail permet d'aborder les projets dans leur globalité : connaître les avant-projets, rencontrer les artistes concernés, préciser les objectifs, élaborer les contenus, présenter un dossier, informer son groupe, suivre les travaux jusqu'à la réalisation finale, dresser un bilan et le présenter.

Anne-Marie Naudin au travail ! - Photo : © Joss Dray



L'EXEMPLE DU GROUPE ARTS PLASTIQUES

Suite à l'appel à projet de la 4^{ème} Biennale de Lyon qui avait pour thème "l'autre", la plasticienne intervenant pour Conciliabules, **Anne-Marie Naudin**, proposa aux femmes de travailler sur la production de "chaises" pour illustrer ce thème. Le travail réalisé lors de cet atelier a été exposé pendant la Biennale d'art contemporain.

« *Symbolisant la place occupée dans la société, des femmes construisent des sièges à partir d'objets en fin de vie, de matériaux récupérés, auxquels elles redonnent une valeur...* » Extrait du dossier de bilan 1998.

Phase 1 / Rencontre des femmes avec une plasticienne (Anne-Marie Naudin) ; elle leur présente ses réalisations et le thème précis (les chaises) sur lequel elle propose de travailler. La réalisation individuelle de sièges à partir d'objets mis au rebut venait alimenter la réflexion sur la thématique de l'autre, montrait la valeur de ce qui a priori n'en avait plus. La réalisation finale de la chaise devenait le symbole de la place retrouvée de chacune.

Phase 2 / Le début de l'atelier correspond à une période d'observation, d'écoute et d'apprentissage pour se connaître. Le choix des artistes et la personne chargée de coordonner (C. Jouandon) est déterminant. Le rôle de l'artiste sera de faire partager le plaisir, l'enthousiasme de la création, l'alchimie de l'objet qui se construit. Le choix des artistes se fera donc en fonction, au-delà de leur savoir-faire artistique, de leur capacité à faire émerger la créativité chez l'autre. Le rôle de la coordinatrice sera de faire le lien entre l'artiste choisi et les participantes de l'atelier (médiation tout autant sociale que culturelle : visites d'expositions, spectacles, d'équipements culturels de l'agglomération...).

Phase 3 / Les premiers problèmes de structuration du groupe et d'incompréhension ont rapidement surgi. De nombreuses femmes sont absentes, elles ne reviendront que petit à petit avant que l'atelier puisse enfin commencer à réelement fonctionner. Elles expriment alors leur souhait que des femmes extérieures aux centres puissent participer aux ateliers.

Phase 4 / Les créations prennent forme peu à peu, les femmes s'autonomisent, les relations entre elles s'affinent. Plus le travail avance, et plus elles reprennent confiance en elles.

Phase 5 / Elles présentent à un public restreint leurs premiers travaux. Les réactions sont positives et les encouragements à poursuivre.

Phase 6 / L'objectif d'une représentation ou d'une exposition des travaux en ateliers lors de grands événements oblige à les sortir de l'anonymat et de mesurer le chemin parcouru. S'ensuit donc, quand cela est possible, une participation à un événement important qui permet également de convoquer la régularité et l'implication des participantes autour d'un projet commun. C'est aussi « *recevoir et accueillir l'émotion et les applaudissements du public, c'est être dans la lumière, dans des liens d'humanité et de citoyenneté* ». (Évelyne Réguig et Annie Juillet, respectivement directrice de Viff SOS et l'Étoile - 2 centres d'hébergements). L'objectif de l'artiste sera, non pas d'obliger mais de susciter le plaisir de faire, l'envie de participer. « *C'est un brassage de populations : exclus et inclus, origines différentes ethniques et sociales, jeunes et moins jeunes qui sont à l'honneur en centre-ville, en présence d'un public nombreux et chaleureux* ». (C. Jouandon)

EFFETS

Recouvrer une autonomie

■ S'enrichir de l'interculturalité

Les effets bénéfiques de ces actions sont tout autant perceptibles pour les femmes qui participent aux ateliers que pour les travailleurs sociaux « *Les supports artistiques ont permis une liberté de parole et d'écoute, une ouverture aux autres, une valorisation en prenant la parole publiquement, et faire en sorte que leur différence soit à l'origine d'une dynamique de créations nouvelles. Cela participe d'un processus de reconstruction du lien social. La restitution de l'identité dans la diversité, dans le but de faire émerger une identité citoyenne.* » (Catherine Jouandon).

« *L'égal accès de tous, tout au long de la vie, à la culture...* »

Extrait de l'article 140 de la loi contre les exclusions

Pour les travailleurs sociaux, cette prise en compte de moyens d'expression, peu développés dans les structures sociales, les a aidés dans leur pratique professionnelle "classique".

« *Les femmes deviennent actrices. C'est toute l'originalité de la démarche. La partie spectacle est adaptée à tout le monde. Elle est porteuse de l'image et de la diversité des femmes.* »

■ Redonner du sens à sa vie

Pour beaucoup, les participantes « (re)trouvent la possibilité de dire "je" et "non" » (Catherine Jouandon). Les créations collectives permettent de rompre l'isolement, de recréer



Atelier "Les Chaises", Cléopâtre - Photo : © Joss Dray

des liens et pour certaines de rentrer dans un projet plus global de socialisation et d'insertion comme le relogement ou la recherche d'un emploi.

Le temps de travail en atelier permet aux mères de se détacher de leurs enfants et se consacrer un peu à elles-mêmes. Les rapports avec les enfants changent, tous gagnent un espace de liberté.

« *Les ateliers et manifestations sont autant d'étapes nécessaires pour amener et promouvoir la motivation, l'expression, la création. Ce sont des passages obligés afin de lutter contre le repli sur soi et l'isolement parce qu'ils génèrent imagination, beauté,*

poésie et force, ils favorisent la confiance, le plaisir retrouvé d'être avec autrui et de s'exposer devant d'autres. » (A. Juillet).

Leur travail continue (participation à la Biennale de la Danse à Lyon), les travaux des participantes sont présentés dans le cadre d'expositions d'art contemporain...

Par exemple, à la suite de la Biennale, pendant laquelle les spectateurs furent invités à donner des noms à leurs œuvres (les chaises), les femmes ont voulu aller plus loin : composer, à partir de leur expérience de création, un recueil sur leurs émotions et leur vécu. Des ateliers d'écriture furent montés, le recueil existe aujourd'hui, et un livre devrait prochainement être édité

avec l'aide de Parole d'Aube, disponible à Viff-SOS Femmes.

Actuellement les équipes encadrent les participantes en plus de leurs missions d'accompagnement social "classique". Pour aller plus loin, les Centres d'hébergement souhaiteraient créer des postes d'encadrements spécifiques sur ces activités de façon à être plus disponible. Les travailleurs sociaux comptaient sur la possibilité d'intégrer cette activité dans leur travail au quotidien, en application des textes initiaux concernant l'accès à la culture pour tous dans le cadre de la loi contre les exclusions. À ce jour, cela n'a rien changé concrètement.

Atelier "Les Chaises" - Photo : © Joss Dray



PARTENARIATS

Des liens inter-associatifs

- Quatre centres d'hébergement (La Charade, L'Étoile, F.I.L., VIFF-SOS Femmes).
- L'association Couleurs de mots.
- Le département culturel d'Inter-Service Migrants Rhône-Alpes qui aide à la conception et au suivi des projets.
- Des équipements culturels (Espace Tonkin à Villeurbanne, La Biennale de Lyon, Espace 600 à Grenoble...) qui accueillent leurs spectacles ou leurs expositions.

BUDGETS

Des aides trop aléatoires

À ce jour les projets artistiques sont essentiellement financés par :

- La FNARS (Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réadaptation Sociale), au titre d'opération innovante.
- Le Conseil général.
- La DRAC et le FAS dans le cadre de la politique de la Ville.
- La Fondation de France (Biennale de la Danse).
- La mise à disposition de deux personnes psychothérapeutes de l'association "Couleurs des mots", ainsi que deux ou trois personnes des Centres d'hébergements qui interviennent ponctuellement.

Exemple du coût de l'atelier d'arts plastiques sur "les Chaises":

En plus du personnel mis à disposition, l'atelier à coûté 36 kF (achat fournitures, location local, frais de mission, salaire de la plasticienne, de la coordinatrice).

« La difficulté principale est de ne pas disposer de fonds de roulement suffisant pour pouvoir devancer les projets et assurer, même à temps partiel, le salaire d'une coordinatrice, dont une des tâches serait justement de toujours être à la recherche d'événements, de monter des dossiers dans le cas d'appels à projets, de contacter les artistes susceptibles d'être intéressés,... Le fait de devoir avancer suffisamment un atelier pour pouvoir convaincre les financeurs éventuels freine notre fonctionnement et nous limite dans notre capacité de création ». Évelyne Réguig

Conciliabules

Viff SOS femmes
156, cours Tolstoï - 69100 Villeurbanne
Tél : 04 78 85 76 47 - Fax : 04 78 85 87 68

« Ce spectacle permet de mettre l'art à la portée de tout le monde et d'oser croire ou penser que plus les individus de toutes origines et de toutes classes confondues s'y intéressent, plus l'esprit de tolérance, de partage et de solidarité peut se développer. »

Farida, Zohra, Samia, Euphémie, Hassina

À propos d'un spectacle créé avec Conciliabules



« ... parce que chaque culture est un coquillage dans lequel on entend des voix nous dire ce que nous sommes, ce que nous avons été, ce que nous avons oublié et ce que nous pouvons être. »

Carlos Fuentes

Citation choisie par Traction Avant en illustration de son bilan d'activité 1998/1999





TRACTION AVANT COMPAGNIE

Rédactrice : Frédérique Planet - OPALE



Atelier de danse avec les enfants

Création et ateliers d'expression pour construire les liens entre générations

Implantée à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, Traction Avant Cie anime des ateliers pluridisciplinaires en direction principalement des enfants et des jeunes. Sa création remonte à 1983. Son histoire est indissociable d'une volonté, celle de son fondateur Marcel Notargiacomo, du travail en synergie de toute une équipe d'intervenants et de son ancrage dans un tissu urbain et social marqué par la présence d'une population jeune et d'origine immigrée. Fidèle à son objectif de départ, Traction Avant Cie a pour idée maîtresse de croiser l'art et le social, de faire "couture-culture" avec, et au plus près des gens. La structure est régulièrement sollicitée par un ensemble d'institutions pour faire partager son expérience et ses réflexions.

ACTIVITÉS

Ateliers pluridisciplinaires de formation/production

Encadrés par des professionnels, les ateliers de sensibilisation, formation, productions culturelles de Traction Avant Cie ont lieu principalement à Vénissieux et dans la région lyonnaise. Ceux-ci sont pour l'essentiel des ateliers d'expression danse, théâtre mais également d'arts plastiques, de chant et d'expression/communication ; ils ont concerné 787 personnes pour la saison 1998/1999.

Le décroisement des publics peut se décliner de manière différente. Les ateliers peuvent réunir des âges différents de la vie : c'est le cas d'**ateliers d'Écriture et Arts**

plastiques inter-quartiers, qui réunissent des enfants d'âge maternelle des Minguettes et des anciens issus des autres quartiers de Vénissieux. L'**atelier d'expression théâtrale** s'adresse d'abord à des jeunes adultes comédiens, mais éga-

LA DANSE HIP-HOP

Conscient de la richesse d'expression et de la virtuosité de la danse de rue, Marcel Notargiacomo a, dès 1984, accompagné les jeunes danseurs dans leur démarche, avec ce réflexe de les frotter à des chorégraphes d'origines artistiques et sociales différentes, pour éviter l'enfermement (exemple : Un break à Tokyo en 1991, avec la danse Buto), ainsi que pour leur inculquer la notion de parcours personnel. Il s'agira pour Traction Avant Cie de former des élèves à la pédagogie pour qu'ils puissent à leur tour intervenir dans les quartiers, créer des spectacles. Des chorégraphes, comme Fred Bendongué, Samir Hachichi ont quitté la structure pour créer leurs propres compagnies. Marcel Notargiacomo reste attentif au problème de la formation des formateurs en danse urbaine et reste très critique face à une marchandisation grandissante de la culture hip-hop, qui, à terme, la couperait de ses sources originelles.



La "Fanfare à mains nues", orchestre vocal de rue

lement en direction des femmes en réinsertion professionnelle. L'**atelier d'expression-communication** a été ouvert au Collège Elsa Triolet de Vénissieux pour une cinquantaine d'adolescents de classes SEGPA, en grandes difficultés scolaires.

DES ATELIERS POUR FORMER, SE FORMER, C'EST :

- Explorer différents langages artistiques.
- Développer des savoir-faire et des savoir-être, en se structurant dans la durée.
- Reprendre l'envie de faire, et se mettre en perspective.
- Tenter de (re)trouver une identité, se sentir exister et reconnu.
- Sortir de soi-même, aller à la rencontre des autres dans un esprit de tolérance et de solidarité.
- Aller vers différentes productions artistiques et culturelles, dans une exigence de qualité.

À noter le dernier atelier mis en route par Traction Avant Cie, l'**atelier chant** : "La Fanfare à mains nues", un orchestre vocal de rue réunissant une vingtaine de personnes et dont la raison d'être est d'amener le chant n'importe où : grands magasins, rues, marchés, gares.

Ces ateliers forment, mais aussi débouchent souvent sur la création, la production de spectacles. L'atelier d'expression théâtrale crée des spectacles dont l'objectif est « *d'apprendre à lire les signes du spectacle* » (Alain Colombani, intervenant). De forme légère, les créations se situent au croisement de la lecture, du récit et du jeu pour aller à la rencontre de nouveaux publics. Au total 134 représentations et 22 500 spectateurs, pour l'année 1998/1999.

OBJECTIFS

Redonner identité et sens à des lieux, des hommes et des histoires

- Puisque « *l'art ne naît pas seulement dans les cités douces, (et) qu'il est nécessaire de révéler la fertilité des espaces urbains aux vies difficiles* », Traction Avant Cie s'est donné comme objectif de croiser l'art, le social, le culturel, l'éducatif.
- Le principe du décloisonnement tous azimuts, des publics, mais aussi des langages artistiques, constitue un second objectif. Les ateliers sont pluridisciplinaires, en direction de tous les

publics (jeunes, moins jeunes...) mais aussi en direction et avec des publics en situation précaire.

- En troisième lieu, la compagnie a pour objectif de mettre en synergie des personnes et des structures-ressources pour favoriser un véritable travail de proximité.
- Traction Avant Cie a fait également le choix de participer à l'éducation du jeune public, par des actions de sensibilisation dans les écoles. 68 spectacles (danse, théâtre), sur un total de 134, sont donnés en milieu scolaire.

DÉMARCHE

Travail collectif, progressif et évalué

La démarche consiste, suivant le type de public, à se poser la question des outils à utiliser et de quelle manière. Dans le même temps une évaluation de chaque atelier rend compte de l'évolution non seulement du projet, mais des gens, sachant que « *le trajet est plus important que le résultat* ».

■ **Aider à construire un projet personnel**

Avec des jeunes en grandes difficultés ou en échec scolaire, il s'agira de travailler à la connaissance de soi, à l'image que l'on a de soi et à celle que l'on renvoie, à la construction de sa personne par l'apprentissage de la prise de parole et au déblocage de cette parole. « *Les techniques théâtrales mises en pratiques (lecture de textes, jeux et exercices...) visent à développer l'expression de la personne, de sa capacité à être pré-*

sente ici et maintenant, à une meilleure conscience de soi, à un savoir-être relationnel, à une découverte d'une activité culturelle. » (P. Vandamme, intervenant).

Le travail sera axé sur la gestion de l'agressivité, le respect des consignes et du règlement, et bien entendu sur l'apprentissage des connaissances professionnelles, théoriques et générales.

■ **Une logique de travail**

Tout projet, au départ, obéit à la même logique : réunions préparatoires, concertation, échange autour de la meilleure démarche à entreprendre, de la structuration de l'intervention (avec fixation de la durée). Les outils de la démarche ne sont pas utilisés de la même façon, selon qu'ils sont appliqués à un projet à court ou à long terme. Un projet sur un an, voire trois ans nécessite de trouver une progression, d'ajuster sa méthode si nécessaire pour induire une cohérence dans la structuration. En règle générale, tout atelier démarre sur un thème de travail (l'identité, la fraternité, la mémoire,...). Un ensemble d'initiatives sont menées au travers d'ateliers d'expressions pluridisciplinaires. Elles sont accompagnées de productions éducatives et culturelles et enfin d'une restitution de ce cheminement par la présentation d'expositions ou de spectacles. Il n'y a donc pas un atelier qui est monté mais plusieurs qui s'entrecroisent. Tout comme le public, la démarche

Hip hip hop hourra ! (danse)



n'est pas intergénérationnelle, qui mettrait des populations d'âges différents les uns à côté des autres, mais transgénérationnelle ce qui consiste plutôt à les amener à travailler ensemble sur un même projet. À titre d'exemple, un atelier théâtre et danse a réuni des parents, des enseignants et des élèves d'un même collège.

■ Tout partenaire doit trouver sa place par lui-même

Le décloisonnement des publics, des supports artistiques mais aussi des langages nécessite l'établissement de liens avec l'ensemble des personnes impliquées dans le projet (enseignants, centres sociaux, mission locale...) et l'apprentissage d'un travail ensemble. Chacun doit trouver sa place, sa forme d'investissement et de participation selon la position qu'il occupe dans son "espace de vie et d'action" de tous les jours. Ainsi Traction Avant Cie développe quasi impérativement ses projets dans un tissu social de proximité parce que c'est là, au quotidien que se "fabriquent nos sociétés".

Cette démarche rejoint l'idée (difficile à réaliser dans la réalité d'aujourd'hui) développée par la compagnie depuis de longues années qui est celle du couple création/diffusion, à savoir faire se rencontrer des potentialités et des ressources locales de création avec des structures de diffusion. Sans ce lien, l'offre culturelle très abondante risque bien de ne concerner qu'un cercle restreint de la population.

Ceci implique bien-sûr pour Traction Avant Cie d'être force de proposition, d'inventer des démarches novatrices, d'aller à la rencontre des structures locales, ainsi que de s'appuyer sur la synergie de toute une équipe. Au sein des établissements scolaires par exemple, les interventions par l'atelier d'expression théâtrale ont toujours lieu en complément d'un travail effectué par l'enseignant, sur l'œuvre et/ou le thème abordés par le spectacle, « *pour que la rencontre se fasse* ».

■ Une évaluation systématique

Pour chaque atelier, une évaluation est faite en cours ou en fin de parcours, par rapport aux objectifs énoncés. Évaluation pour mesurer la pertinence du projet, son adhérence avec les aspirations et le quotidien de chacun, et l'évolution des personnes impliquées. Par exemple dans le cas d'ateliers en direction de personnes en situation précaire (socialement, professionnellement), cela permet de voir ce qui a bougé :

- dans le comportement des gens par rapport à l'environnement scolaire, familial,
- dans les modes de communication entre les disciplines et au sein des équipes pédagogiques,
- dans leur perspective d'insertion sociale ou professionnelle.

« *C'est seulement dans la durée que des transformations peuvent s'opérer, que l'on peut repérer l'efficacité d'une démarche* ».

Marcel Notargiacomo

EFFETS

Des effets mesurés sur la durée

L'efficacité de la démarche de Traction Avant Cie peut se mesurer à l'aune des résultats, à la fois qualitatifs et quantitatifs. Ils sont les fruits d'un travail de fond mené par la compagnie depuis 17 ans. Les nombreuses expériences artistiques menées prouvent que moyennant « *un travail collectif et permanent de proximité* », les "banlieues" sont des espaces de créativité. De nombreux jeunes formés par Traction Avant Cie ont maintenant monté leur propre compagnie.

En ce qui concerne les ateliers de pratiques artistiques en direction de jeunes en échec scolaire, l'état de grâce n'existe pas, comme le fait remarquer une enseignante : « *ces "plus" obtenus n'évoluent pas de façon linéaire. Il y a des fragilités, des rechutes, cela nécessite un jeu de miroirs constant* ». Il reste toujours difficile d'évaluer l'incidence des acquis sur la réussite scolaire. La pression du quotidien dans lequel vivent ces jeunes, leur angoisse face

à l'avenir est telle que ce type d'opération doit nécessairement être conduite dans **la durée et dans des liens étroits avec un ensemble d'acteurs** de l'environnement social, culturel et économique. Il est indéniable que ces actions ont permis à de nombreux participants de reprendre confiance en eux, d'accepter le regard des autres et de s'intégrer dans un groupe pour atteindre un objectif final, expérience que, pour la plupart, ils n'avaient jamais vécue. Les évaluations révèlent une amélioration, chez les élèves, de leur capacité d'écoute, une plus grande motivation, une meilleure concentration, un sens de l'effort et de capacité à le tenir plus grand. Ces activités artistiques ont permis une communication plus importante et de meilleure qualité entre eux, et avec les enseignants et les adultes. Des élèves ont, d'autre part, mentionné que les mots "théâtre" et "danse" leur étaient moins étrangers, qu'ils se sont enrichis et formés un peu mieux grâce aux adultes.

Tant pis si je meurs au cœur du jour corrompu (théâtre)



■ Une compagnie-ressource, des jeunes motivés :

■ La pertinence des actions de la compagnie, sa connaissance de la ville et des gens, des réseaux et des relais, amènent les structures locales à faire appel à Traction Avant Cie pour monter des projets. La compagnie est reconnue pour sa capacité à se mobiliser rapidement sur un projet en sachant tenir compte de la spécificité des publics.

Il faut
cesser de
« suspecter,
socialement
et institution-
nellement,
la dimension
artistique
venue des
cités aux vies
fragiles »

Marcel
Notargiacomo

■ Pour les jeunes : si Traction Avant Cie est une référence nationale, elle est aussi localement un point de repères.

■ Progression des actions

On assiste à une progression sensible et constante des ateliers et des représentations. Au niveau des projets montés par Traction Avant Cie pour 1999/2000, on peut mentionner :

■ la poursuite de l'atelier expression/communication en direction de jeunes qui ont du mal à s'inscrire dans des dispositifs de droit commun en termes de formation et d'emploi (projet avec la Mission locale de Vénissieux) ;

■ un projet "De Vénissieux aux portes de l'Afrique" avec l'Atelier Théâtre Sénégalais (construction de passerelles Nord/Sud : une première) ;

■ la reconstitution d'un nouveau projet triennal (Cité terrestre... Ma Ville) avec le collègue Elsa Triolet, à Vénissieux. Il s'agit en partenariat avec un ensemble de structures locales de mettre en



Comme un cri dans les étoiles (danse)

œuvre un projet culturel et artistique à partir de différentes thématiques. En 1999/2000 le thème sera : "Mémoire et transmission culturelle - Avec nos différences et nos ressemblances".

GRILLE D'ÉVALUATION

Extrait de l'évaluation de l'atelier d'expression-communication "Mise en je, mise en jeu"

« Les adolescents ont souvent tenté d'échapper à l'engagement et à l'implication qu'on leur demandait en remettant en cause son existence et sa nécessité. L'attitude a changé pendant les séances. On a acquis de la qualité dans le respect des consignes, une participation plus structurée.

Chaque fois qu'il y a eu un lien entre l'atelier et le travail en classe, cela a été

bénéfique. Les élèves ont trouvé davantage de sens à une activité artistique perçue négativement au départ parce qu'elle n'est pas dans le scolaire. À partir de la grille d'évaluation, chaque élève a pu faire le point, la confrontation des points de vue est intéressante : elle révèle, entre autre, que les élèves ne sont pas conscients, la plupart du temps, de leurs qualités. La pression du groupe reste très importante. »

PARTENARIATS

Un soutien essentiel de la ville

Les partenariats financiers noués par Traction Avant Cie sont pour moitié dans le cadre de la politique de la Ville :

■ La ville de Vénissieux est leur partenaire principal (subvention et mise à disposition de locaux administratif et de salles de répétition).

Et dans une moindre mesure quatre autres partenaires soutiennent leurs actions :

- la DRAC,
- le FAS,
- le Conseil régional

■ le ministère de l'Éducation Nationale,

■ le Conseil Général (subvention qui risque d'être remise en cause en 1999).

■ Deux fondations : Fondation d'entreprise du groupe Air France et la Fondation de France.

BUDGETS

Des moyens restreints pour les ateliers d'expression

Sur un **budget annuel de 140 kF**, Traction Avant Cie s'autofinance (par la vente de spectacles) à 58 %. Si ce chiffre indique un développement plutôt positif de la compagnie, *a contrario*, cela signifie également que cette structure qui investit énormément de son temps et de son énergie dans des ateliers d'expression, le fait dans une grande précarité de moyens.

Traction Avant Compagnie

16, rue Gaspard-Picard - 69200 Vénissieux
Tél. : 04 72 90 11 80 - Fax : 04 72 90 11 84
e-mail : traction.avant@wanadoo.fr

François Démonet,

Sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville en région Rhône-Alpes

Préparation du volet culture du contrat de ville de l'agglomération lyonnaise

Au niveau de l'agglomération lyonnaise, la réflexion engagée dans le cadre de la préparation du prochain contrat de ville a porté sur quatre axes : les actions structurantes, les équipements, l'appui aux initiatives et leur capitalisation, l'organisation.

Les associations fortement présentes dans la commission de travail chargée de la culture ont proposé la réalisation d'un état des lieux qui sert, notamment, à étudier les mécanismes qui président à la réalisation de projets structurants, tels que la Biennale de la Danse. Elles ont également proposé de former les professionnels et de qualifier les réseaux.

En ce qui concerne l'offre culturelle, il est proposé de l'organiser autour de plusieurs types d'équipements : équipements de médiation, un lieu d'expression artistique et d'expérimentation, équipements de répétition et de formation, lieux mobiles.

Un pôle de ressources devrait aider au montage de projets ainsi qu'à la diffusion de la connaissance des opérations. Un groupe de pilotage du volet culturel du contrat de ville, s'appuierait sur un comité d'acteurs regroupant des techniciens DSU et des acteurs culturels.

C'est dans ce cadre que le partenariat avec les associations qui développent des projets culturels s'organiserait.

Benoît Guillemont,

Conseiller pour l'action culturelle à la DRAC Rhône-Alpes

Culture et quartiers : entre proximité et mobilité

Nous vivons actuellement une mutation culturelle importante et rapide qui voit notamment ses sources dans l'accélération du processus d'urbanisation. L'environnement immédiat du plus grand nombre est avant tout urbain. C'est là que les rencontres, échanges, conflits étant les plus nombreux, les idées se forment avec plus d'acuité et se dessinent de nouveaux modes de vie et de nouvelles inscriptions de l'individu dans le monde.

Dans la ville, se profilent plusieurs territoires – matériels, intersticiels, virtuels – au sein desquels le quartier où l'on habite a une place particulière. Le quartier, lieu de vie, est aussi un espace imaginaire et culturel, où les habitants se forment des valeurs communes par leurs échanges et leurs relations. Le bâti a un rôle important, aussi bien pour la qualité architecturale que dans la répartition équilibrée entre services et résidences. Mais par delà l'espace fonctionnel, le quartier doit être espace relationnel, et c'est dans la qualité de ces deux espaces, dans leurs interactions, que réside la capacité à s'inscrire dans la cité, dans la vie citoyenne. Et pour la partie la plus pauvre de la population, qui est beaucoup moins mobile, la qualité de ces espaces est encore plus vitale.

Il nous faut donc expérimenter le territoire quartier. L'expérience de ce territoire a souvent une double fonction essentielle : d'une part créer des repères et des réseaux de connivence pour vivre au mieux le quotidien, d'autre part constituer des bases pour une véritable ouverture sur le monde.

Se créer des repères et des réseaux de connivence, c'est tout à la fois se situer au milieu d'un espace bâti – quartier historique, zone pavillonnaire, grand ensemble, espace intermédiaire –, et s'inscrire dans un tissu relationnel et convivial. Ce tissu sera d'autant plus riche que la population du quartier sera diversifiée, aussi bien sur le plan social que sur le plan culturel. Et nous voyons se développer de nombreux projets culturels de proximité, où la notion de la rencontre avec l'autre est centrale et déterminante.

Mais par delà la création d'espaces de convivialité dans des micro-lieux de vie, le quartier peut devenir, notamment pour les jeunes, un véritable terrain d'affirmation des identités et de leur mise en jeu dans le monde. Et c'est le plus souvent au travers des expressions artistiques que se cristallisent les aspirations à se dire et à dire autour de soi, pour explorer de manière active le monde qui nous entoure. Et, nous l'observons tous les jours, que ce soit

autour des danses urbaines ou des musiques actuelles, des créations visuelles ou des paroles artistiques.

Verticalité, multiculturalité, précarité, vitesse et mouvement, ont, parmi d'autres facteurs, favorisé une certaine urgence à imaginer et affirmer un autre rapport au monde, plus juste et plus vrai, moins uniforme et moins sectaire.

C'est dans la proximité que s'apprend le quotidien. Ma rue, mon quartier, ma ville. Mais c'est dans la mobilité que s'écrivent les histoires. Entre ici et là-bas, entre hier et demain. Et se préoccuper de développement urbain, ce n'est pas seulement focaliser sur la proximité, mais c'est aussi envisager cette mobilité, analyser les relations centre et périphéries, territoires et réseaux, espaces physiques et espaces virtuels. C'est dans cette confrontation qu'émerge l'essentiel.

Portée au niveau du territoire, cette réflexion implique une articulation entre quartier et agglomération, entre développement local et travail en réseau.

De plus en plus, nous observons la mise en place de projets culturels d'agglomération comme le Défilé de la Biennale de la Danse, l'Art sur la place, ou l'installation du Centre Chorégraphique National de Maguy Marin à Rillieux-la-Pape en lien avec d'autres collectivités locales de l'agglomération lyonnaise. On pourrait citer également d'autres actions dont le fonctionnement en réseau peut donner corps à un projet culturel d'agglomération, comme le développement des médiateurs du livre dans les bibliothèques-médiathèques, ou le développement des structurations autour des musiques actuelles qui sont aujourd'hui une forte préoccupation des partenaires publics.

Il y a dans les multiples propositions se développant dans l'espace urbain, tout à la fois une volonté de vivre au mieux son quotidien et de s'ouvrir à la diversité du monde. Les politiques culturelles publiques doivent savoir se situer entre proximité et mobilité.

Il y a une réelle difficulté à mettre en place des projets qui se situent dans cette dynamique. Difficulté à faire travailler ensemble des partenaires d'horizon et de territoires différents. Difficulté de champ d'intervention des structures intercommunales et d'agglomération. Pourtant, et c'est ce à quoi nous incitent les Contrats de Ville du prochain Contrat de Plan – basés sur la question de l'agglomération –, il y a urgence à articuler le développement local à la notion de réseau. Il y a une responsabilité, notamment politique, à prendre en compte cet espace de confrontation et de rencontre entre le quartier et le monde. C'est là que nous dépasserons les simples projets de loisirs ou d'activités pour aller vers des actions développant dialogue, curiosité et sens critique, formant ainsi tout citoyen. C'est dans cet espace que le développement solidaire doit trouver des réponses. C'est bien là que se situent les véritables enjeux de notre devenir.

« Cette expérience de “Mobilier de crise” a fait surgir en moi des sens que j’ignorais et que je ne voulais pas reconnaître, elle m’a ouvert beaucoup d’horizons : me redonner confiance en favorisant échanges et créativité, prendre le risque d’exprimer des choses intimes et les faire reconnaître par d’autres, et tant d’autres ingrédients qui m’aideront à me projeter vers la voie de la réussite... »

Nacéra, stagiaire sur l’opération “Mobilier de crise”





ÉCOLE D'ART D'AVIGNON

Rédacteur : Jean-Michel Montfort - FAUT VOIR



PROJET :
Mobilier de crise

"Aventure ordinaire" Installation - décor

L'expérience de l'art comme moteur d'un parcours d'insertion

L'école d'art d'Avignon, en partenariat avec le Plan local d'insertion par l'économique, a développé un projet d'insertion socio-professionnelle basé sur l'ouverture d'un atelier de recherche et de création, où l'un des axes de travail sera la transformation de mobilier mis au rebut. Cette expérience a été primée au Festival international de la ville de Créteil en septembre 1999.

PRÉSENTATION

Une école d'art acteur de l'insertion

Artiste-enseignant à l'école d'art d'Avignon, Alain Leonesi a la possibilité d'élaborer lui-même ses programmes de travail. "Mobilier de crise", réalisé en 1998/1999, est une action artistique et économique appuyée sur une action collective d'insertion. Cette action a pour filiation une préoccupation artistique doublée d'une attention aux enjeux urbains et sociaux, souci permanent de l'école d'Art d'Avignon.

Ceci signifie que l'école d'Art a la spécificité d'intégrer davantage les personnes ayant une vraie volonté plutôt que des diplômes requis. Tout en revendiquant les prérogatives attachées à un enseignement supérieur en Art, l'école n'oublie pas la nécessité d'être et de rester un lieu de partage et de convivialité.

Pour Mobilier de crise l'objet de travail a été double : matériel au sens des objets de récupération utilisés auxquels une nouvelle vie est offerte ou au sens d'un travail sur l'espace et l'environnement, immatériel et symbolique aussi par un questionnement sur les rapports sociaux et les manières d'être, de faire et de savoir.

"Sculpture sociale" est d'ailleurs le titre du livret qui retrace l'expérience menée, indiquant par là-même l'enjeu central du propos : la tentative de construction d'une esthétique du rapport de soi au monde et de rapports sociaux féconds.



"Cuisine des humeurs"
Patrice Carré

ACTIVITÉ

Du mobilier déchu au projet de vie

“Mobilier de crise” a été conçu comme un atelier de recherche et de création qui a mobilisé 10 personnes en Contrat Emploi Solidarité : 5 femmes, 5 hommes, de 25 à 45 ans.

Il a conjugué une logique sociale de chantier d’insertion et d’exécution réelle de chantiers artistiques commandés, avec une réflexion sur le sens donné à sa vie, sur la façon d’être acteur de la société.

Le travail a été posé comme un engagement mobilisant des savoir-être et des comportements qui ont fait l’objet d’un travail collectif et personnel durant l’expérience. En faisant l’état des lieux du “décor de sa vie”, chacun a pu se mettre en situation de se penser comme “acteur de son époque”.

Un partenariat étroit avec le Plan Local d’Insertion par l’économie et un engagement des pro-



“Fantaisie objets 2”

fessionnels du Développement Social Urbain, notamment pour faciliter la compréhension des cultures d’acteurs, ont permis une ambition soutenue de la préoccupation emploi, en accord avec la DDTEFP.

OBJECTIFS

De l’art au projet personnel

Il s’est agi d’unir la préoccupation artistique et le projet social, non seulement sans concession d’un côté ou de l’autre, mais surtout en liant ces deux dimensions pour une même finalité. Ouvrir l’institution école d’Art, pour en faire une “école de la deuxième chance”, a permis de faire tomber les barrières et

les critères normatifs de sélection et de recrutement propres aux écoles d’art.

Il s’est agi aussi d’inscrire le projet dans une temporalité d’un an, suffisamment réaliste pour avoir le temps de permettre une mobilisation des personnes, étapes par étapes, en vue de la reconquête d’une dynamique de vie et de l’émergence d’un projet personnel et professionnel.

DÉMARCHE

Transformer ! Les lieux, les objets, les personnes...

L'atelier a organisé son activité autour de trois axes solidaires :

- rassembler une collection d'objets au rebut, en attente d'une réutilisation après transformation, détournement ou nouvel usage ;
- la mise en circulation et en scène de ces objets par une approche artistique et ludique, propre à renouveler les regards sur l'objet et les actes quotidiens de la vie ;
- l'identification et la réalisation de "ce qui fonde, conditionne, contextualise et invente une valeur et une morale" dans la vie sociale.

Des commandes concrètes en grandeur réelle ont permis d'asseoir et de crédibiliser la démarche :

- un gymnase de collège a été transformé en "cabaret éphémère" le temps du festival d'Avignon ;
- le bureau de l'Association Française d'Action Artistique a été conçu et réalisé dans ce même cadre.

Des prototypes d'objets habillés ont été inventés...

Des initiatives propres de l'atelier, telle une cuisine des humeurs, ont permis un mixage des publics et la création de passerelles relationnelles avec les étudiants de l'école : il y a eu exécution commune de ce qui avait été décidé ensemble.

Ces travaux ont mobilisé des compétences techniques liées à des savoir-faire sophistiqués du bricolage ainsi que des métiers du bois ou du métal, permettant à certains de révéler leurs talents, permettant à d'autres d'acquérir de nouvelles compétences.

La régularité au travail, le respect des plannings et les séances de régulation d'équipe ont permis une structuration de chacun dans l'ensemble de l'équipe, étayant ainsi l'accès à une double exigence : professionnelle et personnelle.

Les réalisations ont reposé sur la mise en œuvre de transferts de savoirs, sur des décalages d'usages d'objets et des décadres de perception des espaces. Elles ont introduit ainsi un autre type d'exigence : celle du renouvellement et de la création, celle de la production d'un sens issu de choix et de nouveaux agencements ou de nouvelles mises en situation d'objets dans des espaces.

Le suivi des membres de l'atelier a été réalisé chaque semaine de chantier par une gestionnaire d'étapes de parcours prise en charge par le projet, en liaison avec le PLIE et l'ensemble des travailleurs sociaux du bassin d'activité d'Avignon. Son travail a été de mettre régulièrement en perspec-

"Aventure ordinaire" Installation - décor



tive pour chacun : les objectifs à atteindre, les projets entamés et les moyens mis en œuvre. Une capitalisation des acquis s'est opérée dans le dialogue, chacun prenant mieux conscience de ses potentiels et pou-

vant alors s'appuyer dessus pour sa recherche d'emploi ou de formation complémentaire. On découvre ainsi qu'une jeune femme maîtrise 4 langues, compétence jusque là non reconnue par elle-même !

EFFETS

Vers une prise de conscience de ses capacités

La démarche, soutenue de bout en bout par un regard poétique sur le monde des objets et de leur mise en scène, a été proposée aux participants de l'atelier comme une ouverture d'esprit généralisable à bien d'autres aspects de leur vie.

L'art et l'artisanat, voire le bricolage, ont été vécus ici dans un même mouvement de création au profit d'une nouvelle conscience : il est possible d'intervenir sur le cours des choses, il n'y a pas de rebut définitif, il est à portée de désir que de changer sa vie en lui donnant un sens.

TÉMOIGNAGES

« Ça ouvre d'autres horizons. On m'a souvent dit : ne rêve pas. Mais ici je fais enfin ce qui me plaît. Nous sommes une équipe très éclectique, on échange, on reprend confiance en nous, on développe nos capacités et surtout notre savoir-être. »

Fatima

« La perturbation du monde comme poétique salvatrice pour ne pas oublier la beauté précaire de notre présence. »

Alain

La vie prend aussi une autre tournure quand quotidien peut enfin rimer avec fantaisie, procurant quelques degrés supplémentaires de liberté là où tout semblait perdu ou coincé.

La responsabilité de l'ensemble de l'équipe professionnelle d'accompagnement a porté sur une stratégie de dé-dramatisation du vécu, là où le drame serait de se maintenir en l'état, sans rien modifier. Prendre les difficultés comme moteur d'un travail et non comme handicap incontournable a été le point de départ de la démarche : il s'est agi de rentrer dans l'épaisseur propre des gens sans s'arrêter aux apparences.

Le travail sur l'objet a accouché en réalité d'un sujet peu banal : la personnalité du participant, laquelle se révèle petit à petit dans l'expérience sensible qui met chacun face à lui-même et face aux autres, mais en meilleure connaissance de ses potentiels.

BUDGETS

Politique de la ville/insertion

Budget global : 1 545 kF

Partenaires :

- Ville d'Avignon : 462 kF
- Préfecture de Vaucluse (FSE-FIV) : 330 kF
- DDTEFP (formation et rémunérations CES) : 500 kF
- DRAC PACA (PCQ et FIV) : 100 kF

- Conseil général de Vaucluse (crédits d'insertion) : 50 kF
- Conseil régional PACA (politique de la ville culture) : 50 kF
- DSU d'Avignon : 10 kF
- Divers : 43 kF

Projet réalisé avec la collaboration de l'Association de l'École d'Art (structure porteuse) et de "Manifeste de l'art décoratif" (partenariat artistique et technique).

École d'Art d'Avignon

Mobilier de crise
Atelier recherche et création
Directeur de projet : Alain Leonesi
Hôtel de Montfaucon
4, rue Violette - 84000 Avignon
Tél. : 04 90 27 04 23 - Fax : 04 90 86 46 10

Manifeste de l'art décoratif

Alain Leonesi
5, impasse Monvoisin Autard
84000 Avignon
Tél. : 04 90 85 70 30

« Par ce travail et l'ambiance dans l'équipe il y a quelque chose en nous qui s'ouvre. Quand on est au chômage on stagne, on perd son dynamisme. Ici on découvre nos capacités, on touche à tout. C'est concret. On peut développer notre sens moral et professionnel, on se sent bien et on apprend les uns des autres. »

Raphaëlle, stagiaire sur l'opération "Mobilier de crise"



« Je trouve que la plupart des gens comprennent les jeunes rappers à demi-mot ; peut-être que le rap est abstrait pour eux comme la vie quotidienne pour d'autres. Entre la théorie et la pratique, la vie et l'art, l'écriture et le rap, il y a juste un petit fil qui permet de tout relier. Le talent, certains l'apprennent, d'autres l'ont naturellement. Sans ironie, je considère le rap comme un art à part entière, un vrai moyen d'expression pour des jeunes incompris et en difficultés, qui cherchent à se faire entendre et surtout comprendre. »

Alwyn, jeune rappeur

Cité dans le dossier réalisé par la Laiterie sur l'opération "Quartiers d'Europe"





Rédacteurs : Luc de Larminat - OPALE, Marie-Anne Hitter - LA LAITERIE

PROJET :
Quartiers d'Europe



Photo : Annie Bloch

La formation des jeunes et la parole des habitants au centre du projet artistique

“**Q**uartiers d'Europe” est un projet triennal - 1997 à 2000 - initié par La Laiterie, Centre Européen de la Jeune Création à Strasbourg. Il se propose d'implanter dans différents quartiers de la ville un ensemble de chantiers artistiques de dimension européenne, en vue d'ouvrir un échange permanent entre ces artistes et une population peu concernée par l'offre culturelle traditionnelle. Il privilégie et met en synergie des modes d'expressions liés aux cultures émergentes et plus spécifiquement au hip-hop.

PRÉSENTATION

La Laiterie

Depuis 1992, ce lieu est dirigé par Jean Hurstel. Installée dans une friche industrielle, cette structure développe des projets ouverts à différentes cultures et pratiques artistiques ; elle organise des expositions, accueille des compagnies locales de théâtre et de danse, impulse des manifestations qui favorisent la découverte de l'autre dans son altérité et sa richesse, au-delà des frontières géographiques, sociales, mentales et culturelles.

Chargée par la Ville de Strasbourg du suivi des actions menées dans le cadre du dispositif municipal de “Développement Culturel des Quartiers”, La Laiterie assure chaque année la coordination d'une

Photo : Annie Bloch



vingtaine de projets artistiques dans les quartiers. Elle est en outre maître d'œuvre de différentes actions qui composent ce programme. Association culturelle labellisée organisme de formation, elle confronte et conjugue diverses expérimentations.

ACTIVITÉS

Projets de quartiers et actions de formations

Initié dans le cadre des Projets Culturels de Quartiers, “Quartiers d'Europe” comporte plusieurs phases qui composent un ensemble homogène et cohérent, centré sur les cultures émergentes.

■ **D'octobre 1997 jusqu'à novembre 1998**, une première phase s'est déroulée dans deux quartiers strasbourgeois.

Une quarantaine de jeunes breakers de l'Elsau, entre 11 et 25 ans, pour certains déjà engagés dans la voie de la professionnalisation après une résidence de

la Compagnie Accrorap en 1996, ont travaillé successivement avec le berlinois Storm et le chorégraphe Farid Berki. Cette action a abouti à une création, "Cours Circuits", qui interroge sur le mode ludique le processus de la transmission de la danse urbaine.

Un autre volet de l'action a été mené à HautePierre. S'appuyant sur une action de formation regroupant une douzaine de jeunes, "Dé'rap'pages d'histoires" a allié des ateliers d'écriture rap, de musique et de sérigraphie, animés par six artistes de différents pays d'Europe. C'est à partir de ce noyau de participants quotidiens que se sont développées des interventions dans le quartier, par le biais de diverses structures de proximité. Un CD et l'insertion des créations sérigraphiques dans l'exposition "Des murs, des mots" à La Laiterie ont constitué la finalisation artistique de ce travail.

■ **De septembre 1998 jusqu'à avril 1999**, une seconde phase - l'Hip-Hopée des Cités - a associé le conte urbain et l'expression hip-hop, toujours selon le principe qui croise ateliers, résidences d'artistes, spectacle, formation et animations à l'échelle d'un quartier. Cette action s'est construite à partir de témoignages des habitants du Port du Rhin, une mosaïque de paroles qu'il s'est agi de retravailler avec quatre artistes européens selon différents modes d'expression, qu'il a fallu métisser dans un spectacle final, créé au Théâtre des Lisières de La Laiterie et repris dans plusieurs quartiers.

■ **Entre fin 1999 et juin 2000**, la troisième phase de ce programme aboutira à un festival des cultures émergentes à La Laiterie, qui déclinera rap, danse et graff et réunira tant les créations et les talents régionaux que les productions à l'échelle européenne.

OBJECTIFS

Créativité, travail, expression

Au-delà de la diversité des formes et des supports retenus, l'objectif de ces actions est triple. Elles visent à une excellence artistique, qui fait le pari d'un métissage entre des apports culturels diversifiés et de l'élaboration de nouveaux langages artistiques. Il s'agit à chaque fois de dépasser les codifications spécifiques à des modes d'expression.

Un tel enjeu suppose l'exploration et la maîtrise préalable de ces codes. Ainsi les actions conduites autour de la danse urbaine dans le quartier de l'Elsau ont conduit La Laiterie à organiser des ateliers d'approfondissement de la break danse et à faire appel à Storm, entre deux aventures chorégraphiques basées sur le métissage.

Ces actions ont également un objectif social et citoyen.

L'inscription de "Quartiers d'Europe" dans les cultures émergentes, dont le hip-hop, n'est pas un hasard. Dans leurs interpellations souvent radicales, elles s'appuient sur une énergie de survie et tentent de donner sens et réponse aux conditions sociales actuelles. L'ancrage des actions dans le hip-hop vise à faire sortir les jeunes de deux ornières : l'acceptation d'une situation et la passivité d'une part, les violences individuelles de l'autre, manifestations brutales et ponctuelles d'un désespoir lié au fatalisme.

Les projets de quartier créent en outre des espaces où la parole des habitants et des participants puisse prendre corps et circuler.

Ils contribuent ainsi à une réappropriation des histoires individuelles et à l'émergence d'une conscience collective.

Ces actions permettent enfin une valorisation des capacités des participants et une insertion professionnelle. Ainsi les danseurs de l'Alsau se sont largement engagés dans des cursus de professionnalisation. Les stagiaires des actions de formation à HautePierre et au Port du Rhin ont pu trouver un espace de ressources qui leur permette d'affirmer, développer et élargir leurs compétences, de construire des projets professionnels dans des secteurs diversifiés et de mettre en place des parcours individuels.

PARTENARIATS

Croiser secteurs culturels et sociaux

■ Partenaires pour la mise en œuvre du projet

La réussite de ces actions repose sur l'efficacité de partenariats croisés entre les mondes de la culture et du social.

Ainsi le choix des artistes mobilise les réseaux culturels. Les Missions Locales orientent quant

à elles les jeunes des différents quartiers, en situation difficile et susceptibles d'être intégrés dans les actions de formation CFI (crédit formation individualisé) financées par la Région Alsace.

■ Partenaires dans le quartier

Tisser un large réseau de partenariats dans le quartier est l'une de conditions primordiales pour la réussite de telles actions. Ainsi au Port du Rhin, concierges, régisseurs d'immeubles d'habitat social, présidents d'association de foot ou d'échecs, instituteurs, éducateurs de rue et animateurs ont permis aux intervenants extérieurs de nouer des liens avec des habitants d'un quartier qu'ils ne connaissaient pas. Ainsi à HautePierre l'atelier de séri-



Boualem Ayad
et deux stagiaires
Photo : Annie Bloch

graphie a régulièrement été utilisé par les associations de résidents et le Centre Socio-Culturel qui y ont réalisé des affiches promouvant leurs activités.

■ Partenaires institutionnels

Le Ministère de la Culture, la Ville de Strasbourg, la Région Alsace, le Fonds d'Action Sociale et la Caisse des Dépôts et des Consignations

cofinancent ce programme. Le Plan Local pour l'Insertion par l'Économique contribue au financement du poste de coordonnateur - Boualem Ayad - qui assure un suivi à long terme des stagiaires engagés dans les différentes actions.

■ Partenaire privé

Électricité de France

DÉMARCHES

Préparer l'arrivée de l'artiste

■ Le choix du quartier tient à plusieurs facteurs

L'absence de projet artistique à l'échelle du quartier, l'adhésion des acteurs de terrain à l'action proposée (associations, bibliothèques, établissements scolaires, etc.), l'intérêt des habitants pour les thématiques et les modes d'expression artistiques sont autant de critères pour implanter une action dans un quartier. La disponibilité du secteur en matière de locaux joue également un rôle important.

■ Les intervenants artistiques sont de haut niveau

Si les artistes engagés dans les différentes actions sont de l'ordre de l'excellence, ils doivent également être en mesure de fédérer les personnes autour d'un projet et de transmettre leur pratique, faire partager leur expérience. Dix personnes ont constitué les équipes artistiques de Hautepierre et du Port du Rhin : deux rappers du

groupe "Advanced Chemistry" de Heidelberg (Toni L et Torch), deux membres de "9 MM Records" de Bruxelles qui regroupe rappers et graffeurs (Pee Gonzalez et Rayer), le rappeur milanais Esa, de la Mix Men Connessione, le griot urbain Levy Tafari de Liverpool, deux graffzineurs (Paquito Bolino installé à la Friche de la Belle de Mai à Marseille et Milou, un artiste sérigraphie local), le musicien strasbourgeois Emilio Santiago des Sons d'La Rue ainsi que la conteuse locale Anne-Marie Lopez del Rio.

■ Le rôle des acteurs de terrain au moment de l'immersion dans le quartier

Les relais de quartier jouent un rôle primordial. Ils mettent l'équipe en contact avec les habitants. Ainsi "l'Hip-Hopée des Cités" a débuté au Port du Rhin par une phase de collecte de témoignages et d'histoires de vie. Il fallait donc trouver des personnes prêtes à "raconter". Les relais ont permis à la conteuse

Anne-Marie Lopez del Rio de pénétrer rapidement différents réseaux d'habitants.

■ **Un constant réajustement aux réalités du terrain**

Les projets s'ancrant dans l'expérimentation artistique, il s'agit d'être d'une vigilance extrême et d'adapter les actions aux réalités et aux attentes des publics. Ainsi "Dé'rap'pages d'histoires" à HautePierre se proposait initialement de métisser cultures underground - avec la sérigraphie - et

hip-hop. Si les ateliers d'écriture et de musique rap étaient réellement fédérateurs, celui de sérigraphie était loin d'obtenir l'unanimité. Les cultures underground prônent la marginalité, alors que les participants, dans une situation d'exclusion, essayaient de s'intégrer dans la société. Ce conflit risquant de mettre l'ensemble de l'action en péril, l'atelier de sérigraphie a été recentré sur l'expression hip-hop, ce qui a induit également une modification au niveau des intervenants artistiques.



Photo : Annie Bloch

■ **Le rôle du formateur/coordonnateur est de faire le lien**

Le coordonnateur assure l'articulation entre l'action de formation et le projet de quartier.

Il manage les artistes autant que les jeunes pour créer des conditions de travail optimales. Il s'emploie à résoudre les problématiques sociales des stagiaires : accès soins, au logement, endettement, démêlés judiciaires, etc. Il donne des règles de vie collective qu'il faudra respecter durant le temps de la formation, il recadre inlassablement les choses. Il met à profit les diverses activités artistiques pour repérer les difficultés de chaque stagiaire (expression écrite, orale, calcul, etc.) et les retravailler avec eux, d'une manière collective ou individualisée. Son intervention passe par « *une mise en harmonie des mots et de leur résonance intime* ».

L'exigence de la création aide à se restructurer

■ Effets du contact avec des artistes

La confrontation de jeunes participants avec des artistes venus de différents pays européens permet de lever des tabous culturels, de briser les idées toutes faites qu'avaient ces jeunes sur des pays comme l'Allemagne ou la Belgique. L'itinéraire de ces artistes, qui sont souvent à peine plus âgés que les participants, qui ont eux aussi connu les cités et les banlieues, a aussi valeur d'exemplarité.

■ Effets d'une production artistique

Le travail de création comporte des rituels, des étapes. L'élaboration d'un texte de rap ou d'une chorégraphie de danse urbaine nécessite une grande rigueur tout en faisant appel à la virtuosité langagière ou corporelle. La confrontation entre une expression libre et non conventionnelle quant à ses thèmes et la rigueur des codifications a largement contribué à la structuration des personnes impliquées dans les différentes actions.

La production artistique comporte un va et vient constant entre le travail personnel, la réalisation et la réflexion collective. De telles expériences n'ont pu aboutir qu'en tissant une réelle solidarité entre des individus s'investissant à part entière, chacun selon ses possibilités, dans un projet collectif. Elles ont permis aux participants de

s'affirmer en tant que personne et de s'ouvrir aux autres.

■ Effets d'insertion

Les formations permettent de régler des problématiques sociales, d'aider les stagiaires à reprendre confiance et à remettre le pied à l'étrier. Le coordonnateur les assiste également dans leurs démarches de recherche d'emploi. Ainsi plus de la moitié des participants à l'action de HautePierre avaient, quelques mois après, trouvé un emploi ou une formation qualifiante.

■ Effets de professionnalisation artistique

Le travail mené avec les danseurs en résidence à l'Elsau a contribué à la professionnalisation des jeunes. Deux d'entre eux ont été engagés dans des compagnies professionnelles. Quatre autres, fédérés dans l'association des Sons d'La Rue, animent au quotidien des ateliers de danse urbaine, dans des centres socio-culturels et dans des établissements scolaires. Les uns et les autres ont des emplois du temps tellement chargés qu'il fut souvent difficile de travailler collectivement lors de la résidence de Farid Berki.

Plusieurs rappers qui ont participé à l'action de HautePierre et celle du Port du Rhin sont eux aussi en cours de professionnalisation. Certains se sont constitués en associations, ont obtenu quelques subsides (Comité Local d'Aide aux Projets des Jeunes). Ils se produisent dans des spectacles, sortent des CD.

« *Le quartier revit, les jeunes s'expriment, s'ouvrent et se prennent en main* »

Boualem Ayad

BUDGETS

Financements action par action

Chacune des phases de "Quartiers d'Europe" a un **coût global d'environ 830 kF**. Le financement du Ministère de la Culture s'élève à 200 kF par phase (24 %), celui de la Ville de Strasbourg (programme de Développement Culturel des Quartiers) oscille chaque année entre 150 kF et 200 kF (18 à 24 %). Les montants alloués pour chaque action de formation et son suivi - la Région Alsace et le PLIE - sont de 275 kF (33 %). Le FAS, la Caisse des Dépôts et des Consignations ainsi que l'Électricité de France cofinancent également ce programme.

Plus de 86 % des dépenses de chaque phase sont affectés à la rémunération du personnel et aux honoraires des artistes en résidence. 5 % de la masse budgétaire est consacrée aux déplacements, à l'hébergement et la nourriture des intervenants artistiques. Les 9 % restants couvrent les assurances, les locations et les achats de matériel.

La Laiterie

Centre européen de la jeune création
Boualem Ayad et Marie-Anne Hitter
(Formateurs/coordonateurs)
11, rue Hohwald - BP 101
67069 Strasbourg Cedex
Tél. : 03 88 75 10 05 - Fax : 03 88 75 58 78

« On apprend tous les jours des plus jeunes, comme des plus petits, comme des plus vieux. Prendre le temps de se comprendre c'est encore mieux. Il faut veiller sur son prochain et lui tendre la main.

Rire, pleurer, chanter, avoir la haine est en chacun de nous. Donc, on devrait avoir aussi peur de nous-mêmes.

Les jeunes, de nos jours, attendent l'écoute et la compréhension. Pour faire des choses avec ces jeunes et apprendre avec eux ce qu'est la souffrance, il ne faut pas attendre qu'ils vous prennent la main et qu'ils vous parlent. Faites-le pour eux et le reste suivra. Comprenez-les. »

Michèle Dargegen

Propos d'une habitante relevés dans le cadre de l'opération "Quartiers d'Europe" à Strasbourg



« Dans notre société, nous avons trop tendance à cloisonner les choses en compartiments. Nous séparons l'art et le progrès social, et l'art de nos propres vies, de nos problèmes, alors qu'ils sont des parties constitutives de la même réalité. »

Xavier Perez, directeur de l'Ateneu

Extrait de la lettre "In & Out of Europe" de TransEuropeHalles, avril 1999





Incursion en Espagne

Depuis plus de quinze ans, le réseau de friches culturelles indépendantes "TransEuropeHalles" organise la communication et les échanges entre ces équipements d'un nouveau type, réussissant à entrecroiser action culturelle de proximité et ouvertures sur le monde.

L'Ateneu Popular de Barcelone est membre de ce réseau.

Il est l'aboutissement des luttes menées depuis vingt ans par les habitants du Nou Barris pour améliorer leur vie commune sur ce quartier cosmopolite. Fêtes, ateliers de pratiques, résidences... sont organisés par et pour la population.



Les membres du réseau TransEuropeHalles représentent pour Jésus-Pedro Lorente, de l'Université de Zaragosse, l'une des formes actuelles de la revitalisation urbaine à partir de l'activité artistique et de la présence des artistes. Et pour Leonardo, sociologue à l'Université de Bilbao, la création et la vie culturelle « est un moyen de garantir une meilleure vie urbaine ».



TransEuropeHalles

Réseau européen de centres culturels indépendants

Rédactrice : Réjane Sourisseau - OPALE

En Europe, les bâtiments désaffectés sont nombreux et de tous types : usines, entrepôts, halles marchandes, abattoirs, et même écoles ou églises... Dès les années 70, ces myriades d'hectares laissés à l'abandon ont été convoités par des groupes d'individus désireux de leur redonner vie sur la base de projets culturels.

Progressivement, ça et là, d'anciennes friches sont devenues à la fois des aires de pratiques, d'expérimentation et de diffusion artistiques (ateliers, stages, spectacles), des espaces de rencontres (cafés, forums...), voire aussi des lieux d'habitation ou encore des niches d'activités économiques.

Si ces sites singuliers et innovants naissent et évoluent en fonction de la diversité des contextes locaux, leur champ d'action ne se restreint pas au territoire où ils sont implantés. Ouvertes au monde dans leur principe même d'existence, d'emblée ces initiatives se définissent comme européennes et leurs projets dépassent les frontières.

Ce n'est donc pas un hasard si, dès 1983, sept responsables de centres culturels indépendants installés dans des friches indus-

trielles décident de fonder le réseau TransEuropeHalles (TEH) pour favoriser « *les échanges et la coopération internationale relatifs aux développements nouveaux dans toutes les formes de la création et de la production culturelles contemporaines* ».

Partageant des valeurs communes au-delà de leurs différences, les 26 centres que compte aujourd'hui TEH – répartis de Saint-Pétersbourg à La Réunion –, suivent des démarches similaires.

Initiés par des citoyens et/ou des acteurs culturels de terrain, les centres cherchent à préserver l'indépendance par rapport aux pouvoirs publics

Attentifs à toutes les formes d'expression artistique, les lieux apportent leur soutien aux jeunes créateurs : mise à disposition d'espaces, conseils, liens avec des réseaux professionnels, aide à la diffusion...

La convivialité et la souplesse des modes de fonctionnement créent un climat propice aux prises d'initiatives personnelles ou collectives.

Pour s'intégrer à leur environnement, les centres restent à l'écoute des habitants et du tissu associatif.

TEH se présente comme une **plate-forme d'échanges** stimu-

lante pour chacun de ses membres. Espace permanent de transferts d'informations, de méthodes, de savoir-faire, mais aussi d'interrogations, le réseau s'apparente à un laboratoire où s'affinent les enjeux et les outils de l'action culturelle contemporaine.

Active, la coordination TEH basée en France publie une lettre d'informations, la "Quickletter", conduit des programmes spécifiques tels "YEP" (lire encadré) pour favoriser la mobilité des jeunes européens, "In & Out of Europe" pour ouvrir le réseau au reste du monde (Afrique, Inde, Asie...), pilote les rencontres annuelles...

Accueillies chaque année par un centre et un pays différents, ce meeting constitue un moment fédérateur privilégié où se nouent et s'approfondissent des contacts formels et informels. Si des échanges bilatéraux et multilatéraux se développent (assistance technique, conseils pour la programmation, échanges de stagiaires...), des réflexions de fond sont également engagées sur les thèmes tels "Art et Conflit", "Temps et Travail"...

Un ouvrage présentant un portrait approfondi d'une dizaine de ces centres, verra le jour en l'an 2000, réalisé par le sociologue Fabrice Raffin et la photographe Sylvie Chasles. Avec leur complicité, nous vous invitons à découvrir l'Ateneu de Barcelone.

YEP (YOUNG EXCHANGE PROJECT)

Destiné en priorité à des jeunes n'ayant pas eu l'occasion de voyager en Europe et sans expérience professionnelle, l'objectif du Young Exchange Project (YEP), lancé en 96 sous l'égide de la Commission Européenne (Service Volontaire Européen, SVE) est d'accroître leur mobilité et de leur donner l'occasion d'appréhender le champ culturel et artistique. Derrière le slogan "donner une chance pour le futur", l'enjeu est d'encourager leur confiance et leur créativité. Les volontaires sont envoyés par un centre dans un autre centre du réseau pour une durée de six mois. La réussite du projet est basée sur un solide partenariat entre le jeune, le centre d'accueil et celui d'envoi. Une dizaine de jeunes sont concernés.

TransEuropeHalles

Bureau de la coordination
18, rue Étienne-Dolet - 93400 Saint-Ouen
Tél./Fax : 01 40 11 64 14
e-mail : teh@teh.net - Site : www.teh.net



ATENEU POPULAR



Source : Fabrice Raffin, sociologue
Rédactrice : Réjane Sourisseau - OPALE



L'Ateneu - Photo : Sylvie Chasles

Mobilisation des **habitants**
pour un espace culturel citoyen

À *Nou Barris*, quartier immigré de Barcelone, les habitants ont l'habitude de se prendre en main. C'est de leur volonté et de leur sueur qu'est né l'*Ateneu Popular* en lieu et place d'une usine d'asphalte. C'est grâce à leurs énergies que ce centre culturel existe depuis plus de 20 ans.

PRÉSENTATION

De la mobilisation collective à l'occupation radicale

C'est sur l'une des collines surplombant Barcelone qu'à partir des années 50, de nombreux immigrés à la recherche d'un emploi - andalous principalement - édifièrent progressivement leur quartier. Conçu davantage selon les goûts et personnalités des propriétaires que selon un plan urbanistique d'ensemble, le sous-équipement en services publics tout comme les incohérences architecturales étaient flagrants. Cependant, la mairie restant sourde à leurs revendications d'aménagement, les habitants furent très tôt contraints à l'auto-organisation. Par exemple en 1960, ils ne purent compter que sur eux-mêmes pour installer l'eau courante. Au fil du temps, échaudés par

de multiples combats - sanitaires, sociaux - les habitants de *Nou Barris* développèrent une réelle aptitude à la mobilisation collective.

Ainsi, des années plus tard, en 1977, ils n'hésitent pas à s'emparer de l'usine d'asphalte dont ils exigeaient la fermeture, pour cause de pollution et d'atteinte au paysage. Après avoir saccagé une partie des installations, ils y organisent un événement dont les excès - plus de 30 heures de festivités en tous genres - sont sans doute proportionnels aux manques ressentis ! L'*Ateneu Popular* était né.

De la fête au lieu pérenne

Pendant onze ans, les habitants vont occuper le site, dans l'illégalité certes mais sans représailles, puisque la période post-Franquiste (à partir de 1975) débute par un certain immobilisme politique et un flou administratif. Auto-proclamé lieu culturel par les habitants eux-mêmes, l'*Ateneu Popular* fonctionnera fidèlement à leurs attentes. En 94, après 3 ans de rénovation, il rouvre, incluant désormais un espace emblématique d'un quartier marqué par les luttes : les archives locales.

Occupation de l'usine d'asphalte par les habitants du quartier



Préserver la mémoire, encourager la créativité

À l'image de la diversité de ceux qui s'y retrouvent, l'Ateneu propose un panel très étendu d'activités réparties sur les 1 500 m² ou parfois en extérieur.

■ Pratique/formation

Si les arts du cirque sont prédominants (depuis 94) avec des cours quotidiens de jonglage, trapèze, ou monocycle, sont également proposés d'autres ateliers : écriture, littérature, vidéo, préparation de carnaval...

■ Diffusion

L'Ateneu voit se succéder des fêtes traditionnelles, comme la Fête du feu, la fête des échasses, mais aussi des spectacles de magie, d'humour, de cirque, ou encore des créations contemporaines de théâtre et de danse... La salle de spectacles a une jauge de 600 places.

■ Rencontres

Un vaste café-restaurant convivial est l'espace de rassemblement. L'Ateneu est aussi le lieu de réunions pour les associations.

■ Création

Artistes sans ateliers, compagnies de théâtre, groupes de musiciens fréquentent régulièrement l'Ateneu, certains artistes sont même accueillis en résidence.

■ Lieu de mémoire

Dans une petite pièce de quelques mètres carrés seulement, des passionnés recueillent, classent et archivent des courriers, des photos, des objets personnels...



Réunion TransEuropeHalles à l'Ateneu en octobre 1998
Photo : Sylvie Chasles

OBJECTIFS

Être à l'écoute, proposer

Répondre au mieux aux multiples attentes des habitants est primordial. Mais il s'agit aussi d'être force de proposition envers les jeunes du quartier notamment. Positiver leur quotidien par des activités d'éveil artistique, c'est tromper leur ennui et leur offrir l'occasion de transformer une pratique de loisirs en une pratique

culturelle et éventuellement accéder à une profession liée à ce secteur.

Ne pas séparer la vie culturelle de la vie sociale par la constance du ludique, du convivial. Il doit toujours être possible de discuter de la vie de tous les jours, même si l'on vient voir un spectacle. Ce sont prioritairement les désirs des habitants qui s'expriment au travers des choix de programmation.

« Avec le Flamenco, l'art rejoint l'histoire collective »

DÉMARCHE

Passion et liberté d'entreprendre

Géré par l'association *Bido de Nou Barris*, l'Ateneu associe le personnel administratif et les techniciens aux décisions et orientations. Si chacun construit et négocie sa place, les rapports ne sont jamais figés. L'humilité des programmeurs, leur aptitude à l'écoute, permet de concilier accessibilité et exigence artistique.

« *Les plaisirs sensibles de l'immédiateté sont toujours valorisés aux dépens d'une approche contemplative de l'œuvre, qu'elle soit musicale ou plastique.* »

Le rapport avec le quartier est essentiel : ceux qui occupent des fonctions administratives le connaissent très bien, lorsqu'ils

n'en sont pas originaires. Les animateurs d'ateliers font en général partie du public des spectacles.

La souplesse de fonctionnement, les relations informelles prennent le pas sur les structures d'organisation trop rigides ou contraignantes. L'apprentissage sur le tas, privilégié de fait, aiguise les capacités individuelles à innover et inventer. L'esprit d'initiative est encouragée. Du coup, la passion se double d'une sorte d'excitation de la responsabilité qui incite chacun à mener sa tâche jusqu'au bout avec efficacité et qualité.

EFFETS

Structurer les identités individuelles et collectives

L'Ateneu offre à certains, marqués par des échecs successifs, des occasions de responsabilisation et d'apprentissages, aussi informels soient-ils. Pour d'autres, dont la vie professionnelle est

ternie par la routine ou une hiérarchie pesante, il insuffle passion et enthousiasme.

La pluralité de la programmation permet des sorties culturelles en famille, notamment à l'occasion du festival annuel de cirque.

Malgré la place importante accordée à l'individu, l'intérêt personnel tend à coïncider avec l'intérêt collectif, tant il est vrai que ce processus est inscrit dans l'histoire du quartier.

Avec le temps et l'expérience, l'incertitude associée à la plupart des activités, les organisations parfois hasardeuses tendraient à diminuer. Aujourd'hui 6 personnes travaillent à plein temps (3 postes administratifs, 2 postes

Nammy Cogorno, jongleur et équilibriste argentin - Photo : Sylvie Chasles



bar-restaurant, 1 poste programmation théâtre-danse).

La profusion de documents apportés par les habitants eux-mêmes pour faire partie des

archives, transcende en quelque sorte les fonctions culturelles attribuées classiquement à ce genre d'équipement pour en faire « *un espace majeur de structuration et de construction des identités.* »

PARTENARIATS

Du combat à la reconnaissance

En tant qu'initiateurs de l'Ateneu, les habitants en sont bien évidemment les premiers supporters. Plus de 25 bénévoles permanents s'investissent dans son fonctionnement.

Le lieu est aussi fortement intégré au réseau des acteurs culturels et sociaux du quartier : aide à l'organisation d'événements, prêt d'espace, conseils divers... Certains membres de l'Ateneu travaillent même à la Maison des Jeunes. Un relais régulier est organisé avec les

structures sociales locales pour faciliter l'insertion des jeunes.

Après des rapports conflictuels avec la mairie - les négociations avaient été intenses pour qu'elle prenne en charge la rénovation -, aujourd'hui, c'est la ville de Barcelone qui finance plus de 70 % du budget.

Enfin, depuis 1995, l'Ateneu est adhérent du réseau TransEurop-Halles, ce qui permet concrètement de développer de multiples contacts à l'étranger.

BUDGETS

Soutien important de la Ville

Budget :	8 900 kF
■ Ville de Barcelone - 72 % :	6 408 kF
■ Autofinancement (recettes propres, billetterie, location...) - 28 % :	2 492 kF

Ateneu Popular

9, barris portlligat s/n - 08042 Barcelone

Tél. (info) : 93 35 09 475

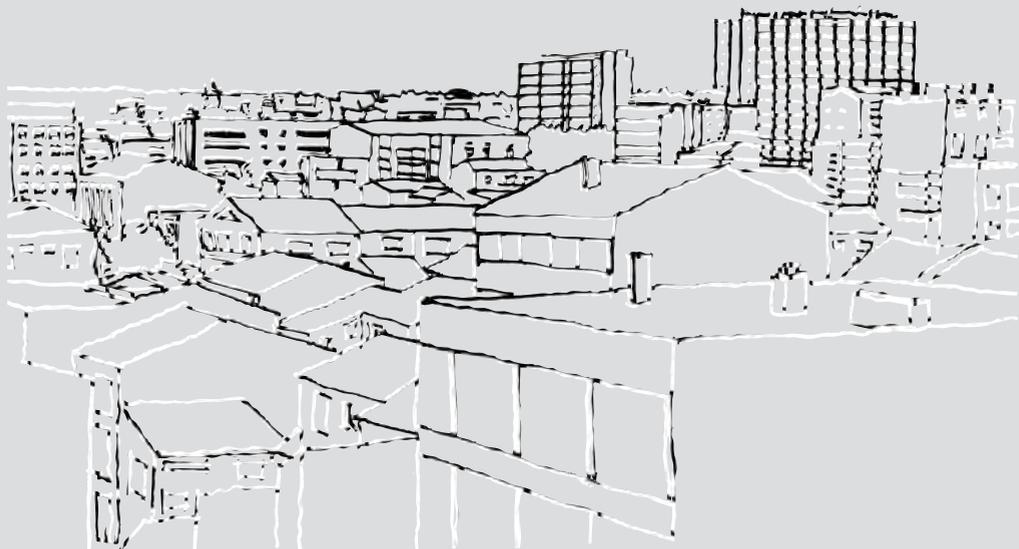
Tél. : 93 35 39 516 - Fax : 93 35 03 300

e-mail : atneu@redestb.es

Site : [://www.noubarris.net/ateneu](http://www.noubarris.net/ateneu)

« Quand on a vingt ans à Nou Barris, qu'on fait de trop rares petits boulots, qu'on est donc sans argent, au quotidien, il s'agit d'abord de tromper l'ennui. Le jonglage, c'est donc un jeu au départ. Mais commencer à jongler à l'Ateneu, c'est se donner la possibilité de rencontrer des personnes de bons conseils, peut-être entrer dans un groupe qui ne vous lâchera plus. C'est aussi la possibilité d'avoir un lieu d'entraînement. Au sein d'un groupe, il existe toujours une certaine émulation. Le jeu devient un peu plus sérieux, on s'applique, on se surpasse, et pour finir sous le regard des autres, on commence à maîtriser son art. »

Un habitant du quartier Nou Barris





Les “quartiers artistiques” dans la revitalisation urbaine

Source : “Les espaces d’art contemporain
dans la revitalisation urbaine”
Traductrice : Solange Bazely
Rédacteur : Bruno Colin - OPALE

Parmi de multiples exemples relevés en Europe et aux États-Unis, le réseau TEH (Trans-EuropeHalles) est cité par Jésus-Pedro Lorente, professeur de Muséologie du département d’Histoire de l’art de l’Université de Zaragosse, comme témoignant d’une tendance actuelle, significative et intéressante, à l’ouverture de centres d’art expérimentaux et indépendants, capables d’associer création et diffusion artistique et de produire ou de s’inscrire dans des processus de revitalisation urbaine.

Dans son article “Foyers artistiques de revitalisation urbaine, espaces pour le syncrétisme”, introduisant un ouvrage collectif “Les espaces d’art contemporain dans la revitalisation urbaine”, l’auteur évoque quelques principes généraux sur la contribution de l’art et des artistes dans les processus de régénération. Entre les initiatives indépendantes d’artistes et les actions planifiées par les pouvoirs publics, une voie prenant en compte ces deux mouvements, ascendant et descendant, reste à promouvoir.

L’art dans la régénération urbaine : quelques conditions de réussite

Face à l’état d’abandon de certains immeubles, le point de vue de “l’architecte” sera de produire un changement d’image des espaces urbains dégradés grâce à de nouvelles constructions de style très contemporain, des installations d’œuvres d’art dans des lieux publics, voire la création d’un musée ou centre d’art. Mais quand ces transformations réussissent, l’attractivité du site peut aboutir,

via des augmentations de loyer par exemple, à un rejet progressif des populations à faibles revenus vers d’autres zones urbaines, transportant ailleurs les problèmes.

Pour s’attaquer aux causes de la dégradation, et pas seulement à ses symptômes physiques, les cabinets d’étude ont fait appel dans les années 80 aux “économistes”. Il ne suffit plus de réhabiliter des espaces et de créer des centres culturels, il faut construire autour d’eux des installations susceptibles

d'attirer des visiteurs et des travailleurs : magasins, centres commerciaux, nouvelles entreprises du secteur tertiaire. Mais ces orientations n'ont pas toujours été validées. Des centres d'art contemporain dans des quartiers portuaires ou industriels ont certes connu une affluence touristique, mais dans d'autres cas, des théâtres ou centres culturels dans des quartiers populaires ont été des échecs, des agressions contre les piétons ou les véhicules donnant mauvaise réputation au secteur.

Ces dernières années, c'est le "**sociologue**" qui est intervenu pour élucider les raisons déterminant là un afflux de visiteurs, quand ailleurs le site est déserté et devient un nid de vandalisme. Le facteur essentiel repéré est le suivant : une résistance se fait jour dans le quartier contre les visiteurs de l'extérieur, quand le projet de réhabilitation a été mené sans faire appel à la participation des diverses composantes sociales et communautaires de la population locale, de manière à ce qu'elles puissent apporter leurs idées, collaborer par un engagement bénévole ou en bénéficiant d'emplois créés, par exemple pour l'entretien des nouveaux équipements.

Choisir un artiste local, auquel la population s'identifie, ou faire en sorte que l'artiste vive sur le site durant la création de l'œuvre urbaine en s'appuyant sur des valeurs reflétant bien la culture locale, permettre aux habitants de rencontrer l'artiste et échanger avec

lui, sont autant de stratégies qui ont fait leurs preuves.

Mais les chances de succès d'un projet de rénovation urbaine augmentent encore quand, sur le quartier, des **dynamiques artistiques** et culturelles sont en place, et améliorent la qualité de la vie. Les vocations artistiques qui naissent et s'épanouissent, les magasins de matériel pour artistes qui réouvrent, des hangars ou garages qui se transforment en lieux de répétition pour des musiciens ou des comédiens, en théâtres ou centres culturels pluridisciplinaires... sont autant d'indicateurs d'évolution. Le quartier prend une dimension artistique, et l'on peut bientôt y trouver d'autres magasins en relation avec la culture des jeunes, des disquaires, des cafés organisant des expositions et des spectacles...

Plus qu'une seule modification du bâti, c'est un changement d'atmosphère qui s'est produit sur le quartier, propice au renouveau.

Bien que d'après les politiques, il paraisse nécessaire de planifier la réhabilitation physique pour engager la revitalisation économique, sociale et culturelle, on s'aperçoit à l'expérience que quand des quartiers dégradés peuvent attirer des artistes et se convertir en "quartiers artistiques", ils amélioreront peu à peu, de façon modeste mais continue, leur apparence physique, leur économie puis leur vie sociale, tout cela en conservant leur personnalité, et ce sans "interventions radicales modernisantes".

Processus ascendants, descendants ou mixtes ?

Une présence artistique peut débiter spontanément par l'arrivée sur un quartier de jeunes "bohémiens", qui n'ont pu trouver logement et atelier dans les quartiers bourgeois, et se contentent de vivre dans de vieilles maisons d'ouvriers et de pêcheurs, de réutiliser les magasins ou les hangars industriels à l'abandon en les occupant, légalement ou illégalement.

Des commerçants les suivent et ouvrent des cafés à l'ambiance artistique, des magasins de design... Le quartier attire alors des curieux venus simplement pour passer un moment dans un bar ou un restaurant entourés d'artistes, puis s'ouvrent des galeries, s'installent des marchands d'art.

Au terme du processus, peuvent s'implanter des musées et des centres culturels.

D'autres schémas sont possibles, où le processus est inversé : se crée d'abord le musée, autour duquel se développe ensuite le commerce ; la présence d'artistes s'intensifie par la suite, enfin se créent des bars et restaurants. Une rénovation architecturale et économique graduelle s'est mise en place, sans que ne soient mises à l'écart les communautés du quartier.

Il y aurait ainsi, d'un côté un processus de "génération spontanée", échappant aux mains des planificateurs puisqu'il s'agit d'un mouvement de la base, dont les catalyseurs

sont des personnages bohèmes, rebelles, alternatifs, peu disposés à suivre les orientations des urbanistes et des politiques... d'un autre côté des programmes décidés par les instances de pouvoir.

Mais les artistes et les organisations à but non lucratif menant des interventions artistiques dans les quartiers sont aujourd'hui entre les mains des politiques. Elles ne peuvent survivre, jour après jour, que grâce aux financements des pouvoirs publics ou des fondations qui bénéficient de subventions ou d'exonérations fiscales concédées par les politiques au pouvoir.

Les initiatives issues de la base et les actions planifiées semblent donc interdépendantes, complémentaires, et devraient être associées pour assurer le succès des projets de régénération urbaine. L'accroissement des initiatives, notamment dans les friches urbaines, qui gardent leur indépendance tout en étant semi-publics, sont à la fois des lieux de création et de diffusion artistique, est l'un des signes de cette évolution.



La culture en tant que facteur de revitalisation urbaine

Source : "Culture et quartiers : concepts et références"
Rédacteur : Bruno Colin - OPALE

Jon Leonardo, du département de sociologie de l'université de Deusto à Bilbao, apporte une contribution aux travaux de "Culture et quartiers" sur le thème "Groupes sociaux et revitalisation culturelle des quartiers".

Abordant en premier lieu les quartiers en tant que réalité sociologique, il développe le rôle essentiel des quartiers dans la croissance urbaine de Bilbao, précise les notions de culture de quartier et de culture dans le quartier, pour terminer sur le rôle de la culture dans le développement urbain. Nous proposons ici des extraits de ce dernier point.

« La difficulté qu'il peut y avoir à mesurer l'art et à l'intégrer à un système productif ne doit pas nous pousser à le considérer comme une activité qui ne fait appel qu'à de nobles sentiments et à une sorte d'idéalisme suranné. La création artistique est l'un des meilleurs moyens de renforcer l'intégration citadine. L'histoire urbaine abonde d'exemples qui montrent que ce sont les villes les plus développées sur le plan de l'art et de la culture qui ont permis le plus grand épanouissement humain et

réduit d'autant le coût de la croissance urbaine. (...)

En ce qui a trait aux infrastructures physiques qui rendent possibles les activités culturelles et au rôle de ces activités dans la revitalisation urbaine, la polyvalence et l'accessibilité sont deux caractéristiques importantes à prendre en compte au moment de la conception des installations culturelles. C'est la seule façon de permettre la pratique simultanée d'un éventail d'activités et de rentabiliser les installations en les ouvrant au plus grand nombre possible de personnes. (...)

Il faut être intimement convaincu du rôle et de l'incidence bénéfique que la culture peut avoir sur la vie urbaine si l'on veut pouvoir améliorer les conditions de vie et le bien-être moral de la population.

Maintenant que la crise traversée par notre civilisation associée à la croissance quantitative a démontré la nécessité de donner à l'individu de nouvelles possibilités qui dépassent la logique du marché, on peut voir dans la création et le développement culturels un moyen de favoriser et de garantir une meilleure vie urbaine ; parallèle-

ment, il est clair que nous devons défendre le droit à la différence en tant que droit inaliénable de l'individu face à la logique normalisatrice du marché ; la différence que présuppose l'acte de création individuelle peut être considérée comme un moyen nécessaire de réassocier l'individu au groupe.

C'est uniquement en acceptant les différences et l'altérité que représente l'individualisation inhérente à l'acte de création, que l'on pourra créer une société unie, en paix avec elle-même, où l'espace ne sera pas une sorte de carcan imposé aux individus, mais le prolongement naturel de cet environnement humanisé qui va de l'époque du néolithique jusqu'à nos jours. »

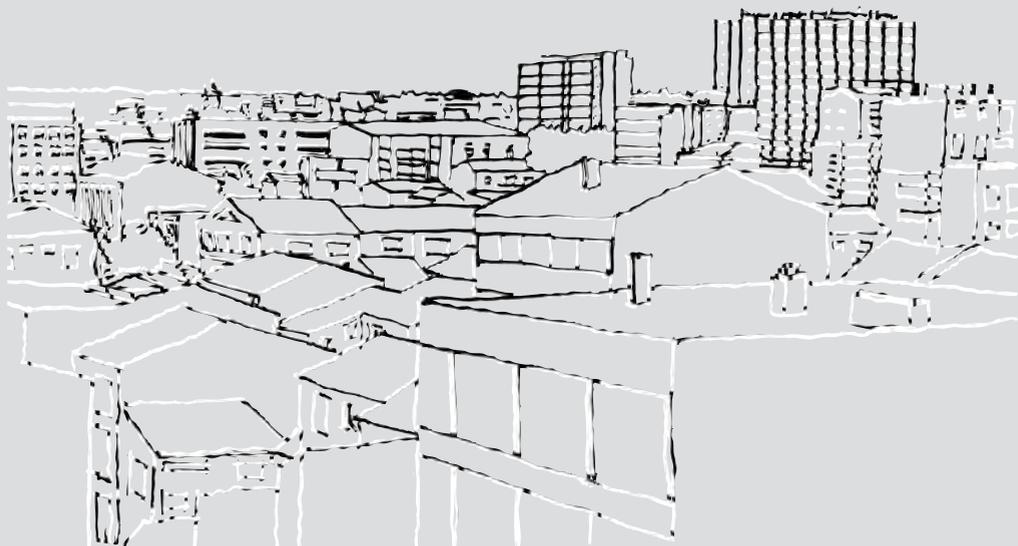


"Culture et quartiers"
Concept et références
Éditions du
Conseil de l'Europe

« Les politiques culturelles ont ceci d'utile qu'elles aident les gens à créer des espaces publics, sans pour autant se substituer à eux. La vie culturelle, publique par nature, peut donner un contenu et insuffler la vie à des espaces publics neufs ou anciens chargés de sens. La culture donne ainsi une âme à la ville. »

Giandomenico Amendola, Département de Sociologie Urbaine
École d'architecture polytechnique de Bari, Italie

Contribution à "Culture et quartiers. concepts et références", dans un article :
"Les espaces publics et la revitalisation des villes"



Construire le développement autour d'un équipement culturel



Le développement culturel peut se situer à la base du développement social et économique local. Dans ce but, des équipements culturels ancrés dans le territoire et le quartier mènent des opérations de sensibilisation et accompagnent l'évolution des pratiques culturelles en général et des pratiques artistiques amateur en particulier, dans une démarche de "proximité", en lien avec les écoles, les travailleurs sociaux, les groupes informels, les habitants.

□ □ □



Le Grenier à Sel de Trappes est un cinéma d'art et essai qui investit le champ de l'action culturelle en s'engageant dans des actions diversifiées : sensibilisation auprès du public et organisation de rencontres, formations et ateliers pour les animateurs, ateliers de création et de critique filmique pour les scolaires.



Le Volcan, au Havre est une Scène Nationale développant des partenariats multiples avec des associations du secteur rural, pour permettre à des allocataires du RMI ou des jeunes en formation de découvrir le spectacle vivant et leurs auteurs.



Le Triangle, à Rennes, est un centre culturel de quartier développant des actions d'envergure pour organiser la rencontre entre des artistes et la population, ouvrir des ateliers et lieux de répétition pour de jeunes compagnies locales.



Emmetrop, à Bourges, a investi une friche urbaine pour y créer un centre de ressources pour les cultures jeunes et les nouvelles technologies, un espace d'exposition, des locaux de répétition. De nombreux projets artistiques, initiés par l'association ou proposés par des habitants, sont accompagnés sur une longue durée et qualifiés.



La Friche La Belle de Mai, à Marseille, se présente comme un pôle urbain de structuration d'activités nouvelles, où se mêlent formations professionnelles, soutien à la création d'entreprises culturelles, groupement d'employeurs, espaces dédiés à la création, à la diffusion et à la pratique artistique. Le résultat de 150 emplois créés en cinq ans parle de lui-même.



LE GRENIER À SEL



Rédactrice : Johanna Couvreur - FAUT VOIR



Entrée d'enfants pour une séance spéciale "Un été au Ciné" au cinéma Jean Renoir/Le Grenier à Sel - Photo : Jean-Louis Viaud

Approfondir le rôle du cinéma et de
l'éducation à l'image
dans le développement local

Dans un contexte de concurrence accrue, un cinéma associatif développe la relation de proximité et investit le champ de l'action culturelle. La fréquentation augmente, et les liens avec les milieux éducatifs s'intensifient.

Le Grenier à Sel développe des interventions dans le cadre de l'opération "Un été au Ciné" (lire encadré). Catherine Trautmann dressera le bilan de ce dispositif national à Trappes en août 1999, dans un discours dont nous présentons plus loin des extraits.

ACTIVITÉS

Une salle d'art et essai qui joue de sa spécificité

Le cinéma Jean Renoir, classé "art et essai", est installé dans un ancien grenier à sel, dont l'appellation lui est restée. Seule salle de cinéma de Trappes, ouverte en 1980, le cinéma Jean Renoir - Grenier à Sel - fait face depuis quelques années à la montée en force de salles concurrentes et économiquement plus puissantes. Un cinéma Gaumont de six salles a ouvert ses portes à Saint-Quentin, attirant une bonne part du public jeune. L'ouverture d'un cinéma multiplexe UGC est par ailleurs prévue dans deux ans et représente une menace non négligeable pour des salles associatives.

Dans ce contexte, Le Grenier à Sel a renforcé ses spécificités, resserrant sa programmation autour de l'art et essai et développant le champ de l'action culturelle autour de démarches de sensibilisation, de créations et de rencontres. Il bénéficie, à cet égard, de la dynamique et de la gestion globalisée de l'Association Culturelle de Trappes (ACT), à laquelle il est rattaché.

Celle-ci, outre la gestion du Grenier à Sel, assure :

- la gestion d'une salle de spectacles de 1 000 places, la Merise, destinée au spectacle vivant, aux musiques actuelles et aux spectacles pour enfants ;
- l'organisation de Banlieues'Arts, festival portant sur les pratiques artistiques en milieu scolaire.

ACTIVITÉS

Une salle de cinéma investit le champ de l'action culturelle

Le Grenier à Sel assure une programmation tout public favorisant la cinématographie franco-européenne. À cet égard, un travail en réseau avec les autres

salles de proximité du département a été engagé, comme c'est le cas avec la salle d'Elancourt.

Ce réseau travaille à la mise en œuvre d'une politique de proximité visant à renforcer le lien avec les publics qui fréquentent la salle. Trois grands types d'actions

**Des actions
pour le
public, les
enseignants,
les scolaires**

sont menées en direction du tout public, des jeunes et des enseignants et animateurs :

- actions de sensibilisation et de fidélisation en direction du tout public : publications, rencontres, festival sont destinés à établir un dialogue de qualité avec les pratiquants de la salle ;
- actions de formation et ateliers en direction des adultes encadrant les jeunes : des temps

de sensibilisation, de découverte et d'apprentissage sont proposés aux enseignants et aux animateurs en vue de préparer en amont les actions auprès des jeunes ;

- actions multiples en temps scolaire ou hors temps scolaire en direction des jeunes, de l'école maternelle au lycée : ateliers de création, projections, cours d'analyse dans des lycées.

"UN ÉTÉ AU CINÉ"

Lancée en 1991 par le Centre National de la Cinématographie, dans le cadre de la Politique de La Ville, la manifestation "Un été au Ciné" poursuit un objectif double, à la fois culturel et social. Fer de lance du programme annuel CinéVille, "Un été au Ciné" se déroule en juillet-août sur l'ensemble des régions françaises et touche près de 400 000 spectateurs.

"Un été au Ciné" s'articule autour de quatre volets complémentaires :

- Les séances spéciales (près de 200 en 98). Elles mettent en présence les créateurs d'un film (réalisateurs, comédiens ou techniciens) et le public, dans le cadre d'un débat organisé à l'issue de la projection.
- Les ateliers (230 en 98). Ils permettent aux jeunes, sous la conduite de professionnels, de découvrir, pratiquer, approcher les techniques de l'image, du son, de la critique, du montage, du costume...
- Les séances de cinéma en plein air (160 000 spectateurs en 98). Elles sont gratuites et ouvertes à tous les publics. Ce sont des soirées familiales au cours desquelles des films grand public sont projetés sur des écrans géants installés au cœur des cités.
- La tarification (150 000 contremarques utilisées en 98). C'est une incitation estivale à se rendre au cinéma pour y voir le

film de son choix. Tout jeune de moins de 25 ans peut obtenir une réduction de 10 F sur le tarif réduit pratiqué par la salle.

"Un été au Ciné" est baptisé "Vacances au Ciné" à Mayotte, en Martinique et en Guadeloupe. "Vacances au Ciné" offre aux publics d'Outre-Mer des œuvres cinématographiques auxquelles ils ont peu accès le reste de l'année et propose tout à la fois une ouverture sur le monde à travers le 7^{ème} art et un travail de réflexion sur l'identité des français d'Outre-Mer.

"Un été au Ciné" souhaite dynamiser toutes les actions culturelles cinématographiques, à travers un réseau de près de 4 000 partenaires qui se retrouvent autour d'une idée commune : le plaisir de l'image.

"Un été au Ciné" nous montre que le cinéma permet, entre amusement et réflexion, de s'ouvrir à la connaissance de soi et des autres.

"Un été au Ciné" apporte un soutien particulier au cinéma d'auteur et cherche à mettre en valeur des cinématographies encore peu diffusées (films du patrimoine, films du sud, courts métrages, documentaires).

Pour sa neuvième édition, "Un été au Ciné" s'est déroulé du 7 juillet au 31 août 1999.

OBJECTIFS

Une éducation à l'image

L'objectif est de proposer aux jeunes et aux adultes une "école de l'image", à l'heure où la télévision et une certaine frange de la production cinématographique ont tendance à "niveler et normaliser les désirs et les goûts". Solliciter

l'envie et la curiosité, former le regard, éveiller l'esprit d'analyse et de critique, faire découvrir des œuvres cinématographiques, véritables patrimoines culturels, explorer les univers imaginaires de certains films, la portée historique d'autres, tels sont les objectifs poursuivis par Le Grenier à Sel.

DÉMARCHE

Proximité, sensibilisation, adaptation, diversification

Le Grenier à Sel travaille selon une politique tarifaire préférentielle qui participe de l'effort de fidélisation des pratiquants de la salle. Les tarifs s'échelonnent de 14 à 35 francs, selon le type de programmation et d'action.

L'investissement dans l'action culturelle est un autre des pôles développés par l'équipe de la salle et vise à bâtir un dialogue qualitatif avec les spectateurs.

Rencontre avec Jean-François Laguionie, réalisateur du film "Le château de singes" - Photo : Jean-Louis Viaud



■ Actions tout public : construire un dialogue qualitatif

Elles se composent autour de quatre axes :

- publication de fiches relatives à chaque film programmé ;
- programmation de films et rencontres avec le réalisateur pour des films traitant de sujets de société : Maurice Dugowson a ainsi été invité pour "El Che", de même que Yamina Benguigui pour "Mémoires d'immigrés" ;
- ateliers "analyse de films" pour adultes une fois ou deux par an en partenariat avec le comité d'usagers de l'Association Culturelle de Trappes : un film du répertoire est projeté et l'après-midi est consacrée à son analyse en présence d'un professionnel ;
- organisation conjointe avec le Cinéma 7 d'Elancourt du festival "Polar dans la Ville" : des "nuits du cinéma", des soirées thématiques sont programmées ainsi que des rencontres autour de professionnels (techniciens, scénaristes, etc.) sont programmées. Exemples : cycle David Lynch ; rencontre avec Jean-Bernard Pouy, créateur et scénariste

Former les personnes relais dont l'action culturelle n'est pas la mission première de leur métier

du "Poulpe" et Jean Mieze, scénariste et acteur de "J'irai au paradis car l'enfer est ici".

■ Actions en direction d'enseignants et animateurs : relais et accompagnement des jeunes

Il s'agit, pour l'essentiel, de formations dispensées par la réalisatrice Dominique Aru de Viridiana Productions, qui réfléchit avec l'ACT aux modules à mettre en place selon les publics auxquels elles sont destinées.

■ En ce qui concerne les enseignants, ces formations développent deux approches : l'approche technique, historique et esthétique d'une part et l'approche thématique d'autre part (le polar fut le thème de 1998 et la rébellion le thème de 1999). Elles sont proposées dans le cadre de "Premiers Plans", action mise au point par Le Grenier à Sel et Ciné 7 d'Elancourt en direction des scolaires. Cette action intègre, depuis 1999, le dispositif national "école et cinéma", créé à l'initiative des ministères de la Culture et de la Communication et de l'Éducation Nationale (lire encadré).

■ En ce qui concerne les animateurs et travailleurs sociaux, ces formations se déroulent hors temps scolaire et s'intègrent dans le cadre des actions menées en direction des jeunes pendant les vacances. Elles visent à préparer les animateurs à leur rôle de relais et apportent une première sensibilisation à la construction d'un film. Ces formations s'étalent générale-

"ÉCOLE ET CINÉMA, LES ENFANTS DU DEUXIÈME SIÈCLE"

Ce dispositif vise à faire découvrir aux enfants scolarisés et à leurs enseignants (de la grande section de maternelle à la fin du cycle élémentaire) des films de grande qualité. Sur le département, les films proposés au sein du dispositif en 1999 sont : "Le roi et l'oiseau" de Paul Grimault ; "Le cirque" de Charlie Chaplin ; "Le magicien d'Oz" de Victor Fleming. Les enseignants s'engagent à assister aux trois représentations avec leur classe, pour la somme de 14 francs/enfant/film. Ces films sont également programmés en séance publique pour permettre aux enfants de venir les revoir en famille. En amont des projections, les enseignants ont la possibilité de suivre des journées de formations et d'assister à des pré-projections. Ils reçoivent également un document d'accompagnement relatif à chacun des films, "le cahier de notes sur...", qui leur permet de préparer la projection avec les enfants et de la prolonger par un travail en aval. Les villes de Trappes, Elancourt, les Clayes-sous-Bois et Achères participent à ce dispositif, coordonné au niveau départemental par Le Grenier à Sel.

"PREMIERS PLANS"

Projet créé en 1998, il correspond à la mise en réseau du Grenier à Sel et de Ciné 7 d'Elancourt en vue de proposer aux jeunes une autre approche du cinéma. En plus des films retenus par le dispositif "école et cinéma", Le Grenier à Sel propose des programmations supplémentaires selon les âges : des films d'animation pour les maternelles et des films d'auteur pour les collégiens et lycéens. Parallèlement, des films sont proposés aux adultes et complètent les formations dispensées aux enseignants.

ment sur 3/4 jours et sont soutenues par la DRAC.

D'autres formes de collaborations peuvent avoir lieu, notamment avec les enseignants sur la demande de ces derniers, soit parce qu'ils désirent emmener leur classe voir un film spécifique, soit parce qu'ils travaillent sur une problématique dont ils souhaiteraient une illustration filmique pour laquelle ils sollicitent les conseils de l'équipe du Grenier à Sel.

■ Actions en direction des jeunes : apprentissage et création

Les actions sont multiples et se distinguent suivant qu'elles se déroulent en temps scolaire ou hors temps scolaire.

En temps scolaire

L'action "Premiers Plans" regroupe l'essentiel des actions menées : en dehors de la projection des films, Le Grenier à Sel organise des ateliers en classe avec les élèves, afin de leur donner les outils nécessaires à la construction de leur propre jugement.



Par ailleurs, en 1998, le festival Banlieues'Arts a donné lieu à une collaboration cinéma/musique : des artistes sont venus travailler avec une classe de collège pour la mise en musique d'un court-métrage.

Hors temps scolaire

L'opération "Un été au Ciné" constitue le cadre d'intervention du Grenier à Sel. Plusieurs actions sont mises au point, parmi lesquelles :

- des séances spéciales permettant la rencontre avec des professionnels ;
- des ateliers de création.

Deux types d'ateliers de création sont mis en place. Le premier vise la création d'un film : en 1998, l'atelier a permis la création d'un court-métrage "la cité dans 30 ans" et en 1999, 5 films ont été réalisés par des enfants de 8 à 12 ans (lire encadré).

Un second type d'atelier est également organisé. Encadré par un plasticien, il porte sur le détournement d'affiches : Pablo Lopez et Claudie Gimeno ont ainsi accompagné le travail d'enfants de 6 à 12 ans en 1999. Les affiches ainsi recomposées feront l'objet d'une exposition dans le cinéma.

Vue du cinéma le Jean Renoir/Le Grenier à Sel
◀ Photo : Jean-Louis Viaud

ATELIER DE CRÉATION CINÉMATOGRAPHIQUE AVEC L'ASSOCIATION L'ABOMINABLE

Invitée par l'association Fraternité Mission Populaire de Trappes, l'Abominable est intervenue pendant huit séances dans un quartier de Trappes auprès d'enfants de 8 à 10 ans. Une vingtaine d'enfants a participé au travail de création. Celui-ci proposait une découverte de la musicalité et de la plasticité du cinéma par la réalisation de "films sans caméra", impliquant un important travail sur la matière : manipulation des pellicules, techniques d'exposition sans caméra de la pellicule, récupération d'images déjà tournées, etc. La mémoire des enfants par rapport à leur expérience cinématographique antérieure a été sollicitée tout au long de l'atelier : ont-ils été au cinéma ? Peuvent-ils décrire ce qu'on y voit ? Comment on le voit ?

La différence avec les autres langages visuels qu'ils pratiquent (télévision ou autres) ?

Le mouvement et le rythme de chacune des bandes de films ainsi réalisées ont été observés en projection. Les enfants les ont mises en relation et assemblées : cinq films sont nés de ces expérimentations. Ils ont fait l'objet d'une projection en plein air dans le quartier et d'une projection au Grenier à Sel.

Contacts :

Anne-Marie Cornu - L'Abominable
110, bd. de la Villette - 75019 Paris

Siège social :
30, rue Bernard-Jugault - 92600 Asnières
Tél. : 01 42 40 24 51 - Fax : 01 42 45 71 39

EFFETS

Une fréquentation accrue, des résultats pédagogiques

- Une sensibilisation effective des enfants ayant suivi les ateliers, qui ont acquis une capacité d'analyse accrue.
- La reconnaissance du Grenier à Sel comme partenaire culturel à part entière : les coopérations se multiplient : Banlieues'Arts intègre dorénavant un travail filmique avec les écoles ; l'IUFM va mettre en place des stages de formateurs de formateurs avec le concours du Grenier à Sel.
- Une capacité de partenariat et d'intervention élargie à l'ensemble du parcours scolaire, de la maternelle au lycée : à cet égard, le lycée Plaine de Neauphle a ouvert une option audiovisuel et cinéma dont Le Grenier à Sel

est un partenaire actif.

- Une augmentation sensible du nombre d'entrées : si Le Grenier à Sel a connu jusqu'à 60 000 entrées par an, l'effectif était redescendu à 19 000 du fait de la concurrence des autres salles et de l'ouverture de la salle de spectacle la Merise en 1992. La multiplication des actions de proximité et de sensibilisation a permis de faire remonter la fréquentation à près de 30 000 entrées par an.

Néanmoins, l'équipe du Grenier à Sel souhaite poursuivre les efforts pour continuer à bâtir et approfondir sur le long terme le travail de relais auprès des différents professionnels (travailleurs sociaux et services municipaux de la ville de Trappes).

BUDGETS

Gestion globalisée, projets diversifiés

Le budget d'action culturelle du cinéma Jean Renoir/Le Grenier à Sel s'élève pour 1999 à 372 kF autour de trois types d'actions :

- Les ateliers de formation élèves/enseignants : 171 kF
- Les stages Éducation Nationale et "école et cinéma" : 34 kF
- La programmation en réseau "art et essai/Jeune Public" : 127 kF
- La formation aux pratiques culturelles et artistiques/Festival Banlieues'Arts : .. 40 kF

Les recettes sont diverses selon les actions menées :

- Recettes propres (participation spectateurs ou élèves) : 104 kF
- DRAC : 99 kF
- Éducation Nationale : 2 kF
- Participation ACT (financement direct, mise à disposition de personnel) : 167 kF

La gestion de l'ACT est globalisée, aussi l'ACT perçoit-elle des soutiens financiers qu'elle ventile en interne selon les projets et selon les structures.

Ses partenaires financiers sont :

- La ville de Trappes.
- Le SAN de St-Quentin-en-Yvelines.
- Le Conseil général des Yvelines.
- Le Conseil régional d'Ile-de-France.
- La DRAC Ile-de-France.
- L'Éducation Nationale.
- La Politique de la Ville : Mission Ville et FAS.
- Les subventions directes "cinéma": CNC et Canal+.

Le Grenier à Sel

Laurent Galandon
Association Culturelle de Trappes
1, rue de l'Abreuvoir
78197 Trappes Cedex
Tél. : 01 30 69 16 70 - Fax : 01 30 62 93 06

Bilan de l'opération "Un été au Ciné"

Catherine Trautmann,

*Ministre de la Culture et de la Communication
Intervention à Trappes du 25 août 1999*

« **S'**il en était besoin, l'atelier de création plastique que nous venons de visiter, et les projections auxquelles nous venons d'assister, ne peuvent que confirmer l'exceptionnel intérêt de l'opération "Un été au Ciné". (...) »

Le cinéma est à la fois l'un des loisirs préférés des jeunes et un art majeur. Un art qui risquerait de disparaître sous le poids des enjeux industriels et commerciaux qui y sont liés, si par malheur, la volonté politique de le défendre venait à s'effacer devant ceux qui considèrent l'œuvre d'art comme une simple marchandise.

Le cinéma est un art populaire mais dont le coût d'accès éloigne des salles une trop grande partie de la population.

Le cinéma est un art qui procure d'autant plus de plaisir que l'on dispose des clés qui permettent d'en approcher les secrets.

Le grand mérite "d'Un été au Ciné" est justement de répondre à l'ensemble de la problématique que je viens rapidement d'évoquer.

Un été au cinéma présente à la fois un effort de médiation pour donner au jeune public des clés de compréhension, un effort financier pour diminuer les obstacles tarifaires et une défense de la création en valorisant des films de grande qualité.

Ainsi le volet politique tarifaire a permis cette année à 156 000 jeunes de moins de 25 ans de bénéficier de réduction tarifaire dans près de 400 salles pour le film de leur choix.

"Un été au Ciné" a aussi proposé des moments de pur plaisir cinématographique en rassemblant, à la tombée du jour, devant des écrans géants, 195 000 jeunes et leur famille.

Ce sont 18 000 jeunes qui, par ailleurs, ont assisté aux 218 séances spéciales qui leur ont permis de découvrir et d'apprécier des films d'auteurs français et francophones en compagnie de professionnels, heureux de partager avec des jeunes leur expérience et l'aventure de la création.

Enfin, plus de 3 000 enfants et adolescents, encadrés par des professionnels, ont participé à 283 ateliers de création. Quatrième volet de la manifestation, ces ateliers en constituent le volet le plus original car ils permettent aux jeunes d'apprendre à manipuler les outils et surtout de comprendre les bases du langage audiovisuel.

À Trappes et à Aulnay-sous-Bois, mais aussi un peu partout en France et dans les DOM-TOM, de jeunes réalisateurs ont ainsi participé à la vie de la Cité en filmant une fête de quartier comme en Aquitaine, en ravivant la mémoire des spectateurs d'un cinéma du quartier du Panier à Marseille ou en réalisant, comme les jeunes de Martinique, un reportage en République Dominicaine

Au-delà des chiffres qui font “d'Un été au Ciné” la première opération culturelle du dispositif “Ville Vie Vacances”, il est important de noter que cette manifestation génère de nombreux effets positifs.

“Un été au ciné” a notamment permis de constituer un réseau d'acteurs culturels et sociaux composés de professionnels, d'élus, d'animateurs de quartiers : plus de 3 000 partenaires qui ont pris l'habitude d'élaborer ensemble un programme et des actions. (...)

Par ailleurs, l'organisation de cette manifestation a entraîné la création de nouveaux emplois dont une cinquantaine d'emplois jeunes. Plus de la moitié des coordinateurs régionaux travaillent désormais toute l'année sur cette opération.

Enfin, le travail partenarial développé avec le ministre de la Jeunesse et des sports s'est concrétisé par la création de plusieurs brevets d'animateurs techniques de l'éducation populaire et de la jeunesse de médiateurs du cinéma connus sous le sigle BEATEP.

Toutes ces actions concentrées durant l'été avaient toutefois besoin d'un autre cadre pour s'ancrer durablement dans le paysage culturel, c'est pourquoi nous avons décidé, au début de l'année 1999, de lancer un nouveau programme intitulé “Ciné Ville”. Il permettra de poursuivre et de développer, tout au long de l'année, les actions entreprises dans la plupart des régions. “Un été au Ciné” deviendra ainsi le volet estival et festif d'une action annuelle construite en partenariat avec les ministères concernés, les collectivités territoriales, les associations et les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

Dès l'année 2000, 15 régions, dont la Martinique, devraient être concernées par cette action qui pourra être étendue à certaines zones rurales qui connaissent également des difficultés.

Nous fêterons l'an prochain, la 10^{ème} édition d'“Un été au Ciné”. À cette occasion nous prendrons de nouvelles initiatives pour donner plus d'éclat à cette manifestation qui à mes yeux revêt une importance égale à celle des

autres grandes journées ou fêtes organisées par le ministère de la Culture et de la Communication. Nous allons dans un premier temps réunir un jury national qui sélectionnera les meilleurs des films réalisés cet été par les jeunes des ateliers.

Cette sélection fera l'objet d'une édition en cassette qui sera mise à disposition de toutes les institutions participantes. Ainsi les jeunes d'Aulnay et de Trappes pourront découvrir ce que ceux d'Audincourt ou de Tarascon ont réalisé de leur côté et réciproquement.

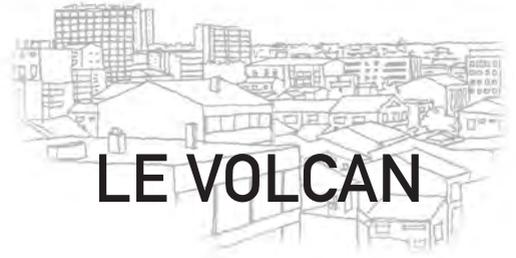
De plus, je compte réunir, sous une forme qui sera précisée ultérieurement, l'ensemble des partenaires, professionnels et bénévoles, qui assurent le succès de "Ciné ville" et d'"Un été au Ciné".

Ce bilan me confirme dans la nécessité de fédérer l'an prochain, autour de ce projet, encore plus de municipalités, encore plus de salles, encore plus de professionnels et bien entendu encore plus de jeunes pour qui le cinéma ne sera plus seulement un rêve. »

« Lorsqu'on arrive la première fois, c'est toujours avec ses bonnes idées et ses certitudes, sur l'exclusion culturelle par exemple. Pourtant les exclus ne sont peut-être pas ceux que l'on croit. Et si c'était simplement nous qui nous étions coupés d'un monde qui bouge, qui rêve, qui vit tout simplement ? L'une des plus belles idées des opérations autour du cinéma dans les quartiers, c'est de donner aux jeunes la parole, de tenter de leur communiquer (en le démystifiant) un moyen d'expression qui leur était jusque là inaccessible. »

Thierry Villeneuve,
producteur et réalisateur de courts métrages,
animateur d'ateliers d'écriture de scénario et de réalisation vidéo





Sources : Bilans d'activités
réalisés par Maryse Ricouard
Rédacteur : Bruno Colin - OPALE



Le Volcan, architecture/sculpture d'Oscar Niemeyers dans le patrimoine architectural d'Auguste Perret

Une Scène Nationale impliquée dans l'insertion

Le Volcan, Scène Nationale/Maison de la Culture du Havre, s'est engagé comme partenaire dans la mise en œuvre de parcours d'insertion pour des bénéficiaires du RMI et autres allocations (parents isolés...).

Avec un résultat annuel d'une centaine d'actions spécifiques d'accompagnement, plus de 2 000 billets d'entrée au spectacle délivrés, et ce en lien avec une trentaine de partenaires locaux impliqués, qui tous souhaitent la reconduction des actions au vu de leurs effets sur leurs publics... le bilan est globalement très positif.

PRÉSENTATION

Accompagner les publics vers les spectacles

Le Volcan est l'équipement culturel le plus important de la région Haute-Normandie. Sa vocation de diffusion (pluridisciplinarité) et de création (production théâtrale), offre un éventail large pour des actions de démocratisation de la culture. « *La ville du Havre et sa région sont économiquement sinistrées, et, depuis 1994, le Volcan a affirmé sa volonté de déployer une politique de communication et de relation adaptées en direction d'un public "dit en difficulté". Le Volcan est donc un élément de la*

chaîne d'insertion, un acteur dans le travail social, qui aide, à son échelle, à l'atténuation des inégalités qui ne sont pas, au Havre, un phénomène mineur. »

Depuis la saison 1995/1996, le Volcan a développé une action financée par la Commission Locale d'Insertion (CLI), nommée "Découverte du spectacle vivant et du milieu artistique", en partenariat avec la Cellule d'appui RMI. Le territoire couvert est celui de l'arrondissement de la CLI, comprenant Le Havre, Bolbec et Fécamp.

Cette action consiste « à renverser les préjugés liés au Théâtre, aux artistes, à réduire les différences culturelles et permettre l'accès aux œuvres de façon très simple en mettant à disposition des organismes partenaires (éducateurs, animateurs de l'insertion, des travailleuses familiales, des formateurs...) des mesures d'accompagnement basées sur le relationnel et la confiance. »

Pour les saisons 1998 et 1999, ce dispositif a été étendu, dans le cadre d'une opération complémentaire intitulée "Sensibilisation au spectacle vivant", aux jeunes de la

Rencontre au Volcan autour de la création théâtrale avec des RMIstes



formation professionnelle âgés de 16 à 25 ans n'ayant pas la pratique culturelle spontanée ni les ressources nécessaires pour assister aux spectacles. Couvrant la Haute-

Normandie, cette opération financée par le Conseil Régional au titre de la politique de la Ville a concerné 1 860 entrées aux spectacles sur deux ans.

OBJECTIFS

Démystifier le théâtre, élargir l'accès aux œuvres

- Réduire les différences culturelles.
- Aider à franchir les portes d'un équipement culturel public.
- Accéder simplement aux œuvres.
- Travailler sur la notion de plaisir en s'appuyant sur la mise en place d'une relation de confiance

avec les bénéficiaires et avec le personnel volontaire des équipes éducatives des associations.

- Sensibiliser aux spectacles professionnels.
- Travailler sur les notions de solidarité, d'engagement, de mobilité.
- Pour les promoteurs : travailler ensemble et trouver des consensus sur un projet commun.

PARTENARIAT

Tous les partenaires locaux de l'insertion et la formation

Les partenaires disposant d'un agrément RMI sont très diversifiés. On y trouve des foyers de travailleurs migrants, des foyers de jeunes travailleurs, une régie de quartier, les Restos du Cœur, des associations organisant des chantiers d'insertion (bâtiment, vélo,

métiers du sport, couture, aménagement environnement, création théâtrale, bateaux, bois, rénovation, patrimoine, etc.), des entreprises d'insertion comme Envie, l'Armée du Salut, des centres sociaux...

Pour le travail avec les jeunes en formation professionnelle, les partenaires sont également multiples : AFPA, GRETA, CEMEA, UFCV, Mission Locale, etc.

DÉMARCHE

Organiser la rencontre avec les techniciens et les artistes

La démarche développée et proposée aux partenaires sociaux par le Volcan fonctionne à partir d'in-

dications de contenus, d'objectifs correspondants à ces contenus, et de méthodes de travail.

Au niveau des contenus, sont prévus :

- visite de l'établissement,

- rencontre avec les équipes professionnelles du Volcan,
- rencontre avec les équipes artistiques (théâtre, danse, musique),
- travail sur la lecture et l'écriture à partir de textes d'auteurs,
- travail sur la connaissance du monde contemporain et de l'actualité par l'artistique,

Objectifs correspondants :

- dédramatiser le lieu, le théâtre, les spectacles, les artistes,
- provoquer un intéressement sur un auteur, un thème, une mise en scène...
- susciter le désir de voir un spectacle,
- découvrir l'ambiance caractéristique d'une salle de spectacle,
- savoir vivre l'après spectacle.

Au niveau des méthodes, le Service "communication" du Volcan se charge d'organiser des interventions dans les lieux partenaires, de présenter les activités. Il assume le relationnel et l'accueil. Les équipes artistiques, quant à elles, proposent les études de textes (lecture-écriture), accueillent les publics pour des rencontres formelles ou informelles, supervisent les visites de décors, maquettes, costumes...

Chaque personne assistant à un spectacle doit s'acquitter d'une participation à concurrence de 10 F afin de sortir de la gratuité totale. Cette somme appartient et est gérée par l'association partenaire. Elle servira à financer les places pour des personnes exclues du dispositif. Elle peut également servir à offrir un

spectacle hors dispositif. « *Cette disposition, si elle ne peut être rendue obligatoire, est fortement conseillée. Elle revêt un caractère essentiel dans l'objectif de la prise de conscience de l'engagement entre l'association et envers le Volcan.* »

Des indicateurs d'évaluation sont recherchés :

- nombre de spectacles vus,
- relevé des bilans des partenaires, et impact sur la demande de renouvellement de l'action,
- participation à la soirée festive organisée, rassemblant tous les bénéficiaires et les promoteurs ayant participé aux différentes activités. Ce sera le moment d'échanger des impressions.

À noter l'accent mis sur la facilitation des transports. Ceux-ci sont organisés, pour les retours à domicile, par convention avec le Groupement des Taxis du Havre. Ce dernier fixe un tarif forfaitaire en fonction des zones géographiques de la ville (plusieurs quartiers étant regroupés dans une même zone) et non en fonction du compteur. Les utilisateurs prennent en charge 50 % du prix de la course, et le Volcan l'autre moitié.

Enfin, un "bilan de fin d'action" est organisé au mois de juin, sous une forme amicale : sont regroupés les bénéficiaires des actions, des assistantes sociales, les encadrants, les élus locaux et départementaux, les fonctionnaires d'État et la presse. Un buffet est dressé dans l'une des salles du Volcan

Un suivi attentif, de la préparation à l'évaluation

après un spectacle « *et c'est l'occasion pour les bénéficiaires et les financeurs de faire connaissance et d'échanger leurs impressions sur les spectacles de la saison.* »

EFFETS

De nouvelles pratiques culturelles

Le contact humain, premier élément déclencheur

■ Un effet sur la fréquentation globale de la Scène Nationale

Sur la saison 98/99, le public en difficulté (jeunes sans ressources, demandeurs d'emplois de longue durée, familles à quotient familial bas, bénéficiaires du RMI, jeunes des quartiers excentrés) représente 13 % du public accueilli dans les salles de spectacles.

En ce qui concerne l'action "Découverte du spectacle vivant et du milieu artistique", les chiffres suivants sont annoncés :

- 38 partenaires,
- 81 actions d'accompagnement,
- 2 269 billets délivrés.

Et pour l'action concernant les jeunes en formation :

- 19 partenaires,
- 106 actions d'accompagnement,
- 1 861 billets délivrés.

■ Un effet qualitatif sur les parcours d'insertion et de formation

Chaque année, des notes de bilan qualitatif sont adressées par les différents partenaires à l'attachée relations publiques du Volcan, Maryse Ricouard, qui coordonne ces actions. On relève au travers des bilans des saisons allant de 1996 à 1999 des points communs, récurrents :



Maryse Ricouard, chargée du projet

■ La mobilisation des publics est liée aux rencontres humaines

De nombreux responsables d'associations notent que la participation à des spectacles a été très nettement motivée par les interventions directes de Maryse Ricouard auprès des personnes. Par sa "gentillesse", son "enthousiasme", le désir d'aller au spectacle naît spontanément.

Également, sont très appréciées les visites des coulisses et les rencontres avec les techniciens et les artistes, qui produisent un effet semblable, et permettent de "désacraliser" la Maison de la Culture.

■ L'accès au spectacle produit des effets de socialisation

Des associations partenaires constatent des effets perceptibles sur la dynamique de groupe. En permettant une rencontre, une soirée, une fête, en dehors du contexte du stage, il favorise la création de liens entre les stagiaires. Les sorties donnent souvent lieu à des discussions, des envies d'en savoir davantage sur l'œuvre, l'auteur, le metteur en scène, etc. Un phénomène d'émulation amène de nouveaux stagiaires à aller au spectacle, après avoir constaté l'enthousiasme de ceux qui

s'y étaient rendus une première fois.

Sur le plan individuel, l'action sollicite le sens de l'organisation (pour les transports, la garde des enfants...) et a pu contribuer à l'amélioration de l'image de soi. Le fait de sortir, de rencontrer d'autres gens, de se faire plaisir, est devenu possible.

Dans plusieurs associations, les derniers bilans font état de participations accrues par rapport aux années précédentes, et des demandes spontanées apparaissent. Cette prise d'autonomie est encouragée. La mixité du public, lors des spectacles, permet de retrouver des connaissances rencontrées dans un autre cadre (dans le quartier, à l'école, dans une association, un centre de formation), évite le phénomène de l'isolement face à l'ensemble des spectateurs familiers des lieux, et est considéré comme très important dans un parcours d'insertion sociale. *« J'étais tellement ému de découvrir une vraie salle de spectacle, de me retrouver assis au milieu de cen-*

taines de personnes qui ne faisaient pas attention à moi. C'était la première fois que j'assistais à un concert dans une belle salle, j'avais les larmes... »

La sortie familiale au Volcan revalorise également l'image maternelle et crée des relations familiales "extraordinaires" : des femmes disent être fières d'y amener leurs enfants.

■ Elle déclenche des pratiques nouvelles

Dans certaines associations, la sensibilisation au monde artistique a suscité des demandes de jeunes de créer des ateliers d'expression. Ce qui a conduit par exemple, dans un FJT, à l'organisation de stages de théâtre et de danse (hip-hop, danse indienne...).

D'autres associations ont profité de l'occasion pour organiser, à partir des thématiques des spectacles programmés au Volcan, des débats sur des thèmes de société avec leurs publics. Et plus simplement, des associations relèvent une transformation de leurs rapports avec les publics : un service social peut tout à coup devenir, à l'issue de la fréquentation d'un spectacle, un "lieu de discussion et d'échange de points de vue".

L'expérience permet d'apporter à des responsables de formation des contenus qu'ils peuvent exploiter pédagogiquement, d'engager des débats parmi les stagiaires, offrir à certains la possibilité de se révéler sous un nouveau jour, ouvrir les esprits et les centres d'intérêt, renforcer la dynamique de groupe.

Femmes du quartier du Bois Bléville en visite au Volcan



Mise à disposition de billets d'entrée

L'essentiel du budget de ces opérations, financées par la Commission Locale d'Insertion, le Conseil Régional et la Caisse d'Allocations Familiales, correspond à la mise à disposition des associations d'insertion ou de formation de billets d'entrée aux spectacles, dont les prix sont établis sur la référence du tarif demandeur d'emploi : 50 F pour le théâtre et la danse, 60 F pour les concerts et récitals, 60 F pour les concerts symphoniques ou philharmoniques.

Les subventions couvrent également :

- le coût du retour en taxi, si besoin, pour la moitié du prix de la course,
- le bilan de fin d'action au mois de juin.

À ces budgets spécifiques, doit s'ajouter une valorisation des moyens mis à disposition par le Volcan, et pris en charge sur les budgets annuels de fonctionnement de la Scène Nationale, par convention avec la Ville, la Région et l'État.

Sont en effet mobilisés :

- l'intégralité de la masse salariale de Maryse Ricouard, attachée de relations publiques (contrat à durée indéterminée), concepteur et porteur de projet, chargée de ce secteur à 100 % de son temps,
- des interventions de Florence Gamblin, dramaturge, assistante de mise en scène, rédactrice des dossiers pédagogiques et intervenante dans les associations,
- des honoraires d'intervenants : stages d'analyse filmique, stages de pratique théâtrale, lectures de textes d'auteurs contemporains par les comédiens,
- des interventions de comédiens qui font l'objet d'une ligne contractuelle lors des créations théâtrales du Volcan, et d'un contrat moral entre le Volcan et les équipes artistiques des spectacles accueillis,
- des frais généraux, comportant une part de charges de fonctionnement et des frais de communication inhérents à ces actions (téléphone, photocopies, frais postaux, assurances, déplacements, location de voiture).

Le budget de fonctionnement simplifié sur l'année 1999 peut donc être présenté de la manière suivante :

Charges Le Volcan :	370 kF	Participation du Volcan :	370 kF
Rémunérations chargée de projet et intervenants artistiques :	310 kF		
Frais généraux :	60 kF		
2 300 billets allocataires RMI, API et CDR :	125 kF	Commission Locale d'Insertion : ...	180 kF
900 billets jeunes en formation : ...	50 kF	Conseil régional (sur 1 an) :	60 kF
Frais divers (taxis, cartons d'invitation, documents pédagogiques, journée de bilan, consommations offertes) :	85 kF	CAF :	20 kF
TOTAL :	630 kF	TOTAL :	630 kF

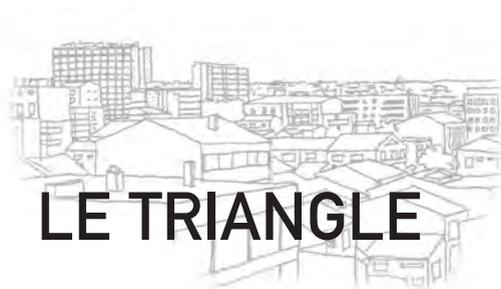
Le Volcan

Espace Oscar Niemeyer
BP 1106 - 76063 Le Havre Cedex
Tél. : 02 35 19 10 10 - Fax : 02 35 19 10 00
Site : www.infoceane.com/levolcan

« Dans l'ensemble le spectacle m'a intéressé, je trouve que c'est un bon moyen de dénoncer les problèmes de la société dans laquelle nous survivons. »

Une résidente du Foyer FJT après un spectacle du Volcan





Rédacteur : Luc de Larminat - OPALE



"Je voudrais changer mon quartier", réalisation Joël Hubaut à partir des idées, des désirs... des habitants du Blossne

Un centre culturel dans le quartier pour préparer la **médiation** entre artistes et populations

Le Triangle est le nom du centre culturel situé dans le Blosne, quartier sud de Rennes. Il est géré par une association du même nom créée en 1972, qui après 13 ans de négociation et de discussion avec la municipalité a décidé de construire ce nouvel équipement dans le quartier. Depuis son ouverture en 1985, le Triangle défend l'idée d'une médiation artistique exigeante comme ferment du lien social. Il parie sur des démarches singulières et originales pour aller à la rencontre des habitants du quartier et au-delà de toute la ville.

ACTIVITÉS

Croiser la création et l'expression

Deux domaines artistiques sont privilégiés : la photo et la danse.

L'action du Triangle peut se décliner schématiquement en deux grands axes : l'un correspondant au travail autour de la diffusion et des ateliers d'expression... l'autre se présentant comme une invitation faite à des artistes (sous la forme de la "commande") à intervenir sur le quartier. Leur projet est négocié avec l'équipe du Triangle, leur travail doit se faire en lien, doit prendre corps avec le territoire qui les entoure : le Blosne.

Le Triangle cherche, le plus souvent possible, à opérer des décloisonnements : entre ces deux grands axes d'actions, entre les pratiques amateurs et professionnelles, entre diverses disciplines artistiques. Les expériences se multiplient : théâtre en appartement, poésie, hip hop, ateliers d'écriture, spectacles en bas de tours, commande photographique... Son action autour de la danse lui a permis d'être labellisée "plateau de la danse" par le ministère de la Culture.

Le secteur "atelier" accueille près de 1 000 personnes habitant le quartier : école de danse, de musique, d'arts plastiques, de théâtre. Les jeunes compagnies de danse ont droit à un espace et à un accompagnement dans leur pratique.

Le Triangle aide les associations à mettre en place leurs projets et leurs manifestations, considérant qu'un tel soutien fait partie de ses missions.

Tenant compte de l'environnement global du quartier, le Triangle s'efforce d'intervenir partout, dans les secteurs sociaux ou éducatifs. Ainsi les 13 écoles du quartier du Blosne bénéficient d'interventions d'artistes au travers d'ateliers de pratiques artistiques, de classes culturelles et de jumelages construits avec les équipes d'enseignants. Il s'agit d'une médiation active et dynamique entre les œuvres, les artistes et les scolaires.

Chaque année de nouvelles actions sont mises en place. En 1999, le projet développé dans le cadre du contrat de ville se nommera "Ritournelles" (lire encadré).

Faire partager l'enjeu social de l'art

Le but est celui de tous centre culturel : faire se rencontrer des œuvres avec des populations. Pourtant, l'ouverture du Triangle en 1985 fit figure de véritable pari, celui d'une présence artistique « *dans un quartier stigmatisé par les sigles habituels de l'intervention sociale : DSQ, ZEP, ZUP...* ».

Au-delà de la présentation d'œuvres, il s'agit d'interroger les habitants du voisinage, de stimuler sa curiosité, de permettre des ren-

contres mais aussi de faire toucher à la population le sens de toute démarche artistique.

L'équipe du Triangle tient compte de la variété des univers culturels, des univers sociaux qui se retrouvent dans toutes les strates de notre société. Elle part du principe que quelle que soit notre origine sociale, nous rencontrons tous la même difficulté pour comprendre certaines œuvres. Mettre en débat l'esthétique (à travers l'art) est aussi une façon de vivre ensemble.

EXEMPLES D'ACTIONS CULTURELLES DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE : "RITOURNELLES"

Au café confort

Depuis septembre 1998, tous les samedi matin, sur le marché du Blossne, le triangle a installé une caravane au milieu des étals de fruits et légumes. À l'intérieur, il est proposé au spectateur des lectures de poésies d'auteurs "d'aujourd'hui", de toutes nationalités. Sur un quartier qui comporte de nombreuses communautés, il paraissait évident de proposer des lectures bilingues à la population. Dans cet espace de douze places, le spectateur peut découvrir pendant quinze minutes une proposition musicale ou poétique. « *Quinze minutes pour rencontrer un auteur, une écriture, une musique avec un artiste dans des conditions optimales* ». Chaque samedi, 40 à 60 personnes entrent dans le café confort, chaque année plus de 2 000 personnes le fréquentent.

L'instant "T"

Journal gratuit distribué exclusivement sur le Blossne, la rédaction en chef de chaque numéro est confiée à un artiste

qui s'efforce de faire collaborer les habitants. En règle générale, l'artiste propose un thème et recueille des textes et des avis (la récolte se faisant par courrier ou dépôt) à partir desquels il va faire œuvre littéraire, poétique ou plastique. Le journal est tiré à 8 000 exemplaires et déposé dans près de 6 000 boîtes aux lettres du quartier... comme un juste retour à l'envoyeur !

Je l'ai fait à la main

Gilles Mahé, plasticien, récoltera pendant plusieurs mois en 1999 des productions artisanales ou artistiques réalisées par des habitants du Blossne et les met en scène au travers d'une exposition et du journal l'instant "T". Dans ces productions « *figurent presque tous les types de formes qu'un groupe de gens représentatifs est capable aujourd'hui de produire de ses mains. Ce qui m'intéresse dans l'art que je pratique, c'est de tenter d'inventer des formules à partir du champ social et avec lui* ».

DÉMARCHE

Organiser la rencontre avec l'art

■ **Recouper les pratiques artistiques avec la diffusion et la création**

Le Triangle consacre une grande partie de sa programmation à la création contemporaine. Il s'agit de multiplier les rencontres dynamiques avec la population. Par exemple, pour la galerie où sont exposés les artistes, l'équipe propose systématiquement un accompagnement au public : rencontres, visites guidées, discussions...

Toutes les actions développées au Triangle se croisent : les ateliers avec les spectacles, les artistes en résidence et leurs œuvres avec les populations, les amateurs avec les professionnels, des travaux artistiques volontairement exigeants avec des choses plus facilement abordables...

Le Café Confort



Les actions doivent ainsi être liées car, prises individuellement, elles n'auraient aucun sens vis-à-vis de la mission globale du Triangle. L'action culturelle sur le quartier ne peut se faire en l'absence d'une diffusion artistique, et la diffusion ne peut être envisagée sans un travail souterrain d'aide à l'émergence des jeunes compagnies.

De même pour le travail en atelier : les participants doivent impérativement bénéficier de la diffusion. Recouper les pratiques artistiques avec d'autres pratiques telles que la présence au spectacle, la visite d'exposition, la participation à des rencontres... est nécessaire pour les enrichir et éviter l'enfermement.

■ **Organiser la création collective en interpellant les habitants**

Les artistes invités en résidence au Triangle vont essayer de faire œuvre collective avec les habitants du quartier, de créer une véritable rencontre. Il les interpelle :

■ un plasticien leur proposera de lui confier leurs propres productions, qu'elles soient l'expression d'une idée ou le résultat d'un travail artistique ou artisanal, afin de participer à l'élaboration de sa création à venir ;

■ un photographe demandera aux habitants de lui envoyer des photos de familles pour élaborer ensemble une exposition et partager leurs regards sur le monde.

« Nous voulons nouer des liens entre le Triangle et le quartier. Nous mettons en relation les habitants avec des artistes... tout cela

permet de tisser quelque chose, de se regarder, de se parler. Nous voulons inventer d'autres chemins pour faire surgir du quotidien la poésie qu'il recèle. » (Jean-Jacques Le Roux, responsable de l'action culturelle au Triangle).

Tout l'intérêt, mais aussi la difficulté de la démarche, réside dans le montage d'actions qui devront "mêler l'art au quotidien".

■ Faire émerger la poésie au quotidien

Depuis 1991, le Triangle a lancé un travail autour de la poésie. Fidèle à sa démarche, l'équipe pro-

QUE DEMANDE-T-ON À UN ARTISTE ?

« Je crois que la première et la seule chose que nous pouvons lui demander, c'est de faire naître une forme, d'inventer une forme qui n'existe pas et de la revendiquer. Il s'agit d'un travail sur le sens, sur les symboliques qui nous animent, une manipulation d'éléments spirituels, techniques, matériels...

Alors se pose la question du projet artistique de l'artiste, autrement dit que souhaite-t-il faire ?

■ *L'artiste choisit de travailler seul sa relation subjective au monde et d'en laisser trace au travers d'un travail de "laboratoire".*

■ *L'artiste choisi de travailler avec un public, d'ouvrir son processus de création à l'autre, de rencontrer un territoire et une histoire autre que la sienne.*

Je crois que les deux options sont pertinentes, ce qui nous intéresse, c'est la justesse, la pertinence de l'œuvre dans un cas comme dans l'autre... Il me semble qu'aujourd'hui c'est de cela qu'il s'agit, faire œuvre pour donner du sens. »

Jean-Jacques Le Roux

pose différentes actions correspondant à ses deux axes d'intervention, l'un autour de la diffusion et des pratiques, l'autre autour de l'invitation d'artistes : invitations de poètes, ateliers d'écriture poétique, spectacles, distribution, de poèmes sous toutes les formes...

■ Ainsi, environ 800 poèmes ont été écrits par les habitants.

■ Près de 5 000 poèmes ont été distribués dans les boîtes aux lettres.

■ Des poèmes imprimés au dos de cartes postales ont été attachés à des ballons puis lâchés dans le ciel... des cartes sont revenues, postées depuis Marseille !

■ Un numéro vert a été ouvert, et l'on pouvait y écouter chaque jour une poésie différente. Des milliers d'appels ont été enregistrés.

Suite à cette première expérience, il devenait évident qu'une demande de la part des habitants pour la poésie existait. Le Triangle poursuit donc l'aventure mais hors de l'équipement. Le marché du Blossne fut choisi pour installer un espace poésie dans une caravane, afin que la rencontre soit le fruit d'un geste plus volontaire, mais aussi plus quotidien. Ce sera le début du "Café confort", lieu entièrement dédié à la poésie.

EFFETS

Réduire l'écart entre la population et l'art

Au travers du travail réalisé autour de la poésie, nous obtenons un bel exemple de renversement de perspective en ce qui concerne le rapport entre l'offre et la demande de culture. Parties d'une proposition volontariste formulée par l'équipe du Triangle, les actions "poésie" ont abouti à une appropriation par la population du projet.

Il serait maintenant impossible de fermer le Café Confort. « *Nous ne sommes plus dans la proposition mais dans la gestion de l'accueil du public* ». De même, quand il est proposé lors d'une réunion HLM de lancer une soirée poésie, les gens n'ont plus peur de dire oui, d'en

discuter. Ce qui aurait paru absurde quelques années auparavant, fait désormais partie du quotidien du quartier. Ce champ littéraire n'est plus étranger à la population.

L'effet est également visible sur les autres propositions du Triangle. Selon les propositions artistiques, les habitants hésitent de moins en moins à répondre aux interpellations des artistes, à visiter les expositions. Des groupes d'habitants du quartier assistent régulièrement aux spectacles.

Son action autour de la danse permet au Triangle d'être un lieu de convergence, d'échange des pratiquants de danse hip hop. Les jeunes danseurs identifient dorénavant l'équipement comme un tremplin pouvant les accompagner vers la scène.

Enfin, la bibliothèque du Triangle est devenue la plus importante de Rennes, avec 300 000 prêts de documents par an. C'est l'un des nombreux signes montrant que par la qualité de sa programmation et de ses méthodes d'action culturelle, le Triangle attire des habitants du centre-ville et contribue fortement au désenclavement du quartier.

Exposition de Gilles Mahé
"Je l'ai fait à la main" - Photo : Hervé Beurel et Christophe Ledévehat



Relais locaux et politique de la ville

La maison des squares (association du quartier qui accompagne les projets des habitants), les collectifs habitants, le comité de quartier, le cercle Paul Bert Landrel, la mairie-annexe du Blosne, la bibliothèque municipale du Triangle,

le relais, Haxablosne (association qui gère les 6 lieux d'accueils pour les jeunes du Blosne), le centre social Landrel, le CEDAS, les groupes scolaires du quartier).

L'action du Triangle est fortement soutenue par le contrat de Ville de Rennes, par le FAS, la DRAC, la ville et l'OPHLM.

Un soutien dans le cadre du contrat de ville

BUDGET 1998 : 9 405 kF

Charges :

■ Achats :	1 659 kF
■ Services extérieurs :	2 324 kF
■ Frais de personnel :	5 101 kF
■ Divers :	321 kF

Produits :

■ Ville de Rennes :	5 342 kF
■ DRAC :	460 kF
■ ONDA-GACO-ADIA :	94 kF
■ Contrat de ville :	205 kF
■ FAS :	105 kF
■ OPHLM :	105 kF
■ Recettes congrès :	1 976 kF
■ Recettes spectacles :	174 kF
■ Participation ateliers :	642 kF
■ Divers :	58 kF
■ Résultat :	244 kF

Budget de l'action du Café Confort sur un an : 140 kF

■ Artistique (45 cachets à 2 kF TTC) :	90 kF
■ Matériel (entretien caravane) :	1 kF
■ Documentation (achat livres) :	2 kF
■ Frais de personnel (salaires gestion - administration) :	44 kF
■ Reprographie (programmes et affiches) :	3 kF

Le Triangle

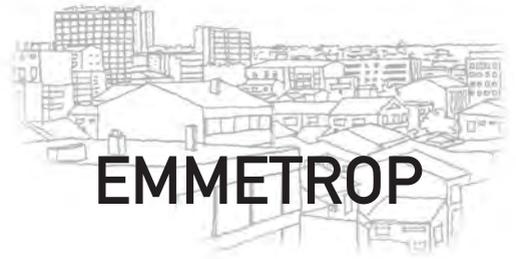
Christian Druart
 BP 2236 - Boulevard de Yougoslavie
 35022 Rennes Cedex 2
 Tél. : 02 99 22 27 27 - Fax : 02 99 22 27 33

« J'ai décidé de participer parce que je suis du quartier et que je l'aime bien et que c'est au Triangle. Et puis c'est quelque chose qui mobilise les gens du quartier. Quand je vois l'exposition j'ai envie de rencontrer plein de gens, de mieux les connaître, de savoir qui ils sont. Peut-être que les gens que je croise sur le palier et à qui je dis simplement bonjour font des choses géniales. »

Gwen Bougeard, habitante du Blosne
et participante à l'exposition "Je l'ai fait à la main",
organisée au Triangle à l'initiative de l'artiste Gilles Mahé

Relevé dans Ouest-France, septembre 1998





EMMETROP

Rédacteur : Luc de Larminat - OPALE



l'antre-peaux

Accompagner
la naissance et la réalisation
de projets artistiques

Fondée en 1984 par un groupe d'élèves de l'École des Beaux-Arts de Bourges, notamment Karine Noulette et Frédérique Marciniak, l'association Emmetrop développe une action culturelle pluridisciplinaire, en expérimentant de nouvelles démarches et méthodes d'intervention.

PRÉSENTATION

Friche urbaine et médiation

Emmetrop est installée dans une friche, nommée "L'Antre-peaux", dont le concept phare est la "médiation".

Médiation entre les quartiers et le centre-ville, entre les équipements culturels, entre le hip hop et la danse contemporaine, entre les générations, entre les cultures savantes et populaires, entre les expressions minoritaires et les institutions...

« Une friche ne travaille pas sur les mêmes champs que les Scènes Nationales. Elle se doit d'être aux avant-postes, sur les pratiques émergentes »

K. Noulette

Conçu comme un laboratoire aussi bien en ce qui concerne la création que l'action culturelle, le lieu "friche" doit toujours être une **tête chercheuse** fourmillant d'initiatives à l'intérieur comme à l'extérieur des murs de l'équipement... C'est un tout.

L'Antre-Peaux est aménagé progressivement, depuis une dizaine d'années, en fonction des autorisations administratives d'occuper de nouveaux espaces, des négociations avec les élus locaux... Situé à proximité du centre-ville de Bourges, il remplit de multiples fonctions : lieu d'accueil et d'information, centre de ressource pour les cultures jeunes et les nouvelles technologies, ateliers, stockage, espace d'exposition dénommé

Transpalette



"Le Transpalette", trois studios de répétition musicale, studio de danse urbaine et hip hop, accueil d'un cirque, espace multimédia (labellisé Espace Culturel Multimédia), diffusion d'essais...

La **non-spécialisation** est revendiquée comme un outil visionnaire au service d'une action culturelle innovante et polymorphe.

Par exemple, l'espace d'art contemporain accueillant des artistes de renommée internationale, côtoie les amateurs de musiques actuelles et les danseurs de hip hop ou les acrobates de cirque.

Soutiens à l'initiative et la pratique artistique

Une friche culturelle autour des musiques actuelles, de l'art contemporain, du multimédia, des cultures urbaines

Les actions développées sur deux quartiers périphériques (Gibjoncs et Chancellerie) se font toujours en étroite relation avec les activités de la friche, comme **un va-et-vient entre la périphérie et le reste de la ville**. Ceci confirme le souci de mélanger les publics, d'inciter à la mobilité des jeunes, de combler l'absence d'équipements de quartiers (comme les studios de répétition et la salle de danse hip hop)...

Deux axes sont privilégiés :

- donner des outils aux habitants pour qu'ils organisent eux-mêmes leur projet culturel (matériel, conseils, espaces d'expression, information),

- leur offrir les moyens d'approfondir leurs pratiques artistiques.

Ces deux axes de travail passent par l'organisation de festivals et d'évènements (Cité Rock, Ziva, ...), des résidences d'artistes (Massilia sound system, Zebda, Accrorap, Claude Lévêque...), des sorties culturelles, des formations (Usina-son, antenne régionale Découverte Printemps de Bourges)...

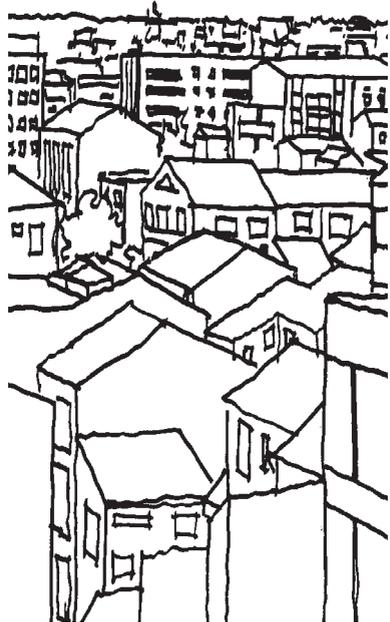
- Diverses interventions multidisciplinaires sur trois axes (diffusion, formation, création) sont montées au fil du temps : concerts, expositions, débats, éditions, développement des cultures jeunes, aménagements d'espaces urbains, formation de jeunes...

OBJECTIFS

Réconcilier l'art et la vie

À l'origine, un groupe d'étudiants des Beaux-Arts et quelques personnes issues de divers milieux artistiques (cinéma, musique, théâtre) décident de créer une association pour sortir du milieu préservé de l'école d'art, et expérimenter dans le quotidien un concept d'action culturelle où l'art et la vie sont en étroite relation.

Emmetrop part du principe que seule une action culturelle militante est efficace.



DÉMARCHE

**Du temps,
un phasage
progressif
et cohérent**

Des actions complètes, inscrites dans la durée

Un temps suffisant pour mener et monter des actions et des projets de qualité est requis : cette notion intervient dans la gestation des activités comme dans la planification des différentes phases. Pour l'organisation d'une résidence par exemple, le choix des artistes se fait avec les jeunes, par étapes : connaître son travail, le rencontrer, monter un projet en commun... ce qui peut prendre plusieurs années si nécessaire.

Il faut aussi du temps pour que les habitants s'impliquent dans les projets, cette participation étant la condition de réussite.

Tout ne doit pas être planifié. Pouvoir être réactif à une idée, un projet non-prévu, est précieux.

■ La médiation pour parvenir à briser les tabous culturels

La friche est un concept facilitant l'abolition des barrières entre les cultures dites savantes et les cultures dites populaires.

L'installation d'un espace d'Art contemporain côtoyant d'autres pratiques artistiques et surtout sensibilisant un public peu touché par cet art participe de l'idée-force du décroisement. Il en va de même pour la coopération avec les autres équipements culturels de la ville visant à mixer publics et disciplines.

■ Qualifier les pratiques artistiques

Il s'agit d'aborder l'action culturelle par le biais de l'ensemble des pratiques artistiques, savoir être à l'écoute des demandes, élaborer l'offre de manière conjointe avec les habitants du quartier et les utilisateurs de la friche.

Les pratiques culturelles existantes doivent être qualifiées par un travail en profondeur : organiser des ateliers, inviter des artistes en résidence, donner des informations adaptées...

EXEMPLE : LE RAP

La première étape consiste d'abord à répondre à la demande préalable d'organisation de concerts, puis approfondir la connaissance du sujet (données historiques, musicologie... sur le rap mais aussi la musique en général), enfin ateliers musicaux, atelier graff, avec invitations d'artistes...

Dans un second temps Emmetrop met en place des ateliers de répétition, des mises à disposition de studios de répétition, met en relation des musiciens avec des chercheurs de l'Institut National de Musique Électroacoustique... Ensuite une autre étape a été d'inviter des peintres pour travailler avec les graphes, puis des calligraphes pour (re)découvrir le pinceau, l'encre et pour certains leur écriture d'origine, enfin enclencher un travail sur la mémoire.

En parallèle de ce travail : visites de musées, utilisation des équipements de la ville (culturel et autres), et enfin pour ceux qui sont prêts, élaboration de projets culturels de manière autonome ou très participative.

Cohésion sociale, vocations professionnelles

- Une trentaine de jeunes répétant auparavant dans les caves de leurs immeubles se rendent désormais dans les studios de répétition d'Emmetrop et suivent des modules de formation.
- Des groupes de danse de pré-adolescents sont passés d'une activité informelle et ponctuelle de danse en bas de leurs immeubles à un véritable travail de répétition régulier dans une salle prêtée par Emmetrop.
- Une association, Non-Stop, a été formée depuis 1992 à organiser ses propres concerts dans le cadre de cité-rock (initiative du Réseau Printemps de Bourges pour amener les jeunes des quartiers à produire leurs propres concerts). Ils sont maintenant autonomes sur cette activité, gérant chaque année plusieurs concerts à Bourges et entraînant

avec eux de nombreux jeunes du quartier à les aider.

- Des groupes de jeunes rappeurs travaillent leurs créations avec un institut de recherche sur le son.
- Un nombre important de jeunes fréquentent maintenant les équipements culturels de la ville (musée, maison de la culture...). Exemple du spectacle d'Accrorap joué à la Maison de la Culture de Bourges après leur résidence à la friche : 900 personnes qui pour la plupart s'y rendaient pour la première fois.
- Des équipements socio-culturels de la région Centre s'inspirent désormais de la méthode de travail avec les jeunes sur le hip hop d'Emmetrop.
- Les habitants, qu'ils soient jeunes ou âgés, se sont maintenant complètement appropriés le Festival Ziva et participent à son organisation.

- Des artistes de renommée internationale, notamment d'art contemporain mais également en danse ou en musique, séduits par la démarche, viennent exposer, créer ou résider à la friche.



PARTENARIATS

Travailler en réseau et s'ouvrir à l'Europe

Les principaux partenaires sont la Ville de Bourges (culture, jeunesse, contrat de ville), l'État (contrat de ville, DRAC région Centre, DDJS, DDASS, PJJ), le Conseil Régional, le Fonds d'Action Sociale, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Caisse d'Allocations Familiales. Emmetrop est également partenaire du réseau Printemps, de la Ligue de l'enseignement, la FOL, la Féarock, la Fédurock, la Maison d'arrêt du Bordiot...

Emmetrop s'attache depuis des années à prendre des contacts avec un grand nombre de réseaux, toujours avec cette même ambition de **décloisonner** et de favoriser des échanges d'expériences et de confrontation d'idées.

Les partenariats avec des réseaux européens ont un large impact sur la formation permanente de l'équipe et l'élargissement de ses contacts artistiques (TransEuropeHalles, Banlieues d'Europe, réseaux d'espaces d'art contemporain alternatifs et émergents...).

BUDGETS

Politique de la ville et autofinancements

Budget réalisé 1998 :	3 022 kF
■ État (DSU, DRAC, DDJS) :	757 kF
■ Ville de Bourges :	297 kF
■ Emplois aidés :	749 kF
■ FAS :	90 kF
■ Conseil régional :	170 kF
■ Conseil général :	5 kF
■ Réseau Printemps :	152 kF
■ Divers :	77 kF
■ Autofinancement (adhésions, billetterie, buvette, prestations de services) : ...	725 kF

Emmetrop

26, route de la Chapelle
BP 6003 - 18024 Bourges
Tél. : 02 48 50 38 61 - Fax : 02 48 20 55 01
e-mail :
emmetrop.adsl.bourges@wanadoo.fr
Site : //perso.wanadoo.fr/emmetrop

*« Mieux comprendre les lointains
C'est d'abord creuser son terrain
Une conscience planétaire
Se nourrit aussi d'ordinaire. »*

Claude Sicre



« Marseille, par les hasards de la mutation urbaine et l'intelligence de l'exploitation immédiate d'une situation, a une opportunité extraordinaire : celle d'inventer une nouvelle forme de lieux populaires d'expression de la culture qui soit de nature à court-circuiter un certain nombre d'antagonismes : international-local, élitiste-populaire, éclectique-synergique, nomade-ancré, institutionnel-spontané. »

Jean Nouvel





LA FRICHE LA BELLE DE MAI

Rédacteur : Jean-Michel Montfort - FAUT VOIR



Fête de la musique 98 à la Friche de La Belle de Mai - Photo : Laurent Chappis

Démultiplier les effets de l'activité artistique sur le développement socio-économique

La Friche “La Belle de Mai” est un lieu de production artistique installé depuis 1992 dans l’ancienne Manufacture des Tabacs, au centre de Marseille. Des activités multiples s’y développent, tant dans les domaines de la création que de la diffusion ou de la formation professionnelle. À la clé : des créations d’emploi et un foisonnement d’initiatives citoyennes.

PRÉSENTATION

Culture et reconversion urbaine

■ La Friche “La Belle de Mai”

Occupant 45 000 m², la Friche est située dans le périmètre d’Euroméditerranée, opération de développement et d’aménagement urbain dont elle est un pôle d’urbanisme, d’activité économique et sociale.

La Friche est dirigée par l’association “Système Friche Théâtre” dont le président est l’architecte Jean Nouvel et le directeur Philippe Foulquié.

Deux producteurs culturels “historiques” de la Friche, entourés d’un conseil artistique, fondent les politiques artistiques du lieu : Philippe Foulquié, directeur de Massalia (Théâtre de marionnettes) et Ferdinand Richard, directeur de l’AMI (Aide aux Musiques Innovatrices).

Le projet de site conjugue les ressources du territoire : une volonté municipale durable, l’invention d’un équipement culturel autogénéré par des forces vives locales, un “germe de ville” mobilisant de multiples partenaires de la reconversion urbaine.

■ Le projet : inviter, connecter, créer, diffuser

La Friche se distingue d’autres lieux culturels et artistiques en mettant au cœur de son projet la socialisation du travail et des œuvres artistiques. Une double exigence fonde la démarche : la production d’œuvres et le croisement de tous les publics.

La “socialisation du travail artistique” repose notamment sur le potentiel de synergies et d’émergences imprévues qui résulte de la vie et de l’organisation de la Friche : une pépinière de 50 entreprises culturelles installées en permanence et de compagnies ou d’artistes invités. La transdisciplinarité est ainsi une cause et un effet du travail produit à la Friche.

La “socialisation des œuvres” est un objectif clairement affirmé : les créations de tous ordres participent volontairement d’une interrogation

Studio de répétition - Photo : © Laurent Chappuis



politique, culturelle et artistique sur les cultures vivantes et leurs rapports à la ville, à la citoyenneté et aux symboliques sociales.

Les œuvres, les spectacles ou les médias présents instaurent un rapport vivant aux publics avec le souci que ceux-ci soient acteurs de la culture et non consommateurs d'une offre définie sans eux.

Le "producteur culturel" est le personnage central du projet Friche. Ce terme renvoie à l'artiste proprement dit, mais aussi aux professionnels accomplis ou en devenir qui imaginent, inventent et innovent à partir de projets culturels.

Ici, l'artiste ne répond pas à des commandes : il dispose d'un espace, de temps, d'une logistique et de potentiels de confrontation et d'expérimentation à partir desquels son projet se réalise. La recherche et l'expérimentation artistiques interpellent le lieu autant qu'elles sont interpellées par lui. Elles produisent ainsi au cœur de la ville habitée des œuvres qui sont propres à éclairer le monde dans lequel nous vivons.

La Friche est présente à la fois dans tous les secteurs culturels de Marseille mais noue tout aussi bien des relations internationales. Elle tend à s'exporter comme un "Label-Friche Belle de Mai". L'arc méditerranéen est un espace de prédilection pour la Friche en synergie avec l'image et le rôle de Marseille.

■ La qualité de "friche"

Contrairement à bien d'autres lieux artistiques et culturels nécessitant des équipements sophistiqués et fixes correspondant à des finalités définies préalablement, l'intérêt de la friche industrielle de la Belle de Mai est de ne pas figer l'usage des locaux et des espaces. C'est donc en investissant des lieux ouverts et évolutifs, en éprouvant leurs qualités propres dont celle du "flou", que les artistes réagissent et nourrissent sinon leur propos artistique du moins sa mise en scène. Un nomadisme des créations dans l'espace-riche est ainsi rendu possible, donnant au lieu de nouvelles vies.

DÉMARCHE

Variété, mixité, professionnalités

La Friche est un "laboratoire" au sens où Système Friche Théâtre (SFT) explore les nouvelles problématiques de la culture que sont le multimédia, l'ouverture vers l'économie et les industries culturelles, la formation qualifiante, les relations culturelles internationales.

De même, SFT préfigure ou appuie des producteurs émergents de ces

nouvelles disciplines.

La Friche, par sa logique de fonctionnement en pôles interactifs - nés de complicités, de rapprochements et d'expériences - couvre un ensemble d'activités : les médias, la formation professionnelle des métiers de la culture, les NTIC, le développement de projets, la production, la création puis le développement d'entreprises culturelles.

Les rapports aux publics s'expriment dans une variété d'opportunités d'accueil et de mobilisation : le spectacle et les expositions bien sûr, mais aussi les stages, les ateliers, les formations, les fêtes, les interventions urbaines, les explorations et les tentatives d'artistes notamment avec des habitants dans les quartiers.

■ L'insertion dans un programme urbain et économique

Le pôle culturel de la Friche est une composante de la requalification urbaine de la friche industrielle, sur les plans de l'architecture et du patrimoine industriel conservé comme sur ceux d'une perméabilité et de circulations prévues avec l'environnement immédiat du quartier. L'organisation interne des îlots du site, qui a nécessité de longues études de faisabilité et d'implantations, va permettre d'articuler avec Système Friche Théâtre : les Archives municipales, le Centre Inter Régional de Conservation et de Restauration du Patrimoine, les réserves des musées de Marseille, un îlot dédié à l'industrie culturelle de l'audiovisuel et du multimédia.

■ Le développement urbain, économique et social

À partir des trois types d'occupations que seront à terme les présences institutionnelles, celle du marché privé et celles des structures culturelles et artistiques, les enjeux sont à terme de pouvoir développer de façon concomitante trois champs : celui

de la ville, celui de l'économie et celui du social et de la formation.

Le champ de la ville soulève l'enjeu du lien au quartier et à la ville, à la fois en terme de symbolisme mais aussi d'usages et de fonctionnalités, c'est la logique de "proximité".

Le champ de l'économie repose sur les opérateurs économiques que sont les couples artistes - producteurs ainsi que sur le pôle d'entreprises culturelles, l'installation d'industries culturelles et l'existence d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) dans les métiers de la culture.

Le champ social est concerné par une activité soutenue de formations proposées par les institutions, les artistes ou les structures culturelles implantées.

■ Les enjeux d'unité et d'animation du site

L'unité de projet global reposera sur une unité d'utilisateurs, une unité des espaces affectés et une unité de gestion des espaces publics. À cet égard, une fois attribués les espaces et installés les divers acteurs, le site de la Belle de Mai aura à renforcer son ancrage dans le quartier et la fréquentation publique du site, notamment en favorisant l'implantation de services de proximité comme pour rendre évidente l'appropriation des lieux et de leur usage par les habitants.

Utopie en cours de réalisation, la Friche "la Belle de Mai" témoigne d'une tonicité particulière de l'action culturelle lorsqu'elle relie une

« *La Friche s'inscrit dans un contexte de déclin de l'emploi stable... »*

Laurence Rouleau-Berger, sociologue

volonté de politique territoriale, l'expression des initiatives d'acteurs culturels multiples et la mobilisation des cultures vivantes. Inventer de nouvelles formes de

partage du travail, de nouvelles pédagogies et de nouvelles solidarités constituent probablement les dispositions nécessaires à l'entreprise commencée...

La Friche en quelques chiffres

- 150 emplois créés en 5 ans
- 300 personnes travaillant quotidiennement
- 36 millions de chiffre d'affaires global dégagé par l'ensemble des structures travaillant dans la Friche

Et chaque année :

- 700 artistes accueillis
- 30 000 heures de formations
- 80 000 visiteurs et spectateurs
- 450 événements de toutes natures

Près de 50 structures autonomes liées par la synergie du projet : théâtre, danse, musique, audiovisuel, arts plastiques, multimédia, développement de projet, formation, ateliers et entreprises de services.

BUDGETS

Tous les échelons territoriaux

Sur un budget 1998 d'environ 10 500 kF on trouve notamment en recettes :

- Subventions de droit commun : 60 % : 6 300 kF
 - Ville 44 % : 2 772 kF
 - Ministère de la Culture 35 % : 2 205 kF
 - Région 11 % : 693 kF
 - Département 9 % : 567 kF
 - Europe 1 % : 63 kF
- Subventions à l'emploi 9 % : 945 kF
- Prestations de services 6 % : 630 kF
- Politique de la ville 5 % : 525 kF
- Refacturations 4 % : 420 kF
- Divers 16 % : 1 680 kF

La Belle de Mai

19, rue Guibal - 13003 Marseille
e-mail : ami.stup@wanadoo.fr
Site : <http://www.lafriche.org.fr>

« La Friche la Belle de Mai poursuit un projet de connaissance interculturelle des métissages de la création, de la pensée et des phénomènes liés à l'intégration mondiale de la culture. Elle travaillera pour cela sur des projets de créations artistiques permettant de constituer des réseaux, visant ainsi à devenir un centre de référence sur la question de "l'inter culturel". »

Jean-Jacques Hocquard





Regard sur la Belgique



Bruxelles, avec huit autres villes d'Europe dont en France Avignon, sera ville européenne de la culture en l'an 2000. Pour cette ville multiculturelle, ce fut l'occasion de bâtir sur plusieurs années un programme de développement mobilisant l'ensemble des composantes de la population, et susceptible de donner à cette capitale européenne une identité nouvelle, forte et durable.

Le thème choisi pour Bruxelles 2000 étant "la ville", il nous a paru opportun de relever ici ses grandes orientations, les réflexions et méthodes qui ont présidé à son élaboration et sa mise en œuvre : une grande démarche de consultation, suivie d'un dispositif capable d'unifier une myriade d'initiatives.

Bruxelles/Brussels 2000

Une dynamique de développement à long terme sur le thème de “la ville”

Rédacteur : Bruno Colin - OPALE

Lors de la conception du Plan Régional de Développement par la Région de Bruxelles-Capitale en 1995, « *les acteurs impliqués ont estimé insuffisante l'attention consacrée au contenu du volet culturel de ce plan** ». De là est née l'idée de demander à la Ville de Bruxelles de poser sa candidature comme ville européenne de la culture, afin de lancer une dynamique et bâtir un programme d'investissement humain, culturel et financier à long terme.

En février 97, l'ASBL (Association Sans But Lucratif) “Bruxelles, ville européenne de la culture de l'an 2000” est créée par des représentants de la ville et des Communautés.

Après avoir opté pour le thème de “la ville”, Bruxelles 2000 va lancer une très large consultation auprès d'artistes, d'acteurs du secteur culturel, de chercheurs, d'hommes politiques. 350 personnes vont jouer un rôle actif, et 1 500 personnes participeront aux débats.

Procédé de consultation

Bruxelles 2000 devait en effet faire l'objet d'une appropriation collective. Il s'agissait donc d'interpeller tout le secteur culturel :

- 60 personnalités ont rédigé un texte “sur la manière dont elles observent et rêvent Bruxelles” ;
- des états des lieux ont été accomplis par des personnes reconnues au sein de leur secteur (musées, littérature, théâtre et danse, arts plastiques, cinéma, vidéo/nouveaux médias, architecture/patrimoine, musique classique/contemporaine, musique non classique, nouvelles formes d'art urbain), lesquels ont servi de base à huit grands débats ouverts à un nombreux public ;

- des groupes de travail spécialisés ont été créés sur des thèmes divers : infrastructure culturelle, multiculturalité et/ou interculturalité, culture urbaine, art et exclusion sociale, art et enseignement, vie associative, secteur jeunesse ;
- est répertorié « *un flux constant de propositions, remarques et suggestions spontanées émanant de toutes les catégories de la société* » ;
- chaque jour, des membres du groupe de travail rencontrent des artistes, des acteurs du secteur culturel, des chercheurs, des hommes politiques, etc.

* Les citations sont extraites du rapport de la phase préparatoire, établi fin 1997, et du premier programme de l'année 2000 édité à l'automne 1999.

Orientations : vie artistique, multiculturalité et développement social urbain

Les principaux objectifs sont de viser un impact durable des actions entreprises, impact non seulement culturel et artistique, mais aussi économique, social, urbanistique, touristique et éducatif... et de jeter des ponts entre les différentes parties de la ville pour retrouver une identité et une unité fortes : quartiers physiquement séparés à relier, mondes artistiques et socioculturels à réunir, communautés linguistiques et culturelles à associer...

Bruxelles 2000 va compter, parmi ses préoccupations fondamentales, « *la participation des habitants à la vie de la ville ainsi que la stimulation du sens civique et de l'action commune* ».

Pour se tourner résolument et positivement vers le futur, les conditions principales sont de restaurer une mémoire collective, et de s'ouvrir à toutes les cultures du monde, car cette « *confrontation avec l'autre, moteur de l'imaginaire et de la créativité, enrichit l'identité individuelle et amoindrit le risque de perdre cette identité.* »

Les objectifs de Bruxelles 2000 sont multiples, mais hormis le rayonnement culturel visé sur le plan international, les projets d'infrastructure, le renouveau de la vie artistique et la participation active des artistes à la construction de la Cité, la dimension sociale et le "droit à la culture" sont également portés au premier plan. Pour ren-

forcer le droit à la parole dans les quartiers défavorisés, il est indispensable de créer de nouveaux espaces de discussion où les contradictions, voire les conflits, puissent émerger au grand jour. Pour emprunter les termes d'un enquêteur : « *l'art est-il à même de créer des espaces de débat ? Des moments de rencontre dans notre société protéiforme ou polycentrique peuvent avoir une importance capitale. Des moments de tâtonnements, de confrontation, de réunion de choses très différentes et parfois inconciliables peuvent donner lieu à des expériences intenses qui génèrent brusquement plus d'énergie à un endroit. Cela nécessite pourtant un environnement spécial, un environnement qui pourrait bien être artistique.* »

Des priorités sont identifiées :

- infrastructure de qualité : des exemples prouvent que le développement des infrastructures entraîne une revivification socio-économique des quartiers ;
- apporter des modifications dans l'environnement visuel avant de changer les comportements ;
- favoriser le mélange des groupes de la population, en accordant une attention particulière aux personnes âgées qui sont souvent oubliées ;
- impliquer les acteurs de diverses disciplines et surtout les artistes et les écoles ;
- assurer une meilleure collaboration entre tous les niveaux politiques et investir de façon conjointe des moyens nouveaux et suffisants ;

■ un nombre restreint de projets pilotes artistiques et culturels de qualité dans des quartiers défavorisés sont plus efficaces qu'une multitude de petites initiatives, ils témoignent en outre d'une politique culturelle axée sur et concernée par la

population qui vit dans les quartiers défavorisés.

« Ces projets doivent instaurer un processus qui permette aux habitants des quartiers défavorisés de déterminer quelles initiatives il convient d'élaborer avec et pour eux. »

Démarche : une structuration et des cadres fédérateurs

Dans le but de réunir, dans une même et cohérente mosaïque, de multiples initiatives et événements, Bruxelles 2000 se construit autour de trois types de projets : des propres "propres", intégralement sous la responsabilité de l'organisation, des projets "en partenariat" avec d'autres organismes, des "projets tiers" dont la conception, la gestion et le financement sont totalement indépendants. Pour recevoir le label "Bruxelles 2000" et figurer dans le programme, ces projets tiers doivent répondre aux dix critères suivants :

1/ Répondre aux orientations et objectifs généraux de Bruxelles 2000

2/ **Qualité** : le projet sera-t-il de haut niveau artistique, sera-t-il exemplaire ?

3/ **Innovation** : le projet se traduira-t-il en un concept, une démarche et un développement innovateurs ?

4/ **Aspect éducatif** : le projet stimulera-t-il la participation active et favorisera-t-il la connaissance de l'art et des artistes ?

5/ **Accessibilité** : le projet ouvrira-t-il un meilleur accès aux activités culturelles et y amènera-t-il un plus large public ?

6/ **Impact/durabilité** : le projet sera-t-il susceptible d'avoir un impact sur la ville au-delà de l'an 2000 ?

7/ **Expertise** : le projet montrera-t-il une expertise suffisante en gestion et en utilisation rationnelle des ressources ?

8/ **Collaboration** : le projet témoignera-t-il d'une démarche commune et/ou visera-t-il à l'atteindre, à lutter contre la fragmentation, à créer de nouveaux liens ?

9/ **Viabilité financière** : le projet sera-t-il financièrement viable et rentable ?

10/ **Intérêt et pertinence** : le projet dans son intégralité est-il pertinent et est-il un facteur important, d'un point de vue stratégique, de stimulation de la vie culturelle à Bruxelles ?

Le budget prévisionnel est estimé à 1,4 milliard de francs belges (soit 860 MF), dont 70 % pour la programmation, 18 % pour les relations publiques et la communication, 12 % pour les frais généraux.

Les ressources doivent se composer de la manière suivante :

Subventions : 63 % (voir répartition en encadré)

Sponsoring : 21 %

Recette propres (coproductions, billetterie, ventes de publications et de produits liés au tourisme culturel, merchandising) : 14 %.

Ce budget ne comprend pas le sponsoring des médias, les mises à disposition logistiques de diverses instances, les propres

budgets de production des partenaires extérieurs, les dépenses liées aux infrastructures, les fonds versés directement par des instances à des initiatives lancées à l'occasion de Bruxelles 2000.

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS

- Ville de Bruxelles : 7 %
- Autorités fédérales : 17 %
- Communauté française de Belgique : 12 %
- Vlaamse Gemeenschap : 12 %
- Région de Bruxelles-Capitale : 6 %
- Commission communautaire française : 4 %
- Vlaamse Gemeenschapcommissie : 4 %
- Union européenne : 1 %
- Contributions d'institutions étrangères : 2 %

LES LIGNES THÉMATIQUES

Un large espace de participation et d'initiative a été ouvert aux acteurs culturels, économiques et sociaux de Bruxelles et des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour offrir une structure donnant sens aux 320 projets choisis (dont certains ont déjà débuté), et conformément aux idées qui avaient animé la phase préparatoire, six axes thématiques ont été définis. À travers ces cadres de programmation, nous relèverons quelques exemples de projets mobilisant la mémoire, la participation, la parole et la créativité des habitants.

■ **“Ville patrimoine”** mettra en valeur toutes les rénovations et réhabilitation du patrimoine archi-

tectural de Bruxelles effectuées depuis une dizaine d'années.

■ **“La ville en fête”** regroupera les manifestations festives et participatives mettant en relation artistes professionnels et amateurs. “Nourries de l'apport des différentes communautés culturelles, elles sont ouvertes au grand public, familles, enfants, et relie la périphérie au centre de Bruxelles.” Des musées s'associeront pour un parcours thématique, de nouveaux instruments de musique seront créés dans des écoles techniques. Des installations musicales seront réalisées dans les arbres du Parc Forestier d'Anderlecht, dont certaines par les écoles de la commune, le personnel d'entretien, des associations du quartier et les mai-

sons de repos. Des “Bals modernes” consistant à mobiliser des chorégraphes pour apprendre aux participants de courtes danses seront organisés dans les 19 communes. La “Parade Zinneke” de Printemps, pour laquelle un appel à projet aux associations, aux écoles, aux familles... a été lancé, sera un cortège multiculturel avec engins mobiles, marionnettes géantes, machines musicales, acteurs et danseurs, convergeront des cinq coins de la ville vers son centre.

■ **“Imaginer la ville”** permettra de se pencher sur le paradoxe d'une ville disposant d'un grand poids symbolique mais à l'identité vague et complexe. Cette recherche se fera au travers d'une lecture du passé artistique de Bruxelles et d'expressions autobiographiques des habitants. Manifestations littéraires, parcours thématiques et expositions

valoriseront les richesses du passé. Des témoignages d'habitants seront le matériau de fictions écrites ou filmées, de documentaires, de récits, de créations théâtrales. Les cultures des différentes communautés immigrées seront mises en scène. Enfin, « *les “nouvelles initiatives urbaines” attirent l'attention sur les cultures parallèles et les démarches d'artistes qui, œuvrant sur les friches et les espaces morts de la ville, passerelles jetées entre certains quartiers, “recyclage” de lieux urbains (gare ou ancienne piscine) en centres culturels, cinéma en plein air dans des quartiers désertés, ou festival international des cultures urbaines, hip hop, rap, breakdance...* »

■ **“Ville passages”** proposera des interventions artistiques dans l'espace public, pour “éclairer la cité d'un regard nouveau et insolite”. Le projet Wash in Town, par exemple, consistera à organiser des expositions, des rencontres ou des petits spectacles dans les wasserettes (lavoirs), véritables “réservoirs de mémoire collective” où l'on lave son linge en famille. Depuis octobre 1998, un groupe d'habitants se réunit pour des ateliers d'écriture et d'arts plastiques avec une plasticienne et des écrivains ; ils « *puisent dans la réalité du quartier pour inventer des personnages, faire parler des statues, mettre en mots un carrefour* ». Sur le thème “Bruxelles, qu'est ce que c'est ?”, 1 700 habitants ont rédigé une réponse. Cent trente textes lauréats seront édités dans un ouvrage agrémenté de contributions d'artistes,



Programme
Septembre 1999



J'Y SUIS RESTÉE DEPUIS

Entretien avec Leïla Houari, écrivain

Leïla Houari est d'origine marocaine et a passé la majeure partie de sa vie en Belgique. Son activité se partage entre l'écriture (journaliste pour la revue "Tribune Immigrée", textes pour créations théâtrales, co-réalisation de films, poèmes, nouvelles, romans...) et l'animation d'ateliers de création (ateliers théâtraux et d'écriture avec des associations travaillant auprès de jeunes ou de femmes).

Sollicitée par Bruxelles 2000 pour participer aux réflexions préparatoires, elle proposera par la suite un projet conçu avec le centre d'éducation permanente "Le Cactus", implanté dans un quartier populaire, et la compagnie théâtrale Dito Dito, structures qu'elle connaît bien pour avoir déjà travaillé avec elles. Le projet, nommé "J'y suis restée depuis", concerne le recueil de paroles de femmes, leur mise en scène et la participation des habitantes à la représentation d'un spectacle, qui se produira au théâtre "Le Tanneur". Le projet a été sélectionné et soutenu par Bruxelles 2000.

« Je travaille depuis longtemps avec "Le Cactus", afin de faire émerger une parole citoyenne, générer des rencontres entre les femmes, donner d'elles, au travers de leur expression, une image sortant des stéréotypes.

Le plus long et le plus difficile est de trouver un langage commun, grâce auquel on se comprend bien. Il faut être très correct, très clair sur les objectifs et la manière de faire. Je fonctionne surtout avec mon intuition, il s'agit d'être entière, honnête avec soi-même, et se mettre un peu en danger aussi, sinon ça ne sert à rien. C'est à chaque fois un travail d'écoute, qui doit s'adapter aux individus, où il faut se remettre en question et parvenir à dire, ensemble, ce que l'on a envie de dire.

J'assure une présence régulière dans le centre, tous les mercredis. Cette constance est importante, car les femmes ont besoin de savoir que vous, vous y croyez. J'apporte toujours un support, un livre ou un film, pour parler autour.

Le recueil de paroles se fait par des conversations, l'écriture, l'enregistrement, où se délivrent des récits et parcours de vie, et se révèlent souvent la coupure affective entre la vie à Bruxelles et le pays d'origine où réside la famille. Ces récits vont être transformés, en vérifiant avec les femmes que

leur propos n'a pas été trahi, pour aboutir à une représentation publique. Elle a eu lieu en juin 1999.

Avec Dito Dito, nous cherchons à ouvrir, à mêler des origines culturelles diverses. L'immigration marocaine est importante à Bruxelles, et les femmes ne souhaitent pas que l'on braque les projecteurs sur elles, que l'on retrouve l'image véhiculée par les médias.

La participation s'intensifie plus on approche du moment de la représentation, car tout à coup on s'aperçoit que l'on va parvenir à donner vie à ce qui jusqu'alors paraissait impossible.

Les spectateurs, dont des comédiens et des animateurs du centre, ont été très émus par ce premier spectacle. Le public et les participants se sont identifiés aux récits de vie des unes et des autres, à leur manière très concrète de gérer leur quotidien qui nous délivre de multiples enseignements. De jeunes étudiants résidant dans un autre quartier, après avoir assisté à la représentation, ont demandé à travailler avec les femmes pour la réalisation du spectacle qui prolongera cette expérience et se produira au théâtre des Tanneurs en septembre 2000.

Si l'on a su toucher le public, alors plus rien ne sera remis en question. La valeur de chacun, de sa personnalité et de son histoire, a pris corps et sens. »



d'universitaires et d'écrivains. Né d'une collaboration entre ATD Quart Monde, la Maison des Savoires et le Théâtre National de la Monnaie, "Les ambassadeurs de l'Ombre" sera un spectacle élaboré, au jour le jour, avec des familles parmi les plus démunies de la capitale, spectacle construit, d'après le metteur en scène Lorent Wanson « avec le tintamarre de la vie, avec des fanfares, des chants, des chorales et une multitude de petites histoires qui font la grande histoire de ceux qui, dans l'extrême pauvreté, subissent la violence d'un monde qui voudrait les ignorer. »

■ **"La Ville Laboratoire"** veut recréer un lien entre art et société. Des artistes seront accueillis en résidence, des groupes et univers éloignés seront mis en contact, tels amateurs et professionnels, expérience locale et rayonnement international... Des masterclasses autour de différents styles musicaux, mais aussi en théâtre et arts plastiques, aboutiront à des présentations publiques. Des "ateliers chorégraphiques" feront se rencontrer des chorégraphes contemporains et de jeunes amateurs de break-danse. Des ateliers d'écriture et de théâtre sont menés par des artistes et ouverts à des habitants, des comédiens amateurs, des animateurs des maisons de quartier pour développer l'exigence artistique dans le travail d'animation. Des projets artistiques sont prévus dans les écoles grâce à la présence régulière d'un créateur ou d'une équipe artistique tout au long de l'année. Des forums

de discussion et des travaux de création d'image et de textes sur Internet, dans les écoles et dans des maisons de jeunes, feront des nouveaux média des « *outils d'apprentissage à la créativité, au dialogue et à la démocratie. Des colloques et débats alimenteront la réflexion sur l'ensemble de la programmation Bruxelles 2000.* »

■ **"Ville et créations"** recherchera une rencontre nouvelle ou meilleure entre la création contemporaine et une partie du public jusqu'alors négligée, ainsi qu'entre artistes de renommée internationale et jeune création. Un accent particulier sera porté sur le nouveau cirque, la création musicale contemporaine, une programmation littéraire et théâtrale faisant la jonction entre les cultures latines et anglo-saxonnes, avec rencontres d'écrivains. Les arts plastiques et les médias ne sont pas oubliés.

S'inscrivent par exemple dans ce cadre le 8^{ème} Festival international du Théâtre-Action, où les spectacles, réalisés collectivement avec des habitants, « *touchent en profondeur à d'importants problèmes de société* », le Festival international de la Parole proposant des spectacles autour de lectures, contes et récits, et des ateliers d'expression orale menés par des professionnels et des amateurs.

On peut noter également des projections cinématographiques pour les enfants du scolaire, avec remise de dossiers pédagogiques aux enseignants, des ateliers de fabrication de films d'animation.

« Bruxelles 2000 peut être une occasion unique pour créer des liens et améliorer la communication entre les initiatives. Pour cela, il est nécessaire de tenir un discours clair dans lequel les différentes initiatives peuvent puiser pour se renforcer mutuellement grâce à une meilleure coordination et une meilleure connaissance mutuelle de leurs objectifs. Il est temps que chacun puisse se remettre en question, se “mettre sur le grill” ; il faut que dans un tel discours “grand et petit” fusionnent, que nous ouvrons les frontières entre les secteurs au profit d’une approche plus ouverte. »

Willy Thomas, de la compagnie Dito Dito



De nouvelles professionnalités et des coopérations renforcées



L'efficacité de l'action culturelle dans la ville et de ses effets sur le développement local se démultiplient dès lors que les professionnels locaux de différents secteurs sont associés à la réflexion et au montage des opérations et reçoivent des compléments d'information ou de formation adaptés. De nouveaux métiers apparaissent.

□ □ □



L'Association de Prévention du Site de la Villette, à Paris, a ainsi imaginé une formation expérimentale "d'agents locaux d'accompagnement culturel", le but étant de bâtir un processus de qualification dans le domaine de la médiation culturelle.



Le contrat de **Ville de Saint-Nazaire** a monté des groupes de recherche autour des problèmes concernant la jeunesse, afin de faire évoluer les pratiques professionnelles dans les domaines de l'éducation, l'assistance sociale, la prévention. Les interventions artistiques, pilotées par le **Théâtre Athénor**, permettent d'établir un rapport différent et une forme nouvelle de dialogue avec les populations.



Culture Commune, dans le Nord-Pas-de-Calais, est une association intercommunale de développement culturel qui initie depuis plus de dix ans des actions multiples de diffusion et d'ateliers de création dans le bassin minier. Dans le cadre de son projet "Petite enfance, enfance, famille", Culture Commune insiste sur les méthodes permettant de faire travailler ensemble, efficacement, les artistes, les acteurs culturels et les travailleurs sociaux.



La "Carnavalcade" de **Banlieues Bleues**, en Seine-Saint-Denis, se présente comme un événement autour duquel de multiples initiatives peuvent se fédérer. Elle détermine des partenariats très variés, tant avec des entreprises que des institutions comme l'Éducation Nationale, les services municipaux des 24 villes participantes, ou des associations culturelles et de solidarité. L'expansion des pratiques amateur est au bout du chemin.



APSV

Association de Prévention du Site de la Villette

Rédactrice : Johanna Couvreur - FAUT VOIR



Former des agents locaux d'accompagnement culturel

Le secteur formation de l'Association de Prévention du Site de la Villette (APSV) s'est vu confier une étude destinée à identifier un nouveau métier dans le champ de la médiation culturelle et à construire le dispositif de formation qualifiant qui l'accompagne. Sa mise en œuvre s'effectue dans le cadre du programme "Nouveaux services-emplois jeunes". Débuté en février 1999, ce programme est actuellement en cours de réalisation.

PRÉSENTATION

Identifier de nouveaux métiers

Au cœur d'un site qui regroupe des équipements culturels très diversifiés (Cité des Sciences, Cité de la Musique, Zénith...) et s'inscrivant dans un quartier populaire (le 19^e arrondissement), l'APSV a été créée en 1986 avec pour mission de concevoir et de mettre en œuvre une politique de prévention sur ce parc de 55 hectares.

Au service de cette politique, le secteur formation contribue à l'insertion sociale, économique et culturelle des jeunes de l'Île-de-France. Conçu comme un laboratoire d'expérimentations, il met en place des formations innovantes et qualifiantes sur des secteurs d'activités en émergence (lire l'encadré).

À l'heure où les emplois de médiation se multiplient et sont souvent associés à la notion de nouveau service, l'APSV s'est vu confier par la Délégation au Développement et aux Formations (maintenant Délégation au Développement à l'Action Territoriale - Ministère de la Culture et de la Communication), la réalisation d'une étude exploratoire afin d'identifier un métier de niveau IV (bac, bac +2) dans le champ de la médiation culturelle.

Le dispositif "Nouveaux services-emplois-jeunes" a été naturellement appréhendé comme une opportunité pour travailler à la mise en œuvre d'une recherche-action qui s'est orientée vers les directions des affaires culturelles des collectivités locales.

En amont, cette étude a révélé :

- d'une part que les collectivités locales (notamment les directions des affaires culturelles des villes), les associations para-municipales et les Groupements d'Intérêts Publics Communaux étaient les employeurs potentiels de ces nouveaux professionnels de la médiation culturelle ;
- d'autre part que ce nouveau métier devait :

- 1/ s'inscrire dans la prise en compte des diverses disciplines artistiques et culturelles présentes au niveau local (interdisciplinarité) ;
- 2/ privilégier le partenariat entre les professionnels de la culture et les travailleurs sociaux (intersectorialité) ;
- 3/ et enfin, se traduire par la création d'un poste à temps plein (inscription dans la durée).

L'étude a débouché sur la production d'un référentiel métier d'agent local d'accompagnement culturel et sur le référentiel de formation.

Un lien étroit avec les collectivités locales

Pour répondre aux attentes exprimées par les professionnels des directions des affaires culturelles partenaires, une formation en deux temps a été mise en œuvre :

- dans le cadre d'un projet local de développement, financé par le conseil régional d'Ile-de-France : formation en alternance avec 330 heures de formation théorique et trois mises en situation professionnelle de 5 semaines chacune dans trois villes différentes ;

- dans le cadre d'un emploi-jeune au sein d'une direction des affaires culturelles : formation en alternance avec 485 heures de formation théorique pour préparer le Brevet d'Etat d'Animateur Technicien de l'Education Populaire (BEATEP) d'agent local d'accompagnement culturel.

La conception de la médiation qui est ici en jeu vise à faciliter l'accès à la culture mais s'oppose

au simple acte de consommation culturelle. Elle cherche à faire en sorte que la rencontre avec les œuvres d'art et de culture fasse sens pour les gens et leur permette d'être ainsi davantage acteur de la cité. Dès lors, elle ne saurait se réduire à la seule transmission d'un savoir sur les œuvres mais appelle également à une mise en résonance avec la culture vivante des publics. Cette conception renvoie à la construction d'actions culturelles "avec" des populations (et non seulement "pour" ou "en direction de").

Les directions des affaires culturelles ont été repérées comme les lieux les plus pertinents pour l'inscription professionnelle de ces nouveaux professionnels de la culture, de par la globalité et la transversalité de leur approche de la médiation culturelle. La piste des établissements culturels, comme employeurs potentiels, a été écartée car inadaptée au niveau de la qualification de la formation et aux besoins de ces structures.

Parc de La Villette
Photo : © Arnaud Baumann



LES FORMATIONS DÉVELOPPÉES PAR L'APSV

Elles sont fondées sur l'identification, avec les professionnels des milieux concernés, de leurs besoins en professionnels qualifiés. Depuis sa création, l'APSV a ainsi travaillé sur des qualifications aussi différentes que : opérateur polyvalent en reprographie, assistant technique en décoration végétale d'intérieur, assistant technique d'équipements audiovisuels, opérateur en duplication et transfert audiovisuel.

OBJECTIFS

Ancrage territorial, accompagnement qualitatif

L'intitulé même de ce nouveau métier explicite les objectifs poursuivis. La notion d'agent renvoie au niveau de qualification professionnelle et désigne la mise en œuvre d'actions concrètes dans le cadre d'une politique définie par la hiérarchie. Local circonscrit le territoire de référence : celui-ci s'inscrit le plus souvent sur le territoire de la ville mais peut parfois s'étendre aux communes limitrophes (sorties, intercommunalité,...). L'accompagnement constitue quant à lui le noyau dur de la qualification professionnelle et renvoie à la nature essentiellement qualitative du métier. Il se situe à deux niveaux :

- accompagnement des publics en direction des ressources culturelles de la ville (démocratisation culturelle) et prise en compte et valorisation de leurs expressions culturelles propres (démocratie culturelle) ;

- accompagnement des professionnels des collectivités locales, notamment ceux de la culture et du travail social, dans leur prise en compte de la question des publics et de la médiation culturelle.

Enfin, le mot culturel marque le rattachement institutionnel du poste à la direction des affaires culturelles et défend une vision exigeante de la qualité artistique et culturelle des projets mis en œuvre.

LA NOTION D'ACCOMPAGNEMENT

« La notion d'accompagnement privilégie l'itinéraire et le fait d'être "à côté", elle oriente la perception que l'on a de l'autre et la relation que l'on va nouer avec lui. L'accompagnement culturel vise un changement qui concernerait à la fois les personnes, leur environnement, les pratiques culturelles et, dans certains cas, les rapports sociaux. Il tente de formaliser des réponses opérationnelles aux difficultés rencontrées dans les pratiques culturelles et, plus généralement, dans l'insertion de la cité. » - APSV

DÉMARCHE

Démarche participative, intercommunalité

- **La recherche-action, cadre d'engagement des différents partenaires**

La mise en œuvre de cette formation est le fruit d'un processus d'échange d'idées et de construction partagée avec les acteurs concernés.

C'est une réunion à Profession Banlieue (centre de ressources

basé à Saint-Denis) qui a initié l'hypothèse de travail de l'APSV en direction des collectivités locales. Après avoir rencontré une vingtaine de directeurs des affaires culturelles d'Ile-de-France sur leurs lieux de travail, l'APSV en a réuni une douzaine. Un référentiel métier a émergé de ces rencontres qui ont permis, dans un second temps, aux professionnels de valider le programme de formation.

Les professionnels ont ensuite négocié, au sein de leur collectivité locale respective, la budgétisation d'un emploi-jeune d'agent local d'accompagnement culturel pour le second semestre 99.

■ Méthode : une démarche participative

Convaincus que les idées ou approches novatrices sont acceptées dès lors qu'elles sont soutenues et cautionnées par les acteurs de terrain, les responsables de l'APSV ont développé une stratégie de travail et d'action tournée vers la collaboration étroite avec les "employeurs". Ainsi, si l'émergence d'idées est partagée avec les institutionnels au niveau central, les porteurs du projet ont veillé à ce que les employeurs s'approprient le projet et en deviennent à leur tour les porteurs au niveau local.

■ Déroulement : alternance pédagogique, intercommunalité, formation des jeunes et des tuteurs

Les jeunes ont été recrutés par les missions locales et des PAIO.

La première phase de formation a débuté à la mi-février 1999.

■ À l'occasion de chaque mise en situation professionnelle, les stagiaires ont été suivis par un professionnel-tuteur (souvent l'adjoint du Directeur des affaires culturelles de la ville).

■ Des temps de formation théorique en alternance ont permis d'aborder des enseignements en : médiation culturelle, environne-

ment institutionnel de la culture et du social, techniques de communication, micro-informatique, techniques documentaires, statistiques.

■ Des modalités de "régulation" ont permis d'envisager l'alternance de façon dynamique. Régulations collectives à la Villette pour faire le point sur les périodes dans les collectivités locales et les séquences de formation théorique ; régulations individuelles avec les jeunes et leurs tuteurs pour évaluer les acquis des stagiaires à l'issue des mises en situation professionnelle. Entretiens individuels avec l'équipe pédagogique ou avec la psychologue de travail associée en fonction des difficultés rencontrées et de l'orientation professionnelle.

La seconde phase de formation débutera à l'embauche des stagiaires en emploi-jeune.

La nécessité de former parallèlement aux jeunes les professionnels tuteurs a été diagnostiquée dès la phase exploratoire mais n'a pu être mise en œuvre. Le bilan réalisé avec les tuteurs, suite à l'arrivée des stagiaires dans leurs services, a été l'occasion pour ces professionnels d'exprimer leurs besoins d'accompagnement par rapport à la question de la médiation culturelle, face à laquelle ils sont très souvent démunis. Un partenariat avec le CNFPT est à l'étude pour donner un cadre à la formation des professionnels.

PROLONGEMENTS

Validation et transfert

■ **Suites de l'action ou du programme : valider la qualification professionnelle et transférer l'action de formation**

La signature des emplois-jeunes et leur présence dans les équipes des directions des affaires culturelles permettra de valider l'existence de la qualification professionnelle et d'affiner le référentiel métier.

La création avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports du BEATEP d'Agent local d'accompagnement culturel permettra de valider les acquis des stagiaires et de finaliser le référentiel de formation. Il offrira également aux stagiaires la possibi-

lité de présenter les concours de la fonction publique territoriale (catégorie B) et d'accéder à la filière animation actuellement en cours de rénovation.

La production de ces deux outils (référentiel métier et référentiel formation) servira de base au transfert de l'action de formation en région en vue de sa démultiplication.

■ **Données quantitatives**

En juin 1999, 11 jeunes sont intégrés au processus de formation. L'âge moyen du groupe est de 24 ans. Le niveau d'études s'échelonne du baccalauréat au DESS avec une majorité de stagiaires de niveau DEUG.

PARTENARIATS / BUDGET

Quatorze communes

Pour la première phase de la formation, l'APSV a reçu divers soutiens :

- Ministère de la Culture (DDAT), DRAC Ile-de-France (Développement culturel) ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation Régionale IdF) ;
- Conseil régional Ile-de-France (Projet local de développement) ;
- Délégation Interministérielle à la Ville (Fonds Social Européen) ;
- Caisse des Dépôts et Consignations (Mission Mécénat).

Ces partenariats sont reconduits pour la deuxième phase de la formation. Une contribution symbolique des villes engagées dans le processus s'y ajoutera.

Dépenses 600 kF (phase 1) + 410 kF (phase 2) : 1 010 kF

Recettes : Ministère de la Culture (DDF et DRAC) : 190 kF
 Fonds Social Européen : 300 kF
 Collectivités locales (employeurs) : .. 70 kF
 Jeunesse et sports : 30 kF
 Conseil régional : 310 kF
 Conseils généraux : 60 kF
 CDC : 50 kF

Les villes partenaires sont : Arcueil, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Bagnolet, Champigny-sur-Marne, Épinay-sur-Seine, Levallois-Perret, Montreuil, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Pantin, Pré-Saint-Gervais, Saint-Denis.

APSV
 Association de Prévention
 du Site de La Villette
 Yves Jammet
 211, avenue Jean-Jaurés - 75019 Paris
 Tél. : 01 40 03 77 76 - Fax : 01 40 03 77 60

« L'agent de développement culturel est celui ou celle qui, quelles que soient ses positions idéologiques et son histoire personnelle, a le goût d'une certaine réconciliation. (...) Jeter des passerelles entre des mondes, des publics, des institutions qui ont fini par s'ignorer, relève d'une conscience aigüe des réalités politiques et sociales, ce à quoi fait écho, par définition, le développement social urbain qui vise à la fois la transversalité et l'approche globale. »

Jean-Michel Montfort et Hugues de Varine

Ville, Culture et développement - L'art de la manière, Éditions Syros, 1995



« Créer et développer des espaces de débat et de concertation exige un effort de qualification mutuelle de l'ensemble des acteurs. Il faut que se créent les conditions de rencontre, notamment au travers de formations partagées entre les élus, les professionnels et les habitants. »

Laurent Cathala,
député-maire de Créteil, vice-président du CNV

Extrait de l'édito de "Ensembles
La Lettre de la DIV", novembre 1998





VILLE DE SAINT-NAZAIRE ET THÉÂTRE ATHÉNOR

Rédactrice : Johanna Couvreur - FAUT VOIR



PROJET :
Rites et mémoires de naissances

Sensibiliser
les professionnels de l'enfance
et **transformer** les pratiques

Le Contrat de Ville de Saint-Nazaire s'est engagé depuis 1997 dans une réflexion au long cours portant sur la petite enfance et la fonction parentale. Menée conjointement avec les professionnels travaillant sur ces problématiques, cette réflexion associe également l'intervention artistique comme mode de questionnement et de surgissement d'une parole autre. Le Théâtre Athénor conduit le projet, qui s'intitule "Rites et mémoires de naissance".

PRÉSENTATION

Au croisement des démarches professionnelles et artistiques

Le processus de recherche conduit par le Contrat de Ville s'organise autour d'un double mouvement :

- un travail d'échanges et de réflexion entre les professionnels des différentes structures de l'agglomération nazairienne (écoles, hôpitaux, PMI, centres sociaux, MJC, maisons de quartiers, etc.) sur les questions relatives à la petite enfance ;
- un travail de recherche et de création artistique proposant un décadage de regard ainsi qu'une ouverture sensible en direction de la population.

Le constat de phénomènes accrus d'exclusion, de précarité, de déstabilisation des structures familiales a conduit le Contrat de Ville à mettre en place un groupe de travail portant sur la petite enfance. Concernant l'ensemble de l'agglomération nazairienne, cette commission "petite enfance (0/6 ans) - prévention précoce" a eu pour objet, dès sa création, de s'interroger sur les conséquences

diverses de ces phénomènes en terme de relation parents-enfants et de développement des enfants. La présence du Théâtre Athénor, travaillant depuis de nombreuses années en direction de la petite enfance et de l'initiation du jeune public, a permis d'associer à ce processus de réflexion une démarche artistique et de création.

Après une première expérience réussie (lire encadré), le travail de compagnonnage des professionnels et des artistes s'est poursuivi en 1999 autour du projet "Rites et mémoires de naissance". Ce projet travaille la question de l'arrivée du nouveau né et de ce que cela vient soulever comme attentes, imaginaires, peurs, (etc.) chez les futurs parents. Quelle place pour l'enfant ? Quels rituels ? Quelle métamorphose pour la mère ? Quel souvenir de sa propre naissance, de l'enfance, de l'ici et du là-bas pour les parents de l'immigration ? etc.

LES ACTIONS PRÉALABLES DU THÉÂTRE ATHÉNOR

La collaboration entre démarche artistique et démarche de réflexion des professionnels a débuté en 1997 alors que le théâtre Athénor avait engagé un travail auprès des communautés africaines de Saint-Nazaire.

Le projet artistique "d'une rive à l'autre" s'adressait prioritairement à la petite enfance et aux adolescents, en lien avec la famille, et visait à provoquer des rencontres entre les cultures, les quartiers, les générations, les artistes et les habitants. Des spectacles, rencontres, expositions,

repas ont été proposés ; des artistes africains se sont déplacés et ont présenté leurs créations (conte, marionnettes, photographie, etc.) ; des écoles se sont investies. Ce premier travail a permis de lancer une dynamique d'échanges avec les populations à partir de leurs cultures et de leurs savoir-faire.

L'approche des professionnels en a été enrichie en terme de connaissance des différentes cultures et de sensibilisation à une démarche autre d'écoute des populations.

OBJECTIFS

Reconnaissance, revalorisation, transmission

En lien avec les interrogations des professionnels, le Théâtre Athénor propose, par la démarche artistique, de travailler entre autres les questions :

- du soutien à apporter aux parents pour les valoriser et les aider à assumer leur fonction parentale ;
- du lien à recréer entre les habitants à travers des projets culturels.



Il ne s'agit pas de trouver des "solutions" : « *nous proposons simplement de poser l'art comme au cœur du quotidien, de traverser les mémoires des différents vécus et d'être traversés par les questions de nos concitoyens, de poser un "ailleurs" qui tente de redonner du sens, de parler de l'intérieur pour renouer le lien avec l'extérieur* », Brigitte Lallier-Maisonneuve, directrice de l'Athénor.

Donner la parole aux parents, laisser s'exprimer le sensible, c'est participer d'une reconnaissance de leurs savoirs et de leurs cultures quand bien souvent ils sont dans le déni de celles-ci.

« *Retrouver le fil de son appartenance, de sa propre culture, de sa propre mémoire, c'est retrouver la force de vivre sa propre aventure, c'est s'inscrire dans l'espace et le temps de son histoire, c'est se construire et s'autoriser à transmettre.* » B. Lallier-Maisonneuve

DÉMARCHE

Décadrement et dimension politique de l'acte artistique

Cette démarche s'appuie sur la conviction que l'acte artistique permet un déplacement de parole et donc l'expression d'une parole autre, qui touche à l'intime et est susceptible de mettre en mouvement une mémoire, de recréer par là même des liens et des repères. Cette approche inscrit l'acte artistique dans la société. Loin d'être coupé de la réalité sociale environnante, l'acte artistique est interrogé, questionné dans les formes et sur son rapport au public. « *Il y a là, pour nous, une démarche politique* », souligne Brigitte Lallier-Maisonneuve.



Le Théâtre Athénor souhaite inscrire son travail dans la durée et le partenariat avec les professionnels concernés, afin d'engager un processus véritable de concertation, de réflexion et de sensibilisation mutuelle, apte à « *faire bouger les pratiques et les modes de travail* » (Brigitte Lallier-Maisonneuve). La démarche mise en œuvre se nourrit de deux mouvements étroitement liés :

■ Collaboration avec les professionnels

Des rencontres régulières avec la commission "petite enfance" ont eu lieu, permettant de travailler à une démarche de fond et de préparer le travail de relais que pourront accomplir les professionnels lors de la venue des artistes. Le but est par ailleurs que les professionnels puissent s'approprier la proposition artistique afin d'en faire un objet de travail venant nourrir leur propre réflexion. Plusieurs villes de l'agglomération nazairienne sont impliquées dans le processus. Sur chacun de ces sites est implanté un groupe de pilotage, interlocuteur de l'équipe artistique.

■ Actions en direction des populations

Des formes d'interventions théâtrales sont proposées aux enfants, aux femmes et aux familles dans les lieux de vie (maternité, PMI, etc.) et dans les lieux culturels (bibliothèques, maisons de quartier et petits lieux de théâtre).

Axées autour du thème de l'eau, élément symbolique et quotidien par lequel aborder le thème de la naissance, elles sont des occasions d'aller à la rencontre des populations. Des groupes de parole sont créés à l'issue des représentations : lieux de la rencontre, de l'échange et de la mise en mots. Un travail à

partir de la matière et du son sera réalisé, les récits, chants et comptines de l'enfance seront recueillis et viendront nourrir la création finale sur laquelle s'achèvera le projet en 2000/2001. Celle-ci prendra la forme d'une composition musicale qui donnera lieu à un parcours sonore et à l'édition d'un CD.

PARTENARIAT

Respect du temps et circulation de la parole

Le projet global "petite enfance" est soutenu par des partenaires institutionnels différents, parmi lesquels : le Syndicat intercommunal de l'agglomération nazairienne, le Fonds Interministériel à la Ville (FIV), le Fonds d'Action Sociale (FAS), la Caisse d'Allocation Familiale (CAF), le Conseil Général et le Théâtre Athénor.

Les villes, sites et quartiers participant au processus sont : le quartier de la Bouletterie,



Prézégat, la maternité, Saint-Brévin, Trignac, Saint-Malo-de-Guersac et Saint-Joachim.

EFFETS

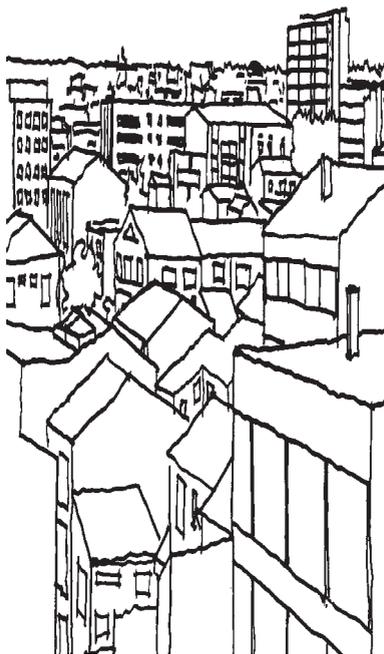
Le début d'un processus global de changement

Les échanges entre les différents corps professionnels ainsi que l'apport de l'intervention artistique ont nourri des prises de conscience en terme de pratiques professionnelles. La nécessité d'être dans une relation d'écoute et non plus seulement dans la réponse ou dans l'offre a été affirmée et commence

à faire l'objet d'un changement des façons de faire. « *Mais nous en sommes là au début du processus de changement, nous rappelle Brigitte Maltet, chef de projet du Contrat de Ville (lire entretien en fin de chapitre), nous en sommes à la phase d'une compréhension et d'une lecture nouvelles des enjeux et commençons à travailler à la mise en œuvre de pratiques professionnelles nouvelles* ».

À l'avenir, les pistes de travail porteront sur :

- le renforcement de ce travail de recherche avec les villes de l'agglomération ;
- la sensibilisation des institutions ;
- l'approfondissement du travail et de la collaboration avec les écoles et les services municipaux ;
- la création d'un poste de chargé de mission "quartiers" sur Saint-Nazaire, dont la tâche sera de faciliter l'articulation entre ce qui émerge des quartiers et les logiques développées par les services de la ville ;
- le renforcement de la solidarité intercommunale.



BUDGETS

L'artistique et le pédagogique

Le projet "petite enfance" inclue la démarche de recherche des professionnels ainsi que la démarche artistique. **Le budget pour 1999 s'élève à un montant de 560 kF.**

Les dépenses concernent : les diverses interventions par site, les frais artistiques (collectage, écriture, direction artistique, suivi artistique et pédagogique), les frais de mission, les frais techniques et les frais administratifs.

Recettes :

■ Ville de Saint-Nazaire :	150 kF
■ Autres communes :	35 kF
■ FIV :	200 kF
■ FAS :	20 kF
■ CAF :	50 kF
■ Conseil général :	45 kF
■ Théâtre Athénor :	60 kF

Théâtre Athénor

Brigitte Lallier-Maisonneuve
82, rue du Bois Savary
44600 Saint-Nazaire

Tél. : 02 51 10 05 05 - Fax : 02 40 19 15 61

Démarche de recherche pour un changement des pratiques professionnelles

Brigitte Maltet,

*chef de projet du Contrat de Ville
de l'agglomération nazairienne*

■ Un contrat de ville intercommunal

Le Contrat de Ville de l'agglomération nazairienne est géré et animé par la Délégation au Développement de la Région Nazairienne (DDRN). Elle est financée pour partie par le syndicat intercommunal de l'agglomération nazairienne (10 communes) et pour partie par l'État. Elle regroupe des professionnels d'horizons divers (économistes, urbanistes, sociologues, agents de développement, architectes, paysagistes, etc.) et a pour mission le conseil en développement, l'aide à la décision et le montage de projets.

De fait, le Contrat de Ville s'inscrit dans une démarche de croisement de compétences et d'intercommunalité. Il intègre ainsi les préoccupations de la ville-centre, des communes péri-urbaines et des communes rurales.

■ Une démarche de recherche et de réflexion sur la jeunesse de l'agglomération nazairienne engagée avec les professionnels concernés

En 1997, la priorité du Contrat de Ville s'est portée sur la jeunesse de l'agglomération nazairienne. Le constat d'un essor des phénomènes de délinquance, d'échecs scolaires et de rejet des structures éducatives par les enfants et par les parents ainsi que le nombre grandissant de familles monoparentales et la difficulté avérée de nombreux parents à assumer leur fonction parentale ont conduit les signataires du Contrat de ville à engager un processus de travail réunissant l'ensemble des professionnels intervenant sur ces enjeux. Cinq groupes de recherche ont ainsi été mis en place sur des thématiques différentes :

- petite enfance, prévention précoce (0/6 ans) ;
- déscolarisation précoce, désœuvrement des pré-ados/adolescents ;
- naissance de l'incivilité chez les enfants (6/12 ans) ;
- marginalisation des adolescents et des jeunes adultes (18/25 ans) ;
- intégration et développement de la citoyenneté chez les adultes.

L'objectif était de couvrir l'ensemble des champs de questionnements et de nourrir une réflexion globale depuis la naissance de l'enfant jusqu'à son arrivée à l'âge adulte.

Les structures éducatives, sociales, médicales, économiques et de loisirs (écoles, PMI, maisons de quartiers, personnel médical des hôpitaux, etc.) participent à ces groupes de recherche et mettent en regard leurs pratiques professionnelles avec les enjeux soulevés.

■ Objectifs d'échanges, de mises en perspective et d'interrogation des pratiques professionnelles

L'échange, le croisement d'approches et le diagnostic partagé entre tous les acteurs de la politique de la ville sont parmi les objectifs poursuivis. Pour ce faire, des groupes de travail ont également pu solliciter l'intervention de personnes extérieures, afin qu'elles éclairent par leur expérience les enjeux débattus (ainsi, Sandra Rossi, directrice d'un centre social à Stains, est venue témoigner de la constitution de groupes de paroles avec les habitants de la cité du Clos Saint-Lazare).

Par ailleurs, la confrontation constructive des diverses pratiques professionnelles amène à réinterroger ces dernières et à en pointer les lacunes. La tendance à réduire la relation à la population à une relation d'offre supposée répondre à un besoin identifié et prédéfini a ainsi été soulignée. La nécessité de développer une dimension d'écoute et de prise en compte de la culture de l'autre, de son vécu et de ses représentations a également été évoquée comme piste à travailler en terme d'accueil et d'accompagnement des familles.

■ L'action culturelle en accompagnement du processus, comme moyen de faire émerger une parole autre et d'ouvrir des pistes nouvelles de travail en direction des populations

La question de la culture et de la relation aux habitants ayant été posée, la perspective de travailler conjointement l'action culturelle sur ces enjeux a été avancée. L'action culturelle et l'intervention artistique étaient un moyen de travailler ces questions et de commencer à développer une relation autre avec les populations. Parce qu'elle est différente, parce qu'elle surprend et touche au sensible, l'intervention artistique rend possible un dialogue nouveau avec les populations.

"Rites et mémoires de naissance" s'inscrit en plein dans cette problématique. D'autres projets développés avec le Théâtre Athénor répondent à ce même enjeu mais sur des tranches d'âges différentes :

- "Issue de secours" est un projet musical mis en place avec des jeunes de 13 à 20 ans de Saint-Nazaire et de Marseille sur le thème de la violence. Il va déboucher sur la réalisation d'un spectacle qui sera donné dans les deux villes.
- "Le roman d'Avalix" est un projet d'écriture porté par quelques habitants du quartier d'Avalix. Accompagnés d'un écrivain, ils ont écrit un roman sur le point d'être publié par une maison d'édition locale.

Contact :

Brigitte Maltet - Délégation au Développement de la Région Nazairienne
109, Centre République - BP 326 - 44615 Saint-Nazaire Cedex
Tél. : 02 40 00 36 99 - Fax : 02 40 66 50 05

« La mobilisation autour de projets collectifs est indispensable, et quel meilleur projet collectif que celui de construire aux enfants du quartier l'environnement social, éducatif, culturel et citoyen qui le conduira vers l'âge adulte ! (...) Un des objectifs à poursuivre consiste à développer une attention précoce et généreuse (génératrice d'immenses profits humains, sociaux et à terme financiers) pour qualifier et maintenir les parents dans leur rôle de parents, garantir l'intégrité familiale et la promotion du lien familial comme fil conducteur de la cohésion et de la responsabilité sociales. »

Dominique Gillot, députée du Val-d'Oise
auteur d'un rapport sur la famille

Extrait d'une interview dans "Ensembles - La lettre de la DIV", octobre 1998



« L'action de Culture Commune a pour objectif de générer et de développer de nouvelles solidarités et de nouvelles formes de coopération culturelle et artistique, qui soient intercommunales, interprofessionnelles, interassociatives, intersectorielles.

L'interdisciplinarité contribue à révéler l'importance et les multiples interactions de la culture et des arts avec tous les autres domaines de la vie locale (économique, social, éducation, urbanisme, etc.).

Elle favorise une approche globale et décloisonnée des questions culturelles. Elle peut donc être source d'innovations et de création de nouvelles richesses économiques et culturelles. »

Extrait de la Charte de Culture Commune





CULTURE COMMUNE



Rédactrice : Réjane Sourisseau - OPALE

PROJET :
Petite enfance,
enfance, famille



Base 11/19 (détail) - Photo : J.-L. Duplan

Organiser la coopération entre travailleurs sociaux, acteurs culturels et artistes

Culture Commune, association intercommunale de développement culturel du Pas-de-Calais, fonde l'éveil artistique de la petite enfance sur une implication réelle des familles et une coopération durable entre travailleurs sociaux, partenaires éducatifs, acteurs culturels et artistes.

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Une Scène Nationale intercommunale

Le développement culturel peut être un levier de transformation d'un territoire

Rassemblant aujourd'hui 34 communes du bassin minier du Pas-de-Calais, Culture Commune est née en 1988 à l'initiative du Conseil général suite à une large consultation des élus locaux. Outil de développement artistique et culturel à l'échelle du territoire, cette association assez unique en France, travaille autour de trois axes : création-diffusion, formation, communication. Ses interventions portent sur l'élaboration de projets culturels et artistiques, puis la prise en charge de la coordination, l'organisation,

ou encore l'administration de spectacles, d'ateliers, de résidences d'artistes dont des milliers de personnes ont pu bénéficier.

Labellisée Scène Nationale depuis le début 1999, Culture Commune gère désormais aussi un lieu culturel : la base 11/19 de Loos-en-Gohelle. Ce site minier désaffecté a été pour partie transformé en fabrique artistique. Dédiée à de nombreuses disciplines, l'ancienne friche industrielle abrite aussi un centre multimédia labellisé par le ministère de la Culture "Espace Culturel Multimédia".

ACTIVITÉS

Éveil artistique, formation, sensibilisation des parents

Dès le début des années 90, des actions culturelles en direction des enfants ont été menées dans plusieurs des villes adhérentes. L'évaluation de ces expériences cumulées a conduit de nombreux acteurs sociaux et culturels au constat que les populations les plus paupérisées "échappent" aux actions culturelles classiques. De là, est né le projet "petite enfance, enfance, famille". Si, avec chacune des villes participantes (Béthune, Mazingarde, Bully-les-Mines) est développé un pro-

jet d'éveil artistique singulier, des actions intercommunales complémentaires et mutualisées ont été mises en place. Le projet se déploie à partir de trois directions de travail qui évoluent de concert : des ateliers de pratiques artistiques pour les enfants, des opérations visant à associer les familles à toutes les actions en direction des enfants (ateliers, spectacles...) et enfin des séminaires et des formations visant à sensibiliser les acteurs des secteurs social et éducatif aux enjeux de l'action artistique et culturelle dans l'exercice de leur métier et vice versa.

Agir contre la reproduction des déterminismes sociaux

Les objectifs partagés par les acteurs des secteurs culturel, social et éducatif sont de répondre, dans l'exercice de leur métier, de façon adéquate à la population la plus en détresse sociale. Ils reconnaissent que les moyens dont ils disposent ne peuvent convenir à ces situations sociales alarmantes et ressentent la nécessité de construire de nouveaux modes d'interventions auprès de ces populations. Ils engagent dès lors un programme d'actions et de réflexion sur de nouvelles formes d'actions culturelles en direction des enfants en y associant les familles. Véritable travail de transformation en profondeur des comportements, les actions se déclinent autour de six orientations principales :

« Seule la famille peut assurer la continuité du développement des pratiques artistiques de l'enfant car l'école n'est pas (encore) organisée autour d'un tel projet »

Chantal Lamarre

- Sensibiliser les parents au bien-fondé des pratiques artistiques et des sorties au spectacle pour l'épanouissement des enfants. Le rôle de la cellule familiale doit rester central.
- Encourager la créativité des enfants dès leur plus jeune âge et assurer la continuité du développement de leurs pratiques artistiques.
- Constituer sur le territoire un réseau de professionnels de l'action sociale actifs et inventifs quant à la prise en compte de la culture et des pratiques artistiques dans l'exercice de leur métier.
- Faire considérer les pratiques artistiques et culturelles comme un enjeu éducatif par les professions attachées à la petite enfance et à l'enfance.
- Créer des relations durables de coopération entre les professionnels des secteurs sociaux et les milieux culturels et artistiques.
- Constituer dans chacune des communes participantes des groupes de réflexion collective avec l'ensemble des partenaires effectifs (travailleurs sociaux, établissements scolaires, associations, acteurs culturels, artistes, agents municipaux) pour déboucher sur la création de comités de pilotage art et petite enfance.



DÉMARCHE

Préparation, évaluation, collégialité

■ L'enfant dans sa globalité

La vie de l'enfant est une globalité, il faut prendre en considération les différents espaces-temps qui ponctuent sa journée (école, famille...). Les actions sont montées dans la continuité de ces différents moments. Ainsi, cela se passera tout autant dans le cadre scolaire que hors-scolaire, avec la famille ou hors du cadre familial, dans sa commune de résidence et dans celles environnantes. Les spectacles sont organisés dans différentes villes et types d'équipements (écoles, équipements culturels, socio-culturels...) et toujours en rapport avec les ateliers d'éveil ou de pratique artistique. Cette combinaison de divers "espaces-temps" respecte mieux la réalité sociale de l'enfant et lui permet de faire le lien entre la famille, l'école, l'équipement culturel... sa communauté de vie.

Photo : © Olivier Marlard



Sur le plan pédagogique, sont privilégiées des méthodes actives et innovantes, en particulier pour les activités d'éveil (par exemple la méthode Dalcroze, lire encadré).

■ Des formations pour les professionnels

Au départ de chaque action dans une commune, un groupe de professionnels participant au projet est réuni (travailleurs sociaux, établissements scolaires, associations, acteurs culturels, artistes et agents municipaux) afin de vérifier ensemble les objectifs et le déroulement de l'action dans le temps.

Des stages de formation sont organisés dans le but d'apporter des outils aux travailleurs sociaux leur permettant de mieux maîtriser leur corps et leur voix dans leur rapport quotidien aux enfants (par la danse, découverte du mouvement, du corps...). Ils ne participent pas aux choix des spectacles mais ils vont les voir avant leur programmation dans leur ville.

ARTISTES INTERVENANTS
DANS LES FORMATIONS

- Claude Magne : Chorégraphe.
- Sylvie Duchêne : Chorégraphe.
- Brigitte Lallier-Maisonneuve : Metteur en scène et comédienne.
- Joël Jouanneau : Écrivain et metteur en scène.
- Agnès Desfosses : Metteur en scène et photographe.
- Guylaine Kasza Peyronnet : Comédienne et conteuse.
- Roger Delclime : Sociologue.
- Guy Alloucherie : Comédien et metteur en scène

De même, sont mis en place des stages/séminaires “pratique sociale et action artistique et culturelle”, occasion d’une (re)connaissance mutuelle des enjeux, missions et cadres professionnels des métiers de l’action sociale, de l’action artistique et culturelle. Des objectifs communs sont élaborés sans confusion des rôles ni instrumentalisation, crainte régulièrement évoquée. Différentes étapes ponctuent ce travail :

- Présentation, uniquement devant les travailleurs sociaux, du travail de ce séminaire, donnant lieu à des critiques constructives.

- Pas de séparation entre l’approche théorique et les expériences pratiques sur le terrain.

■ Les familles sont associées

Chaque projet est conçu et organisé d’emblée autour d’une relation avec les familles afin d’encourager leur participation.



Ils sont invités avec les enfants aux différents spectacles et ateliers organisés. L’un des rôles de Culture Commune va être de se donner concrètement les moyens que les uns et les autres se déplacent (ne pas se contenter de mettre des affiches, mais discuter, convaincre, penser à ceux qui n’ont pas de moyens de locomotion).

Dans le même ordre d’idée, la rencontre entre parents, enfants, travailleurs sociaux et artistes... se doit d’être conviviale. Les conditions de la rencontre entre ces différentes personnes font partie des conditions de la rencontre avec une œuvre.

PARTENARIATS

Un enjeu en soi

Impulser et consolider les partenariats est en soi un des objectifs du projet. Il s’agit de faire travailler ensemble artistes, PMI, Écoles, unité territoriales d’action sociale, foyers, école de musique, bibliothèque, crèches... La réussite étant symbolisée par les créations de comités de “pilotage petite enfance”.

Partenariat institutionnel :
Culture, Politique de la Ville et Éducation Nationale



EFFETS

Une transversalité effective de l'action culturelle

La démarche d'associer les parents est une réussite même si il est encore trop tôt pour vérifier l'efficacité de ce travail en profondeur. De nouvelles villes et nouvelles structures sociales et éducatives devraient être accueillies, tentées par l'expérience. Sur les années à venir davantage de spectacles pour enfants, de formations, d'artistes en résidence sont en chantier. C'est à la demande des acteurs sociaux de Béthune et devant les résultats positifs engendrés par leur formation que ces actions seront poursuivies et développées à l'échelle intercommunale. Les travailleurs sociaux y voient un moyen « *de poursuivre le travail relationnel et culturel mis en chantier avec leurs publics* ». D'autre part les stages suscitent des questions sur les pratiques professionnelles et personnelles : par exemple

ceux ayant comme thématiques la relation au corps, au mouvement, au langage, à l'écriture, à l'éducation artistique ont permis à beaucoup de se réapproprier ce qu'ils avaient appris au cours des stages dans leur travail quotidien et auprès de leur public. (lire encadré)

"Tout petit bobo" - Photo : © Didier Foubert



TÉMOIGNAGES DE STAGIAIRES AYANT SUIVI LE STAGE AVEC C. MAGNE, CHORÉGRAPHE DE LA C^{IE} ROBINSON (extraits de leur rapport d'évaluation)

« *Le travail expérimenté était basé sur la confiance en soi, aux autres, sur le sol et dans l'espace. Nous avons découvert des choses simples mais que nous ignorions : lorsque le corps est "fermé", la relation ne passe pas, lorsque le corps est "ouvert", la relation peut passer. On peut amener l'autre à bouger en bougeant soi-même... Le fait d'être soi-même plus à l'aise au niveau corporel a débloqué des relations avec certains parents, certains enfants. Le stage a permis une véritable rencontre entre les participants (implication commune).*

Nous avons découvert l'univers de la danse (...) nous ressentirons plus finement le message des danseurs.

Les sensations en regardant un spectacle nous renvoient un peu à notre vécu de tous les jours, et en le voyant transformé par le danseur en chorégraphie, c'est un peu nous qui nous transformons.

Nous avons envie de faire partager aux autres nos émotions, d'où les propositions de spectacle faites aux familles pour qu'eux aussi participent avec plaisir à la recherche que nous avons faite... »

Un partenariat financier équilibré

Un exemple de budget d'une action dans une ville

- Ateliers de sensibilisation avec une compagnie (2 jours à 6,5 kF).
- Spectacle pour enfants de la compagnie (2 représentations à 42 kF TCC).
- Formation d'un chorégraphe pour les travailleurs sociaux (2 sessions de 3 jours à 20 kF).
- Formation intercommunale pour 4 villes égal à 60 kF,
soit 15 kF par projet de ville :
 - Culture Commune : 5 kF
 - La Ville : 5 kF
 - La politique de la Ville : 5 kF

Budget global 1998 : 11 330 kF
dont 4 595 kF charges de personnel

Produit

- DRAC : 1 700 kF
- Conseil régional : 2 200 kF
- Conseil général : 2 335 kF
- Adhésion des Communes : 740 kF
- Participation des villes aux actions : 2 260 kF
- Autres produits : 2 260 kF

Culture Commune

Chantal Lamarre, directrice
 Brigitte Chaffaut-Mouchard,
 chef de projet Jeune Public
 Base 11/19 - Rue de Bourgogne
 62750 Loos-en-Gohelle
 Tél. : 03 21 14 25 35 - Fax : 03 21 14 25 30
 e-mail : contact@culture-commune.asso.fr
 Site : www.culture-commune.asso.fr

« Le créateur artiste travaille au bien-être des gens, c'est sa façon à lui de montrer qu'il existe. Il nous montre aussi notre créativité, et que l'on a tous quelque chose à créer. »

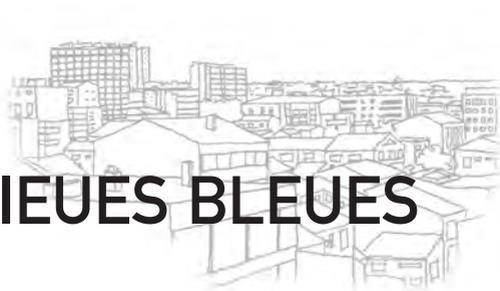
Cathy, 14 ans, Sains-en-Gohelle

Propos recueillis par Culture Commune





BANLIEUES BLEUES



Rédacteur : François Bensignor - OPALE



PROJET :
Carnavalcade

Photo : © Marie-Paule NEGRE/MÉTIS

Un grand projet
déclencheur et fédérateur
de dynamiques à long terme

Parade cosmopolite qui entraîna cent mille personnes dans les rues de Saint-Denis le 20 juin 1998, la Carnavalcade était un volet de la programmation culturelle, sportive et festive mise en place dans la ville et le département de la Seine-Saint-Denis pendant la Coupe du Monde de Football. Le succès remporté, notamment auprès des populations qui ont participé activement à sa préparation, a conduit le Conseil Général et les villes coproductrices à produire une seconde édition de la Carnavalcade en juin 2000. Banlieues Bleues, dont le festival annuel met le département au diapason du jazz depuis 1984, a été de nouveau missionné pour en assurer la production exécutive et la réalisation.

PRÉSENTATION

2000 habitants participants

Dédiée aux cultures du monde, la Carnavalcade 98 était constituée de trois cortèges aux lignes esthétiques respectives distinctes. Ils se sont rassemblés puis mis en marche, chacun sur un parcours particulier, avant de converger en un même défilé de plus d'un kilomètre aboutissant dans l'un des stades de Saint-Denis pour le feu d'artifice final.

La conception plastique de chaque défilé était confiée à un artiste reconnu : Hervé Di Rosa, Melik Ouzani et Mokeït. L'animation musicale et chorégraphique était assurée par une trentaine de troupes professionnelles venues de vingt pays : Brésil avec la Banda de Recife, Cuba avec la Conga de Los Hoyos, Inde avec le Jaypour Kawa Brass Band, Bali avec l'orchestre de bambous Suar Agung, etc. Musiciens et danseurs amateurs issus de la grande mosaïque culturelle de la Seine-Saint-Denis étaient partie prenante de la grande parade des quarante-deux chars,



Hervé Di Rosa

totems et mascottes géantes réalisés pour l'occasion par des équipes du département.

Puissant fédérateur d'énergies, la Carnavalcade a mobilisé la participation de plus de deux mille habitants des vingt-quatre villes partenaires, représentant différentes classes d'âge et la diversité des cultures qui cohabitent en Seine-Saint-Denis. Leur encadrement était assuré par des professionnels essentiellement préoccupés de la qualité artistique de la parade.

100 ateliers de création

La préparation de l'édition 98 de la Carnavalcade a débuté huit mois en amont de son déroulement. Elle a requis la mise en place d'ateliers de musique, de danse et de construction d'éléments mobiles. Les participants, amateurs pour la plupart, mais aussi professionnels et semi-professionnels, y ont approché les savoir-faire et savoir-fête d'artistes de renom. Le travail avec eux s'est inscrit dans une dynamique de réalisation concrète et des filages ou fêtes de villes ont servi de répétitions avant le grand défilé.

■ Ateliers artistiques

Une soixantaine d'ateliers musicaux et chorégraphiques gratuits ont formé plus de mille cinq cent stagiaires à différentes danses et percussions, aux chants cubain, guadeloupéen, jazz ou choral, à la musique pour big-band et pour fanfare, à la capoeira... Une trentaine d'enfants du primaire ont travaillé la chorégraphie d'ouverture du défilé. Les plus grands apportaient leur concours à la parade "jazzoulou", au défilé cubain, au carnaval guadeloupéen, au char rap, au big-band de percussions africaines, à la fanfare New Orleans ou au ballet de capoeira. Quant à la chorale des anciens, un char lui fut consacré.

■ Ateliers plastiques

La fabrication des éléments mobiles de la parade - chars, mascottes, marionnettes... - ainsi que des costumes des chanteurs et dan-

seurs a été réalisée dans plus de trente ateliers. Six chars et douze éléments mobiles propulsés électriquement (dons d'EDF) ont été construits à l'usine Centracier, avec la collaboration d'élèves des Lycées d'Enseignement Professionnel (LEP) du département. Les stagiaires ont suivi le projet depuis l'installation des structures sur les chars, jusqu'à la sculpture des motifs et la peinture des décors. La réalisation de vingt éléments mobiles et des accessoires conçus par les trois plasticiens était assurée par d'autres élèves de LEP, d'écoles d'art et par des associations, dont une pour l'insertion des jeunes. La Caisse d'activités sociales d'EDF a assumé à elle seule la réalisation d'un char. Les participants de ces ateliers ont été impliqués dans le défilé des éléments qu'ils avaient contribués à réaliser.

■ Ateliers costumes

Mille cinq cents costumes ont été confectionnés pour la Carnavalcade à partir de 25 modèles différents créés d'après les dessins des trois plasticiens concepteurs. Quatre costumières professionnelles organisaient leur fabrication dans un collège, deux lycées professionnels et techniques, un Centre d'aide par le travail, une résidence pour personnes âgées et à l'association Femmes actives.

■ Rencontres créatives

Les associations représentatives des principales communautés d'origine étrangère résidant en Seine-Saint-Denis étaient invitées à

présenter leurs propres créations au sein de la parade. Une “toccata traditionnelle portugaise” était préparée par treize associations d’Île-de-France. Un orchestre de musique kabyle réunissait soixante musiciens et danseurs. Une chorale

maliennne dirigée par le griot Moriba Koïta soutenait les voix de griottes célèbres. Une fanfare raï était créée pour l’occasion. Et un bagad breton rejoignait les tambourinaires sénégalais de Doudou N’Diaye Rose.

OBJECTIFS

Au centre des cultures et du temps

■ Stimuler les pratiques artistiques en misant sur le potentiel créatif des populations et leur volonté d’entreprendre.

■ Renouer avec la tradition de la cavalcade des fêtes du Landy, qui s’est perpétuée à Saint-Denis chaque année au mois de juin, depuis le Moyen-Âge jusqu’à la fin des années 60.

■ Associer de manière active et festive les populations de la Seine-Saint-Denis à l’événement planétaire de la Coupe du Monde de Football.

■ Décloisonner la vie locale et renforcer la cohésion sociale en favorisant et en enrichissant les échanges culturels, sociaux, humains, toutes générations, conditions et origines culturelles confondus.

DÉMARCHE

Long terme, mobilisation de tous les acteurs

Aller à la rencontre des habitants et leur proposer des cadres d’expression suppose une démarche sur le long terme. De ce point de vue, la mise en place de la Cavalcade a largement bénéficié de l’expérience acquise par

Banlieues Bleues à travers ses “actions musicales”.

Initiées dans le département dès 1994, celles-ci se sont développées en direction des jeunes, sous forme d’ateliers de création liées aux résidences d’artistes programmés par le festival. Des relations durables se sont ainsi instaurées avec l’Éducation nationale, les



Melik Ouzani

structures d'enseignement de la musique, les services municipaux des villes partenaires, les centres culturels et sociaux, les associations culturelles et de solidarité...

L'exigence de proposer un contenu artistique de haut niveau, qui est l'un des principes posés par les "actions musicales" de Banlieues Bleues demeure au centre du concept de la Carnavalcade. Il s'agit de mettre les amateurs en situation

de partenariat créatif avec des artistes de dimension internationale, la réalisation collective du travail ayant son aboutissement dans des conditions professionnelles.

Il s'agit enfin de susciter la participation des communautés d'origines étrangères, très nombreuses en Seine-Saint-Denis, grâce à l'implication des associations représentatives dans la dynamique artistique de l'événement.

PARTENARIAT

Institutions, entreprises, associations et médias

Initiateurs et coproducteurs de la Carnavalcade, le Conseil général de Seine-Saint-Denis et la ville de Saint-Denis ont reçu le soutien des institutions : ministères de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, de l'Éducation Nationale, secrétariat d'État à l'Outre-Mer, Union européenne, AFAA, DIV.

Les entreprises France Télécom et EDF-GDF se sont associées au projet, Air France, la SNCF, Peugeot Motocycles Scoot'elec apportant également leur soutien.

Sur le plan local et logistique, le festival Banlieues Bleues a déjà développé un dense réseau de relations avec les structures municipales des villes partenaires (services culture, jeunesse, enfance...), les établissements d'enseignement musical et général (écoles, collèges, lycées,

Atelier de percussions cubaines
Photo : © Marie-Paule NEGRE/MÉTIS



LEP...), les structures sociales (centres sociaux, maisons de quartiers...), les associations culturelles et d'insertion... Le projet bénéficie de l'irrigation de tous ces micro partenariats.

Un partenariat fort s'est établi avec le comité d'entreprise d'EDF, ainsi qu'avec une production audiovisuelle, qui a suivi la réalisation du projet durant six mois et négocié la retransmission en direct de la Carnavalcade sur la Cinq-Arte et la réalisation d'une cassette vidéo.

EFFETS

Un déclencheur pour l'évolution des pratiques artistiques amateur

La Carnavalcade a projeté une image positive de la Seine-Saint-Denis et de sa population, en atténuant son sentiment d'exclusion dû au chômage et aux problèmes récurrents des cités d'habitat social.

Un sondage Louis Harris réalisé auprès de la population dyonisienne 3 mois après le Mondial, indiquait la Carnavalcade en tête des initiatives d'animation proposées à cette période (43 % de la population y a participé).

Elle a donné une nouvelle dimension aux initiatives développées dans le département en faveur des pratiques artistiques et du décloisonnement entre les populations. Certaines villes associées à la Carnavalcade ont par ailleurs repris, sous des formes diverses, les pratiques artistiques initiées avec Banlieues Bleues en 1998.

Elle a permis d'ouvrir de nouvelles pistes en matière de politique de la Ville, grâce à une réflexion approfondie sur des collaborations d'un type nouveau entre des villes, des communautés et des quartiers. Elle a servi de laboratoire à la conception du grand événement populaire et festif du 26^e centenaire de la citée Phocéenne, la Massalia, qui a impliqué l'ensemble des communautés culturelles résidant à Marseille au printemps 1999.

Son succès a incité les décideurs du Conseil Général de Seine-Saint-Denis et d'une trentaine de villes du département, dont Saint-Denis, à renouveler l'opération le 17 juin 2000 prochain, dans le cadre des grandes fêtes populaires "Solstices". Une réflexion est en cours, envisageant de pérenniser une pratique amateur régulière d'ateliers et de formations musicales autour d'un événement du type de la Carnavalcade organisé tous les deux ans.

BUDGETS

Une opération de grande ampleur

Recettes :

■ Conseil général :	6 500 kF
■ Ville de Saint-Denis :	4 500 kF
■ Divers partenariats publics et privés :	2 000 kF
Total :	13 000 kF

Charges :

■ Stages de pratique musicale, chorégraphique et plastique : ..	6 300 kF
■ Plateau artistique :	2 000 kF
■ Frais techniques :	2 500 kF
■ Frais de production :	1 800 kF
■ Communication :	400 kF
Total :	13 000 kF

Banlieues Bleues

49, boulevard Marcel-Sambat
93207 Saint-Denis Cedex
Tél. : 01 49 22 10 15 - Fax : 01 49 22 10 11

« Il ne s'agit pas de nous substituer aux travailleurs sociaux. Nous voulons atteindre le meilleur niveau artistique tout en mettant bas les frontières. Quand un responsable de lycée vous dit qu'il voit des élèves se métamorphoser au contact des artistes, vous avez le cœur qui s'emballé... »

Jacques Pornon, directeur de Banlieues Bleues

Extrait d'une interview dans "Le temps", Genève, juin 1998



« En tant qu'acteurs culturels, nous nous devons d'agir en faveur de ceux dont personne ne parle, de ceux dont la voix n'est pas entendue. Pour un être vivant sur cette terre, l'essentiel est d'avoir le droit à la parole. »

Peter Sellars

Citation choisie par Bruxelles 2000 comme guide à l'élaboration des contenus du programme



Contacts nationaux

Ministère délégué à la Ville

Monsieur le Ministre Claude BARTOLONE
55, rue Saint-Dominique - 75007 Paris
Tél. : 01 40 56 60 00 - Fax : 01 40 56 61 61

Délégation Interministérielle à la Ville

Claude RENARD, chargée de mission
194, avenue du Président Wilson - 93217 La-Plaine-Saint-Denis Cedex
Tél. : 01 49 17 46 46 - Fax : 01 49 17 46 90 - Site : www.ville.gouv.fr

Ministère de la Culture

Délégation au Développement et à l'Action Territoriales

Anita WEBER, déléguée
2, rue Jean-Lantier - 75011 Paris
Tél. : 01 40 15 78 57 - Fax : 01 40 15 78 00

Fonds d'Action Sociale

Christiane Herrero, direction de la Culture et de l'information
Direction Nationale
209, rue de Bercy - 75585 Paris Cedex 12
Tél. : 01 40 02 77 34 - Tél. (Stand.) : 01 40 02 77 01 - Fax : 01 43 46 04 27

Sous-préfets chargés de mission pour la politique de la ville

Sous-Préfet du département des Alpes-Maritimes

Marie-Françoise LECAILLON
Préfecture des Alpes-Maritimes - Route de Grenoble - 06286 Nice Cedex 03
Tél. : 04 93 72 24 11 - Fax : 04 93 72 24 06

Secrétaire général du département du Bas-Rhin

Alain SAFFAR
Préfecture du Bas-Rhin - 5, place de la République - 67073 Strasbourg Cedex
Tél. : 03 88 21 67 68 - Fax : 03 88 21 68 07

Sous-Préfet du département des Bouches-du-Rhône

Xavier INGLEBERT
Préfecture des Bouches-du-Rhône - Place Félix-Baret - 13282 Marseille Cedex 06
Tél. : 04 91 15 60 00 - Fax : 04 91 15 62 10

Secrétaire général du département de la Drôme

Marie-France COMBIER
Préfecture de la Drôme - 3, boulevard Vauban - 26030 Valence Cedex 09
Tél. : 04 75 79 26 00 - Fax : 04 75 42 87 55

Sous-Préfet du département de l'Essonne

Christine ABROSSIMOV
Préfecture de l'Essonne - Boulevard de France - 91010 Évry Cedex
Tél. : 01 69 91 91 91 - Fax : 01 69 91 92 09

Directrice de Cabinet du département de la Gironde*Geneviève LEBIGOT*

Préfecture de la Gironde - Esplanade Charles de Gaulle - 33077 Bordeaux Cedex
Tél. : 05 56 90 60 04 - Fax : 05 56 90 64 76

Sous-Préfet du département des Hauts-de-Seine*Joëlle LE MOUËL*

Préfecture des Hauts-de-Seine
167/177, avenue Frédéric et Irène Joliot-Curie - 92013 Nanterre Cedex
Tél. : 01 40 97 20 00 - Fax : 01 40 97 36 99

Sous-Préfet du département de Haute-Garonne*Thierry ROGELET*

Préfecture de la Haute-Garonne - Place Saint-Etienne - 31038 Toulouse Cedex
Tél. : 05 61 33 38 00 - Fax : 05 61 33 35 20

Sous-Préfet du département du Haut-Rhin*Jean AMBROGLIANI*

Préfecture du Haut-Rhin - 9/A, avenue Kennedy - BP 1108 - 68052 Mulhouse Cedex
Tél. : 03 89 42 33 77 - Fax : 03 89 32 12 33

Sous-Préfet du département de l'Hérault*Jacques DELPEY*

Préfecture de l'Hérault - Place du Général de Gaulle - 34526 Béziers
Tél. : 04 67 36 70 70 - Fax : 04 67 36 70 94

Secrétaire général du département de l'Isère*Dominique LACROIX*

Préfecture de l'Isère - Place de Verdun - 38021 Grenoble Cedex
Tél. : 04 76 60 34 00 - Fax : 04 76 51 03 86

Secrétaire général du département de La Marne*Paul MAURAU*

Préfecture de la Marne - 38, rue Carnot - 51036 Châlons-sur-Marne Cedex
Tél. : 03 26 70 32 00 - Fax : 03 26 21 08 40

Sous-Préfet du département de La Moselle*François PERAIN*

Préfecture de la Moselle - Place de la Préfecture - BP 71014 - 57034 Metz Cedex
Tél. : 03 87 34 88 10 - Fax : 03 87 34 85 20

Sous-Préfet du département de La Loire-Atlantique*Michel TOURIGNY*

Préfecture de la Loire-Atlantique - Quai Ceineray - 44035 Nantes Cedex
Tél. : 02 40 41 20 20 - Fax : 02 40 41 47 60

Sous-Préfet du département de La Réunion*Philippe SCHAEFER*

Préfecture de la Réunion - Sous-préfet de Saint-Pierre - 97410 Saint-Pierre Cedex
Tél. : (00 262) 40 77 77 - Fax : (00 262) 25 97 83

Secrétaire général du département du Loiret*Jean-Paul BRISSON*

Préfecture du Loiret - 181, rue de Bourgogne - 45042 Orléans Cedex
Tél. : 02 38 81 42 52 - Fax : 02 38 81 42 47

Sous-Préfet du département de Meurthe-et-Moselle*Gil VAUQUELIN*

Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1, rue Maurice-Barrès - 54058 Nancy Cedex
Tél. : 03 83 34 26 26 - Fax : 03 83 37 16 71

Sous-Préfet du département du Nord*André DORSO*

Préfecture du Nord-Pas-de-Calais - 2, rue Jacquemars-Giélée - 59039 Lille Cedex
Tél. : 03 20 30 52 17 - Fax : 03 20 30 57 65

Secrétaire général du département de l'Oise*Philippe VIGNES*

Préfecture de l'Oise - 1, place de la Préfecture - 60022 Beauvais Cedex
Tél. : 03 44 06 12 01/02 - Fax : 03 44 48 00 00

Sous-Préfet du département du Pas-de-Calais*Jean BENET*

Préfecture du Pas-de-Calais - Place Jean-Moulin - 62020 Arras Cedex 09
Tél. : 03 21 21.20.00 - Fax : 03 21 21 23 04

Sous-Préfet de Paris*Bertrand CADIOT*

50, avenue Daumesnil - 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 43 03 - Fax : 01 49 28 45 95

Sous-Préfet du département du Rhône*François DEMONET*

Préfecture du Rhône - 106, rue Pierre-Corneille - 69419 Lyon Cedex 03
Tél. : 04 72 61 64 37 - Fax : 04 72 61 64 52

Sous-Préfet du département de Seine-Maritime*Christian HOLLE*

Préfecture de la Seine-Maritime - 7, place de la Madeleine - 76036 Rouen Cedex
Tél. : 02 32 76 50 00 - Fax : 02 35 98 10 50

Sous-Préfet du département de Seine-et-Marne*Martine CLAVEL*

Préfecture de la Seine-et-Marne - Place de la Préfecture - 77010 Melun Cedex
Tél. : 01 64 71 77 79 - Fax : 01 64 71 76 95

Sous-Préfet du département de Seine-Saint-Denis*Martine JUSTON*

Préfecture de la Seine-Saint-Denis - 124, rue Carnot - 93007 Bobigny Cedex
Tél. : 01 41 60 60 60 - Fax : 01 41 60 60 74

Secrétaire général du département du Tarn*Henri DE VANDIERE DE VITRAC D'ABZAC*

Préfecture du Tarn - Place de la Préfecture - 81013 Albi Cedex
Tél. : 05 63 45 61 61 - Fax : 05 63 45 60 07

Sous-Préfet du département du Val-de-Marne*Anaïs BREAUD*

Préfecture du Val-de-Marne - Avenue du Général de Gaulle - 94011 Créteil Cedex
Tél. : 01 49 56 60 32 - Fax : 01 49 56 64 04

Sous-Préfet du département du Val-d'Oise*Gérard DELHOMEZ*

Préfecture du Val-d'Oise - avenue Bernard-Hirsch - 95010 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : 01 34 25 25 25 - Fax : 01 30 32 51 85

Secrétaire général du département du Var*Pascal MAILHOS*

Préfecture du Var - Hôtel de la Préfecture
Boulevard du 112^{ème} régiment d'infanterie Quartier Les Lices - 83070 Toulon Cedex
Tél. : 04 94 18 83 83 - Fax : 04 94 89 15 60



Sous-Préfet du département du Vaucluse

Bernard DIJOUX

Préfecture du Vaucluse - 4, rue Viala - 84905 Avignon Cedex 9

Tél. : 04 90 82 11 11 - Fax : 04 90 85 54 22

Sous-Préfet du département des Yvelines

Georges-François LECLERC

Préfecture des Yvelines - 2, place André-Migeot - 78000 Versailles Cedex

Tél. : 01 39 49 78 92 - Fax : 01 39 49 73 69269

Correspondants régionaux Délégation Interministérielle à la Ville

Alsace

Jean-Michel AUGÉ - SGAR

Petit Broglie - 5, place de la République - 67073 Strasbourg Cedex

Tél. : 03 88 21 60 20 - Fax : 03 88 21 60 07

Aquitaine

Monique LAFON

Préfecture de Région - Esplanade Charles de Gaulle - 33077 Bordeaux Cedex

Tél. : 05 56 90 65 08 - Fax : 05 56 24 08 03

Auvergne

Annie MAYADE - SGAR

18, boulevard Desaix - 63033 Clermont-Ferrand Cedex

Tél. : 04 73 98 62 93 - Fax : 04 73 98 61 03

Basse-Normandie

Dominique PIERROUX - DRE

Rue Saint Laurent - 14038 Caen Cedex

Tél. : 02 31 15 53 05 - Fax : 02 31 79 05 18

Bourgogne

Philippe GOUTORBE - SGAR

53, rue de la Préfecture - 21041 Dijon Cedex

Tél. : 03 80 44 67 89 - Fax : 03 80 30 66 93

Bretagne

Daniel MARTIN - DRE

5, boulevard Laënnec - 35065 Rennes Cedex

Tél. : 02 99 29 66 86 - Fax : 02 99 65 56 22

Centre

Rémy BLONDEL - SGAR

12, place de l'Étape - BP 2413 - 45032 Orléans Cedex 01

Tél. : 02 38 79 43 22 - Fax : 02 38 79 43 38

Champagne-Ardennes

Jeanne-Marie LIEHN - SGAR

1, cours d'Ormesson - 51036 Châlons-sur-Marne Cedex

Tél. : 03 26 70 33 72 - Fax : 03 26 70 33 36

Corse

Éric BARRE - DRE

Terre Plein de la Gare - BP 408 - 20302 Ajaccio Cedex 1

Tél. : 04 95 29 09 21 - Fax : 04 95 29 09 94

Franche-Comté

Pascal POULHE - SGAR

Préfecture de Région - 8 bis, rue Charles-Nodier

25035 Besançon Cedex

Tél. : 03 81 25 12 70 - Tél. (stand.) : 03 81 25 10 00 - Fax : 03 81 25 12 59

Haute-Normandie

Isabelle RAYMOND - SGAR

Cours Clemenceau - 76036 Rouen Cedex

Tél. : 02 32 76 50 00 - Fax : 02 32 76 55 21

Guadeloupe

Joseph EBENDINGER - DDE

BP 54 - 97102 Basse-Terre Cedex

Tél. : (0 590) 99 38 04 / (0 590) 99 43 39 - Fax : (0 590) 99 38 72

Guyane

Dominique REINHORN

Préfecture - Rue Fiedmond - 97307 Cayenne Cedex

Tél. : 0 594 39 45 00 (direct 43) - Fax : 0 594 31 58 70 (ou 30 02 77)

Ile-de-France

Nicole SMADJA - Mission Ville

21/23, Rue Miollis - 75732 Paris Cedex

Tél. : 01 40 61 86 24 - Fax : 01 40 61 85 70

Languedoc-Roussillon

Jean-Claude DEDIEU

Préfecture - Place des Martyrs de la Résistance - 34100 Montpellier

Tél. : 04 67 61 61 61 / 04 67 02 25 38 - Fax : 04 67 61 69 15

Limousin

Bernadette VEQUEAU - SGAR

Préfecture de la Haute-Vienne - Place Stalingrad - 87031 Limoges Cedex

Tél. : 05 55 11 61 00 - Fax : 05 55 11 61 35

Lorraine

Pierrette GRANDEMANGE - SGAR

9, rue de la Préfecture - 54037 Metz Cedex

Tél. : 03 87 34 89 82 - Tél. (secr.) : 03 87 34 89 84 - Fax : 03 87 32 71 78

Mayotte

Patrice LEFEBVRE

Préfecture de Mayotte - BP 20 - 97610 Dzaoudzi

Tél. : (0 269) 60 10 54 - Fax : (0 269) 61 15 33

Martinique

Jean-Pierre DEFRESNE - DDE

Boulevard du Général de Gaulle - 97200 Fort-de-France

Tél. : (0 596) 59 57 22 - Fax : (0 596) 59 57 57

Midi-Pyrénées

Jeanne-Marie CARDON - DRE

Cité Administrative - Bâtiment B - Boulevard A. Duportal

31074 Toulouse Cedex

Tél. : 05 61 58 58 58 / 05 61 58 53 21 (direct) - Fax : 05 61 23 99 21

Nord-Pas-de-Calais

Rose SECQ - SGAR

2, rue Jacquemars-Giélé - 59800 Lille

Tél. : 03 20 30 51.59 - Fax : 03 20 30 56 64



Nouvelle-Calédonie

Jean-Michel ARLIE

Haut Commissariat de la République - 98800 Nouméa

Tél. : (0 687) 44 32 44 - Fax : (0 687) 44 35 79

Pays-de-Loire

Pierre JOLIVET - SGAR

Hôtel de la Région - 1, rue de la Loire - 44035 Nantes Cedex 02

Tél. : 02 40 41 41 56 - Fax : 02 40 47 66 66

Picardie

Yves BRIANÇON - SGAR

6, rue Debray - 80020 Amiens Cedex

Tél. (stand.) : 03 22 97 80 80 - Tél. (dir.) : 03 22 33 84 28 - Fax : 03 22 33 84 49

Poitou-Charentes

Delphine VINCENT - SGAR

Place Aristide Briand - 86021 Poitiers Cedex

Tél. : 05 49 88 81 29 - Tél. (stand.) : 05 49 88 94 88 - Fax : 05 49 88 81 49

Polynésie-Française

M. MOSIMANN

Michel Administrateur des Iles du Vent - Rue des Poilus Tahitiens - Papeete

Tél. : (0 689) 46 86 10 - Fax : (0 689) 46 86 19

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Rémy SIBERTIN-BLANC - SGAR

25, rue Sylvabelle - 13006 Marseille

Tél. : 04 91 15 61 84 - Fax : 04 91 15 61 90

Réunion

Gérard CADRE - DDE

Rue Juliette-Dodu - 97487 Saint-Denis Cedex

Tél. : (0 262) 40 26 10 - Fax : (0 262) 40 26 15

Rhône-Alpes

Michel PROST - SGAR

31, rue Mazenod - 69426 Lyon Cedex 03

Tél. : 04 72 61 63 12 / 04 72 61 65 94 - Fax : 04 78 60 41 37

Directions Régionales des Affaires Culturelles

Conseillers DRAC à contacter

Alsace

Palais du Rhin - 2, place de la République - 67082 Strasbourg Cedex

Tél. : 03 88 15 57 00 - Fax : 03 88 75 60 95

Anne MISTLER - Tél. : 03 88 15 57 11/09

Aquitaine

54, rue Magendie - 33074 Bordeaux Cedex

Tél. : 05 57 95 02 02 - Fax : 05 57 95 01 25

Catherine LAJUS - Tél. : 05 57 95 01 57/55

Auvergne

Hôtel de Chazerat - 4, rue Pascal - 63010 Clermont-Ferrand Cedex 1

Tél. : 04 73 41 27 00 - Fax : 04 73 41 27 69

Agnès BARBIER - Tél. : 04 73 41 27 54

Basse-Normandie

13 bis, rue Saint-Ouen - 14052 Caen Cedex 4
Tél. : 02 31 38 39 40 - Fax : 02 31 23 84 65
Gérard BRISION - Tél. : 02 31 38 39 67 - Tél. (sec.) : 02 31 38 39 48

Bourgogne

Hôtel Chartraire de Montigny - 39/41, rue Vannerie - 21000 Dijon
Tél. : 03 80 68 50 50 - Fax : 03 80 31 68 62 et 03 80 72 53 99
Pascale HARASSE - Tél. : 03 80 68 50 03

Bretagne

Hôtel de Blossac - 6, rue du Chapitre - 35044 Rennes Cedex
Tél. : 02 99 29 67 67 - Fax : 02 99 29 67 99
Bernard Le DOZE - Tél. 02 99 29 67 81

Centre

6, rue de la Manufacture - 45043 Orléans Cedex
Tél. : 02 38 78 85 00 - Fax : 02 38 78 85 99
Jérôme NORMAND - Tél. : 02 38 78 85 77

Champagne-Ardenne

3, rue du Faubourg Saint-Antoine - 51037 Châlons-en-Champagne
Tél. : 03 26 70 36 50 - Fax : 03 26 70 43 71
Marie-Claire RIOU - Tél. : 03 26 70 36 98

Corse

19, Cours Napoléon BP 301 - 20176 Ajaccio Cedex
Tél. : 04 95 51 52 00 - Fax : 04 95 21 20 69
Marie-Jeanne NICOLI - Tél. : 04 95 51 52 08

Franche-Comté

9 bis, rue Charles-Nodier - 25043 Besançon Cedex
Tél. : 03 81 65 72 00 - Fax : 03 81 65 72 72
Dominique CUEL - Tél. : 03 81 65 72 89

Guadeloupe

14, rue Maurice Marie-Claire - 97100 Basse-Terre
Tél. : (0 590) 99 48 82 - Fax : (0 590) 81 72 30
Jocelyne DARIL - Tél. : 05 90 99 48 91

Guyane

95, avenue du Général de Gaulle - BP 11 - 97321 Cayenne Cedex
Tél. : (00 594) 25 54 00 - Fax : (00 594) 25 54 10
e-mail : DRAC-CULTURE@Mdi-Guyane.fr

Haute-Normandie

Cité administrative - 2, rue Saint Sever - 76032 Rouen Cedex
Tél. : 02 35 63 61 60 - Fax : 02 35 72 84 60
Sophie BARDET - Tél. (sec.) : 02 35 63 61 70

Ile-de-France

98, rue de Charonne - 75011 Paris
Tél. : 01 56 06 50 00 - Fax : 01 56 06 52 48
Emmanuelle SCHWEIG - Tél. : 01 56 06 51 01
Christophe POPOVICS - Tél. : 01 56 06 51 04



Languedoc-Roussillon

Hôtel de Grave - 5, rue Salle-l'Évêque - BP 2051
34026 Montpellier Cedex 1
Tél. : 04 67 02 32 00 - Fax : 04 67 02 32 04
Jacques THAREL - Tél. : 04 67 02 32 55

Limousin

6, rue Haute de la Comédie - 87036 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 45 66 45 - Fax : 05 55 45 66 44
Richard MADJAREV - Tél. : 05 55 45 66 17

Lorraine

6, place de Chambre - 57045 Metz Cedex 1
Tél. : 03 87 56 41 00 - Fax : 03 87 75 28 28
Marie-Josèphe COUGNY - Tél. : 03 87 56 41 41

Martinique

Ancien hôpital civil - route de l'Ermitage - 97200 Fort-de-France
Tél. : (00 596) 60 25 36 - Fax : (00 596) 63 55 19
Gérard CIESLIK - Tél. : 05 96 60 87 58

Nord-Pas-de-Calais

Hôtel Scrive - 1, rue du Lombard - 59800 Lille Cedex
Tél. : 03 20 06 87 58 - Fax : 03 20 74 07 20
Didier TROUSSARD - Tél. : 03 20 06 02 88

Midi-Pyrénées

56, rue du Taur - BP 811 - 31080 Toulouse Cedex 6
Tél. : 05 62 30 31 00 - Fax : 05 61 23 12 71
Francis LUTTIAU - Tél. : 05 62 30 31 18

Pays-de-la-Loire

1, rue Stanislas-Baudry - 44035 Nantes Cedex 01
Tél. : 02 40 14 23 00 - Fax : 02 40 14 23 01
Chantal DAGAULT - Tél. : 02 40 14 23 07

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

21/23, boulevard du Roi René - 13617 Aix-en-Provence Cedex 1
Tél. : 04 42 16 19 00 - Fax : 04 42 38 03 22
Frédérique GIRAUD-HERAUD - Tél. : 04 42 38 14 42

Picardie

5, rue Henri-Daussy - 80044 Amiens Cedex 1
Tél. : 03 22 97 33 00 - Fax : 03 22 97 33 56
Fabrice MORIO - Tél. (sec.) : 03 22 97 33 65

Poitou-Charentes

Hôtel de Rochefort - 102, Grand'Rue - BP 553 - 86020 Poitiers Cedex
Tél. : 05 49 36 30 30 - Fax : 05 49 88 32 02
Jean-Claude SENECHAL - Tél. : 05 49 36 30 18

Réunion

18, rue Ronthaunay - BP 224 - 97464 Saint-Denis Cedex
Tél. : (00 262) 21 91 71 - Fax : (00 262) 41 61 93
Marie-Josée LO-THANG - Tél. : 02 62 21 91 71

Rhône-Alpes

Le Grenier d'abondance - 6, quai Saint-Vincent - 69283 Lyon Cedex 01

Tél. : 04 72 00 44 00 - Fax : 04 72 00 43 30

Benoît GUILLEMONT - Tél. : 04 72 00 44 15

Délégations Régionales du Fonds d'Action Sociale

Alsace

François Barthelme

1, rue de la Course - 67000 Strasbourg

Tél. : 03 88 75 29 52 - Fax : 03 88 75 63 83

Aquitaine

Manuel Dias

29, rue de l'École Normale - 33073 Bordeaux Cedex

Tél. : 05 57 22 25 90 - Fax : 05 57 22 25 99

Auvergne

Bernard Castellan

FAS/DRASS - Cité administrative - rue Pélissier

63034 Clermont-Ferrand Cedex 01

Tél. : 04 73 91 16 34 - Fax : 04 73 91 40 87

Bourgogne

1, promenade du Rhin - BP 686 - 21018 Dijon Cedex

Tél. : 03 80 53 09 43 - Fax : 03 80 41 12 83

Bretagne

Pascale Petit

18, place de la Gare - 35000 Rennes

Tél. : 02 99 31 03 73 - Fax : 02 23 44 03 09

Centre

Daniel Ropital

23, rue de la Bretonnerie - 45000 Orléans

Tél. : 02 38 77 86 30 - Fax : 02 38 68 14 37

Champagne -Ardenne

Anne Lhermitte

9, rue Thiers - 51000 Châlons-en-Champagne

Tél. : 03 26 21 85 50 - Fax : 03 26 66 48 37

Franche-Comté

Richard Jeannin

10, avenue Clemenceau - 25000 Besançon

Tél. : 03 81 25 04 40 - Fax : 03 81 25 04 41

Haute-Normandie/Basse-Normandie/Corse

Michel Noize

Siège du FAS - 209, rue de Bercy - 75585 Paris Cedex 12

Tél. : 01 40 02 77 06 - Fax : 01 43 46 04 27



Ile-de-France

Azzedine M'Rad

211, rue de Bercy - 75585 Paris Cedex 12
Tél. : 01 40 02 73 00 - Fax : 01 40 02 77 27

Languedoc-Roussillon

Nouria Boggio

1, rue Cité Benoit - 34000 Montpellier
Tél. : 04 67 15 69 00 - Fax : 04 67 65 35 82

Limousin

Paulette Golfarb

Siège du FAS - 209, rue de Bercy - 75585 Paris Cedex 12
Tél. : 01 40 02 77 10 - Fax : 01 43 46 04 27

Lorraine

Isabelle Pelle

1, avenue Foch - 57000 Metz
Tél. : 03 87 37 78 50 - Fax : 03 87 37 05 70

Midi-Pyrénées

Jöel Boussignac

Résidence Cap Wilson - 81, bd Carnot - BP 7163 - 31072 Toulouse Cedex 7
Tél. : 05 62 30 36 70 - Fax : 05 62 30 36 79

Nord-Pas-de-Calais

Fadila Mehal

262/266, rue Léon Gambetta - 59000 Lille
Tél. : 03 28 38 01 00 - Fax : 03 28 38 01 01

Pays-de-la-Loire

Marie-France Flahault

33, rue de Strasbourg - 44000 Nantes
Tél. : 02 40 89 94 70 - Fax : 02 40 89 94 79

Picardie

Nadia Bentchicou

50, rue Riolan - 80000 Amiens
Tél. : 03 22 22 38 00 - Fax : 03 22 22 38 09

Poitou-Charentes

Bruno Sulli

Espace 10 - 17, rue Albin Haller - République 2 - 86000 Poitiers
Tél. : 05 49 55 41 21 - Fax : 05 49 55 54 40

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Henri Dardel

51, rue Saint Ferréol - BP 2118 - 13203 Marseille Cedex 01
Tél. : 04 96 11 12 13 - Fax : 04 91 55 67 32

Rhône-Alpes

Gérard Cugney

31, cours Émile Zola - BP 2126 - 69616 Villeurbanne Cedex
Tél. : 04 72 82 14 90 - Fax : 04 72 82 14 91

Repères bibliographiques

Interculturalisme, lien social, politique de la ville

Martine Ducor,

Observatoire des Politiques Culturelles

Ouvrages

- Selim ABOU, *L'identité culturelle. Relations inter-ethniques et problèmes d'acculturation*, Paris : Hachette-Pluriel, 1995.
- Martine ABDALLAH-PRETCEILLE, *L'éducation interculturelle*, Paris : Presses Universitaires de France, 1999.
- *Action culturelle et intégration. Un bilan des connaissances*, Paris : ADRI, 1994.
- Yves AGUILAR, *Un art de fonctionnaire, le 1 %*, Nîmes : Jacqueline Chambon, 1998.
- Cristina ALLEMANN-GHIONDA, *Éducation et diversité socioculturelle*, Paris : L'Harmattan, 1999.
- Jean-Loup AMSELLE, *Vers un multiculturalisme français. L'empire de la coutume*, Paris : Aubier, 1996.
- Marcos ANCELOVICI, Francis DUPUIS-DERI, *L'Archipel identitaire. Recueil d'entretiens sur l'identité culturelle*, Québec : Boréal, 1997.
- Mario D'ANGELO, Paul VESPERINI, *L'innovation culturelle au service du développement social urbain*, Agence IDEE, 1991.
- François ASCHER, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris : Odile Jacob, 1995.
- Jean-Pierre AUGUSTIN, Daniel LATOUCHE (dir.), *Lieux culturels et contextes de villes*, Talence : Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998.
- Christian BACHMANN, Nicole LE GUENNEC, *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris : Albin Michel, 1996.
- Catherine BASTARD, *Éléments de réflexion sur l'action culturelle comme facteur d'intégration*, rapport remis au Secrétaire général à l'intégration, février 1991.
- Hugues BAZIN, *La culture Hip-Hop*, Paris : Desclée de Brouwer, 1995.
- Azouz BEGAG, Christian DELORME, *Quartiers sensibles*, Paris : Seuil, 1994.
- Azouz BEGAG, *Espace et exclusion*, Paris : L'Harmattan, 1995.
- Tahar BEN JELLOUN, *Les raisins de la galère*, Paris : Fayard, 1995.
- Alain BENTOLILA, *De l'illettrisme en général et de l'école en particulier*, Paris : Plon, 1996.
- Alain BERTHO, *Banlieue, banlieue, banlieue*, Paris : La Dispute, 1997.
- Franco BIANCHINI, Parkinson MICHAËL, *Cultural policy and urban regeneration. The west european experience*, Manchester university Press, 1993.
- Saïd BOUAAMANA, *De la galère à la citoyenneté. Les jeunes, la cité, la société*, Paris : Desclée de Brouwer, 1993.
- Manuel BOUCHER, *Rap expression des lascars, significations et enjeux du rap dans la société française*, Paris : L'Harmattan, 1998.
- Patrick BOULTE, *Individus en friche : essai sur la réparation de l'exclusion par la restauration du sujet*, Paris : Desclée de Brouwer, 1995.
- Pierre BOURDIEU (dir.), *La misère du monde*, Paris : Seuil, 1993.

- Jean-Marie BREUVARD, Francis DANVERS (dir.), *Migrations interculturelité et démocratie*, Lille : Presses universitaires du Septentrion, 1998.
- Carmel CAMILLERI (dir.), *Différences et cultures en Europe*, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1994.
- Carmel CAMILLERI, Geneviève VINSONNEAU, *Psychologie et culture, concepts et méthodes*, Paris : Armand Colin, 1996.
- Carmel CAMILLERI, Margalit COHEN-EMERIQUE, *Chocs de cultures, concepts et enjeux pratiques de l'interculturel*, Paris : L'harmattan, 1989.
- Martine CAGNOT, Hélène TRUBLIN-SAVOYE, *Insertion des immigrés et cohabitation interculturelle. Répertoire d'expériences*, Paris : ADRI, 1989.
- Roland CASTRO, *Civilisation urbaine ou barbarie*, Paris : Plon, 1994.
- Jean CAUNE, *La culture en action. De Vilar à Lang : le sens perdu*, Presses universitaires de Grenoble, 1992.
- Jean CAUNE, *Pour une éthique de la médiation. Le sens des pratiques culturelles*, Presses universitaires de Grenoble, 1999.
- Bruno COLIN, *Action culturelle dans les quartiers. Enjeux, méthodes*, Culture & Proximité (hors-série), Paris : Éditions Opale, 1998.
- Michel DE CERTEAU, *La culture au pluriel*, Paris : Christian Bourgeois, 1987.
- Alain CHARRE (dir.), *Art et espaces publics*, Givors : Maison du Rhône, 1992.
- Paul CHEMETOV, *20 000 mots pour la ville*, Paris : Flammarion, 1996.
- *Cinéma-Quartiers-Banlieue*, Paris : Culture/DIV/ADRC/FAS, 1993.
- *Citoyenneté et urbanité. Entretiens de la ville I*, ouvrage collectif, Paris : Éditions Esprit, 1992.
- Paul CLAVAL, *La Géographie culturelle*, Paris : Nathan, 1995.
- *La Culture au cœur. Contribution à la réflexion sur la culture et le développement en Europe*, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1997.
- *Culture et quartiers, Concepts et références (volume 1)*, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1996.
- *Culture et quartiers, Rapport comparatif (volume 2)*, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1997.
- *Culture et quartiers, Habitants et artistes : entretiens sur le quartier (volume 3)*, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1997.
- Jean-Marc DELARUE, *Banlieues en difficulté : la relégation*, Paris : Syros, 1991.
- Gérard DE PUYMEGE, *Identités culturelle et interculturelité en Europe*, Arles : Actes Sud, 1997.
- Olivier DONNAT, *Les Français face à la culture. De l'exclusion à l'éclectisme*, Paris : La Découverte, 1994.
- Jacques DONZELOT, Philippe ESTÈBE, *L'État animateur. Essai sur la politique de la ville*, Paris : Esprit, 1994.
- Jacques DONZELOT (dir.), *Face à l'exclusion : le modèle français*, Paris : Esprit, 1991.
- DRAC Rhône-Alpes, *Art, ville et image*, Paris : Paroles d'Aube, 1998.
- François DUBET, Didier LAPEYRONNIE, *Les quartiers d'exil*, Paris : Seuil, 1992.
- François DUBET, *La galère : jeunes en survie*, Paris : Fayard, 1987.
- André DUCRET, *L'Art dans l'espace public. Une analyse sociologique*, Zurich : Seismo, 1994.
- *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, 1997.

- Sabine FACHARD, *L'Art et la ville. Intervention des artistes dans les villes nouvelles*, Royoumont : Secrétariat général du groupe central des villes nouvelles, 1977.
- Jean-Baptiste DE FOUCAULD, Denis PIVETEAU, *Une société en quête de sens*, Paris : Odile Jacob, 1995.
- René GALLISSOT, *Pluralisme culturel en Europe. Culture(s) européenne(s) et culture(s) des diasporas*, Paris : L'Harmattan, 1993.
- RUE DES USINES, *Haine de la culture, culture de la haine*. N° 1/2/3, Bruxelles : 1994/1995/1996.
- Christel HARTMANN-FRITSCH (dir.), *Art as catalyst : artistic youth work in socially troubled areas. Contributions to the future of successful european youth work and youth policy*, Berlin : Etude commanditée par la Fondation européenne de la culture d'Amsterdam, 1995.
- HAUT-CONSEIL À L'INTÉGRATION, *Liens culturels et intégration, juin 1995*, rapport au premier ministre, Paris : La Documentation française, 1995.
- Richard HOGGART, *La culture du pauvre*, préface de J.-C. Passeron, Paris : Éditions de Minuit, 1970.
- Monique HONOR, *Enseigner et apprendre dans une classe multiculturelle, méthodes et pratiques pour réussir*, Lyon Chroniques sociales, 1996.
- Jean HURSTEL, *Chroniques culturelles barbares*, Paris : Syros, 1988.
- Jean HURSTEL, *La Culture est le lien social*, in L'observatoire n° 16, automne 1998.
- Jean HURSTEL, *Jeunes au bistrot, cultures sur macadam*, Paris : Syros, 1984.
- *In from the margins. The contribution to the debate on cultural and development in Europe*, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1999.
- *L'Intégration des arts à l'architecture et à l'environnement : bilan 1993/1995*, Québec : Direction générale des milieux culturels de l'Est du Québec, 1994.
- Claude JACQUIER, *Voyage dans dix quartiers européens en crise*, Paris : L'Harmattan, 1991.
- Adil JAZOULI, *Les années banlieues*, Paris : Seuil, 1992.
- Adil JAZOULI, *Une saison en banlieue*, Paris : Plon, 1995.
- Riva KASTORYANO (dir.), *Quelle identité pour l'Europe ? Le multiculturalisme à l'épreuve*, Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1998.
- Ch. KELLERHALS, J. MATTEY, *Les politiques urbaines en matière de récupération de friches industrielles*, Genève : mémoires, 1992.
- M. LACAZE *Les grandes friches industrielles*, DATAR, La Documentation française, décembre, 1985.
- Jean-René LADMIRAL, Edmond-Marc LIPIANSKY, *La Communication interculturelle*, Paris : Armand Colin, 1989.
- Zaki LAIDI, Philippe PETIT, *Malaise dans la mondialisation*, Paris : Textuel, 1997.
- Gilles LAMARQUE, *L'exclusion*, Paris : PUF, 1995.
- Bernard LAMIZET, Pascal SANSON, (dir.), *Les Langages de la ville*, Marseille : Parenthèse, 1997.
- Georges LAPASSADE, Philippe ROUSSELOT, Louis TALMONT, *Le rap ou la fureur de dire*, Paris : Éditions Loris Talmart, 1990.
- Didier LAPEYRONNIE, *L'individu et les minorités, La France et la Grande-Bretagne face à leurs immigrés*, Paris : PUF, 1993.
- Olivier LE COUR GRANDMAISON, Catherine WIHTOL DE WENDEN (dir.), *Les étrangers dans la cité. Expériences européennes*, Paris : La Découverte, 1993.
- René LENOIR, *Les exclus*, Paris : Seuil, 1974.

- David LEPOUTRE, *Cœur de Banlieue. Codes, rites et langage*, Paris : Odile Jacob, 1997.
- Roland LIENHARDT, *Cultivez-vous. Il m'en restera toujours quelque chose... 1 % du budget de l'État, pour quoi faire ?*, Paris : Leader music diffusion livres, 1988.
- Jesus-Pedro LORENTE, *The role of museums and the arts in the urban regeneration of Liverpool*, Leicester : Urban History/University of Leicester, 1996.
- Jesus-Pedro LORENTE, *Centros de arte museos arte publico talleres estudios galerias*, Université de Zaragoza : Département Histoire de l'art, 1997.
- Jean-Olivier MAJASTRE, *La culture en archipel, pratiques culturelles de jeunes en situation précaire*, La documentation Française, 1990.
- Pierre MAYOL, *Les enfants de la liberté. Etudes sur l'autonomie sociale et culturelle des jeunes en France, 1970/1996*, Paris : L'Harmattan, 1997.
- Corinne MATHERON et Jacques SUBILEAU, *Jeunes, musiques et médiation*, Paris : Villes et Miroirs de Villes, 1994.
- Pierre MERLIN, *Les banlieues*, Paris : Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, 1999.
- Jean MÉTRAL (coord.), *Les aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville*, Paris : Ministère de la Culture et de la Communication, 1998.
- V. MILLIOT, *les fleurs sauvages de la ville et de l'art*, thèse de doctorat, Lyon 2, 1997.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION, *Quartiers lumières 1991/1992. Guide culture des contacts et des actions dans les quartiers*, Paris : Ministère de la Culture et de la Communication, 1992.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION, MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, *Itinérance, itinéraires : culture insertion-jeunes*, juillet 1990.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION, DÉLÉGATION AU DÉVELOPPEMENT ET AUX FORMATIONS, *Propos cités, culture et lien social*, juin 1991.
- Jean-Michel MONTFORT, Hugues DE VARINE, *Ville, culture et développement. L'art de la manière*, Paris : Syros, 1995.
- Jean-Michel MONTFORT, *Rapport d'évaluation sur les projets culturels de quartier*, Paris : Agence Faut voir, 1997
- Claude MOLLARD, *La Passion de l'art, écrits et paroles 1981/1985*, Paris : La Différence, 1986.
- *Les Murs murmurent, ils crient, ils chantent...*, Paris : Centre Georges Pompidou/CCI, 1982.
- Jean-François PARENT, *Des Écrits dans la ville. Sociolinguistique d'écrits urbains : l'exemple de Grenoble*, Paris : L'Harmattan, 1998.
- Thierry PAQUOT, *Homo urbanus. Essai sur l'urbanisation du monde et des mœurs*, Paris : Félin, 1990.
- *Par rapport au rap. Regards sur les pratiques artistiques des jeunes liées au Hip-hop*, Paris : ADRI, 1994.
- *Passages public (s). Points de vue sur la médiation artistique et culturelle*, Lyon : ARSEC, 1995.
- Catherine PASSAL, Joël JAMET, *L'Insertion en questions ?*, Paris : L'Harmattan, 1995.
- Serge PAUGAM (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris : La découverte, 1996.

- Jean PAVAGEAU, Yves GILBERT (dir.), *Le lien social et l'inachèvement de la modernité. Expériences d'Amérique et d'Europe*, Paris : L'Harmattan, 1998.
- Patrice PAVIS, *Le théâtre au croisement des cultures*, Paris : José Corti, 1990.
- Michel PÉRALDI, *Le temps des rites : l'action culturelle en ville nouvelle*, Paris : CERFISE, 1988.
- Antonio PEROTTI, *Migrations et société pluriculturelle*, Paris : L'Harmattan, 1996.
- Antonio PEROTTI, *Plaidoyer pour l'interculturel*, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1994.
- Jean-Claude POMPOUGNAC, *Illettrisme : tourner la page*, Paris : Hachette, 1996.
- *Quartiers Lumières, Rhône-Alpes, Petit guide pour la découverte de nouvelles aventures culturelles en milieu urbain*, Lyon : Préfecture, DRAC Rhône-Alpes, 1991.
- *Quartiers Lumières 1992/1993, Guide Culture des contacts et des actions dans les quartiers*, Paris : DIV, Ministère de l'Éducation nationale et de la culture, 1992.
- *Regards sur la politique de la ville*, Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, Paris, 1999.
- Pierre RESTANY, Patrick TALBOT, Jean-Luc DAVAL, *L'Ame urbaine. Hommage à Monique Faux*, Genève : Daval éditeur, 1998.
- Fabrice RAFFIN, *La mise en culture des friches industrielles Poitiers/Genève/Berlin*, Ministère de l'équipement, du logement et du transport, juin 1998.
- Charles ROJZMAN, *La peur, la haine et la démocratie*, Paris : Desclée de Brouwer, 1992.
- Joël ROMAN (dir.), *Ville, exclusion et citoyenneté, Entretiens de la ville II*, Paris : Esprit, 1993.
- Laurence ROULLEAU-BERGER, *L'action socioculturelle dans la ville*, Paris : L'Harmattan, 1994.
- Laurence ROULLEAU-BERGER, *La ville intervalle : jeunes entre centre et banlieue*, Paris : Méridiens/Klincksieck, 1991, réédition 1993.
- Laurence ROULLEAU-BERGER, *L'école dans la ville*, Paris : L'Harmattan, 1994.
- Laurence ROULLEAU-BERGER - Chantal NICOLE-DRANCOURT, *L'insertion des jeunes en France*, Paris : PUF, 1996.
- Jean-Pierre SAEZ, *Culture et lien social in L'observatoire n° 15*, printemps 1998.
- Jean-Pierre SAEZ (dir.), *Identités, cultures et territoires*, préface de Michel Wieviorka, Paris : Desclée de Brouwer, 1995.
- Jean-Pierre SAEZ, *Que peuvent les politiques culturelles pour le lien social ?*, in L'État de la France. 1999/2000, Paris : La Découverte, 1999.
- Dominique SCHNAPPER, *La relation à l'autre : au cœur de la pensée sociologique*, Paris : Gallimard, 1998.
- Andréa SEMPRINI, *Le Multiculturalisme*, Paris : Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, 1997.
- Richard SHUSTERMAN, *L'art à l'état vif. La pensée pragmatiste ou l'esthétique populaire*, Paris : Éditions de Minuit, 1992
- Marianne SITROM, *L'Art public. Intégration des arts plastiques à l'espace public*, Paris : Dunod, 1980.
- Richard TAYLOR, *Le malaise de la modernité*, Paris : Les éditions du Cerf, 1992.

- Richard TAYLOR, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris : Aubier, 1994.
- Elisabeth THIEDEY, *Évaluation de projets culturels de quartier : la parole des habitants*, Paris : Théâtre Pour de Vrai, 1997.
- Alain TOURAINE, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Paris : Fayard, 1997.
- Laurier TURGEON, *Les entre-lieux de la culture*, Paris : L'Harmattan, 1998.
- *An urban renaissance. Sixteen case studies showing the role of the arts in urban regeneration*, Londres, Arts Council of Great Britain, 1989.
- Jean-Pierre VELIS, *La France illettrée*, Paris : Seuil, 1988.
- Gilles VERPRAET, *La Socialisation urbaine. Transitions sociales et transactions culturelles dans la cité périphérique*, Paris : L'Harmattan, 1994.
- Alain VULBEAU, *Du tag au tag*, Paris : Desclée de Brouwer, 1992.
- Alain VULBEAU, Jean-Yves BARREYRE (dir.), *La jeunesse et la rue*, Paris : Desclée de Brouwer, 1994.
- Jean-Pierre WARNIER, *La mondialisation de la culture*, Paris : La Découverte, 1999.
- Michel WIEVIORKA, *La démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité*, Paris : La Découverte, 1993.
- Michel WIEVIORKA, *La France raciste*, Paris : Seuil, 1992.
- Michel WIEVIORKA (dir.), *Racisme et xénophobie en Europe*, Paris : La découverte, 1994.
- Michel WIEVIORKA (dir.), *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Paris : La découverte, 1996.
- Dominique WOLTON, *Penser la communication*, Paris : Flammarion, 1997.
- Jean-Pierre WORMS, *L'intégration des migrants et les relations intercommunautaires*, rapport au Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1993.
- Martine XIBERRAS, *Les théories de l'exclusion*, Paris : Armand Colin, 1998.

Actes de Colloques

- *Art contemporain et espace urbain*. Synthèse, Givors, janvier 1989, Lyon : FNCC Informations, Mai 1989.
- *L'Art renouvelle la ville. Urbanisme et art contemporain*, Actes des rencontres, Paris, novembre 1992, Cergy/Pontoise : Association UAC, 1995.
- *Un Art urbain au pied du mur*, Actes de Rencontres, Marseille 29/30 janvier 1993, Marseille : Lieux publics, 1993.
- *Art et ville. Bilan des rencontres Art et ville en 1993 et 1994*, Paris : Institut français d'architecture, Ministère de la Culture et de la Francophonie, 1995.
- *Ateliers de l'intégration locale*, Nord-Pas-de-Calais du 18 au 20 janvier 1995.
- *Banlieues d'Europe, l'art dans la lutte contre l'exclusion*,
- Actes des rencontres des 3/4 février 1994 et des 21, 22 et 23 mai 1992, Maison des cultures frontalières, Freyning Merlebach.
- Actes des cinquièmes rencontres, Strasbourg, du 29 au 31 mai 1995.

- Actes des sixièmes rencontres de Bruxelles, du 6 au 8 novembre 1996, Culture & Proximité (hors-série), Paris : Éditions Opale, juin 1997.
- Actes des septièmes rencontres, *Bilan et perspectives du travail artistique dans les quartiers d'Europe*, Strasbourg, 12/13 mars 1998, en coopération avec l'Observatoire des Politiques Culturelles.
- *Culture et lien social*, Roubaix 1^{er} février 1994, Ministère de la Culture.
- *Culture in the neighbourhood : cultural animation in urban districts/La Culture de quartier : animation culturelle dans le quartier urbain*, Boldern (Suisse), du 30 novembre au 2 décembre 1989, UNESCO, 1990. (World decade for cultural development).
- *Culture in the neighbourhood*, Project n° 117, Karlskrona (Suède), du 18 au 20 août 1993, UNESCO, 1994. (World decade for cultural development).
- *Culture in the neighbourhood*, Tallinn (Estonie) du 18 au 21 mai 1995, UNESCO, 1996. (World decade for cultural development).
- *Développement social urbain : une politique nationale, des politiques locales*, Lille Marq-en-Baroeul, 9/10 février 1995.
- *Échanges pour l'intégration*, Séminaire, Paris, 9/10 juillet 1996, ADRI, 1997.
- *Identités européennes et apprentissages interculturels*, Montpellier, du 17 au 21 novembre 1986, ODAC, 1986.
- *Jeunesse et interculture, "Dis-moi ta culture"*, Montpellier, 2/3 juin 1988, ODAC, 1989.
- Alain LEMENOREL, *La Rue, lien de sociabilité*, actes du colloque, Rouen, du 16 au 19 novembre, 1994, Rouen : Université de Rouen, 1997.
- *Lieux culturels*, in Les annales de la recherche urbaine n° 70, Paris : Plan urbain, 1996.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE, *Le 1 % avant et après la décentralisation. Pour une relance du 1 %*, Grenoble 21 avril 1994 (Publication éditée à l'occasion des journées d'étude nationales), Paris : Ministère de la Culture et de la Francophonie, 1994.
- *Nouveaux lieux culturels*, Montréal du 2 au 4 octobre 1996, Neuvièmes entretiens du Centre Jacques Cartier, Ville de Montréal, 1997.
- OBSERVATOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES, *Pour une relance du 1 %*. Synthèse journée d'étude, Grenoble, 21 avril 1994, Grenoble : Observatoire des Politiques Culturelles, 1994.
- *Patrimoine culturel et politique de la ville*, actes du colloque d'Arles, 28 juin 1994, DRAC Provence-Alpes-Côte-d'Azur.
- *Quale cultura nella periferia metropolitana, actes de la conférence internationale*, Milan, 6/7 avril 1990, Osservatorio culturale Lombardo/Regione lombardia, Bersano, 1992.
- *La rue, lieu de sociabilité ?* Actes de colloque, Rouen, du 16 au 19 novembre 1994, Rouen, Université de Rouen, 1998.
- *Les Rencontres de Nantes (1992/1994/1996)*, actes de la Biennale de l'action socio-éducative, sociale et culturelle, Ville de Nantes, 1992/1994/1996.
- *Urbanisme culture et cohésion sociale*, 15^e rencontre nationale des agences d'urbanisme "Rendez-vous place du théâtre", Lille du 27 au 30 septembre 1994, Paris, Fédération nationale des agences d'urbanisme, Lille, Agence de développement et d'urbanisme de la métropole lilloise, 1994.

Périodiques

- CULTURE & PROXIMITÉ, N^{os} 1 à 10, Paris : Éditions Opale, de 1996 à 1999.
- ESPRIT, n° 2, *La France des banlieues*, février 1991.
- ESPRIT, n° 6, *La France de l'exclusion*, juin 1992.
- FNCC INFORMATIONS, n° 108, *La ville de banlieue et l'acte culturel*, décembre 1992.
- HERMÈS, n° 23/24, *La cohabitation culturelle en Europe, regards croisés des quinze, de l'Est et du Sud*, Paris : CNRS éditions, 1999.
- HOMMES ET LIBERTÉ, n° 76, *Le spectre de la déchirure sociale et politique*, janvier 1994.
- HOMMES ET MIGRATIONS, n° 1181, *Vivre ensemble dans les grands ensembles. Dossier sur les cafés-musique*, novembre 1994.
- LE MONDE, *Une politique pour la ville*, supplément du 18 janvier 1996.
- LES ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE, n° 68/69, *Politiques de la ville. Recherches de terrains*, Paris : Plan urbain, 1995.
- LES CAHIERS DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, n° 14, *Des politiques pour la ville*, 1995.
- LES CAHIERS DU CRDSU, *Cultures et développement*, Lyon : CRDSU, 1999.
- LES CAHIERS DE PROFESSION BANLIEUE, *Les enjeux culturels de la politique de la ville*, Saint-Denis : Profession banlieue, 1998.
- MIGRANTS-FORMATION, n° 111, *La culture en banlieue, expressions culturelles dans les quartiers, art éducation et formation*, Paris : CNDP, 1997.
- PROJET, n° 243, *Pour la ville : mégalopolis, dedans, dehors, des villes à vivre*, Paris : Assas Éditions, 1995.
- PROJET, n° 255, *Sociétés, culture communautés*, Paris : Assas Éditions, 1998.
- *Paroles Urbaines*, Ministère de la culture et de la francophonie, Préfecture, DRAC Rhône-Alpes, FAS Rhône-Alpes, 1994.
- *Passerelles revue d'études interculturelles*, Ville de Thionville, n^{os} 5/8/9/12, 1992 à 1996.
- REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES, *De l'exclusion et de ses remèdes*, volume 2, 1994.
- REVUE QUART MONDE, n° 156, *Se relier : une culture en ouvrage*, avril 1994.
- RUE DES USINES, *Haine de la culture, culture de la haine*, n° 24/25, hiver 1994/1995, n° 26/27, printemps 1995, n° 28, automne 1995.
- RUE DES USINES, *La Hip-Hop danse, de la rue à la scène*, n° 32/33, Hiver 1996.
- TÉLÉRAMA, *La culture pour s'en sortir*, hors-série, janvier 1996.
- TERRITOIRES, n° 351, *La culture dans la ville. Équipements culturels de proximité*, octobre 1994.

Films documentaires

- Jean-Pierre THORN, *Génération hip-hop ou le mouv' des zup*, Lyon, Inter Service Migrants Rhône-Alpes, 1995.
- Jean-Pierre THORN, *Faire kifer les anges*, Lyon, Inter Service Migrants Rhône-Alpes, 1996.

CULTURE & proximité

édité par *opale*

Direction de publication :

Bruno Colin

Comité de rédaction :

Bruno Colin
Luc de Larminat
Réjane Sourisseau

Rédaction :

OPALE

Bruno Colin
Luc de Larminat
Réjane Sourisseau
Frédérique Planet
François Bensignor
Laurence Berbon
Marie-Anne Hitter (La Laiterie)

FAUT VOIR

Jean-Michel Montfort
Johanna Couvreur



Traductions :

OPALE

Solange Bazely
Laurence Berbon

Illustration et mise en page :

OPALE

Pierre-Henri Fabre

Relecture :

Compédit-Beauregard

Imprimerie :

Compédit-Beauregard



Reproduction autorisée
sous réserve de citer la source



COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
Fonds social européen



L'ensemble des sommaires de

CULTURE & proximité



Numéros

n°1 ● Des Alsaciens sans frontières ● Régies de quartier : entre paroles et mémoires ● Des cafés-musiques aux scènes de musiques actuelles ● Délégations de services publics culturels ?

n°2 ● Arrimages en pays bretons ● Livres en campagne ● Actualité des scènes de musiques actuelles et des cafés-musiques ● Utilité sociale des associations culturelles ?

n°3 ● Horizons culturels en Nord-Pas-de-Calais ● Rencontres artistiques et santé mentale ● Négociations autour des scènes de musiques actuelles ● Des Zones pour tous ?

ÉPUISÉ

n°4 ● Chemins de traverse en Pays de la Loire ● Musiques actuelles en résidence ● Du mécénat au partenariat ● Sociétés à but non lucratif, en Europe, une question de statut ?

n°5 ● Balade en région Centre ● Vidéos des Pays et des Quartiers ● Les cafés-musiques pour l'emploi des jeunes ● Les réseaux de l'économie solidaire en mouvement

ÉPUISÉ

n°6 ● Musiques et danses traditionnelles et ateliers d'écriture en Languedoc-Roussillon ● Le renouveau du bal ● Scènes musicales sur la toile ● L'avis de René Rizzardo sur les sociétés à but non lucratif ● Dynamiques des réseaux européens

n°7 ● Équilibre en région Poitou-Charentes ● Le Droit à l'initiative à partir de l'expérience du Sous-Marin ● L'école hors-les-murs ● Point de vue sur les artistes au RMI ● Soutiens à la diffusion musicale ● Creative Activity For Everyone ● Sur la piste du Campagnol

n°8 ● Cultures urbaines en Rhône-Alpes ● L'intervention d'artistes dans les parcours d'insertion et de formation ● Débat sur le droit à l'initiative : prolongations du match ● Centre Culturel de Gallus à Francfort ● Musiciens cherchent soutiens : répétition, formation ● Point de vue sur l'intermittence

n°9 ● Lorraine : Intercommunalité culturelle dans la vallée de la Fensch ● Emplois-jeunes Culture : l'économie au centre ● Lisbonne : les femmes de la Battucada ● Création musicale et interculturelité ● Troisième volet du Droit à l'initiative : les Maisons des Chômeurs ● Point de vue de Luc Carton

n°10 ● Communautés de communes et développement culturel en Lot-et-Garonne ● Monter un café littéraire, aujourd'hui ● L'action culturelle en prison ● Musiques actuelles/amplifiées : Quelles avancées des politiques publiques ? ● Ciné cabaret/Cinéma itinérant ● De l'Europe aux associations : le rallye des contrats ● Ruines et initiatives artistiques à l'est de Berlin ● Ricardo Montserrat : Les ateliers d'écriture contre la dictature économique

Hors-série

Bilan : Économie et programmation des cafés-musiques

ÉPUISÉ ● Tableau général ● Indicateurs économiques ● Programmation

Banlieues d'Europe

ÉPUISÉ ● Politiques culturelles en Europe ● Hip-hop opéra ● Politique culturelle belge ● L'art dans les quartiers ● Politique culturelle française ● L'artiste dans les quartiers ● Quartiers en crise ● Tables rondes ● Politique culturelle européenne ● Réseaux

Vies entre vues

95 F ● Des habitants, accompagnés par des photographes professionnels, nous donnent à voir et à lire des images de leur ville et de leur vie.

Action culturelle dans les quartiers : enjeux, méthodes

90 F ● Essai sur le montage et les effets de projets culturels dans les quartiers d'habitat social à partir de témoignages d'observateurs, d'opérateurs, d'artistes, de travailleurs sociaux, de résidents...

Consacrées à des témoignages et des échanges de points de vue, les publications *Culture & Proximité* se veulent un instrument de liaison entre tous ceux qui ont fait le pari de placer l'expression artistique au centre des projets de développement local dans nos quartiers de villes et dans nos villages.

Elles apportent des outils de réflexion et d'action aux élus, représentants de l'État, entrepreneurs et professionnels de la culture, travailleurs sociaux... et citoyens curieux.

Bon de commande

Nom <input type="text"/>	Prénom <input type="text"/>	Tél <input type="text"/>	Fax <input type="text"/>
Nom de la structure <input type="text"/>			
Adresse <input type="text"/>			
Code postal <input type="text"/>	Ville <input type="text"/>	Pays <input type="text"/>	e-mail <input type="text"/>
Secteur d'activité <input type="text"/>		Fonction <input type="text"/>	
TARIFS (France TTC - Étranger HT)			
<input type="checkbox"/> Forfait (4 numéros + 2 hors-série)		Si l'adresse de facturation est différente, pensez à nous le préciser:	
<input type="checkbox"/> Institutions*, organismes*, sociétés _____ 350 FF		<input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Particuliers (-20 %) _____ 280 FF		<input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Étudiants, demandeurs d'emploi (-40 % sur justificatif) _____ 210 FF		<input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Commande au numéro		<input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> N°1 <input type="checkbox"/> N°2 <input type="checkbox"/> N°4 <input type="checkbox"/> N°6 _____		RIB OPALE : DEXIA - 40458 / 00001 / 00546875003 / 68	
<input type="checkbox"/> N°7 <input type="checkbox"/> N°8 <input type="checkbox"/> N°9 <input type="checkbox"/> N°10 _____		Réservé à Opale	
<input type="checkbox"/> Vies entre vues _____ 95 : <input type="text"/> FF		<input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Action culturelle dans les quartiers _____ 90 : <input type="text"/> FF			
<input type="checkbox"/> L'action culturelle dans la ville _____ 140 : <input type="text"/> FF			
TOTAL DE LA COMMANDE = <input type="text"/>			

*Merci de joindre votre règlement à la commande, ou pour les collectivités et les institutions de nous fournir un bon de commande.
Pour l'étranger : Paiement en eurochèque libellé en francs français ou par mandat international.

L'ACTION CULTURELLE

DANS LA VILLE

En France comme dans d'autres pays de la Communauté européenne, de nombreuses initiatives artistiques et culturelles jouent un rôle central dans les projets de développement social urbain.

Offrant un panorama de leurs diversités, "L'action culturelle dans la ville" se présente comme un recueil d'expériences, et constitue un outil de travail pour tous les acteurs locaux souhaitant s'engager sur les mêmes voies.

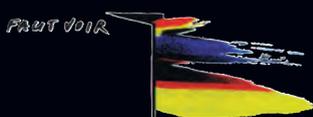
Comment évaluer la place de l'action culturelle dans les contrats de ville ? Impliquer collectivement, dans un projet culturel, citoyens, élus et professionnels ? Favoriser l'expression des habitants ? Trouver de nouveaux modes d'échanges entre artistes et population ? Élaborer de nouvelles voies d'insertion et de professionnalisation ? Autant de questions sur lesquelles cet ouvrage apporte des éclairages.

Vingt monographies d'expériences françaises, et quatre dossiers sur des initiatives et débats en cours en Grande-Bretagne, Italie, Espagne et Belgique, forment le corps de cette large exploration des méthodes employées et des effets repérés.

Ces témoignages révèlent l'émergence de solidarités renforcées, et de volontés partagées de changement.

D'autres monographies sont disponibles sur le site Internet de la DIV : www.ville.gov.fr

Réalisation : **opale**
éditions



ISBN : 2-9515285-0-7

140 F